

UNION INTERNATIONALE  
DES HUISSIERS DE JUSTICE  
ET OFFICIERS JUDICIAIRES



INTERNATIONAL  
ASSOCIATION  
OF JUDICIAL OFFICERS

# MAGAZINE

INTERNATIONAL

**XX<sup>e</sup> congrès international de l'UIHJ**  
**XX<sup>th</sup> International Congress of the UIHJ**

*Cap sur Marseille!*  
*Sail on to Marseilles!*



24

SEMESTRIEL

2009

BIANNUAL



Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires  
42 rue de Douai - 75009 Paris - France  
Tél. : +33 (0)1 49 70 12 87 - Fax : +33 (0)1 49 70 15 87  
<http://www.uihj.com> - [uihj@huissier-justice.fr](mailto:uihj@huissier-justice.fr)

UIHJ Magazine - Magazine semestriel d'information de  
l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Directeur de la publication : Jacques Isnard  
Rédacteur en chef : Roger Dujardin  
Rédacteur en chef adjoint : Mathieu Chardon  
Comité de rédaction : Marc Schmitz, Jos Uitdehaag

Edition - Réalisation : SAILING communication & technologies  
8 avenue des Minimes, F-94300 Vincennes  
<http://www.sailing-up.com>

Impression : Currenda sp. z o.o.  
Aleja Niepodległości 703A  
81-853 Sopot Pologne  
Tél. +48 58 5503875  
<http://www.currenda.pl>

## XX<sup>e</sup> congrès international des huissiers de justice à Marseille

C'est dans maintenant moins de deux mois qu'aura lieu le XX<sup>e</sup> congrès international des huissiers de justice à Marseille.

Chacun se prépare à assister à cet événement : intervenants et participants. Mais au fait : qu'est-ce qu'un congrès ?

Voici la définition que l'on peut en donner : réunion solennelle de personnes qui appartiennent à divers pays ou provinces, liées par une profession, qui se rassemblent pour débattre de questions communes, échanger leurs idées sur un objet où elles sont compétentes, se communiquer leurs études et en divulguer le résultat.

Cette définition qui semble faite pour nous est tout de même un peu sèche. Elle oublie sa dimension humaine. S'il s'agit certes d'une réunion solennelle, il faut souligner combien cette manifestation est conviviale et chaleureuse. Ce sont soixante-dix pays qui forment l'Union internationale des huissiers de justice ! Chacun de leurs représentants arrivent l'esprit ouvert, avide de différences et de nouveautés. Ils viennent y chercher la rupture du quotidien.

Le congrès est fait pour échanger des idées. Il est le lieu du mélange des cultures juridiques et donc d'un enrichissement mutuel. On assiste à la rencontre d'hommes et de femmes si différents et si semblables : leurs différences et leurs similitudes se font autour de ce qui les rassemble : leur profession. Et dans les couloirs d'une telle manifestation internationale, il flotte un délicieux parfum d'appartenance... On y arrive curieux, on en repart plein de rêves, d'objectifs et de volonté pour trois années à venir !

C'est l'endroit où l'on vient faire le point, se recentrer sur l'essentiel : l'amélioration sans fin de sa profession.

Un congrès c'est un point de rayonnement.

À Marseille, précisément, nous placerons l'huissier de justice dans le droit, dans l'État et dans le monde... Rien de moins.



Un événement ambitieux ?

Il se donne les moyens de ses ambitions : tous les professeurs du Conseil scientifique de l'UJH apporteront leur contribution aux travaux et ils seront rejoints par d'autres de leurs collègues du monde entier.

Nos confrères des pays des quatre continents membres de l'UJH se succéderont à la tribune au sein des trois ateliers suivants :

- La mutation : harmonisation de la classification des biens et sa conséquence sur le droit des contrats. (Rapporteur Françoise Andrieux)
- L'ouverture : de nouvelles activités pour les huissiers de justice et une nécessaire élaboration de normes mondiales d'exécution (Rapporteur Rose-Marie Bruno)
- La garantie : l'huissier de justice élément essentiel de l'État de droit d'un point de vue tant juridique qu'économique (Rapporteur Honoré Aggrey)

Marseille nous recevra et qui mieux qu'elle pouvait le faire ?

Marseille et ses couleurs, sa chaleur, sa gaieté.

Marseille et ses 2600 ans de culture, de tradition d'accueil.

Marseille enfin ouverte sur la Méditerranée et sur le monde... au son duquel nous ferons battre son cœur du 7 au 11 septembre 2009 !

**Françoise Andrieux**  
**Rapporteur général du Congrès de Marseille**



## Sommaire - Contents

XX <sup>e</sup> congrès international des huissiers de justice à Marseille <i>XX<sup>th</sup> international congress of the judicial officers in Marseille</i>	3 6
Deux pays et la NSA rejoignent l'UIHJ lors du conseil permanent de Paris en novembre 2008 <i>Two Countries and NSA Join the UIHJ at the Time of the Permanent Council in Paris in November 2008</i>	7 12
Jacques Isnard, officier de la Légion d'honneur <i>Jacques Isnard, Officer of the Legion of Honor</i>	17 18
Ouverture d'une représentation permanente de l'UIHJ à Bruxelles <i>Opening of a permanent representation of the UIHJ in Brussels</i>	20 20
Conférences des présidents européens de l'UIHJ à Paris <i>Conference of the European presidents of the UIHJ in Paris</i>	21 24

## AFRIQUE - AFRICA

3 <sup>e</sup> colloque international d'Alger : des contacts avec la Ligue arabe <i>3<sup>rd</sup> International Symposium of Algiers: contacts with the Arab League</i>	28 35
Rencontre avec des pays de la Ligue arabe <i>Meeting with Countries of the Arab League</i>	41 42
1 <sup>res</sup> rencontres Afrique/Europe des huissiers de justice à Libreville (Gabon) les 9 et 10 octobre 2008 <i>1<sup>st</sup> Africa Europe Meetings of Judicial Officer in Libreville (Gabon) On October 9<sup>th</sup> and 10<sup>th</sup> 2008</i>	43 53
28 <sup>e</sup> session Ufohja à Niamey (Niger) les 12 et 13 mars 2009 <i>28<sup>th</sup> Ufohja Session in Niamey (Niger) on 12-13 March 2009</i>	63 66
Conférence des présidents de la zone Ohada à Niamey le 11 mars 2009 <i>Conference of the Presidents of the Ohada Zone in Niamey on 11 March 2009</i>	69 70
Réforme de la profession de Sheriff au Swaziland <i>Transformation of the Sheriffs profession in Swaziland</i>	71 72

## EUROPE

Participation de l'UIHJ à la 26 <sup>e</sup> réunion des points de contacts du RJE <i>Participation of the UIHJ in the 26<sup>th</sup> Meeting of the Contact Points of the EJN</i>	73 76
3 <sup>e</sup> assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie <i>3<sup>rd</sup> General Meeting of the National Chamber of Judicial Officers of Bulgaria</i>	80 82
Participation de l'UIHJ à la 12 <sup>e</sup> réunion plénière de la CEPEJ <i>Participation of the UIHJ in the 12<sup>th</sup> Plenary Session of the CEPEJ</i>	84 85
Participation de l'UIHJ au groupe de travail CEPEJ-GT-EXE sur l'exécution des décisions de justice <i>Participation of the UIHJ in the CEPEJ-GT-EXE Working Group on Enforcement</i>	86 87
Visite d'une délégation du ministère de la justice croate à Paris <i>Visit of a Delegation of the Ministry for Justice of Croatia in Paris</i>	88 88
Participation de l'UIHJ à la 7 <sup>e</sup> réunion des membres du RJE à Paris le 5 décembre 2008 <i>Participation of the UIHJ in the 7<sup>th</sup> Meeting of the EJN Members in Paris on December 5<sup>th</sup>, 2008</i>	89 90
14 <sup>e</sup> Assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie <i>14<sup>th</sup> General Meeting of the National Chamber of the Judicial Officers of Hungary</i>	91 92
2 <sup>e</sup> conférence UIHJ-EuroDanube à Budapest (Hongrie) <i>2<sup>nd</sup> UIHJ-EuroDanube Conference in Budapest, Hungary</i>	93 96





## AMÉRIQUES - AMERICAS

In memoriam - Jean-Marc Paquette 113

Réception d'une délégation de l'UIHJ par le ministre de la justice du Chili 113  
*Reception of a UIHJ Delegation by the Minister for Justice of Chile* 115

1<sup>re</sup> journée de formation européenne pour les huissiers de justice italiens à Pérouse 99  
*1<sup>st</sup> European Training Day for Italian Judicial Officers in Perugia* 100

L'UIHJ participe au 4<sup>e</sup> congrès des Solicitadores à Guimarães (Portugal) les 17 et 18 octobre 2008 101  
*The UIHJ participates in the 4<sup>th</sup> Congress of Solicitadores In Guimarães (Portugal) on 17-18 October 2008* 103

In Memoriam - Jan Treder 101

6<sup>e</sup> session UIHJ-EuroMed à Lisbonne 104  
*6<sup>th</sup> UIHJ-EuroMed session in Lisbon* 105

L'Europe judiciaire : 10 ans après Tampere 107  
*Legal Europe: 10 years after Tampere* 107

Un membre du bureau de l'UIHJ docteur en droit 108  
*A PhD for a member of the board of the UIHJ* 108

L'UIHJ noue des relations avec l'Académie de droit de la Fédération de Russie et l'Institut juridique d'Ijevsk 108  
*The UIHJ ties relations with the Russian Legal Academy of the Russian Federation and the Legal Institute of Izhevsk* 110

Réforme du Code de l'exécution en Slovaquie 111  
*Reform of the Code of Execution in Slovakia* 111

In memoriam - Charles Vanheukelen 112

## ASIE - ASIA

Conférence internationale à Almaty (Kazakhstan) : l'UIHJ aux portes de l'Asie 116  
*International Conference In Almaty (Kazakhstan): The UIHJ At the Doors of Asia* 118

Irak Yelekeev, homme de l'année UIHJ pour 2008 119  
*Irak Yelekeev voted UIHJ Man of the Year 2008* 120

Programme du 20<sup>e</sup> congrès à Marseille, France 121  
*Program of the 20<sup>th</sup> Congress of Marseilles, France* 122

## XX<sup>th</sup> international congress of the judicial officers in Marseilles

**In less than two months now the XX<sup>th</sup> international congress of the judicial officers will take place in Marseilles.**

Everyone is getting ready for the event: speakers and participants.

But what is actually a congress?

Here is one definition: a solemn meeting of people who belong to various countries or provinces, bound by a profession, who gather to discuss common questions, to exchange their ideas on a topic where they are qualified, to communicate their studies and to make known their results.

This definition still seems a little dry. It tends to forget its human dimension. If it is certainly a solemn meeting, it is nevertheless necessary to underline how much this demonstration is convivial and cordial. Seventy countries form the UIHJ! Each one of their representatives will get on the spot with an open mind, eager to share differences and innovations. They come to seek the rupture of a daily routine.

The congress is made to exchange ideas. It is the ideal to mix legal cultures and thus to reach mutual enrichment. Men and women there are so different and yet so alike: their differences and their similarities are centered around what makes them convene: their profession.

And in the corridors of an international congress floats a delicious perfume of membership... One arrives curious, and sets out again full of dreams, objectives and will for the three years to come!

It is the place where one can focus, concentrate on the essential: the endless improvement of the profession. A congress it is a radiating point.

In Marseilles, precisely, we will place the judicial officer in the Law, in the State and in the world... Nothing less.

An ambitious event?

It gives itself the means of its ambitions: all the professors of the Scientific Council of the UIH will contribute to the works and will be joined by others of their colleagues of the whole world.

Our fellow-members of the countries of the four continents members of the UIH will follow one another at the floor within the three following workshops:

- The change: harmonization of the classification of goods and its consequence on contract law.

(Reporter: Françoise Andrieux)

- The opening: new activities for judicial officers and a necessary development of world standards of enforcement (Reporter: Rose-Marie Bruno)

- The security: the judicial officer essential element of the Rule of law from a legal and economic points of view (Reporter: Honoré Aggrey)

Who could accommodate us better than Marseilles?

Marseilles and its colors, its heat, its cheerfulness Marseilles and its 2600 years of culture, welcoming tradition

Marseilles finally open on the Mediterranean and the world... At the sound of which we will all make its heart beat from 7 to 11 September 2009!

**Françoise Andrieux**  
General reporter  
of the Congress of Marseilles



## Deux pays et la NSA rejoignent l'UIHJ lors du conseil permanent de Paris en novembre 2008

La Fédération de Russie, la République de Biélorussie et la National Sheriffs' Association (USA) rejoignent l'UIHJ à l'occasion du Conseil permanent des 25 au 28 novembre 2008 à Paris.

### 48 délégations

Le traditionnel conseil permanent de l'UIHJ a réuni plus de 45 délégations venues du monde entier des 25 au 28 novembre 2008 à Paris. Le conseil permanent est l'organe de l'UIHJ le plus important après le congrès international qui se tient tous les trois ans.

En préambule à la manifestation, plusieurs réunions se sont déroulées la veille au siège de l'UIHJ : le conseil de direction de l'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja), secrétaires des UIHJ-Euros (UIHJ-EuroMed, UIHJ-EuroNord, UIHJ EuroDanube et UIHJ-EuroScandinavie), Cadat, ainsi que les travaux sur la pluridisciplinarité (médiation, ventes aux enchères publiques, activités et nouvelles technologies).

Le 27 novembre, les délégations furent accueillies par leur hôte, Guy Duvelloy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ). Le président de la chambre française a relevé la présence de 48 délégations et plus de 150 participants, ce qui constitue un record. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants, ainsi qu'aux deux nouveaux pays et à la National Sheriffs' Association (NSA) qui rejoindraient les rangs de l'UIHJ au cours du conseil permanent.

Dans son discours d'introduction, Jacques Isnard a, à son tour, souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégations ainsi qu'aux représentants du ministère de la justice de France, invités. Il a remercié une nouvelle fois la CNHJ pour son accueil et pour le soutien indéfectible qu'elle témoigne envers l'UIHJ. Le président de l'UIHJ n'a pas manqué de constater que la crise mondiale affecte toutes les économies. « Par une déduction, peut-être simpliste, on vient à se demander si, au cœur du problème, ne figure pas la question de la sécurité », déclare-t-il, en précisant que l'huissier de justice est un « élément actif du processus d'encadrement de tout régime de sécurité juridique ». Cette réflexion le conduit à se demander dans quelles conditions sont exécutées les décisions de justice dans les domaines transfrontières. Il a évoqué la disparité des statuts des professionnels de l'exécution, notamment au sein de l'Union européenne, malgré les efforts consentis par les États et les actions de l'UIHJ auprès des anciens États du bloc soviétique. En revanche, en Afrique, en dix années seulement, les huissiers de justice ont « fait preuve d'une rare efficacité, puisque le mouvement d'uniformisation entrepris à Dakar en 1996 s'est traduit dix ans après par un projet de statut uniforme présenté par la profession ». En Europe, constate le président, les choses changent. L'Union européenne a mis en place la commission Forum justice. La Commission européenne pour l'effica-



Le bureau de l'UIHJ – The Board of the UIHJ



Une partie des délégations – Some of the delegations

cité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe a créé un groupe de travail sur l'exécution (CEPEJ-GT-EXE) dont devrait faire partie l'UIHJ. Et la Conférence de La Haye de droit international privé renoue avec le projet, lancé au milieu des années quatre-vingt dix, d'une convention sur l'exécution.

« Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent en faveur de la reconnaissance d'un véritable droit de l'exécution, en évoquant, parmi les arguments favorables, l'existence d'un corps de professionnels de l'exécution » estime Jacques Isnard. Il s'agit d'une profession de l'exécution centrée sur « l'existence de la monopole de l'exécution et de toute l'exécution, mobilière, immobilière, ventes aux enchères, créances publiques ». Cette grande profession de l'exécution devra rassembler autour d'elle d'autres acteurs exerçant des activités éparpillées au sein de corporations périphériques et minoritaires. Elle pourra comporter des branches spécialisées si besoin est, mais l'élément majeur restera l'exécution. L'idée de développer la profession d'huissier de justice en braquant les objectifs vers des activités élargies s'insinue progressivement dans l'esprit des huissiers de justice depuis qu'a été déployé le programme dit de « pluridisciplinarité ». Celui-ci doit permettre aux huissiers de justice de se familiariser avec les perspectives d'extension du périmètre d'activités traditionnel par l'adjonction de matières nouvelles : constats, ventes aux enchères, médiation... « Demain, cela nous semble inéluctable, il ne subsistera plus à terme dans les systèmes communautaires Europe/Afrique, etc., que les trois professions émergentes du triptyque juge/avocat/huissier de justice », prédit le président de l'UIHJ. Le chemin sera long et passera par la prise en compte de multiples contingences, à commencer par celle de la formation. À cet égard, le président de l'UIHJ a déclaré fonder « beaucoup d'espoir sur l'action du Centre international de formation des huissiers de justice placé sous la direction de celui qui est sans doute notre plus grand spécialiste en matière de formation, Abel Pansard ».



Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — First Vice-President of the UIHJ

**78 manifestations**

Puis, le président Isnard a salué les nouveaux présidents ou chefs de délégations :

- Claire Sandbrook, présidente de la High Court Enforcement Officers Association
- Louis-Raymond Maranda, président de la Chambre des huissiers de justice du Québec
- Jean Massoko Tock, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo
- Dorothy Lowe, président de l'Association des Messengers-at-Arms d'Écosse
- Guy Duvelleroy, président de la CNHJ
- André Tronchet, représentant des huissiers de justice de Suisse (Canton de Genève).

À sa suite, Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ, a présenté un compte rendu des activités de l'UIHJ en 2008. Notre confrère a rappelé que, depuis novembre 2007, quatre nouveaux pays ont rejoint l'UIHJ : le Chili, le Kazakhstan, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et la Mauritanie. Le premier secrétaire a comptabilisé 78 manifestations auxquelles l'UIHJ a participé directement ou indirectement depuis le dernier conseil permanent de novembre 2007. Parmi les événements phares, le conseil européen de Tallinn qui a réuni 25 pays d'Europe et des Amériques. Les UIHJ-Euros ont été très actifs : une réunion UIHJ-EuroMed à Chypre en mai 2008, deux réunions UIHJ-EuroNord (Bruxelles en février 2008 et Amsterdam en septembre 2008, deux réunions UIHJ-EuroDanube (Sopot en septembre 2008 et Budapest en octobre 2008). Le colloque international de Libreville (Gabon) en octobre 2008 a rencontré un très grand succès et a constitué un événement médiatique majeur dans ce pays. Le séminaire Ufohja d'avril 2008 à Lomé (Togo), qui a donné l'occasion de faire le point sur l'Ohada en matière d'exécution, a aussi connu un très vif succès. À cette occasion, les représentants de l'UIHJ ont rencontré le président de la République du Togo, Faure Gnassingbé. Sur le plan de la formation, le Conseil scientifique de l'UIHJ a été constitué le 20 juin 2008 dans une séance inaugurale très solennelle. Au rang des manifestations internationales, le 2<sup>e</sup> colloque international d'Alger de juin 2008 a établi un nouveau record de fréquentation. La conférence, dont le thème était la promotion de l'efficacité des décisions de justice pour garantir l'investissement et l'échange commercial, a été suivie par plus de 1200 personnes. L'UIHJ a également participé à des conférences à Almaty (Kazakhstan) en octobre 2008, à Minsk (Biélorussie) en



Signature d'adhésion de la Fédération de Russie à l'UIHJ — Signature of the Membership of the Russian Federation at the UIHJ

juillet 2008, à Ijevsk (Fédération de Russie) en novembre 2008, en Turquie en mai 2008 avec le Conseil de l'Europe, au Vietnam avec l'Agence pour la coopération juridique internationale (Acojuris) en juin puis juillet 2008, ainsi que dans les Balkans (Albanie, Bosnie, Croatie, Kosovo, Monténégro, Serbie) en juillet et août 2008. En résumé, l'année 2008 a certainement été la plus riche de l'UIHJ en termes de participations à des actions d'envergure internationale.

**3 nouveaux membres**

Puis, vint le moment d'introniser solennellement les nouveaux membres de l'UIHJ. Tout d'abord, ce fut le tour de la République de Biélorussie, représentée par Victor Golovanov, ministre de la justice, et par Victor Kamenkov, président de la Cour économique suprême. La Belgique, représentée par Roger Dujardin, parrainait cette adhésion. M. Kamenkov a présenté le service de l'exécution des décisions de justice biélorusse. Il a indiqué qu'il partageait les vues de l'UIHJ pour ce qui concerne l'élévation du niveau de la profession. En période de crise, dit-il, le rôle des huissiers de justice doit être plus important. M. Golovanov a déclaré que son pays était très reconnaissant de la possibilité offerte d'étudier l'expérience des autres pays dans le domaine des activités des huissiers de justice. Il a précisé qu'il existe environ 1 000 huissiers de justice en Biélorussie. L'adhésion à l'UIHJ permettra de « renforcer la démocratie et sauvegarder les droits des citoyens biélorusses » a-t-il indiqué. Ils se sont déclarés très heureux de pouvoir rejoindre les rangs de l'UIHJ et ont fait part de désir de poursuivre activement la jeune collaboration avec l'UIHJ afin de permettre un développement effectif de la profession d'huissier de justice en Biélorussie.

La Fédération de Russie était représentée par Nicolai Vinnitchenko, directeur du Service fédéral de l'exécution du ministère de la justice. C'est à la France, représentée par Guy Duvelleroy, que revenait l'honneur de parrainer le plus grand pays du monde. Le président de la CNHJ a évoqué le très long cheminement commencé il y a dix-sept ans pour parvenir à ce couronnement. Le président français s'est déclaré très fier de parrainer la Fédération de Russie et a salué au passage le professeur Vladimir Yarkov, membre du Conseil scientifique de l'UIHJ, « facteur dominant de prospection pour l'UIHJ dans la zone Euro-Asiatique ». Nicolai Vinnitchenko a présenté le service fédéral créé en 2004 et qu'il dirige. Les huissiers de justice, a-t-il rappelé, sont apparus en Russie dès 1864 dans le cadre de la réforme judiciaire initiée par le tsar Alexandre II. Aujourd'hui, le service comprend 65 000 personnes réparties sur tout le territoire. En 2007, 34 millions de procédures d'exécution ont été enregistrées. Les huissiers russes





Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ – Vice-President of the UIHJ

s'occupent également de la sécurité des tribunaux et d'amener, au besoin par la force, les parties devant le juge. Après avoir décrit la nouvelle loi sur l'exécution, M. Vinnitchenko a indiqué qu'une fois la crise financière passée, la Fédération de Russie se pencherait sur la création d'un corps d'huissiers de justice libéraux. Il a ensuite invité les participants à se rendre en Russie afin de rencontrer leurs homologues russes, dans le cadre de la coopération avec l'UIHJ.

Grâce aux actions de Sue Collins, la National Sheriffs' Association (NSA) a décidé d'adhérer à l'UIHJ aux termes de sa conférence annuelle qui s'est tenue des 28 juin au 2 juillet 2008 à Indianapolis. Rappelons que les Sheriffs américains emploient plus de 330 000 personnes et qu'ils disposent d'un budget de fonctionnement global de plus de 22 milliards USD ! La NSA était parrainée par Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ. Il a salué l'admirable travail de Sue Collins qui a pris les contacts nécessaires et a réussi à convaincre les représentants de la NSA de l'intérêt pour elle d'adhérer à l'UIHJ. Craig Webre, ancien président de la NSA, pour le compte de l'actuel président David A. Goad, a présenté le rôle des Sheriffs sur le plan pénal et civil. Il a déclaré que « *notre association reconnaît que le challenge et les opportunités offertes par la mondialisation au 21<sup>e</sup> siècle nécessite que nous dépassions nos frontières et recherchions l'alliance auprès de nos collègues outre Atlantique pour mieux servir nos institutions et également pour apprendre des autres pays la façon de gérer les choses. Je veux exprimer ma gratitude au président Isnard et à son bureau pour nous accorder notre statut actuel de membre observateur de l'UIHJ* ».

### 3 organisations internationales et 4 UIHJ-Euros

À l'ordre du jour du conseil permanent figurait ensuite les relations avec les organisations internationales. Au titre du Conseil de l'Europe, la CEPEJ doit mettre en place un groupe de travail sur l'exécution. L'UIHJ suit les travaux de la CEPEJ en participant deux fois par an aux réunions plénières en sa qualité de membre observateur permanent. L'UIHJ devrait être associée à ce groupe de travail dont la mission sera de réfléchir sur des moyens concrets permettant de renforcer l'efficacité de l'exécution forcée des décisions de justice en Europe. S'agissant de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), le président Isnard a fait part de son regret du refus par le Comité des ministres de cette organisation de poursuivre le projet d'acte uniforme sur un statut harmonisé d'huissier de justice en Afrique. Il a estimé que les motifs de refus ne sont pas suffisants pour enterrer ce grand



Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie – president of the National Chamber of Judicial Officers of Algeria

projet et que nos confrères africains poursuivront activement leurs démarches pour le voir aboutir. Sur le plan de l'Union européenne, Jacques Isnard a donné un compte rendu de sa participation au Forum justice mis en place par la Commission européenne à Bruxelles le 30 mai 2008. « L'UE s'est rendue compte qu'elle ne pouvait pas continuer à évoluer dans le sens judiciaire du terme sans l'appoint des professionnels » a indiqué le président de l'UIHJ, d'où la création de ce Forum. L'un des objectifs de ce Forum est de travailler efficacement avec la CEPEJ.

S'agissant des activités des UIHJ-Euros, Nikola Hesslen, secrétaire permanente de l'UIHJ pour les pays scandinaves a présenté les activités dans les pays dont elle a la charge (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande).

Johan Fourie (Afrique du sud), secrétaire de Cadat, a évoqué les évolutions dans les pays d'Afrique australe, et notamment le projet pilote de formation pour huissiers de justice au Swaziland en coopération avec l'UIHJ, l'Ecole nationale de procédure de Paris (ENP), les associations de Sheriffs d'Afrique du Sud et du Swaziland et les autorités de ces pays. Cela sera la première fois que l'UIHJ interviendra concrètement en Afrique australe s'agissant de la formation. Le projet sera ensuite étendu aux autres pays de la zone : Lesotho, Zimbabwe, Namibie, Botswana, Zambie, Malawi, Kenya et Uganda.

Puis Sue Collins (USA), David Walker (Ecosse) et Jos Uitdehaag, premier questeur du Comité de l'UIHJ, ont donné un compte rendu de leurs activités, respectivement aux USA, au Royaume-Uni, et dans les Balkans. Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ, a ensuite évoqué les projets dont il a la charge,

Une partie des délégations – Some of the delegations





Louis-Raymond Maranda, président de la Chambre des huissiers de justice du Québec  
— President of the Chamber of Judicial Officers of Quebec



Une partie des délégations — Some of the delegations

en donnant l'exemple de trois d'entre eux où l'UIH est partie : Tunisie (aide au ministère de la justice, formation, management, textes législatifs), République démocratique du Congo (financement américain sur cinq ans), et Ukraine. Michal Redelbach, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, et secrétaire d'UIH-EuroDanube, a dressé un compte rendu des deux réunions qui se sont tenues à Sopot (Pologne) les 27 et 28 septembre 2008 et Budapest (Hongrie) les 30 et 31 octobre 2008. Il a insisté sur l'aspect de la dématérialisation des documents et notamment des archives. Des questionnaires ont été adressés aux pays d'UIH-EuroDanube concernant l'exercice de la profession d'huissier de justice dans leurs pays. Françoise Andrieux a évoqué la 8<sup>e</sup> session UIH-EuroMed qui s'est tenue à Chypre des 8 au 10 mai 2008. À l'issue des rencontres, six recommandations relatives aux bases communes établies entre les pays d'UIH-EuroMed ont été édictées. Sur le modèle d'UIH-EuroDanube, il a été décidé de publier les travaux effectués.

### 1 Conseil international de la formation

Puis Roger Dujardin, vice-président de l'UIH, a décrit la création du Conseil scientifique de l'UIH, installé solennellement le 20 juin 2008 à Paris. Il est composé de professeurs renommés au niveau mondial qui ont manifesté un intérêt spécial pour la profession et le droit judiciaire et le droit de l'exécution. Il s'agit d'un moment important, a dit notre confrère, dans le cadre de l'action que l'UIH a entreprise pour développer la diffusion dans le monde de la culture juridique, pour « contribuer à réduire les inégalités et les fractures au sein de nos sociétés ». À sa suite, Abel Pansard, président du Conseil international de la formation des huissiers de justice (CIFHJ) a évoqué la création de cette nouvelle entité, créée en collaboration avec l'UIH, la CNHJ et l'ENP. La base de cette création part de la constatation qu'il existe une demande de plus en plus grande en matière de formation de la part des pays membres de l'UIH. Le CIFHJ permet de coordonner les actions de formation entre les pays, de les organiser et de les planifier. Progressivement des formations seront mises en place pour favoriser la promotion du droit de l'exécution dans le monde en tenant compte de la division Civil Law/Common Law. Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ, a ensuite parlé du prochain concours de l'UIHJ en coordination avec l'ENP. Ce concours résulte d'une volonté de coopérer

avec le monde universitaire. « La direction et la mise en œuvre des opérations d'exécution en matière civile et commerciale » est le sujet retenu pour cette deuxième édition du concours. Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ, a présenté la nouvelle revue « *Juris-Union* » dont le premier numéro sur le thème du titre exécutoire européen a été publié il y a quelques mois. Il s'agit d'apporter des contributions de nature scientifique. Notre confrère a également présenté le projet de bibliothèque mondiale dont l'un des objectifs est de publier les travaux de nature scientifique réalisés par les membres de l'UIHJ, notamment ceux réalisés à l'occasion des nombreux colloques et séminaires organisés par l'UIHJ et ses antennes.

Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et de l'ouest a fait un rapport sur les activités de l'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja) pour l'année 2008. Il a rappelé au préalable que l'Ufohja a été créée à l'initiative des huissiers de justice africains et de l'UIHJ, en association avec l'ENP.

Francis Guépin a ensuite donné un compte rendu des trois ateliers qui se sont tenus la veille. Il s'est félicité de l'excellent taux de fréquentation. Concernant la médiation, un tour d'inventaire a été fait parmi les participants. Pour notre confrère, « la médiation avant le recours au juge ou avant la décision du juge est un domaine réservé de l'avocat. Paradoxalement, il semble que l'avocat ne soit pas trop actif en la matière. Les huissiers de justice sont absents ou peu présents en la matière. Les huissiers de justice ont un rôle à jouer dans la médiation post judiciaire. Certes nous sommes des agents d'exécution mais nous avons un rôle économique et social. Nous devons exécuter la décision du juge dans des conditions d'humanité. La société serait à feu et à sang si l'huissier de justice exécutait de façon aveugle les décisions de justice ». Le deuxième atelier était consacré aux ventes aux enchères. La responsabilité de l'officier vendeur y a été tout particulièrement abordée et il a été conclu que la matière devait être développée. Le troisième atelier concernait les nouvelles technologies et la dématérialisation. Une présentation de l'expérience hongroise a laissé une forte impression aux participants. En Hongrie, les huissiers de justice ont le monopole de la vente aux enchères forcées des immeubles et ont mis en place un système d'enchères dématérialisées. L'huissier de justice est le personnage central et incontournable de ce système. Un tour d'horizon a



Une partie des délégations – Some of the delegations



Françoise Andrieux, rapporteur général du Congrès de l'UIHJ à Marseille – General Reporter of the UIHJ Marseille Congress

ensuite été fait sur l'utilisation des nouvelles technologies par les huissiers de justice. Ces derniers, grâce à leur savoir-faire, se présentent donc comme des tiers de confiance de premier plan.

### 3 ateliers pour un congrès

S'agissant de la communication, Mathieu Chardon a présenté le n°22-23 d'UIHJ-Magazine qui vient d'être publié et qui retrace les activités de l'UIHJ pour l'année passée. S'agissant du taux de fréquentation du site Internet, il a indiqué qu'il est en moyenne de 10 000 par mois. Il a ensuite évoqué les plaquettes UIHJ-Europe et IDJPEX ainsi que la revue *Juris-Union*.

Puis ont suivies les interventions des délégations qui avaient demandé la parole : Belgique, Chili, Algérie, Chypre, Grèce, Italie, Pologne, Portugal, Allemagne, Québec, Tunisie.

Un bilan a été dressé de la première journée mondiale des huissiers de justice. Un tour de table a été fait pour savoir s'il fallait reconduire l'événement. L'ensemble des délégations ont manifesté leur soutien en indiquant qu'un impact positif considérable a été enregistré partout où la manifestation avait été organisée, notamment dans les pays africains. À l'issue des discussions il a été convenu de placer la date de la journée mondiale au deuxième jeudi de juin. Le thème central sera proposé par l'UIHJ. Chaque pays pourra adapter ce thème à ses propres intérêts.

Françoise Andrieux a donné un compte rendu de la réunion des secrétaires des UIHJ-Euros qui s'était tenue la veille. Cette réunion a permis de réfléchir sur le rôle du secrétaire, d'où sera issu un statut type. L'harmonisation des différents UIHJ-Euros a également été discutée : périodicité (annuelle), durée (trois jours), thèmes (imposés et libres), mise en place de sites Internet, publication des travaux, etc. Puis notre consœur a présenté l'état d'avancement des travaux du congrès de Marseille. Trois ateliers sont créés. L'atelier 1 a pour thème « *La mutation* ». Il s'attache à réordonner la classification des biens en tenant compte de l'évolution socio-économique à l'échelle mondiale. Le 2<sup>e</sup> atelier s'intitule « *L'ouverture* ». Il se penchera sur les travaux des trois derniers congrès internationaux de l'UIHJ : Athènes (2000), Tunis (2003) et Washington (2006). Ce travail permettra notamment d'appliquer les réflexions issues de ces congrès aux nouvelles activités des huissiers de justice et d'en

extraire des normes structurelles mondiales de l'exécution. Le 3<sup>e</sup> atelier, intitulé « *La garantie* », issu des deux précédents, traitera du thème général de « *L'huissier de justice, élément essentiel de l'État de droit* ». Une rubrique sera prochainement ouverte sur le site Internet de l'UIHJ pour présenter les travaux.

### 3 récompenses

À l'issue des travaux, le président Isnard a rappelé combien le conseil permanent avait été riche et fructueux. Il a souhaité un bon retour à l'ensemble des participants en leur donnant à tous rendez-vous en septembre 2009 à Marseille pour le 20<sup>e</sup> congrès international de l'UIHJ.

Ce compte rendu ne saurait être complet sans rapporter deux événements qui se sont déroulés en marge des travaux. Le premier concerne Irak Yelekeev, président du Comité d'administration judiciaire près la Cour suprême de la République du Kazakhstan. M. Yelekeev a été déclaré homme de l'année 2008 par l'UIHJ, en raison de l'ensemble de ses travaux pour assurer la promotion de l'huissier de justice à caractère libéral dans les pays de l'ex-bloc soviétique et en Asie. Le deuxième concerne Jacques Bertaux, ancien président de la CNHJ, membre de la délégation française à l'UIHJ. Aujourd'hui jeune retraité, Jacques Bertaux est un ardent défenseur des intérêts de la profession sur le plan national et international. Il a participé à de nombreuses missions pour l'UIHJ. Il a reçu des mains du président Isnard le diplôme d'honneur de l'UIHJ pour le remercier des multiples services rendus. Le troisième concerne Jacques Isnard. Dans le cadre somptueux des Invalides à Paris le 27 novembre 2008, le président de l'UIHJ a été élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur par Guy Canivet, ancien président de la Cour de cassation française, et actuellement membre du Conseil constitutionnel de France. Au travers le président de l'UIHJ, ce sont tous les huissiers de justice du monde qui sont honorés par cette prestigieuse marque de reconnaissance qui lui est faite pour l'ensemble des actions qu'il a menées pour sa profession depuis tant d'années.



Jacques Isnard, président de l'UIHJ — President of the UIHJ

## Two Countries and NSA Join the UIHJ at the Time of the Permanent Council in Paris in November 2008

The Russian Federation, the Republic of Belarus and the National Sheriffs' Association (USA) Join the UIHJ at the Time of its Permanent Council in Paris 25<sup>th</sup> to 28<sup>th</sup> November 2008.

### 48 Delegations

The traditional permanent council of the UIHJ joined together more than 45 delegations coming from all over the world from November 25<sup>th</sup> to 28<sup>th</sup> 2008 in Paris. The permanent council is the most important body of the UIHJ after the international congress which is held every three years.

In preamble to the event, several meetings proceeded the day before at the head office of the UIHJ: management board of the Training Unit of African judicial officers (Ufohja), secretaries of the UIHJ-Euros (UIHJ-EuroMed, UIHJ-EuroNord, UIHJ EuroDanube and UIHJ-EuroScandinavia), Cadat, as well as works on multi-field activities (mediation, public auctions, activities and new technologies).

On November 27<sup>th</sup>, the delegations were accommodated by their host, Guy Duvelleroy, President of the National Chamber of the judicial officers of France (CNHJ). The French president noted the presence of 48 delegations and more than 150 participants, which sets a new record. He welcomed all the participants, as well as the two new countries and the National Sheriffs' Association which would join the rows of the UIHJ during the permanent council.

In his welcome speech, Jacques Isnard has, in his turn, welcomed the whole of the delegations and the representatives of the ministry of justice of France, invited. He thanked once again the CNHJ for its welcome and the unflinching support which it testifies towards the UIHJ. The president of the UIHJ did not fail to note that the world-wide crisis affects all the economies. "By a perhaps simplistic deduction one comes to wonder whether, in the middle of the problem, appears the question of safety", he declares, by specifying that

the judicial officer is an "active element of the process of framing of any mode of legal security". This reflection leads him to wonder under which conditions legal decisions in cross-border matter are carried out. He evoked the disparity of statutes of enforcement professionals, in particular within the European Union, in spite of the efforts shown by the States and the actions of the UIHJ towards the Former Soviet States. On the other hand, in Africa, in only ten years, the judicial officers "showed a rare efficiency, since the movement of standardization undertaken in Dakar in 1996 was translated ten years afterwards by a project of uniform statute presented by the profession". In Europe, notes the president, things change. The European Union has set up the Forum justice commission. The European commission for the efficiency of justice (CEPEJ) of the Council of Europe has created a working group on enforcement (CEPEJ-GT-EXE) which should include the UIHJ. And the Hague Conference on private international law reconsiders today the project, launched in the middle of the Nineties, of a convention on enforcement. "More and more voices rise in favor of the recognition of a true enforcement law, while evoking, among the favorable arguments, the existence of a body of professionals of enforcement" estimates Jacques Isnard. It is about a profession of enforcement centered on "the existence of the monopoly of enforcement and all the enforcement, being on movable, immovable, public auctions or State owed debts". This great profession of enforcement will have to gather around itself other actors exerting scattered activities within peripheral and minority corporations. It will be able to comprise specialized branches if needed, but the major element will remain enforcement. The idea to develop the occupation of judicial officer by directing the objectives towards widened activities penetrates gradually in the spirit of the judicial officers since the program known as of "multi-field activities" was deployed. This should allow judicial officers to be familiarized with the prospects of extending their traditional perimeter of activities with additional new functions: statements of facts and reports, auctions, mediation... "Tomorrow, it seems inescapable, in the long term in the Community systems of Europe, Africa, etc, that there will only remain the three emergent professions of the triptych judges/lawyer/judicial officer", predicted the president of the UIHJ. The way will be long and will involve the taking into account of many contingencies, to start with that of training. In this respect, the president of the UIHJ stated to invest "much hope on the action of the international Training Center of judicial officers placed under the direction of who is undoubtedly our best specialist as regards training, Abel Pansard".

Une partie des délégations — Some of the delegations



### 78 Events

Then, president Isnard greeted the new presidents or heads of delegations:

- Claire Sandbrook, president of High Court Enforcement Officers Association
- Louis-Raymond Maranda, president of the Chamber of judicial officers of Quebec
- Jean Massoko Tock, president of the National chamber of judicial officers of Congo
- Dorothy Lowe, president of the Association of Messengers-At-Arms of Scotland
- Guy Duvelleroy, president of the CNHJ
- Andre Tronchet, representative of the judicial officers of Switzerland (Canton of Geneva).

Then, Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary of the UIHJ, presented a report of the activities of the UIHJ in 2008. Our fellow-member pointed out that, since November 2007, four new countries joined the UIHJ: Chile, Kazakhstan, the Former Yugoslavian Republic of Macedonia and Mauritania. The first secretary recorded 78 events in which the UIHJ took part directly or indirectly since the last permanent council of November 2007. Amongst the major events is the European Council of Tallinn which joined together 25 countries of Europe and Americas. The UIHJ-Euro were very active: a UIHJ-EuroMed meeting in Cyprus in May 2008, two UIHJ-EuroNord meetings (Brussels in February 2008 and Amsterdam in September 2008, two UIHJ-EuroDanube meetings (Sopot in September 2008 and Budapest in October 2008). The international symposium of Libreville (Gabon) in October 2008 met a very great success and constituted a major political and media event in this country. The Ufohja seminar of April 2008 in Lomé (Togo), which gave the opportunity to give a progress report on Ohada as regards enforcement, also was a big success. On this occasion, the representatives of the UIHJ met the President of the Republic of Togo, Faure Gnassingbé. In the field of training, the Scientific Council of the UIHJ was launched on June 20<sup>th</sup>, 2008 in a very solemn inaugural session. Amongst the international events, the 2<sup>nd</sup> international symposium of Algiers of June 2008 has established a new record of frequentation. The conference, whose topic was the promotion of the efficiency of legal decisions to guarantee investment and commercial exchange, was followed by more than 1200 people. The UIHJ also took part in conferences in Almaty (Kazakhstan) in October 2008, in Minsk (Belarus) in July 2008, in Izhevsk (Russian Federation) in November 2008, in Turkey in May 2008 with the Council of Europe, in Vietnam with the Agency for the international legal co-operation (Acojuris) in June then July 2008, as well as in the Balkans (Albania, Bosnia, Croatia, Kosovo, Montenegro, Serbia) in July and August 2008. In short, the year 2008 was certainly the richest of the UIHJ in terms of participations in actions of international scale.

### 3 New Members

It was then time to establish the new members of the UIHJ. The ceremony started with the Republic of Belarus, represented by Victor Golovanov, Minister for Justice, and by Victor Kamenkov, President of the Supreme Economic Court. Belgium, represented by Roger Dujardin, sponsored this membership. Mr. Kamenkov presented the Belarus system of enforcement of court decisions. He indicated that he shared the views of the UIHJ concerning the rise in the level in the profession. In crisis period, he says, the role of judicial officers must be



*Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France  
— President of the National Chamber of Judicial Officers of France*

more important. Mr. Golovanov declared that his country was very grateful for the offered possibility to share the experience of other countries in the field of the activities of the judicial officers. He specified that there are approximately 1000 judicial officers in Belarus. Membership to the UIHJ will make it possible "to reinforce democracy and to safeguard the Belarus civil rights" said he. Both declared very happy to be able to join the rows of the UIHJ and announced their desire to actively continue the young collaboration with the UIHJ in order to allow an effective development of the occupation of judicial officer in Belarus. The Russian Federation was represented by Nicolai Vinnitchenko, director of the Federal Enforcement Service of the ministry of justice. It was France, represented by Guy Duvelleroy, which had the honor to sponsor the largest country of the world. The president of the CNHJ evoked the long road, started seventeen years ago, leading to this crowning. He declared very proud to sponsor the Russian Federation and greeted on this occasion professor Vladimir Yarkov, member of the Scientific Council of the UIHJ, "a major factor of prospection for the UIHJ in the Euro-Asian zone". Nicolai Vinnitchenko presented the Federal service created in 2004 which he leads. Judicial officers, he recalled, appeared in Russia in 1864 within the framework of the legal reform initiated by Tsar Alexander II. Today, the service includes 65 000 people divided on all the territory. In 2007, 34 million enforcement cases were recorded. The Russian judicial officers also deal with the safety of courts and with bringing, sometimes by force, parties in front of the judge. After having described the new law on enforcement, Mr. Vinnitchenko indicated that once the financial crisis will be over, the Russian Federation would consider the creation of a body of liberal judicial officers. He then invited the participants to go to Russia in order to meet their Russian counterparts, within the framework of the co-operation with the UIHJ. Thanks to the actions of Sue Collins, the National Sheriffs' Association decided to join the UIHJ at the terms of its annual conference which took place from June 28<sup>th</sup> to July 2<sup>nd</sup>, 2008 in Indianapolis. American Sheriffs employ more than 330 000 people and their overall operational budget is over 22 billion USD! The NSA was sponsored by Leo Netten, 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ. He greeted the admirable work done by Sue Collins who made the necessary contacts and managed to convince the representatives of the NSA of the interest for this organization to join the UIHJ. Craig Webre, past president of the NSA, on behalf of the new president David A. Goad, presented the role of Sheriffs on criminal and civil level. He declared that "Our association recognizes that the challenges and opportunities of the globalization of the 21<sup>st</sup> Century neces-



Signature d'adhésion de la National Sheriff's association (USA) à l'UIHJ – Signature of the Membership of the National Sheriff's Association (USA) at the UIHJ

*sitates that we reach beyond the borders of our country and that we seek to ally our colleagues across the borders so that we can better serve our institutions and also to learn from all the various countries in the way that you conduct the affairs of judicial officers. I want to express my gratitude to the President Isnard and the bureau to allow us the status of observer member at this time”.*

### 3 International Organizations and 4 UIHJ-Euros

On the agenda of the permanent council were the relations with international organizations. Regarding the Council of Europe, the CEPEJ is setting up a working group on enforcement. Twice a year the UIHJ follows the work of the CEPEJ while taking part in the plenary sessions as a permanent observer member. The UIHJ should be associated to this working group whose mission will be to reflect on concrete means to reinforce the efficiency of enforcement of legal decisions in Europe.

As regards the Organization for the Harmonization in Africa of Business Law (Ohada), president Isnard regretted the refusal by the Committee of the ministers of this organization to consider the project of a uniform act on a harmonized statute of judicial officers in Africa. He estimated that the reasons for refusal are not sufficient to bury this great project and that our African fellow-members will actively continue actions to make it happen. In the field of the European Union, Jacques Isnard gave a report of his participation in the Forum justice organized by the European Commission in Brussels on May 30<sup>th</sup>, 2008. *“The EU realized that it could not continue to evolve in the legal sense of the term without considering the professionals”* indicated the president of the UIHJ, hence the creation of this Forum. One of its objectives is to work effectively with the CEPEJ.

On the UIHJ-Euros, Nikola Hesslen, permanent secretary of the UIHJ for the Scandinavian countries presented the activities in the countries she is in charge of (Denmark, Sweden, Finland, Norway and Iceland).

Johan Fourie (South Africa), Cadat secretary, evoked the evolutions in the countries of Southern Africa, and in particular the pilot project of training for judicial officers in Swaziland in co-operation with the UIHJ, the National school of procedure of Paris (ENP), associations of Sheriffs of South Africa and Swaziland and the authorities of these countries. It will be the first time that the UIHJ will intervene concretely in Southern Africa as regards training. The project will then be extended to other countries of the zone: Lesotho, Zimbabwe, Namibia, Botswana, Zambia, Malawi, Kenya and Uganda.



Signature d'adhésion de la République de Biélorussie à l'UIHJ – Signature of the Membership of the Republic of Belarus at the UIHJ

Then Sue Collins (the USA), David Walker (Scotland) and Jos Uitdehaag, first quaestor of the Committee of the UIHJ, gave a report of their activities, respectively in the USA, the United Kingdom, and the Balkans. Bernard Menut, Secretary of the board of the UIHJ, then evoked the projects he is in charge of, by giving the example of three of them where the UIHJ is involved: Tunisia (assistance to the ministry for justice, training, management, legislative texts), Democratic Republic of Congo (American financing over five years), and Ukraine.

Michal Redelbach, vice-president of the national chamber of the judicial officers of Poland and secretary of UIHJ-EuroDanube, gave a report of the two meetings which were held in Sopot (Poland) on September 27<sup>th</sup> and 28<sup>th</sup> 2008 and in Budapest (Hungary) on October 30<sup>th</sup> and 31<sup>st</sup> 2008. He insisted on the aspect of the dematerialization of documents and in particular of archives. Questionnaires were addressed to the countries of UIHJ-EuroDanube concerning the occupation of judicial officer in their countries. Françoise Andrieux evoked the 8<sup>th</sup> UIHJ-EuroMed session which took place in Cyprus from May 8<sup>th</sup> to 10<sup>th</sup> 2008. At the conclusion of the meetings, six recommendations relating to the common bases established between the countries of UIHJ-EuroMed were enacted. On the model of UIHJ-EuroDanube, it was decided to publish the carried out work.

### 1 International Training Counsel

Then Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ, described the creation of the Scientific Council of the UIHJ, solemnly installed on June 20<sup>th</sup>, 2008 in Paris. It is composed of renowned professors at world level who expressed a special interest for the profession, judicial law and enforcement law. This moment was important, said our fellow-member, within the framework of the action which the UIHJ undertook to develop the spreading in the world of legal culture, *“to contribute to reduce the inequalities and the fractures within our societies”*. In his turn, Abel Pansard, president of the International Training Counsel of judicial officers (CIFHJ) evoked the creation of this new entity, created in collaboration with the UIHJ, the CNHJ and the ENP. This creation is based on the observation that there is an increasingly large need as regards training from the Member States of the UIHJ. The CIFHJ makes it possible to coordinate training actions between countries, as well as organizing and planning them. Gradually training will be installed to support the promotion of enforcement law in the world by taking account of the division Civil Law/Common Law. Mourad Skander, mem-



*Antonio Gomes da Cunha, president de la Chambre des Solicitadores du Portugal – President of the Chamber of Solicitadores of Portugal*

ber of the board of the UIHJ, then spoke about the next contest of the UIHJ in coordination with the ENP. This contest results from a will to cooperate with the university world. "The Conduct and the Implementation of Enforcement Activities in Civil and Commercial matter" is the topic of this 2<sup>nd</sup> edition of the contest. Francis Guépin, member of the board of the UIHJ, presented the new magazine "Juris-Union" whose first number on the topic of the European Enforcement Order was published a few months ago. It is a question of making academic contributions. Our fellow-member also presented the project of a world library of which one of the objectives is to publish the work of scientific nature completed by the members of the UIHJ, in particular those carried out at the time of the many conferences and seminars organized by the UIHJ and its antennas.

Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for Central and Western Africa, presented his report on the activities of the Training Unit of African judicial officers (Ufohja) for the year 2008. He recalled as a preliminary that Ufohja was created on the initiative of the African judicial officers and the UIHJ, in partnership with the ENP.

Francis Guépin then gave a report of the three workshops which were held the day before. He was pleased with the excellent participation. Concerning mediation, an inventory was made by the participants. For our fellow-member, "mediation before the recourse to the judge or the decision of the judge is a

*Les représentants de l'Union européenne des Ufficiali Giudiziarì (Italie) – The representatives of the European Union of Ufficiali Giudiziarì (Italy)*



*Michal Redelbach, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne – Vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Poland*

reserved domain of lawyers. Paradoxically, it seems that lawyers are not too active on the matter. Judicial officers are absent or little present on the matter. Judicial officers have a role to play in the "post judicial" mediation. Admittedly we are enforcement agents but we have an economic and social role. We must carry out the decision of the judge under humane conditions. Society would be on fire if judicial officers carried out blindly legal decisions". The second workshop dealt with auctions. The liability of the officer salesman was particularly approached and it was concluded that the matter was to be developed. The third workshop related to new technologies and dematerialization. A presentation of the Hungarian system made a strong impression on the participants. In Hungary, judicial officers have the monopoly of forced auctions on immovable and they have set up a system of dematerialized biddings. The judicial officer is the central figure and impossible to circumvent of this system. A review was then made on the use of new technologies by judicial officers. The latter, thanks to their know-how, are thus presented as natural trusted third parties.

### 3 Workshops for a Congress

On communication, Mathieu Chardon presented the issue #22-23 of UIHJ-Magazine which has just been published and which recalls the activities of the UIHJ for the last year. As regards the frequentation rate of the UIHJ website, he indicated an average of 10 000 consultations per month. He then evoked the leaflets UIHJ-Europe and IDJPEX as well as the magazine Juris-Union. Then followed the interventions of the delegations which had asked for the floor: Belgium, Chile, Algeria, Cyprus, Greece, Italy, Poland, Portugal, Germany, Quebec, and Tunisia.

An assessment was drawn up on the first World day of the judicial officers. Delegations were asked if the event had to be renewed. The whole of the delegations expressed their support by indicating that a considerable positive impact was recorded everywhere where the demonstration was organized, in particular in African countries. At the conclusion of the discussions it was agreed to fix the date of the world day on the second Thursday of June. The central theme will be proposed by the UIHJ. Each country will be able to adapt the topic to its own interests.



*Irak Yelekeev, président du Comité d'administration judiciaire près la Cour suprême de la République du Kazakhstan - President of the Legal Administrative Committee of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan*

Francoise Andrieux gave a report of the meeting of the secretaries of the UIHJ-Euros which had been held the day before. This meeting made it possible to reflect on the role of the secretary, from where will result a standard statute. The harmonization of the various UIHJ-Euros was also discussed: periodicity (annual), duration (three days), topics (imposed and free), installation of Internet sites, publication of work, etc. Then our colleague presented the work in progress of the congress of Marseille. Three workshops are created. Workshop 1 is entitled "the change". It aims at reconsidering the classification of goods by taking account of socio-economic evolution on a worldwide scale. The 2nd workshop is entitled "the opening". It will consider work of the last three international congresses of the UIHJ: Athens (2000), Tunis (2003) and Washington (2006). This will in particular make it possible to apply the reflections resulting from these congresses to the new activities of judicial officers and to extract structural world standards on enforcement. The 3rd workshop, entitled "the guarantee", resulting from the two precedents, will treat the general topic of "the judicial officer, as an essential component of the Rule of law". A heading will be soon opened on the UIHJ web Internet site to present the works.

**3 Rewards**

At the conclusion of the permanent council, president Isnard recalled how much the event had been rich and profitable. He wished everyone a safe journey



*Jacques Isnard et Jacques Bertaux, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, membre de la délégation française à l'UIHJ – Past President of the National Chamber of the Judicial Officers of France, membre of the French Delegation at the UIHJ*

home and invited all to meet in September 2009 in Marseille for the 20th international congress of the UIHJ.

This report could not be complete without bringing back two events which proceeded in margin of the works. The first relates to Irak Yelekeev, President of the Legal Administrative Committee of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan. Mr. Yelekeev was declared Man of the year 2008 by the UIHJ, because of the whole of his work to ensure the promotion of the liberal judicial officer in the countries of the Former Soviet-Block and in Asia. The second concerns Jacques Bertaux, past president of the CNHJ and member of the French delegation at the UIHJ. Newly retired, Jacques Bertaux is an ardent supporter of the interests of the profession at national and international level. He participated in many missions for the UIHJ. He received from the hands of President Isnard the Honorary diploma of the UIHJ in recognition of the multiple services rendered. The third concerns Jacques Isnard. Within the sumptuous surroundings of the Invalids in Paris on November 27th, 2008, the president of the UIHJ was made Officer of the Legion of Honor by Guy Canivet, past president of the French Supreme Court, and currently a member of the French Constitutional council. Through the president of the UIHJ, all the judicial officers of the world are honored by this prestigious mark of distinction which was given to him for the whole of the actions he carried out in favor of our profession since so many years.



*Une partie des délégations – Some of the delegations*



## Jacques Isnard, officier de la Légion d'honneur

Le 27 novembre 2008, à Paris, au salon des Invalides, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a été élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur par Guy Canivet, ancien premier président de la Cour de cassation de France et membre du Conseil constitutionnel.

### Une prestigieuse cérémonie

Pour les non francophones, la Légion d'honneur est la première haute décoration française instituée après la Révolution française. Elle récompense, en un grand brassage national, les mérites acquis par les citoyens, en dehors de toute considération sociale ou héréditaire et, dans tous les secteurs d'activités du pays. Le grade d'officier, le deuxième, est une distinction particulièrement importante.

La cérémonie s'est déroulée en marge du conseil permanent de l'UIHJ à Paris, dans le cadre magnifique et prestigieux du salon des Invalides à Paris, fief de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, en présence de plus de trois-cents personnes, dont les représentants des délégations de l'UIHJ de 48 pays, venus partager ce grand événement avec leur président, ainsi que de nombreux amis, confrères et personnalités politiques et universitaires, et bien sûr la famille.

Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ), s'est déclaré particulièrement honoré de prononcer le discours introductif de cette cérémonie. Il a salué le parcours exemplaire du président Isnard et a loué son investissement de tous les instants en faveur de sa profession, tant en qualité de président de la CNHJ que de celle de président de l'UIHJ depuis près de 15 ans. Il a également salué ses actions en faveur de l'enseignement et de la formation.

### L'homme juste

Guy Canivet, membre du Conseil constitutionnel, a évoqué en détail le parcours de cet homme exceptionnel et de ses trente-six années de carrière. Il a loué les compétences juridiques de Jacques Isnard, « *docteur honoris causa de plusieurs universités européennes* ». Il a rappelé qu'il fut président de la CNHJ de 1992 à 1994. C'est pendant sa présidence que la réforme des procédures civiles d'exécution a été réalisée en France. Jacques Isnard devient président de l'UIHJ en 1994. Guy Canivet a indiqué que pendant son mandat, le président Isnard a su donner un essor considérable à l'UIHJ, qui compte actuellement 65 membres et est reconnue sur la scène internationale. Sur le plan européen, Guy Canivet déclare que Jacques Isnard a « *fait de l'UIHJ un acteur dynamique de la construction de l'Europe dans le domaine de la coopération judiciaire* ». Et d'ajouter : « *Vous donnez à l'UIHJ une dimension mondiale. Vous favorisez partout dans le monde des compagnies d'huissiers de justice fondées sur le modèle français. Vous défendez l'efficacité de la justice en Afrique, en Amérique du Nord comme en Amérique du Sud et en Asie. Vous êtes le défenseur d'une certaine conception de l'État de droit en même temps que du rayonnement de la culture juridique française* ». Il y aurait encore tant à dire sur « celui qui a



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of the UIHJ



Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France – President of the National Chamber of Judicial Officers of France

Jacques Isnard, pendant son discours – During his speech





*Une partie du public — A part of the public*

donné à sa profession un rayonnement international prodigieux » a poursuivi le premier président Canivet, pour conclure quelques minutes après qu'il reconnaissait en lui « *l'homme juste* » qu'il allait avoir le plaisir de décorer.

### **Aux histoires qui animent la vie des huissiers de justice**

Un tonnerre d'applaudissement a suivi l'instant solennel et chargé d'émotion où le président Isnard s'est vu remettre sa décoration des mains de ce magistrat d'exception. Puis, égal à lui-même, le président Isnard s'est lancé sans barguigner dans un discours d'anthologie de quarante-cinq minutes, en choisissant en prologomènes de dédier cette distinction à sa profession, ou, « *pour être plus précis, aux histoires qui animent la vie des huissiers de justice* ». L'impétrant a donné à ses hôtes une leçon d'histoire sur sa profession, multipliant les anecdotes, certaines remontant à l'Ancien régime. Saviez-vous par exemple que c'est à l'huissier Maillard que l'on attribue la prise de la Bastille en 1789 ? C'est lui qui parvint, aux termes d'un exercice périlleux d'équilibre, à franchir le fossé entourant la prison et qui obtint la reddition de la garnison et de son gouverneur M. de Launay, nous raconte le président. « *En réalité c'est l'histoire tout court des huissiers de justice que j'ai abordée, une histoire qui colle étroitement à celle de notre pays et qui a commencé depuis que l'exécution volontaire s'est révélée n'être qu'illusion* » ajoute-t-il, pour conclure : « *La voie de l'histoire reste continuellement ouverte et les jeunes générations sont là pour la perpétuer, car la « mémoire se transmet et l'espoir se donne » ».*

Enfin, Jacques Isnard a remercié les personnalités, dont la garde les Sceaux, ministre de la Justice, pour avoir proposé sa promotion, et le premier président Guy Canivet, pour l'honneur qu'il lui a fait en lui remettant cette haute distinction. Il a également remercié Guy Duvelleroy et a salué la longue amitié qui les lie. Puis il a remercié et salué tour à tour ses amis, dont Juan Carlos Estevez, président des Procuradores d'Espagne, l'École nationale de procédure de Paris et sa cellule internationale, les hauts magistrats et professeurs d'universités, les représentants de la profession, la CNHJ et son délégué général, Thierry Bary, ses associés, ainsi que l'ensemble des membres de son bureau.

Pour finir, il a dédié ses ultimes propos à sa famille et en particulier à son épouse Michèle : « *Alors objectivement si cette croix était divisible c'est à mon épouse qu'il conviendrait d'en remettre les branches* » a-t-il conclu avant d'inviter les convives à « *goûter aux plaisirs que nous offrent ces lieux prestigieux, temple de l'histoire de la France et berceau de l'Ordre de la Légion d'honneur* ».

## Jacques Isnard, Officer of the Legion of Honor

On November 27<sup>th</sup>, 2008, in Paris, in the Lounge of the Invalids, Jacques Isnard, President of the UIHJ, Was Made Officer of the Legion of Honor by Guy Canivet, Former First President of the Supreme Court of France and Member of the Constitutional Council.

### **A Prestigious Ceremony**

For the non francophone people, the Legion of Honor is the first high French decoration instituted after the French revolution. It rewards, in a large national intermixing, the merits acquired by citizens, regardless of any social or hereditary consideration, and in all branches of industry of the country. The rank of officer, the second, is a particularly important distinction.

The ceremony proceeded in margin of the permanent council of the UIHJ in Paris, within the splendid and prestigious setting of the lounge of the Invalids in Paris, kingdom of the Great Chancellery of the Legion of Honor, in the presence of more than three hundred guests, including representatives of the delegations of the UIHJ of 48 countries, gathered to share this great event with their president, as well as many friends, fellow-members and political personalities and academics, and of course the family.

Guy Duvelleroy, president of the National Chamber of the judicial officers of France (CNHJ), declared himself particularly honored to make the introductory

*Pendant le discours de Guy Canivet, membre du Conseil constitutionnel, ancien premier président de la Cour de cassation de France — During the speech of Guy Canivet, Member of the Constitutional Court, Past First President of the Supreme Court of France*



speech of this ceremony. He greeted the exemplary course of president Isnard and praised his investment of every moment in favor of his profession, both as a president of the CNHJ and as a president of the UIHJ for nearly 15 years. He also greeted his actions in favor of teaching and training.

### The Fair Man

Guy Canivet, member of the Constitutional council, evoked in detail the journey of this exceptional man and his thirty-six years of career. He praised the legal competences of Jacques Isnard, *"Doctor Honoris Causa of several European universities"*. He recalled that he was president of the CNHJ from 1992 to 1994. It is during his presidency that the reform of French civil enforcement procedures was carried out. Jacques Isnard becomes president of the UIHJ in 1994. Guy Canivet indicated that during his mandate, president Isnard knew how to give a considerable rise to the UIHJ, which currently counts 65 members and is recognized on the international scene. On the European level, Guy Canivet declares that Jacques Isnard *"turned the UIHJ into a dynamic actor of the construction of Europe in the field of legal cooperation"*. And to add: *"You give the UIHJ a world dimension. You support everywhere in the world the creation of companies of judicial officers based on the French model. You defend the efficiency of justice in Africa, in North America as well as in South America and Asia. You are the defender of a certain idea of the Rule of law at the same time of the influence of the French legal culture"*. There would be still many things to say on "the man who gave his profession an extraordinary international aura" continued the first president Canivet, to conclude a few minutes later that he acknowledged in him "the fair man" whom he was going to have the pleasure of honoring.

### To the Stories Animating the Life of Judicial Officers

A thunder of applause followed the solemn and emotional moment when president Isnard was given his decoration from the hands of this Judge of exception. Then, equal to himself, president Isnard directly started a forty-five minutes speech of anthology, choosing as prolegomena to dedicate this distinction to his profession, or, *"to be more precise, to the stories animating the life of judicial officers"*. The recipient entertained his hosts with a lesson in history on his profession, multiplying anecdotes, some going back to the Ancien Régime. Did you know for example that the storming of the Bastille in 1789 is owed to a judicial officer named Maillard? It is him who managed, after a perilous esca-

*Remise de la Légion d'honneur – Handling of the Légion d'honneur*



*Une partie du public – A part of the public*

lade, to cross the ditch surrounding the prison and who obtained the surrender of the garrison and its governor Mr. de Launay, tells the president. *"Actually it is the whole history of judicial officers which I approached, a history which fits narrowly to that of our country and which started since voluntary enforcement proved to be an illusion"* he adds, to conclude: *"The way of history remains continuously open and young generations are there to perpetuate it, because "memory is transmitted and hope is given"*.

Lastly, Jacques Isnard thanked the personalities, of which the Minister for Justice, to have proposed his promotion, and the first president Guy Canivet, for the honor he made in giving him this high distinction. He also thanked Guy Duvelleroy and greeted the long friendship which binds them. Then he thanked and greeted in turn all his friends, including Juan Carlos Estevez, president of the Procuradores of Spain, the National school of procedure of Paris and its international cell, the high-ranking magistrates and professors of universities, the representatives of the profession, the CNHJ and its general delegate, Thierry Bary, his business partners, as well as the whole of the members of his board.

Finally, he dedicated his ultimate words to his family and in particular to his wife Michèle: *"Actually if this cross could be split, it is to my wife that I would to give its branches"* he concluded before inviting the guests *"to taste the pleasures offered by this prestigious surrounding, temple of the French history and cradle of the Legion of Honor"*.

*L'heureux récipiendaire – The Happy Recipient*



## Ouverture d'une représentation permanente de l'UIHJ à Bruxelles

**L'UIHJ a inauguré les locaux de sa représentation permanente à Bruxelles le 24 septembre 2008.**

Une réunion du bureau de l'UIHJ s'est tenue le 24 septembre 2008 à la Maison des huissiers de justice à Bruxelles, 9 rue de la Petite Ile, créée par la Chambre d'arrondissement des huissiers de justice de Bruxelles.

A cette occasion furent inaugurés solennellement les nouveaux locaux de la représentation permanente de l'UIHJ à Bruxelles, siège des institutions européennes. Ces locaux ont été mis gracieusement à la disposition de l'UIHJ par la Chambre d'arrondissement des huissiers de justice de Bruxelles. Une plaque inauguratrice a été fixée à l'entrée des locaux. Cet événement marque la volonté de l'UIHJ d'être au plus proche des institutions européennes.

Pendant la cérémonie, le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, a chaleureusement remercié la Chambre d'arrondissement des huissiers de justice de Bruxelles et au-delà la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique.

Cette représentation permanente permettra à l'UIHJ de faciliter et favoriser les multiples actions qu'elle entreprend auprès des institutions européennes.

Représentation permanente de l'UIHJ auprès de l'Union européenne

Maison des huissiers de justice

9 rue de la Petite Ile

B – 1070 Bruxelles

Tél. : +32 2 512 87 86

Fax : + 32 2 511 04 05

[uihj@uihj.com](mailto:uihj@uihj.com)

## Opening of a permanent representation of the UIHJ in Brussels

**The UIHJ inaugurated the buildings of its permanent representation in Brussels on September 24<sup>th</sup>, 2008.**

A meeting of the office of the UIHJ was held on September 24<sup>th</sup>, 2008 at the House of the bailiffs in Brussels, 9 rue de la Petite Ile, created by the Room of district of the bailiffs of Brussels.

With this occasion the new buildings of the permanent representation of the UIHJ in Brussels were inaugurated solemnly, sits of the European institutions. These buildings were placed gracefully at the disposal of the UIHJ by the Room of district of the bailiffs of Brussels. A plate inauguratrice was fixed at the entry of the buildings. This event shows the will of the UIHJ to be with closest to the European institutions.

During the ceremony, the president of the UIHJ, Jacques Isnard, cordially thanked the Room of district of the bailiffs for Brussels and beyond the national Room of the bailiffs for Belgium.

This permanent representation will make it possible the UIHJ to facilitate and support the multiple actions which she undertakes near the European institutions.

Permanent representation of the UIHJ near the European Union

House of the Judicial Officers

9 rue de la Petite Ile

B - 1070 Bruxelles

Such: +32 2 512 87 86

Fax: + 32 2 511 04 05

[uihj@uihj.com](mailto:uihj@uihj.com)



## Conférences des présidents européens de l'UIHJ à Paris

19 pays européens ont participé les 16 et 17 avril 2009 à la réunion des présidents des chambres ou ordres nationaux d'huissiers de justice membres de l'UIHJ.



De G. à D : Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ

From L. to R.: Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ — Jacques Isnard, president of the UIHJ, Bernard Menut, secretary of the board of the UIHJ



De G. à D: Jacques Isnard - Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France — Sandrine Jacquier, secrétaire du bureau de la CNHJ de France

From L. to R.: Jacques Isnard — Guy Duvelleroy, president of the National chamber of judicial officers of France — Sandrine Jacquier, secretary of the board of the French chamber

### La spectaculaire ascension de l'UIHJ

Comme chaque année, le bureau de l'UIHJ a organisé une conférence d'information à l'attention des pays européens, pour permettre de suivre l'actualité juridique et judiciaire européenne, toujours très dense. Dix-neuf pays ont participé à cette réunion qui s'est tenue à Paris, au siège de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ) : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Chypre, Ecosse, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Luxembourg, Macédoine, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, et Suisse. Le bureau de l'UIHJ était composé de Jacques Isnard, président, Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président, Roger Dujardin, vice-président, Jean Christin, trésorier, Bernard Menut, secrétaire, Adrian Stoïca, vice-trésorier, Francis Guépin, membre, et René Duperray, secrétaire général.

C'est Guy Duvelleroy, président de la CNHJ, qui a accueilli les participants dans la « grande maison des huissiers de justice » comme on a coutume de l'appeler. Rendant hommage à Jacques Isnard, le président français a évoqué « la spectaculaire, la remarquable ascension de ton Union » qui est passée de vingt-trois membres lors de son entrée en fonction il y a quinze ans à près de soixante-dix aujourd'hui. « Cette évolution fulgurante n'est pas le fruit du hasard. Elle est la résultante de la reconnaissance de tes compétences, de ton dynamisme, de ton investissement, de ta disponi-

bilité, mais aussi de ta pugnacité » a-t-il indiqué. Puis il a évoqué la crise économique qui affecte le monde. Malgré cela, il faut continuer à participer à l'incontournable évolution communautaire. « Tous ici réunis malgré nos différences historiques, culturelles, sociales et juridiques, nous sommes le parfait témoignage de cette volonté d'aboutir » a conclu le président Duvelleroy.

Après avoir souhaité la bienvenue aux délégations et les avoir remercié de leur participation, le président Isnard s'est attaqué sans barguigner aux quinze points d'un ordre du jour particulièrement riche. Il a montré sa reconnaissance auprès des pays qui ont accueilli l'équipe de l'UIHJ venue effectuer un reportage sur les modes d'introduction de l'instance en Europe.

### CEPEJ, Forum Justice et RJE

S'agissant des activités du bureau auprès des grandes organisations internationales, Leo Netten a évoqué en premier lieu le Conseil de l'Europe. L'UIHJ est membre observateur permanent de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe. Dans le cadre des activités de la CEPEJ, une étude a été réalisée fin 2007 sur l'exécution des décisions de justice en Europe par une équipe composée de chercheurs de l'Université de Nancy (France) et de l'Institut suisse de droit comparé. Cette remarquable étude a été examinée par le groupe de travail de la CEPEJ

sur l'évaluation de la justice (CEPEJ-GT-EVAL) et a été présentée le 22 décembre 2007 lors de la 10<sup>e</sup> réunion plénière de la CEPEJ. Dans la continuité de cette étude, il a été décidé de la création d'un groupe de travail sur l'exécution (CEPEJ-GT-EXE). Ce groupe est chargé de faciliter la mise en œuvre des standards pertinents du Conseil de l'Europe concernant l'exécution des décisions de justice en matière civile, commerciale et administrative au niveau national. Pour accomplir son mandat, le CEPEJ-GT-EXE doit en particulier :

- mesurer l'impact dans les États des instruments pertinents et existants du Conseil de l'Europe concernant l'exécution des décisions de justice au niveau national ;
- élaborer, le cas échéant, des lignes directrices visant à assurer une application effective des standards existants du Conseil de l'Europe ;
- élaborer, si nécessaire, des standards de qualité sur l'exécution afin d'améliorer la consultation des systèmes d'exécution et l'efficacité des services d'exécution.

Le CEPEJ-GT-EXE est composé de six experts désignés par le bureau de la CEPEJ ainsi que de l'UIHJ, représentée par Leo Netten, et par son 1<sup>er</sup> secrétaire, Mathieu Chardon. Lors de la réunion qui s'est tenue les 29 et 30 janvier 2009 à Strasbourg, le groupe a examiné les documents que la CEPEJ a mis à sa disposition, à la lumière desquels il a été décidé de proposer des lignes directrices concrètes

et pratiques relatives à l'exécution. Un plan de travail comprenant dix points a été réparti entre les participants. Ces points couvrent l'ensemble des composantes relatives à l'exécution des décisions de justice : accès à la justice, information des justiciables, notion de titre exécutoire, parties impliquées dans l'exécution, agents d'exécution, accès aux informations sur le patrimoine du débiteur, procédures d'exécution et gestion des dossiers, frais, reporting, ou aspect législatif. Le rapport final du groupe de travail sera présenté lors de la 14<sup>e</sup> réunion plénière de la CEPEJ en décembre 2009. Puis le 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ a donné un compte rendu de la réunion du Forum sur la justice initiée par la Commission européenne et dont l'un des objectifs est le projet e-justice, avec la création d'un grand portail européen dans lequel le citoyen et le praticien du droit devraient trouver tout renseignement utile s'agissant des litiges transfrontaliers.

Mathieu Chardon a indiqué qu'il a participé le 4 décembre 2008, dans le cadre de la 7<sup>e</sup> réunion du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJE) à Paris, à une table ronde sur le thème « *L'avenir du RJE : vers l'ouverture aux professions juridiques – États des négociations* ». Dans son discours introductif, Claudine Jacob, représentant la Commission européenne, avait déclaré que la nouveauté pour le RJE serait la participation des professions. Cette ouverture aux professions a été très discutée, en particulier au niveau de leur intégration. Il a été décidé que le réseau serait ouvert aux ordres professionnels et aux représentants nationaux de ces ordres. Le Parlement européen a ensuite, dans sa séance des 17 et 18 décembre 2008, entériné la proposition de la Commission. Cet acquis communautaire est incontestablement une grande reconnaissance de ce que les huissiers de justice sont des éléments indispensables de l'État de droit, comme l'a indiqué,

au niveau de l'Europe élargie, la Cour européenne des droits de l'homme dans son célèbre arrêt Pini contre Roumanie du 22 juin 2004. Il faut toutefois indiquer que cette collaboration ne sera véritablement pas opérationnelle avant 2010, le temps de mettre en place les structures nécessaires à son bon fonctionnement.

Puis le 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ a indiqué qu'il participerait le 30 avril 2009 à Bruxelles à une réunion des points de contacts du RJE sur l'application du règlement communautaire 1393/2007 en matière de signification. S'en est suivie une discussion sur la signification électronique. Leo Netten a déclaré que la Commission e-justice souhaitait connaître le stade d'évolution de chaque pays. Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal a indiqué que, dans son pays, les saisies et les significations sont réalisées de façon électronique depuis avril 2009 et qu'il proposait de faire partager son expérience à ses collègues. À la question posée par Jacques Isnard de savoir si le fait que 90% des ménages ne disposeront pas avant longtemps de l'équipement adapté n'aboutirait pas à deux systèmes, l'un pour les riches et l'autre pour les pauvres, Bernard Menut a déclaré que c'était au contraire une chance pour les huissiers de justice qui peuvent assurer les deux actions. Jos Uitdehaag, 1<sup>er</sup> questeur du Comité de l'UIHJ, a ajouté qu'il n'existe finalement pas de différence entre la signature électronique et la signature physique. « *En matière de signification, l'important est d'être convaincu que le document a été effectivement remis* » remarque-t-il.

Jacques Isnard a ensuite abordé le projet du livre vert de la Commission européenne sur la transparence patrimoniale. Le rapport était intéressant car il était proposé de faciliter l'accès aux infos aux agents chargés de l'exécution en leur permettant de consulter l'ensemble des registres.

## BERP dans les Balkans

S'agissant de la situation dans les Balkans, Jos Uitdehaag a donné un compte rendu détaillé des actions qu'il mène dans les pays de la région (Albanie, Bosnie & Herzégovine, Croatie, Kosovo, Ancienne république yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie) au travers du « *Balkans Enforcement Reform project* » (BERP), projet de réforme de l'exécution dans les Balkans qui a débuté en janvier 2009. Ce projet a été initié par le Center for International Legal Cooperation (CILC) des Pays-Bas, en étroite collaboration avec l'UIHJ. Son objet est d'apporter une aide aux pays dans la réforme de leur système judiciaire et de renforcer l'exécution des décisions de justice (voir le site : <http://www.berp.info>). Puis notre confrère a également abordé quelques uns des pays dans lesquels il intervient aussi en sa qualité d'expert du Conseil de l'Europe : Bulgarie, Moldavie et Turquie.

Michal Redelbach, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, a indiqué que des contacts avaient été pris avec l'Ukraine. Une délégation du ministère de la justice doit en effet venir en Pologne fin mai 2009 pour discuter de la possibilité de privatiser la profession d'huissier de justice dans ce pays.

Marius Crafcenco, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie, a invité l'ensemble des participants à se rendre à Sibiu des 13 au 15 mai 2009 où se tiendra une grande conférence internationale organisée par la Faculté de droit Simion Barnutiu de Sibiu avec la CNHJ de Roumanie et l'UIHJ, sur le thème : « *Le Conseil de Tampere, 10 ans après* ». Adrian Stoica a ajouté que ce colloque mettra en avant l'idée d'un droit autonome de l'exécution et qu'il fera le point sur les différents instruments européens utilisés par les huissiers de justice. De son côté, Jacques Isnard a insisté sur le fait qu'il s'agit du plus grand colloque organisé par l'UIHJ en dehors des congrès

La délégation polonaise – The Polish delegation



La délégation grecque – The Greek delegation





Au premier plan, la délégation italienne – Au second plan, la délégation kazakhe  
 First row: the Italian delegation – Second row: the Kazakh delegation



La délégation roumaine – The Romanian delegation

internationaux, avec quarante-et-une interventions sur trois jours. À cette occasion, a indiqué le président de l'UIHJ, sera présenté le film réalisé par René Duperray et Françoise Andrieux, rapporteur général du prochain congrès international de l'UIHJ à Marseille (France), sur la signification des actes introductifs d'instance, ainsi que le projet de directive européenne d'acte introductif d'instance harmonisé sur un plan européen.

### Un nouveau réseau

Concernant les travaux du Comité de l'UIHJ, Mathieu Chardon a présenté le nouveau projet de création du Réseau international des huissiers de justice (RIHJ). « Nous sommes sollicités en permanence par les organisations nationales ou internationales pour obtenir des renseignements sur la profession, la procédure civile et les voies d'exécution, mais également sur les institutions judiciaires » a déclaré notre confrère. Et de poursuivre : « Nous avons donc plus que jamais besoin d'un réseau de renseignements permanent. L'idée serait donc d'activer une nouvelle entité, le RIHJ, dont les questeurs du Comité s'occuperaient, et qui aurait une double vocation : une vocation académique et un réseau de simples renseignements ». Outre l'utilisation d'Internet comme moyen de communication, les membres du RIHJ pourraient se retrouver à l'occasion des différentes réunions des UIHJ-Euros.

À sa suite, Jacques Isnard a salué le travail du Comité de l'UIHJ, composé de Jos Uitdehaag,

premier questeur, et de Mathieu Chardon et Marc Schmitz, questeurs. Le président de l'UIHJ a demandé à chaque représentant des États européens de nommer une ou deux personnes compétentes maîtrisant le français ou l'anglais pour constituer le réseau.

Leo Netten a indiqué qu'il était nécessaire de créer un groupe de travail sur le domaine des nouvelles technologies. Alain Bobant, huissier de justice (France), spécialiste de cette question, s'est lancé dans un plaidoyer pour la profession : « Il faut pouvoir s'authentifier, sécuriser l'échange. Nous avons besoin d'un homme, partout dans le monde, capable de prendre en main cette confiance et d'être ce tiers de confiance. Il faut mettre en place un groupe de travail pour cartographier ce que nous faisons ». « C'est exactement ce que la Commission européenne demande », a enchéri Leo Netten. Pour Francis Guépin, les enjeux sont fondamentaux. « Il y a des marchés captifs. Le programme de la pluridisciplinarité a rencontré un succès inattendu. Les huissiers de justice grecs ne peuvent pas faire de constats. Ils pourraient utiliser le produit Depomail et faire une sorte de constat. Il faut avoir une politique agressive et non défensive », estime notre confrère.

### Une formation professionnelle européenne

Puis le thème de la formation a été longuement abordé. Le président de l'UIHJ a regretté la faible participation des huissiers de justice français à la journée de formation internationale des huissiers de justice qui s'est déroulée à Paris en février 2009. En revanche, le lendemain s'est tenue la réunion constitutive du Centre international de formation des huissiers de justice (CIFHJ), qui a rencontré un grand succès par la participation de dix États : Belgique, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Suède. Abel-Didier Pansard, administrateur général du CIFHJ a présenté les raisons qui ont décidé à la création de cette branche de l'UIHJ. La formation est le trait d'union des huissiers de justice à travers le monde a-t-il indiqué. L'UIHJ en a fait le cœur de ses actions depuis plusieurs années. Toutefois la configuration propre de la profession, original par sa diversité et de ses statuts globalement partagés entre les huissiers de justice privés et les agents d'exécution dépendant de la fonction publique, constitue un obstacle à l'élaboration d'un système institutionnel généralisé. Par ailleurs, « nombreux sont les États où l'huissier de justice n'est qu'une



De G. à D. : Abel-Didier Pansard, administrateur général du CIFHJ - René Duperray, secrétaire général de l'UIHJ - Françoise Andrieux, rapporteur général du congrès de Marseille  
 From L. to R. : Abel-Didier Pansard, administrator general of the CIFHJ - René Duperray, general secretary of the UIHJ - Françoise Andrieux, general reporter of the Marseilles Congress

récente institution, inapte à supporter l'aménagement d'un organe de formation ». Pour résoudre en grande partie les difficultés soulevées par l'ensemble de ces problèmes, le premier accord de partenariat de formation est intervenu sous l'égide de l'UIHJ entre l'École nationale de procédure (ENP) de Paris et l'ENP de Tunisie le 16 novembre 2006 à Tunis. Par la suite l'UIHJ, la CNHJ et l'ENP ont signé le 19 septembre 2008 un accord de partenariat visant à soutenir et à coordonner une action internationale de formation. Dans les moyens qu'elles entendent se donner, les organismes ont prévu la mise en place d'une entité pour assurer la coordination de leurs actions. La création est donc constituée conformément à l'accord de partenariat intervenu entre ces trois structures ayant pour titre le Conseil international de formation des huissiers de justice (CIFHJ), étant précisé que peut intégrer ce centre tout autre organisme de formation après accord des organismes fondateurs. L'objet de cette structure est le suivant :

- promouvoir la formation permanente et continue

des huissiers de justice et de leurs collaborateurs dans le monde

- coordonner les actions de formation dans les différents pays
- planifier les demandes et les actions de formation
- organiser des rencontres entre les différents organes de formation des pays étrangers.

L'idée n'est pas gratuite déclare Jacques Isnard. « Avec le processus de Bologne, Bruxelles veut planifier les formations. La formation professionnelle va devenir européenne. Nous aurons des financements exclusivement européens. Il faut s'y préparer. D'où l'idée de créer le Centre international de formation. Réservez-lui le meilleur accueil car c'est un projet d'avenir. Il est ouvert à tous les pays ».

Puis le président Isnard a rappelé le thème de la journée mondiale de l'huissier de justice du 12 juin 2009 : « Justice et enjeux sociaux ». Il a invité chaque pays à profiter de cette journée pour faire découvrir les aspects les plus sociaux de l'huissier de justice sans pour autant occulter les autres domaines de la profession.

Sur le point des échanges intercontinentaux, Francis Guépin a indiqué qu'une information serait donnée à Marseille en septembre 2009 sur l'idée de faire profiter aux confrères africains du système mis en place par la Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels de France (Cavom). S'agissant des réunions UIHJ-Euros, Antonio Gomes da Cunha a rappelé qu'une session UIHJ EuroMed se tiendrait à Lisbonne en mai 2009. UIHJ EuroDanube doit organiser une réunion en Slovaquie du 7 au 9 octobre 2009 a indiqué son secrétaire, Michal Redelbach. Sur le prochain congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille des 7 au 11 septembre 2009, Françoise Andrieux, rapporteur général, a présenté les différents thèmes, lesquels figurent sur le site de l'UIHJ. Enfin, la réunion s'est achevée par le traditionnel tour de table et notamment les interventions de l'Italie, l'Allemagne et la Roumanie. Le président Isnard a remercié une nouvelle fois les participants et leur a donné rendez-vous en septembre 2009 à Marseille.

## Conference of the European presidents of the UIHJ in Paris

19 European countries took part on 16 and 17 April 2009 in the meeting of the presidents of the national chambers or orders of judicial officers members of the UIHJ.

### The spectacular rise of the UIHJ

Like each year, the board of the UIHJ organized a conference of information for the European countries, on the always very dense European legal and judicial topicality. Nineteen countries took part in this meeting which was held in Paris, at the seat of the National Room of judicial officers of France (CNHJ): Belgium, Bulgaria, Cyprus, France, Germany, Greece, Hungary, Italy, Kazakhstan, Luxembourg, Macedonia, the Netherlands, Poland,

Portugal, Romania, Scotland, Slovakia, Spain and Switzerland. The board of the UIHJ was composed of Jacques Isnard, president, Leo Netten, 1<sup>st</sup> vice-president, Roger Dujardin, vice-president, Jean Christin, treasurer, Bernard Menut, secretary, Adrian Stoïca, vice-treasurer, Francis Guépin, member, and René Duperray, general secretary.

Guy Duvelleroy, president of the CNHJ, greeted the participants in the "large house of the judicial officers" as it is usually called. Paying homage to

Jacques Isnard, the French president evoked "the spectacular and remarkable rise of your Union" which passed from twenty-three members at the time of his election fifteen years ago to nearly seventy today. "This amazing evolution is no hazard. It is the result of the recognition of your competences, your dynamism, your investment, and your availability, but also of your pugnacity" he added. Then he evoked the economic crisis which currently affects the world. In spite of that, it is necessary to continue to take part in the necessary Community evolution. "We are all joined together here in spite of our historical, cultural, social and legal differences. We are the perfect testimony of this will to succeed" concluded president Duvelleroy.

After having welcomed all delegations and having thanked them for their participation, president Isnard embarked straight away on the fifteen items of a particularly rich agenda. He showed his recogni-



Le bureau de l'UIHJ – The board of the UIHJ





*La délégation slovaque – The Slovakian delegation*



*Leo Netten*

tion to the countries which accommodated the team of the UIHJ which came to carry out a report on the modes of introducing proceedings in Europe.

### **CEPEJ, Forum Justice and EJM**

As regards the activities of the board towards the main international organizations, Leo Netten initially evoked the Council of Europe. The UIHJ is a permanent observer member of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) of the Council of Europe. Within the framework of the activities of the CEPEJ, a study was carried out at the end of 2007 on the execution of legal decisions in Europe by a team made up of researchers of the University of Nancy (France) and the Swiss Institute of Comparative Law. This remarkable study was examined by the CEPEJ working group on evaluation of justice (CEPEJ-GT-EVAL) and was presented on 22 December 2007 during the 10<sup>th</sup> plenary meeting of the CEPEJ. In the continuity of this study, it was decided to create a working group on execution (CEPEJ-GT-EXE). This group is instructed to enable a better implementation of the relevant standards of the Council of Europe regarding execution of court decisions in civil, commercial and administrative matters at national level. In order to fulfill its tasks, the CEPEJ-GT-EXE must in particular:

- Assess the impact in the states of the existing relevant instruments of the Council of Europe on execution or court decisions at national level;
- Draft, if appropriate, guidelines aimed to ensure an effective implementation of the existing standards of the Council of Europe;
- Draft, if appropriate, quality standards on execu-

tion in order to improve the accessibility of execution systems and the efficiency of execution services.

The CEPEJ-GT-EXE is composed of six experts appointed by the board of the CEPEJ as well as the UIHJ, represented by Leo Netten, and by its 1<sup>st</sup> secretary, Mathieu Chardon. During the meeting which was held on 29 and 30 January 2009 in Strasbourg, the group examined the documents provided for them by the CEPEJ, in the light of which it was decided to propose concrete and practical guidelines on enforcement. A scheme of work including ten points was distributed between the participants. These points cover the whole of the components relating to the execution of legal decisions: context of enforcement/Access to justice, notices to parties, Enforceable title, parties involved in the enforcement procedure, enforcement agents, information about debtors assets, processes and standards, cost of enforcement, outcomes and timelines, and regulation. The final report of the work group will be presented during the 14<sup>th</sup> plenary meeting of the CEPEJ in December 2009.

Then the 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ gave an report of the Forum Justice meeting initiated by the European commission, one of its objectives being the e-justice project, with the creation of a large European portal in which citizens and law practitioners should find all information on cross border litigations.

Mathieu Chardon said he took part on 4 December 2008, within the framework of the 7<sup>th</sup> meeting of the European Judicial Network in civil and commercial matters (EJN) in Paris, on a roundtable on the topic: *"The future of the EJN: towards the opening*

*to legal professions - States of negotiations"*. In her introductory speech, Claudine Jacob, representing the European commission, had declared that the innovation for the EJN would be the participation of the professions. This opening was thoroughly discussed, in particular on the level of their integration. It was decided that the network would be opened to the professional orders and to their national representatives. The European Parliament then ratified the Commission proposal in its 17 and 18 December 2008 meeting. This community asset is undeniably a great recognition that judicial officers are truly essential elements of the Rule of law, as it was acknowledged at the level of the wide Europe, in the well-known European Court of the human rights Pini vs Romania case of 22 June 2004. It should however be mentioned that this collaboration will truly not be operational before 2010, to give time to set up the necessary structures to its implementation. Then the 1<sup>st</sup> secretary of the UIHJ indicated that he would attend on 30 April 2009 in Brussels a meeting of the contact points of the EJN on the application of the Community 1393/2007 regulation on service of documents. A discussion followed on electronic service.

Leo Netten declared that the e-justice Commission wished to know the stage of evolution of each country. Antonio Gomes da Cunha, president of the Chamber of Solicitadores of Portugal indicated that, in his country, attachments and service can be electronically done since April 2009 and that he offered to share his experience with his colleagues.

To the question put by Jacques Isnard to know whether the fact that 90% of the households will not have before long adapted equipment would



lead to two systems, one for the rich and one for the poor, Bernard Menut declared that it was on the contrary an opportunity for judicial officers who can ensure both actions.

Jos Uitdehaag, first quaestor of the Comité of the UIHJ, added that there is eventually no difference between electronic and physical signatures. "As regards service of documents, the important thing is to be convinced that the document is actually served" he noticed. Jacques Isnard then approached the project of the green book of the European commission on transparency of assets. The report was interesting because it was proposed to facilitate access to information to enforcement agents while enabling them to consult all registers.

### BERP in the Balkans

Being the situation in the Balkans, Jos Uitdehaag gave a detailed report of the actions which he carries out in the countries of the zone (Albania, Bosnia & Herzegovina, Croatia, Kosovo, Former Yugoslavian Republic of Macedonia, Montenegro and Serbia) through the "Balkans Enforcement Reform project" (BERP), a project which began in January 2009. This project was initiated by the Center for Legal International Co-operation (CLIC) of the Netherlands, in close cooperation with the UIHJ. Its aim is to support the countries of the Western Balkans in the reform of their legal system in general and more in particular ensuring a more efficient and effective functioning of the systems of enforcement law at the national and at the regional level (for more information: <http://www.berp.info>). Then our fellow-member also approached some of the countries in which he also intervenes

in his capacity as expert of the Council of Europe: Bulgaria, Moldova and Turkey.

Michal Redelbach, vice-president of the national Chamber of judicial officers of Poland, indicated that contacts had been made with Ukraine. A delegation of the ministry for justice must indeed come to Poland at the end of May 2009 to discuss of the possibility of a private occupation of judicial officer in this country.

Marius Crafcenco, president of the national Chamber of judicial officers of Romania, invited the whole of the participants to Sibiu from 13 to 15 May 2009 where will take place a wide international Conference organized by the Simion Barnutiu Law Faculty of Sibiu with the National Chamber of judicial officers of Romania and the UIHJ, on the topic: "The Council of Tampere, 10 years afterwards".

Adrian Stoica added that this conference will propose the idea of an autonomous enforcement law and that it will give a progress report on the various European instruments used by judicial officers. Jacques Isnard insisted on the fact that this

was the largest conference organized by the UIHJ apart from international congresses, with forty one presentations over three days. On this occasion, the president of the UIHJ added that a film shot by René Duperray and Françoise Andrieux, general reporter of the next international congress of the UIHJ in Marseilles (France), on the significance of the documents initiating proceedings, will be presented, as well as a draft European directive on a harmonized document initiating proceedings at European level.

### A new network

Concerning the works of the Committee of the UIHJ, Mathieu Chardon presented the new project on the creation of the International Network of Judicial Officers (INJO). "We are solicited permanently by national or international organizations for information on the profession, on civil and enforcement procedures, but also on legal institutions" our fellow-member declared. And to continue: "We thus have more than ever the need for a permanent information network. The idea would be thus to activate a new entity, the INJO, managed by the quaestors of the Committee, aiming at an academic vocation and a network of simple information". In addition to the use of Internet means of communication, the members of the INJO would meet at the time of the various UIHJ-Euros meetings. On the same topic, Jacques Isnard greeted the work of the Committee of the UIHJ, composed of Jos Uitdehaag, Mathieu Chardon and Marc Schmitz. The president of the UIHJ asked for each representative of the European States to appoint one or two qualified members having good knowledge of French or English to constitute the network.

Leo Netten indicated that it was necessary to create a working group on the field of new technologies. Alain Bobant, judicial officer (France), specialist in



Les délégations belge et macédonienne – The Belgium and Macedonian delegations



La délégation hongroise — The Hungarian delegation



La délégation bulgare — The Bulgarian delegation

this question, launched out in a plea for the profession: *"It is necessary to be able to authenticate oneself, to secure exchanges. We need a man, everywhere in the world, able to handle this trust and to be this trusted third party. It is necessary to put in place a working group to chart what we do". "It is exactly what the European commission asks", answered Leo Netten. For Francis Guépin, the stakes are fundamental. "There are captive markets. The Multi-field program has met an unexpected success. The Greek judicial officers cannot make statements of facts. They could use the Depomail product and make a kind of statement of facts. It is necessary to have an aggressive and not a defensive policy", estimated our fellow-member.*

### A European professional training

Then the topic of the training was lengthily approached. The president of the UIHJ regretted the weak participation of the French judicial officers in the International training day of judicial officers which took place in Paris in February 2009. On the other hand, on the following day was held the inaugural meeting of the International Training Center for Judicial Officers (CIFHJ), which met a great success with the participation of ten States: Belgium, France, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Romania, the Russia Federation, and Sweden. Abel-Didier Pansard, administrator general of the CIFHJ presented the reasons which decided for the creation of this branch of the UIHJ. Training is the hyphen of the judicial officers throughout the world, he indicated. The UIHJ has made the heart of its actions on training for several years. However the specific configuration of the profession, original by its diversity and by its statutes divided overall between private judicial officers and civil servant agents, constitutes an obstacle to the development

of a generalized institutional system. In addition, *"many are the States where the judicial officer is only a recent institution, unable to support the installation of a training body".* To solve the main difficulties raised by the whole of these problems, the first training partnership agreement intervened under the aegis of the UIHJ between the National school of procedure (ENP) of Paris and the ENP of Tunisia on 16 November 2006 in Tunis. Thereafter the UIHJ, the CNHJ and the ENP signed on 19 September 2008 a partnership agreement aiming at supporting and at coordinating an international action on training. In the means which they intend to give each other, the organizations envisaged the installation of an entity to ensure the coordination of their actions. The creation is thus made up in accordance with the partnership agreement occurred between these three structures having for title the International Training Council of Judicial Officers (CIFHJ), being specified that any country can join this center. The object of this structure is as follows:

- to promote the permanent and on-going training for judicial officers and their collaborators in the world
- to coordinate the training schemes in the various countries
- to plan requests and training actions
- to organize meetings between the various training bodies of foreign countries.

The idea is not gratuitous, declared Jacques Isnard. *"With the Bologna process, Brussels wants to plan training. Professional training will become European. We will have exclusively European financings. It is necessary to prepare ourselves, hence the idea to create the international Training Center. It should be the object of the best welcome because it is a plan for the future. It is opened to all countries".*

Then president Isnard pointed out the topic of the world day of judicial officers on 12 June 2009: *"Justice and social stakes".* He invited each country to use the day to promote the most social aspects of the judicial officer without occulting the other fields of the profession.

On the point of intercontinental exchanges, Francis Guépin indicated that information would be given to Marseilles in September 2009 on the idea to make benefit the African fellow-members from the system set up by the Pension fund for judicial officers of France.

Being the UIHJ-Euros meetings, Antonio Gomes da Cunha pointed out that a UIHJ EuroMed session would take place in Lisbon in May 2009. UIHJ EuroDanube must organize a meeting in Slovakia on 7 to 9 October 2009 indicated its secretary, Michal Redelbach.

On the next international congress of the UIHJ which will be held in Marseilles from 7 to 11 September 2009, Francoise Andrieux, general reporter, presented the various topics, which are now reproduced on the website of the UIHJ. Lastly, the meeting was completed by the traditional round table and in particular the interventions of Italy, Germany and Romania. President Isnard thanked the participants once again and said he will be very pleased to meet them again in September 2009 in Marseilles.



Pendant la cérémonie d'ouverture – During the opening ceremony

### 3<sup>e</sup> colloque international d'Alger : des contacts avec la Ligue arabe

Les 11 et 12 février 2009 s'est déroulé le troisième colloque international d'Alger avec pour thème : « L'huissier de justice pilier de l'État de droit, gage de sécurité juridique et agent de développement économique » organisé par la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie et l'UIHJ, sous le haut patronage de Tayeb Belaiz, ministre de la justice, garde des sceaux, en présence de représentants de la Ligue arabe.

Il revenait à Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie de prononcer le discours d'accueil en insistant sur sa grande joie de voir réunies de nombreuses délégations du vieux continent (Hongrie, Grèce, Italie, Roumanie, France) ou d'Afrique (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Qatar, Arabie Saoudite, Egypte, Soudan, Tunisie).

La parole était ensuite donnée à Jacques Isnard, président de l'UIHJ, qui stigmatisait l'impéritie des organismes financiers, non encadrés par un système juridique ou judiciaire, qui a conduit selon lui, à la crise financière mondiale. Jacques Isnard insistait sur l'impérieuse nécessité de trouver un équilibre entre l'économie et la justice, pour une meilleure sécurité juridique ; cette sécurité juridique qui se situe à trois niveaux : l'organisation judiciaire des États, la loi des États et l'aptitude des États à garantir l'exécution des décisions de justice, dans le respect de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Cette exécution qui se doit d'être rapide et efficace et par laquelle, peu à peu, s'est imposée une profession gage de garantie de la sécurité juridique : l'huissier de justice avec l'avènement d'un droit autonome de l'exécution.

Le président Isnard exhortait dans cette optique les pays d'Afrique à adhérer à la Conférence de droit international privé de La Haye et concluait sur le rôle

pivot de l'huissier de justice dans l'élaboration d'un État de droit, gage de sécurité juridique et économique.

Tayeb Belaiz, ministre de la justice d'Algérie, se félicitait de l'efficacité des 800 agents huissiers de Justice en Algérie qui ont permis l'exécution de 86% des décisions exécutoires rendues en 2008. Il insistait sur la volonté présidentielle d'une réforme de la justice pour la rendre plus efficace et sur le rôle majeur joué par l'Algérie lors de la signature du code d'orientation arabe le 27 novembre 2008 à Beyrouth, qui a pris le modèle du statut de l'huissier de justice algérien comme statut type. Tayeb Belaiz déclarait alors ouvert le troisième colloque international d'Alger. Les travaux étaient divisés en cinq ateliers.

Le premier atelier portait sur le thème de : « L'émergence d'une profession d'huissier de justice » était dirigé par Dib Abdesslem, président de la Chambre commerciale et maritime de la Cour suprême ».

Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIH, pour la Roumanie, ayant été dans l'impossibilité de se déplacer, Françoise Andrieux, huissier de justice (France), rapporteur général du prochain congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille (France) des 7 au 12 septembre 2009, procédait à la lecture de sa contribution sur le premier sous-thème : « L'huissier de justice : un professionnel de l'exécution à statut privé et indépendant ».

Pour Adrian Stoica, le procès équitable ouvre trois garanties :

- L'accès au tribunal impartial et indépendant,
- L'accès à une bonne justice où les droits de la défense sont respectés,
- Le droit à l'exécution : à ce stade, pour que l'exécution soit possible et équitable, il faut la confier à une autorité indépendante et responsable.

L'huissier de justice offre l'impartialité et les garanties aux citoyens et aux justiciables car il agit avec prudence, proportionnalité et est responsable de ses actes.

Notre confrère développait l'application de ces principes en Roumanie, respectueuse de la recommandation de juillet 2003 du Comité des ministres de l'Union européenne, l'exécution des décisions de justice faisant partie intégrante du procès équitable. Il exhortait tous les pays à prendre des mesures pour assurer l'exécution des décisions de justice afin d'éviter l'installation d'une justice privée, renvoyant aux nombreux arrêts de la Cour européenne de justice dans ce domaine.

Mourad Skander (Tunisie), membre du bureau de l'UIHJ, avait pour charge de développer le second sous-thème des « Caractéristiques et garanties de l'huissier de justice privé et indépendant ». Il faisait le constat qu'au sein de l'UIHJ, le système libéral privé était prépondérant. Il insistait sur la responsabilité attachée à ce professionnel libéral, d'un haut niveau de formation, très attentif à la rédaction de ses actes. Cette responsabilité civile, professionnelle et pénale étant la meilleure garantie pour le justiciable d'une application stricte et juste de la décision du juge, sans pression aucune.

Le troisième sous-thème, confié à Patrick Safar, vice-président de l'Ecole nationale de procédure de Paris (ENP), avait pour thème « Rapidité et efficacité : critères émergents de l'action de l'huissier de justice ». Patrick Safar insistait



Jacques Isnard, président de l'UIHJ — President of UIHJ



Mohamed Amara, directeur général des affaires judiciaires et juridiques au ministère de la justice d'Algérie — General Director of Legal and Judicial Affairs at the Ministry of Justice of Algeria

sur la nécessité de doter les spécialistes de l'exécution de moyens légaux qui leur permettent de gagner en rapidité. Pour ce faire, il s'attachait à démontrer qu'une exécution efficace suppose en premier lieu, un accès aux renseignements facilité et, en second lieu un système d'exécution efficient. L'accès aux renseignements se déclinant essentiellement sur deux méthodes :

- la déclaration obligatoire du patrimoine par le détenteur (ancien bloc soviétique et pays nordiques : Suède...);
- un système de recherche des informations tirées de registres dans les autres États dont la France.

Me Safar faisait état, à ce propos, du livre vert mis à l'étude par la Commission européenne sur la transparence patrimoniale. Un système d'exécution efficace suppose un système procédural simple et lisible qui garantit le droit des justiciables par la possibilité de contestations ou de résolution à l'amiable des conflits, concluait-il.

Le deuxième atelier s'ouvrait à 14h30 avec pour thème : « *Le statut de l'huissier de justice* » sous la direction de Jamel Bouzertini, directeur du Centre de recherche juridique et judiciaire. Noureddine Belkacemi (Algérie) donnait sous le quatrième sous-thème « *un aperçu général du statut de l'huissier de justice privé* ». Il se livrait à un rappel historique de la fonction d'huissier de



justice en Algérie depuis l'antiquité : de la Pax Romana à l'ordonnance de 1967, de l'huissier de justice fonctionnaire au sein des greffes à celui qui a bénéficié du statut libéral en 1991, revu en 2006. L'huissier de justice est le « *maillon fort* » de la chaîne judiciaire, s'exclamait Me Noureddine. Le cinquième sous thème confié à Jean Michel Rouzaud, président de l'ENP de Paris (France) concernait l'« *Accès à la profession et la formation* ». Pour Jean-Michel Rouzaud, la profession d'huissier de justice en France a gagné en crédibilité de part sa formation qui lui a permis de se hisser au

premier rang des professions juridiques. Le président de l'ENP de Paris rappelait que depuis 1975, date où la licence en droit avait été rendue obligatoire pour accéder à la fonction d'huissier de justice, relayée en 1996 par la maîtrise, le constat était fait aujourd'hui que près de 30% des étudiants sont titulaires d'un Master 2. Ce dernier insistait sur le rôle majeur de l'ENP de Paris qui assure le cursus de formation même pour des étudiants seulement titulaires d'un baccalauréat pour les conduire jusqu'à l'examen professionnel d'huissier de justice. Le sixième sous-thème, développé par Marc Schmitz, questeur du Comité de l'UIHJ (Belgique), portait sur les « *Conditions matérielles d'exercice de la profession* ». Marc Schmitz retenait des précédents ateliers que l'efficacité de l'agent d'exécution jouait un rôle primordial dans un État de droit. « *Le meilleur jugement du monde rendu par le meilleur juge est sans aucune valeur s'il ne peut pas être exécuté de manière efficace et efficiente* », rajoutait-il. Il faisait remarquer que les 500 huissiers de justice belges étaient équipés de réseaux informatiques performants leur permettant de travailler de façon interactive et en temps réel, avec accès aux dossiers, online 24 heures sur 24. Il insistait sur l'accès à des bases de données externes, point déterminant dans l'efficacité de l'huissier de justice, et donnait l'exemple de la Belgique où l'huissier de justice à un accès direct au Registre national de la population, au Registre national des personnes morales ou encore au Registre des véhicules, au moyen d'une clé électronique. Notre confrère louait le projet ambitieux mis en œuvre par la Chambre nationale des huissiers de justice, depuis 2006, appelé « *e-huissier* », ayant pour but de centraliser l'accès à toutes les banques de données, ayant d'ores et déjà coûté près de 1 800 000 euros et non encore terminé. Il concluait son propos, en insistant sur l'aspect humain et la nécessité de travailler avec du personnel bien formé, ce à quoi s'attachait la chambre nationale belge en collaboration avec le FOREM (service public de la formation et de l'emploi).

Jacques Isnard et Mohamed Chérif durant une interview — During an interview



Une partie du public — A part of the public



Françoise Andrieux, expert UIH

Le troisième atelier avait pour thème « *L'activité de l'huissier de justice* » et était placé sous la direction de Jamel Bouzertini, directeur du Centre de recherche juridique et judiciaire ». Frendi Nabil pour l'Algérie développait le septième sous-thème : « *Les activités de l'huissier de justice en Algérie* ». Me Nabil se réjouissait de la réforme, applicable, au 26 avril 2009, qui allait permettre aux huissiers de justice algériens tout un panel d'activités : les significations, la représentation, les saisies, les ventes aux enchères ou les constats. L'exécution peut désormais porter sur des titres administratifs, concerner le crédit maritime, le recouvrement de dettes avec séquestre, la procédure d'expulsion, la saisie des comptes bancaires et des droits industriels et commerciaux, se réjouissait-t-il sans oublier la médiation.

Rose-Marie Bruno, membre de l'UIHJ et expert ENP (France), était chargée de développer « *Le panorama sur l'activité des huissiers de justice* ». Rose-Marie Bruno se livrait alors à un rapide comparatif des activités des huissiers de justice algériens et français. Nos activités se ressemblent énormément, s'exclama-t-elle ! « *Comme vous, les huissiers de justice français signifient des actes, représentent leurs clients devant certaines juridictions, procèdent à des saisies de biens meubles corporels et incorporels ou d'immeubles et procèdent à des expulsions* ». En ce qui concerne la médiation, pour l'heure les huissiers de justice français n'ont pas mission d'y procéder mais s'intéressent de très près à la directive de l'Union européenne du 21 mai 2008 sur la médiation. Notre consœur déplorait ensuite que le juge de l'exécution ne soit pas prévu dans la législation algérienne, non pas un juge censeur, comme on pourrait le penser, mais un juge à l'écoute de l'huissier de justice et de ses difficultés d'exécution.

Nouredine Belcacemi (Algérie — Algeria)



Dominique Aribaut Abadie, membre de l'UIHJ (France), était chargée de développer le huitième sous-thème : « *Le monopole de l'huissier de justice et le domaine concurrentiel* ». Me Aribaut Abadie faisait remarquer le paradoxe intrinsèque à la fonction de l'huissier de justice : auxiliaire de justice, certes, mais aussi agent économique. Elle décrivait dans un premier temps les activités monopolistiques de l'huissier de justice, soit la signification des actes, l'exécution des décisions de justice et la tenue du service intérieur des audiences des cours et tribunaux. Elle rappelait l'arrêt essentiel rendu le 19 mars 1997 par la Cour européenne des droits de l'homme, qui a consacré le droit à l'exécution comme partie intégrante du procès équitable en Europe, au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Dans le cadre des activités concurrentielles de l'huissier de justice en France, notre consœur relatait les activités judiciaires, économiques et de représentation. Dans le cadre des activités judiciaires et juridiques, l'huissier de justice est amené à donner des consultations, à dresser des constats ou à effectuer des prises en qualité d'officier vendeur. Dans le cadre de ses activités économiques, les huissiers de justice procèdent de plus en plus en France au recouvrement amiable des créances. Enfin, concluait-elle, les huissiers de justice sont amenés à représenter leurs clients devant le tribunal paritaire des baux ruraux, le tribunal de commerce ou encore le tribunal d'instance en matière de saisie des rémunérations.

Le neuvième sous-thème sur le thème, « *Pouvoir et limite de l'huissier de justice dans ses activités* », était développé par Abel Didier Pansard (France), ancien président de l'ENP de Paris. Me Pansard rappelait que l'huissier de justice est un auxiliaire de justice exerçant une profession réglementée, qu'à ce titre il bénéficiait de véritables prérogatives mais que son monopole n'était pas

Question d'un participant — Question from a participant





Une partie du public – A part of the public

sans limite. Dans le cadre des activités monopolistiques, seules retenues pour le propos par Me Pansard, l'huissier de justice a toute latitude, dans le cadre de sa mission, pour saisir le juge de l'exécution (ordonnances sur requêtes) ou le procureur de la République (accès aux renseignements sur le débiteur). Quant aux limites qui s'imposent à l'huissier de justice dans l'exercice de ses activités, Me Pansard retenait les limites contractuelles, celles liées au mandat, les limites légales dues à son ministère forcé, et les limites afférentes à la situation personnelle du débiteur : pénétration au domicile ou procédure collective qui stoppe toutes poursuites. En guise de conclusion, Me Pansard citait les propos, vers 1800, du Baron Favart de Langlade : « *les huissiers ont deux règles principales de conduite à observer : d'abord un grand fond de probité et de délicatesse, d'apporter ensuite dans l'exercice de leurs fonctions, les connaissances nécessaires, tout le zèle possible, en un mot le sentiment de tous leurs devoirs* ».

L'atelier 4 s'ouvrait le 12 février, avec pour thème : « *L'huissier de justice agent économique et avantage pour l'État. Les actions de l'UIHJ en faveur de l'huissier de justice privé* », et était placé sous la direction de Allaoua Laamouri, président de la chambre sociale de la Cour suprême.

Francis Guépin (France), membre du bureau de l'UIHJ, développait le dixième sous-thème « *L'huissier de justice : agent économique* ». Me Guépin articulait son propos autour de deux thèmes : l'activité de l'huissier de justice liée au recouvrement et celle développée en dehors du recouvrement. Il insistait sur la baisse significative de l'activité liée au judiciaire en matière civile et commerciale en France, heureusement contrebalancée par le chiffre d'affaires

Le 3<sup>e</sup> atelier – The 3<sup>rd</sup> Workshop



Le 2<sup>e</sup> atelier – The 2<sup>nd</sup> Workshop

produit par le recouvrement amiable, activité économique en pleine expansion. Il expliquait la désaffection pour le judiciaire par la cherté et la lenteur de la justice. Il dénonçait certaines pratiques d'offices de recouvrement utilisant des procédés indignes d'un État démocratique. Il insistait sur l'humanité développée auprès du justiciable par l'huissier de justice dans le cadre des exécutions qui doivent sauvegarder les droits des créanciers sans pour autant permettre au débiteur d'obtenir des délais de paiement. Hors activité judiciaire, notre confrère rappelait le rôle majeur joué par l'huissier de justice auprès du chef d'entreprise qu'il peut accompagner dès la création de sa société par la rédaction des statuts notamment et durant toute sa vie juridique, par la délivrance de conseils, la rédaction de constats et la signification de tous actes extrajudiciaires. Il terminait son propos en rappelant l'investissement important de la profession dans les nouvelles technologies, avec notamment le service des « dépôt-mails », et le rôle majeur que joue l'huissier de justice dans le cadre de la propriété industrielle ou intellectuelle, par la réception du dépôt des brevets

Le onzième sous-thème sur le thème : « *L'avantage d'un huissier de justice privé et indépendant* » était développé par Hadder El Aid (Algérie) et Francesca Biondini (Italie). Me Biondini, avant d'exposer l'avantage d'une profession indépendante et libérale, insistait sur la nécessité de faire une présentation de la profession en Italie. L'huissier de justice italien est un fonctionnaire, dépourvu de tout moyen pour travailler (bureaux, ordinateurs, ...) mais un « *fonctionnaire-hybride* », s'insurgeait-elle, car il supporte une responsabilité civile, pénale et disciplinaire pour laquelle il doit s'assurer personnellement !

L'huissier de justice italien assure la notification et l'exécution, il a un salaire fixe et une partie variable suivant les distances parcourues mais il est pratique-

Une partie du public – A part of the public





Dominique Aribaut, membre de l'UIHJ — Member of the UIHJ



Ben Hadder El Aid (Algérie — Algeria)



Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ — 1<sup>st</sup> Vice-president of the UIHJ

ment plus payé pour ne pas être productif, dénonçait-elle ! Francesca Biondini insistait sur la nécessité de créer une profession libre et indépendante en Italie, volonté relayée depuis plusieurs années par l'UIHJ et l'association « AUGE », présidée par Arcangelo d'Aurora, comptant près de 600 membres, et dont le projet de création de la profession, avec une chambre nationale, un statut et une école nationale de procédure, est actuellement débattu devant le Sénat italien. Francesca Biondini terminait sur une note d'espoir afin que les pouvoirs publics enfin en Italie, permettent la création d'une profession d'huissier de justice libérale et indépendante.

Leo Netten (Pays Bas), 1er vice-président de l'UIHJ, développait le douzième sous-thème : « L'huissier de justice dans le cadre de l'UIHJ ». Leo Netten relevait que, sur la planète, les différents systèmes judiciaires étaient basés sur six groupes de cultures juridiques émergents : le droit anglais traditionnel, le droit de la Common Law américaine, le droit d'inspiration à la fois romaine et anglaise, le droit germanique scandinave, le droit français d'inspiration latine et le droit islamique. À ces droits, ajoutait-il, correspondent des statuts différents pour les huissiers de justice et des modes d'exécution également différents qu'il classait en quatre catégories. Le régime germano-scandinave où l'exécution est assortie de sanctions pénales (Allemagne, pays scandinaves, etc.) ; le régime romano-germanique, où l'exécution est fondée sur le principe du droit romain avec sanctions pénales coercitives (Espagne, Argentine) ; le système latino-romain, sans véritables sanctions sauf pour le détournement d'objets saisis (France, Canada, pays du Maghreb et africains...). Enfin le régime de la Common Law, très complexe, appliqué en Angleterre ou au Pays de Galle, avec trois professionnels de l'exécution : les High court enforcement officers,

les enforcement agents et les County Court Bailiffs. Les États-Unis connaissent aussi le système de Common Law, où l'exécution civile et pénale est faite par les Sheriffs. Dans certains États existent les constables ou les Process servers. Le Canada applique aussi, dans sa partie anglophone, la Common Law. Le 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ faisait une rapide description des systèmes germano-scandinaves qui prévalent en Allemagne, en Autriche, en Suède, Finlande, et romano germanique, comme l'Espagne ou l'Argentine où l'exécution est faite par des fonctionnaires — et est donc très peu efficace — favorisant ainsi le développement de la justice privée. Enfin, Leo Netten vantait les mérites du système latino romain dans lequel l'huissier de justice est un officier public et ministériel, système adopté par la majorité des pays de l'UIHJ : Benelux, France, Pologne, Hongrie, pays de l'Ohada, pays du Maghreb, dont l'efficacité n'est plus à démontrer, stigmatisant encore le système inopérant des fonctionnaires en Italie. Notre confrère concluait à regret, tant d'autres modes auraient pu être décrits, dont celui de la Russie qui n'envisageait pas (encore) d'adopter le système libéral.

L'atelier 5 s'ouvrait sur le thème : « La discipline, la déontologie et l'adhésion au régime constitutionnel, judiciaire et économique de l'huissier de justice ». Il était placé sous la direction d'Allaoua Laamouri.

Le treizième sous-thème, intitulé : « Discipline, déontologie et rôle du Ministère Public » était développé par Thierry Guinot (France), secrétaire du Conseil scientifique de l'UIHJ, et Fredy Safar (France), membre de l'UIHJ. Thierry Guinot rappelait que l'huissier de justice est investi de la puissance publique, c'est-à-dire de l'un des attributs de l'État, et qu'à ce titre, il est garant de l'effectivité

Le 4<sup>e</sup> atelier — The 4<sup>th</sup> Workshop



Le 5<sup>e</sup> atelier — The 5<sup>th</sup> Workshop







Abdelhak Ziani (Algérie – Algeria)



Une partie du public – A part of the public

des décisions de justice, un garant responsable et indépendant. Il en découle plusieurs conséquences. L'être qu'est l'huissier de justice incarne la fonction, ses actes ne sont qu'une manifestation de cette qualité de l'être qui substitue à l'homme qu'il est (ontos), l'homme qu'il doit être (déontos), ce qui constitue le fondement étymologique et la base conceptuelle de la « déonto-logie ». Le respect de la déontologie impose des règles de comportement vis-à-vis des ses pairs mais aussi vis-à-vis des parties, des tiers, des magistrats ou encore des pouvoirs publics. L'huissier de justice, en tant sujet de déontologie, est un sujet dynamique, c'est dire que l'être doit de conformer au « devoir être » : on n'échappe pas au regard de sa conscience. Rapporté au groupe professionnel lui-même, il faut y rajouter la conscience collective. Le groupe sera alors soumis à l'opinion publique, œil impitoyable qui peut jeter l'opprobre sur l'individu, la profession, l'institution judiciaire et au delà le principe de justice lui-même. Thierry Guinot rappelait en conclusion que la relation huissier de justice-autorité publique est une véritable réalité ontologique qui fait que le lien vital entre l'État et ses organes constitue une condition sine qua non de l'existence de l'État mais aussi de l'exercice de l'officier public qu'est l'huissier de justice. Le quatorzième sous-thème, « Rémunération et responsabilité de l'huissier de justice en Algérie », était développé par Abdelhak Ziani et Mohammed Berwati (Algérie).

Le quinzième sous-thème, « L'huissier de justice auxiliaire de justice et officier public », était développé par Anne Kérisit (France), expert ENP, membre de l'UIHJ. En sa qualité d'auxiliaire de justice, l'huissier de justice participe à l'administration de la justice en apportant son concours aux juges, ce qui en fait un interlocuteur privilégié du juge et des parties, déclarait Anne Kérisit. De

quelle manière ? En assurant le service des audiences (on parle alors d'huissier audienier) et en signifiant les actes du palais ou en exécutant les constats sur ordonnances, c'est-à-dire ordonnés avec précision par le juge : il est à cette occasion « les yeux du juge ». Cela concerne les constats autorisés avant tout litige ou ordonnés en cours d'instance. En sa qualité d'officier public, l'huissier de justice confère aux actes qu'il rédige le caractère d'actes authentiques. Par ailleurs sa qualité d'officier public, en raison des prérogatives de puissance publique dont il est délégataire, lui permet de délivrer des titres exécutoires en matière de chèques impayés. Après avoir rappelé la définition donnée de l'acte authentique par l'article 1317 du Code civil français, Anne Kérisit insistait sur le fait que l'acte rédigé par l'huissier de justice ne comporte que certaines mentions reconnues comme authentiques : sa date, l'identité et domicile du requérant, l'identité de l'huissier de justice, les nom et domicile du destinataire de l'acte, les modalités de remise et le nom de la personne qui a reçu l'acte. Lesdites mentions font donc foi jusqu'à inscription de faux. Anne Kérisit rappelait ensuite la possibilité pour les huissiers de justice français de rendre des titres exécutoires, sur chèque impayé, procédure qui jusqu'à ce jour a fait l'objet de très peu de jurisprudence, gage de son bon fonctionnement, se félicitait-elle. Le seizième sous-thème concernait « La séparation des fonctions du juge et de l'activité de l'huissier de justice. L'huissier de justice élément de l'État de droit » et était développé par Honoré Aggrey (Côte d'Ivoire), secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique de l'Ouest et occidentale. Me Aggrey notait combien était lourde la tâche qui lui était dévolue de déterminer la ligne de démarcation entre les pouvoirs du juge et les prérogatives de l'huissier de justice, en posant comme postulat que l'on se trouve dans un État à régime constitutionnel fondé sur la séparation des pouvoirs et donc démocratique. Il abordait dans un premier temps, la notion de séparation des pouvoirs, largement développée par Montesquieu et donc définissait les pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Au sein du pouvoir judiciaire, Honoré Aggrey précisait le rôle du juge, qui est celui de dire le droit, et celui de l'huissier de justice, auxiliaire de justice, chargé de l'exécution des décisions de justice tout en protégeant le justiciable. « Dans leurs domaines respectifs, le juge et l'huissier de justice sont les piliers du pouvoir judiciaire », s'exclamait-il. Encore faut-il que le juge soit indépendant du pouvoir exécutif et que l'on donne à l'huissier de justice les moyens de mener à bien sa tâche, renchérisait notre confrère, et de rappeler la décision fondamentale de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Pini



Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et de l'Ouest  
– Permanent Secretary of the UIHJ for Western and Central Africa



contre l'État de Roumanie, qui a, pour la première fois, reconnu l'huissier de justice comme élément clé de l'État de droit. En guise de conclusion, Honoré Aggrey invitait l'assistance à partager sa formulation selon laquelle s'il est admis que la décision du juge est rendue au nom du peuple, que l'inexécution des titres exécutoires constitue une atteinte aux fondements de la démocratie et remet en cause l'autorité du pouvoir judiciaire et par là même de l'État, pour éviter que s'installe la justice privée et expéditive. Il semble que soit ce soit bien là toute la raison de l'existence et de l'utilité de l'huissier de justice. Le rapport de synthèse était confié à Françoise Andrieux qui développa ses propos en guise de réponse à la question suivante :  
L'exigence de justice a-t-elle sa place dans les rapports économiques ?

S'appuyant sur la démonstration des différents intervenants, faisant selon elle de la profession d'huissier de justice une profession de pouvoir à la fois de façon intrinsèque lors de la réalisation de ses différentes activités mais aussi de façon extrinsèque par le rôle social et économique qu'il remplit, elle affirma que la conciliation des notions de justice et d'économie passait inévitablement par l'huissier de justice, leur dénominateur commun. Elle conclut en rappelant que l'huissier de justice garant de l'État de droit et de la sécurité juridique en est l'élément essentiel et indispensable.

À la fin du colloque la déclaration suivante a été adoptée.

## DECLARATION D'ALGER II

Vu la déclaration d'Alger du 8 juin 2008, au cours de laquelle avait été émis le vœu que « sous l'égide de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie, avec le soutien de l'Union internationale des huissiers de justice et la coopération des autorités algériennes, une manifestation soit très prochainement organisée à Alger en regroupant l'ensemble des pays présents y compris les pays arabes dans le but de poursuivre l'œuvre entreprise lors de ce deuxième colloque qui servira de point de référence à leur réflexion commune. »

Vu le contenu des travaux du présent colloque,  
L'ensemble des experts ayant participé au troisième colloque international d'Alger qui vient de s'achever en présence des délégations des pays arabes :

- Tunisie
- Mauritanie
- Royaume d'Arabie saoudite
- Koweït
- Soudan
- Qatar
- Egypte

En accord avec la volonté précédemment émise des représentants du :

- Yémen
- Sultanat d'Oman.

Considérant la nature des travaux de ce colloque qui met notamment en exergue l'intérêt du statut privé et conformément à la décision du Conseil des Ministres de la justice des pays Arabes prise le 27 novembre 2008 à Beyrouth (Liban),

Reconnaissent le statut de l'huissier de justice algérien comme le modèle à appliquer dans les pays arabes.

Considérant la volonté des pays précités de poursuivre les relations nouées ce jour en vue de :

1. promouvoir le domaine de la signification et de l'exécution des décisions de justice.
2. favoriser le développement du statut de l'huissier de justice privé sur le fondement du statut algérien.
3. faciliter l'harmonisation de la profession d'huissier de justice de façon à renforcer l'efficacité de l'exécution des décisions de justice dans le domaine transnational.
4. pourvoir à l'organisation de la formation de l'huissier de justice par des échanges d'experts.

En vue de l'application des dispositions ci-dessus citées,

Emettent le vœu que les actions menées en continuation du présent colloque soient engagées à l'initiative de la Chambre nationale des huissiers de justice algériens sous l'autorité du ministère de la justice d'Algérie en coopération avec l'Union internationale des huissiers de justice.

Alger le 12 février 2009



## 3<sup>rd</sup> International Symposium of Algiers: contacts with the Arab League

On February 11<sup>th</sup> and 12<sup>th</sup> 2009 was Held the Third International Symposium of Algiers on the Topic: *“The Judicial Officer, Pillar of the Rule of Law, Proof of Legal Security and Agent of Economic Development”*, Organized by the National Chamber of Judicial Officers of Algeria with the UIHJ, Under the High Patronage of Tayeb Belaiz, Minister for Justice of Algeria.

*Tayeb Belaiz, ministre de la justice d'Algérie — Minister for justice of Algeria*



Mohamed Chérif, president of the National Chamber of Judicial Officers of Algeria, gave a welcome speech and insisted on his joy to greet many delegations coming from the old continent (Hungary, Greece, Italy, France, Romania) or of Africa and Arabia (Burkina Faso, Cameroon, Ivory Coast, Guinea, Mauritania, Qatar, Saudi Arabia, Egypt, Sudan, Tunisia).

The word was then given to Jacques Isnard, president of the UIHJ, who stigmatized the incompetence of the financial institutions, not framed by a legal or judicial system, which led according to him to the current world financial crisis.

Jacques Isnard insisted on the urgent need for finding a balance between economy and Justice, for a better legal security, which is at three levels: the legal organization of the states, the law of the States and the aptitude of the States to guarantee the enforcement of legal decisions, in respect of article 6 of the European Convention on Human Rights.

This enforcement must be fast and effective. Step by step, it led to a profession able to guarantee legal security: a judicial officer with the coming of an autonomous Law of enforcement. With this in mind, President Isnard exhorted African countries to join the Hague Conference on Private International Law.

Tayeb Belaiz, Minister for justice of Algeria, declared pleased with the effectiveness of the 800 Algerian judicial officers who allowed the enforcement of 86% of court decisions judged in 2008. He insisted on the presidential will to reform the Justice system to make it more efficient and on the key role played by Algeria during the signature of the Arabic Code of Orientation on 27 November 2008 in Beirut, modeled on the status of the Algerian judicial officer. Tayeb Belaiz then declared opened the third international symposium of Algiers. The works was divided into five workshops.

The first workshop related to the topic of: *“The emergence of the occupation of judicial officer”*. It was chaired by Dib Abdeslem, president of the Commercial and Maritime Chamber of the Supreme Court.

As Adrian Stoica (Romania), member of the board of the UIHJ, couldn't eventually attend the conference, Françoise Andrieux, judicial officer (France), general reporter of the next international congress which will be held in Marseille (France) from 7 to 12 September 2009, read his presentation on the first sub-theme: *“The judicial officer: a professional of enforcement with private and independent statute”*.

For Adrian Stoica, a fair trial ensures three guarantees:

- Access to an impartial and independent court,
- Access to a good justice where the rights of defense are respected,
- Right to enforcement: at this stage, for enforcement to be effective and fair, it must be entrusted to an independent and responsible authority.

The judicial officer is impartial and offers guarantees to the citizens because he acts with care, proportionality and is responsible for its actions.

Our fellow-member developed the application of these principles in Romania, with respect to the recommendation of July 2003 of the Committee of the Ministers of the European Union, the enforcement of legal decisions being an integral part of a fair trial. He exhorted all the countries to take measures to ensure the enforcement of legal decisions in order to avoid the rise of a private justice in contemplation of the many decisions of the European Court in this matter.

Mourad Skander (Tunisia), member of the board of the UIHJ, had the responsibility to develop the second sub-theme of the *“Characteristics and guarantees of the private and independent judicial officer”*. He stated that, within the UIHJ,



*Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie — President of the National Chamber of Judicial Officers of Algeria*

*Une partie du public — A part of the public*





Abdeslem Dib, président de la chambre commerciale et maritime de la Cour suprême – President of the Commercial and Maritime Chamber of the Supreme Court



Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the Board of the UIHJ



Patrick Safar, vice-président de l'École nationale de procédure de Paris – Vice-President of the National School of Procedure of Paris

the private liberal system was prevailing. He insisted on the liability attached to this liberal professional, highly trained, and very attentive to the way his writs are drafted. This civil, professional and criminal liability is the best guarantee for the citizens to a strict and fair application of the law of the judge, without any interference.

The third sub-theme, entrusted to Patrick Safar, vice-president of the National School of procedure of Paris (ENP), had as subject “*Speed and effectiveness: emerging criteria of the action of the judicial officer*”. Patrick Safar insisted on the need for equipping enforcement specialists with legal means to enable them to gain speed. Hence, he attempted to demonstrate that an effective enforcement initially supposes in a first place a facilitated access to information and, in the second place, an efficient system of enforcement. Access to information is being declined as follows:

- The compulsory declaration of assets by the holder (old Soviet block and Scandinavian countries such as Sweden...).
- A system of search for information through registers in other states like France.

Mr. Safar mentioned, on this matter, the green book ordered by the European commission on the transparency of assets. An effective system of enforcement supposes a simple and readable procedural system which guarantees the right of citizens by the possibility of disputes or amicable resolution of conflicts, he concluded.

The second workshop opened at 14:30 on the topic: “*The statute of the judicial officer*” and was chaired by Jamel Bouzertini, director of the Center of Legal and Judicial Research Center. Noureddine Belkacemi (Algeria) made a presentation on the fourth sub-theme “*Highlights of the statute of the private judicial*

Le 1<sup>er</sup> atelier – The 1<sup>st</sup> workshop



officer”. He gave a historical background of the function of judicial officers in Algeria since the Ancient times: from the Pax Romana to the Act of 1967, from the civil servant judicial officer within Clerk’s Offices to that who profited from the liberal statute in 1991, re-examined in 2006. The judicial officer is the “*strong link*” of the legal chain said Mr. Noureddine.

The fifth sub-theme was entrusted to Jean Michel Rouzaud, president of the ENP of Paris (France) and related to the “*Access to the profession and training*”. For Jean-Michel Rouzaud, the occupation of judicial officer in France gained in credibility due to his training which enabled him to rise in the forefront of legal professions. The president of the ENP of Paris pointed out that since 1975, date where a degree in law was made compulsory to reach the function of judicial officer, relayed in 1996 by a Master in law, it is a fact that today nearly 30% of the students have a Master 2 in Law. He insisted on the key role of the ENP of Paris which ensures training courses even for A-level students to lead them to the professional examination of judicial officer.

The sixth under topic, developed by Marc Schmitz, quaestor of the Committee of the UIHJ (Belgium), related to the “*Material conditions of exercise of the profession*”. Marc Schmitz remembered from the preceding workshops that the effectiveness of an enforcement agent played a central role in a Rule of law. “*The best judgment in the world given by the best judge is without any value if it cannot be carried out efficiently*”, he added. He pointed out that the 500 Belgian judicial officers were equipped with powerful data-processing networks allowing them to work in an interactive way and in real-time, with access to files, online 24 hours a day. He insisted on the access to external databases, essential in the effectiveness of the judicial officer. He gave the example of Belgium where judicial officers have direct access to the National register of population, the National register of Legal persons or the National Register of motor vehicles, with the help of an electronic key. Our fellow-member praised the ambitious project implemented by the national Chamber of the judicial officers, since 2006, called “*e-judicial officer*”, having for goal to centralize access to all data bases, having cost nearly 1,800,000 Euros and not yet finished right now. He concluded his presentation, while insisting on the human aspect and the need for working with well trained staff, of which the Belgian national chamber in collaboration with the FOREM (public service of the formation and employment) was working on.

The third workshop had as subject “*the activity of the judicial officer*” and was placed under the chair of Jamel Bouzertini, director of the Center for Legal and Judicial Research. For Algeria, Frenidi Nabil developed the seventh



Jamel Bouzertini, directeur du Centre de recherche juridique et judiciaire, Director of the Centre for Legal and Judicial studies



Jean-Michel Rouzaud, président de l'ENP de Paris – President of the ENP of Paris



Marc Schmitz, questeur du Comité de l'UIHJ – Quaestor of the Committee of the UIHJ

sub-theme: *"The activities of the judicial officer in Algeria"*. Mr. Nabil declared himself delighted by the reform, applicable since April 26<sup>th</sup>, 2009, which was going to give the Algerian judicial officers a whole panel of activities: service of documents, representation of parties before jurisdictions, seizures, auctions or statements of facts. Enforcement can from now on relate to administrative titles, to maritime debt, debt recovery with sequestration, eviction procedures, seizure of bank accounts and industrial and commercial rights, he was pleased to say, without forgetting mediation.

Rose-Marie Bruno (France), member of the UIHJ and ENP expert, was charged to develop

*"The panorama on the activity of judicial officers"*. Rose-Marie Bruno then started to compare the activities of Algerian and French judicial officers. Our activities look alike, she said. *"Like you, French judicial officers serve documents, represent their clients in front of certain jurisdictions, proceed to seizures of tangible and intangible movable or immovable properties and carry out evictions"*. For the time being, mediation is not a part of the activities of French judicial officers but these professionals are closely interested in the directive of the European Union of May 21<sup>st</sup>, 2008 on this topic. Our colleague then regretted that the execution judge is not envisaged in the Algerian legislation, not as a censor, as one could think, but as a judge willing to listen to judicial officers and the problems they are faced with while enforcing court decisions.

Dominique Aribaut Abadie (France), member of the UIHJ, was charged to develop the eighth sub-theme: *"The monopoly of the judicial officer and the competing field"*.

Mrs. Aribaut Abadie pointed out the intrinsic paradox with the function of the judicial officer: auxiliary of justice indeed but also an economic agent. She initially described the monopolistic activities of the judicial officer, that is to say the service of documents, the enforcement of legal decisions and the court service. She pointed out the essential case judged on 19 March 1997 by the European Court of Human Rights, which crowned the Right of enforcement as an essential element of the right to a fair trial, in the sense of article 6 of the European Convention on Human Rights. Within the framework of the competing activities of the French judicial officer, our colleague mentioned the legal and economic activities and those relating to the representation of parties. Within the framework of his legal and judicial activities, the judicial officer is brought to give consultations, to draw up statements of facts and to make evaluations of goods in his capacity as an auctioneer. Within the framework of their economic activities, French judicial officers increasingly carry out amicable collecting of debts. Lastly, she concluded, judicial officers are brought to represent their

clients in front of the land court, the commercial court, or the county court in case of attachments on salaries.

The ninth sub-theme on the topic, *"Capacity and limit of the judicial officer in his activities"*, was developed by Abel Didier Pansard (France), former president of the ENP of Paris. Mr. Pansard recalled that the judicial officer is an auxiliary of justice having a regulated occupation. For this reason he profited from true prerogatives but his monopoly is not unbounded. Within the framework of his monopolistic activities the judicial officer has all latitude to turn to the enforcement judge (to get special authorizations) or the public prosecutor (access to information on debtor's assets). As for the limits which are binding on the judicial officer in the exercise of his activities, Mr. Pansard remembered the contractual limits, those related to his power as a proxy, the legal limits due to his forced ministry, and the limits as regards the personal situation of the debtor: forced entry of debtor's domicile, or bankruptcy procedure which stops all enforcement. As a conclusion, Mr. Pansard quoted the remarks Baron Favart de Langlade made around 1800: *"ushers have two principal rules of control to observe: initially a deep background of probity and delicacy, to bring them in the exercise of their functions, the necessary knowledge, all possible zeal, in a word the feeling of all their duties"*.

Workshop 4 opened on 12 February on the topic: *"The judicial officer, economic agent and advantage for the State. The actions of the UIHJ in favor of the self-employed judicial officer"*, and was placed under the chair of Allaoua Laamouri, President of the social chamber of the Supreme Court.

Francis Guépin (France), member of the board of the UIHJ, developed the tenth sub-theme: *"the judicial officer: economic agent"*. Mr. Guépin articulated his matter around two topics: the activity of the judicial officer related to the covering of debt and that developed besides debt covering. He insisted on the revealing decrease of activities linked to the judiciary in civil and commercial matter in France, fortunately counterbalanced by the turnover produced by the amicable collecting of debts, which is an economic activity in full expansion. He explained the disaffection for the judiciary by the dearness and the slowness of justice. He condemned the practice of some debt collecting agencies using processes unworthy of a democratic state. He insisted on the humanity developed near the citizens by the judicial officer within the framework of enforcements which must safeguard the rights of the creditors without making it possible for the debtor to obtain terms of payment. Regarding non-judiciary activities, our fellow-member recalled the important role played by the judicial officer near business managers that he can in particular accompany since the



*Fredy Safar, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France — Past president of the National chamber of judicial officers of France*



*Abel-Didier Pansard, directeur du Centre international de formation des huissiers de justice — Manager of the International Training Center of Judicial Officers*



*Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ — Member of the board of the UIHJ*

creation of the business by the drafting of statutes and also during all its legal life, through council, drafting of reports and service of all extra-judicial documents. He finished his presentation by pointing out the important investment of the profession in new technologies, in particular the service of “*email-deposits*”, and the key role played by judicial officer within the framework of the industrial or intellectual property, by the reception of patent registrations.

The eleventh sub-theme on the topic: “*The advantage of a private and independent judicial officer*” was developed by Hadder El Aid (Algeria) and Francesca Biondini (Italy).

Before exposing the advantage of an independent and liberal profession, Mrs. Biondini insisted on the need for making a presentation of the profession in Italy. The Italian judicial officer is a civil servant, lacking of any means to work (offices, computers), but a “*hybrid civil servant*”, she regretted because this system means a civil, criminal and disciplinary liability for which he must be personally insured!

The Italian judicial officer ensures the service of documents and the enforcement of court decisions. He has fixed wages and a variable fee according to the distances covered but he is paid practically more not to be productive, she mentioned! Francesca Biondini insisted on the need for creating a free and independent profession in Italy, a will relayed for several years by the UIHJ and the AUGÉ association, chaired by Arcangelo d’Aurora, counting nearly 600 members, and whose creation project of the profession, with a national chamber, a statute, and a national school of procedure, is currently discussed in front of the Italian Senate. Mrs. Biondini ended her presentation by hoping that the Italian public authorities allow the creation of an occupation of liberal and independent judicial officer.

Leo Netten (the Netherlands), 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ, developed the twelfth sub-theme: “*The judicial officer within the framework of the UIHJ*”. Leo Netten said that, on our planet, the various legal systems were based on

six emergent groups of legal cultures: the traditional English law, the American Common Law, the Romanian and English inspired law, the Germanic and Scandinavian Law, the Latin inspired French Law and the Islamic Law. To these laws, he added, correspond different statutes for the judicial officers and also for the various enforcement procedures, which he classified in four categories. The German-Scandinavian model where enforcement is matched with penal sanctions (Germany, Scandinavian countries, etc.); the Roman-Germanic model, where enforcement is founded on the principle of the Roman law with coercive penal sanctions (Spain, Argentina); the Latin-Roman system, without real sanctions apart from the misappropriation of seized objects (France, Canada, Maghreb and African countries. . .). Finally the Common Law model, which is very complex, in use in England or Wales, with three enforcement professionals: High Court Enforcement Officers, enforcement agents and County Court bailiffs. The United States also knows the Common Law system, where civil and criminal enforcements are made by Sheriffs. In certain States constables or Process servers exist. Canada also applies the Common Law in its Anglophone part. The 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ made a rapid description of the German-Scandinavian systems which prevail in Germany, Austria, Sweden, and Finland, and the Roman-Germanic systems, in force in Spain or Argentina where enforcement is made by civil servants — and is thus far from effective — thus supporting the development of private justice. Lastly, Leo Netten praised the merits of the Latin-Roman system in which the judicial officer is a public and ministerial officer, system adopted by the majority of the countries of the UIHJ: The Benelux countries, France, Poland, Hungary, the Ohada countries, and the Maghreb countries, of which the effectiveness is not any more to be proved, stigmatizing once again the inoperative system of Italian civil servants enforcement agents. Our fellow-member concluded with regret, in the lights of so many other models, such as the Russian one which wasn’t ready — yet — to adopt the liberal system.



*Question d’un participant — Question from a participant*

Workshop 5 opened on the topic: “*Discipline, ethics and adhesion with the constitutional, legal and economic mode of the judicial officer*”. It was placed under the chair of Allaoua Laamouri.

The thirteenth sub-theme, entitled: “*Discipline, ethics and role of the Public Prosecutor*” were developed by Thierry Guinot (France), secretary of the Scientific Council of the UIHJ, and Fredy Safar (France), member of the UIHJ. Thierry Guinot pointed out that the judicial officer is invested of a public power, i.e. an attribute of the State, and that for this reason he is guaranteeing the effectiveness of legal decisions, and acts as a responsible and independent



Rose-Marie Bruno, expert ENP, membre de l'UIHJ – Expert ENP, Member of the UIHJ



Anne Kérisit, expert ENP, membre de l'UIHJ – Expert ENP, Member of the UIHJ



Thierry Guinot, secrétaire du Conseil scientifique de l'UIHJ – Secretary of the Scientific Council of the UIHJ

guarantor. Several consequences result. The being that is the judicial officer incarnates the function. His actions are only a demonstration of this quality of the being who substitutes to the man he is (ontos), the man who he must be (déontos). This constitutes the etymological base and the basic concept of “deontology”. The respect of deontology imposes behavior rules with respect to his peers but also with respect to parties, third parties, judges or public authorities. The judicial officer, as an object of deontology, is a dynamic subject, that is to say the being must conform to the “duty being”: one does not escape the eye of his conscience. Brought back to the professional class itself, it is necessary to add the collective conscience. The group will then be subjected to the public opinion, a merciless eye which can throw the opprobrium on the individual, the profession, the judiciary and beyond the principle of justice itself. In conclusion, Thierry Guinot recalled that the relation between judicial officers and the justice authority is a true ontological reality which implies that the vital bond between the State and its bodies constitutes an indispensable condition of the existence of the State but also of the exercise of the public officer that is the judicial officer.

The fourteenth sub-theme, “Remuneration and liability of the judicial officer in Algeria”, was developed by Abdelhak Ziani and Mohammed Berwati (Algeria).

The fifteenth sub-theme, “The judicial officer, auxiliary of justice and public officer”, was developed by Anne Kérisit (France), expert ENP, member of the UIHJ. In his capacity as an auxiliary of justice, the judicial officer takes part in the administration of justice while assisting judges, which makes of him a privileged interlocutor of the judge and parties, declared Anne Kérisit. How? By ensuring the court service (one speaks then about court usher) and by the service of documents within the court or by carrying out statement of facts ordered by a court decision, i.e. precisely ordered by the judge: on this occasion

he is “the eyes of the judge”. This relates to statements of facts and reports authorized before any litigation or ordered in the course of a law suit. In his capacity as a public officer, the judicial officer confers on the documents which he writes the character of authenticity. In addition his quality of public officer, because of the prerogatives of public power which he holds, enables him to deliver enforceable titles as regards unpaid bank checks. After having pointed out the definition given of the authentic documents mentioned in article 1317 of the French Civil code, Anne Kérisit insisted on the fact that the act written by the judicial officer comprises only certain mentions recognized as authentic: its date, identity and applicant’s permanent address, identity of the judicial officer, the name and domicile of the recipient of the document, methods of handing-over and the name of the person who received the document. The aforementioned mentions are taken thus until inscription of forgery. Anne Kérisit then pointed out the possibility for the French judicial officers of drafting enforceable titles relating to unpaid bank checks, procedure which so far was the subject of very little jurisprudence, guarantees of its good performance, she was pleased to conclude.

The sixteenth sub-theme related to “the separation of the functions of the judge and the activity of the judicial officer. The judicial officer element of the Rule of law”. It was developed by Honoré Aggrey (Ivory Coast), permanent secretary of the UIHJ for West and Western Africa. Mr. Aggrey noted how heavy was his task in setting the demarcation line between the capacities of the judge and the prerogatives of the judicial officer, while posing as a postulate that one is in a State which constitutional mode is founded on the separation of powers and thus democratic. He initially approached the concept of separation of powers, largely developed by Montesquieu and thus defined the executive, legislative and legal powers. Within the judicial power, Honoré Aggrey specified the role of the judge, who is to read the law, and that of the judicial officer, auxiliary of



Nabil Frendi (Algérie – Algeria)



Francesca Biondini (Italie – Italy)



Mohammed Berwati (Algérie – Algeria)



justice, in charge of the enforcement of legal decisions while protecting citizens. "In their respective fields, the judge and the judicial officer are the pillars of the judicial power", he said. Still it is necessary that the judge is independent from the executive power and that one gives to the judicial officer the means of concluding his task, added our fellow-member, and to point out the fundamental decision of the European Court of Human Rights, in the Pini v. Romania case which, for the first time, had recognized enforcements agents as an element of the Rule of Law. As a conclusion, Honoré Aggrey invited the assistance to share his formulation according to which if it is allowed that the court decision is made in the name of the people, that the failure to carry out enforcement of an enforceable title is an attack to the bases of democracy and questions the authority of the judicial power and, consequently, of the State, to prevent the creation of a private and hasty justice. It seems that here are the reasons for

the existence of judicial officers and of their values.

The summary report was presented by Françoise Andrieux. Our colleague developed her presentation around the answer to the following question: do the requirements of justice have a place in economic relations? Stressing the interventions of several speakers, who according to her, presented the occupation of judicial officer as one of power from an intrinsic point of view when he carries out his activities and also from an extrinsic point of view with the social role he plays, she stated that the conciliation between notions of justice and economy necessary involved the judicial officer, its common denominator. She concluded her speech recalling that the judicial if a guarantor of the rule of law and that legal security is one of its essential and undisputable elements.

At the end of the symposium, the following declaration was adopted.

## DECLARATION OF ALGIERS II

Considering the declaration of Algiers of the June 8<sup>th</sup>, 2008, during which it was wished that "under the aegis of the National chamber of judicial officers à Algeria, with the support of the International union of judicial officers and the co-operation of the Algerian authorities, a symposium is would be organized very soon in Algiers by gathering all present countries including Arab countries with an aim of continuing the work undertaken at the time of this second conference which will be used as point of reference to their common reflection."

Considering the contents of work of this conference,

The whole of the experts having taken part in the third international symposium of Algiers which has been just completed in the presence of the delegations of the Arab countries:

- Tunisia
- Mauritania
- Kingdom of Saudi Arabia
- Kuwait
- Sudan
- Qatar
- Egypt

In agreement with the will previously emitted of the representatives of:

- Yemen
- Sultanate of Oman.

Considering the nature of work of this conference which puts in particular forward the interest of the private statute and in accordance with the decision of the Council of Ministers of justice of the Arab countries taken on November 27<sup>th</sup>, 2008 in Beirut (Lebanon),

Recognize the statute of the Algerian judicial officer as a model to apply in the Arab countries.

Considering the will of the above mentioned countries to continue the tied relations aiming at:

1. promoting the field of service of documents and the execution of legal decisions.
2. Supporting the development of the statute of the private judicial officer on the base of the Algerian statute.
3. facilitating the harmonization of the occupation of judicial officer in order to reinforce the effectiveness of the execution of legal decisions in the transnational field.
4. providing for the organization of training of judicial officers by exchanges of experts.

For the application of the provisions quoted above,

Express the wish that the actions carried out in continuation of this conference are committed on the initiative of the National chamber of judicial officers of Algeria in co-operation with the International union of judicial officers.

Algiers on February 12<sup>th</sup>, 2009





## Rencontre avec des pays de la Ligue arabe

### Les prémices de relations durables

L'Arabie saoudite était représentée par Abdelmadjid Dhic, inspecteur judiciaire au ministère de la justice. L'Égypte était représentée par Mohamed Manieh, conseiller, assistant du ministre de la justice aux affaires des tribunaux. Le Koweït était représenté par Mohamed Adnane, administrateur des relations au ministère de la justice. Le Qatar était représenté par Meriem Youcef Arab, expert judiciaire au ministère de la justice. Le Soudan était représenté par Abdelmoutrak Zoheir, président du tribunal de première instance. La Tunisie était représentée par Salah Bourgo, avocat général des droits de l'homme au ministère de justice et des droits de l'homme.

Mohamed Chérif, président de la chambre des huissiers de justice d'Algérie, a présenté l'huissier de justice dans son pays. À son tour, Jacques Isnard a présenté l'organisation dont il est le président depuis bientôt quinze ans.

C'est le Koweït qui s'est exprimé en premier. Le représentant de ce pays a expliqué que les huissiers de justice travaillent dans un bureau, situé en dehors des juridictions mais qu'ils sont fonctionnaires. Dans toutes ses activités d'exécution, l'huissier de justice est accompagné d'un avocat.

Le Qatar a remercié l'UIHJ pour l'exposé qui venait d'être fait et s'est déclaré à la fois intéressé par l'huissier de justice libéral et très sensible à l'aide que pourrait apporter l'UIHJ à l'avenir pour le développement de ses actions internationales.

En Arabie saoudite, a indiqué Abdelmadjid Dhic, les exécutions sont réalisées par des agents d'exécution privés ou par des fonctionnaires de l'État. Il n'existe pas de différence entre les deux. Il est faux, dit-il, de penser que dans son pays les fonctionnaires sont moins aidés et donc moins efficaces que les agents privés. Actuellement le juge de l'exécution est celui qui ordonne l'exécution. Chaque phase de l'exécution est autorisée et ordonnée par le juge. Le système est proche de celui de la déclaration de patrimoine préalable. En cas de non paiement, le juge ordonne l'exécution. Il est souhaité une aide de l'UIHJ dans la mise en œuvre de la formation des huissiers de justice et notamment la coopération de l'École nationale de procédure pour les huissiers de justice fonctionnaires. Le représentant de l'Arabie saoudite doit faire un rapport de la conférence à son ministre de la justice. L'UIHJ pourrait intervenir notamment au niveau de l'information, en passant par l'Algérie.

Le système de l'exécution au Soudan est comparable à celui de l'Arabie saoudite. Cependant les huissiers de justice procèdent à des ventes aux enchères confiées à des sociétés privées qui interviennent sur demande expresse du tribunal. Une fois l'exécution terminée, le tribunal rend un certificat délivré par le greffier (prise d'acte de fin d'exécution). L'expérience de l'UIHJ inté-

En marge du colloque d'Alger de février 2009 s'est tenue une conférence regroupant plusieurs pays de la Ligue arabe : Arabie Saoudite, Égypte, Koweït, Qatar, Soudan et Tunisie.

resse le Soudan qui serait favorable à des relations bilatérales. Mais, selon le représentant soudanais, la très grande taille du pays, ainsi que la situation sociale, peu stable, constituent autant d'obstacles à l'élaboration de rapports suivis. « Il est très difficile de maintenir un corps d'huissiers de justice dans tout le territoire, en raison de sa taille », a regretté M. Zoheir. Le Soudan s'est néanmoins déclaré très intéressé par l'idée d'envoyer une délégation à Paris, au siège de l'UIHJ.

### Un grand colloque en Égypte

Le représentant égyptien a remercié l'UIHJ pour sa présentation. Il a indiqué que le pays est toujours sous l'influence des codes napoléoniens, bien qu'ayant été occupé par les Anglais. Il existe un service de l'exécution par tribunal, placé sous l'autorité du juge, lequel donne ses instructions aux agents d'exécution, tous fonctionnaires. Ce système n'existe que depuis un an. Jusqu'alors, l'exécution était confiée à des collaborateurs du tribunal. Plusieurs systèmes ont été testés mais les citoyens se plaignent toujours de la lenteur de la justice et de la difficulté qu'ils ont de faire exécuter les décisions de justice. Il existe également un problème relatif à la notification des actes transfrontaliers. Le représentant égyptien a

indiqué connaître parfaitement les relations existant entre l'UIHJ et son pays qui est membre de l'organisation depuis de nombreuses années. Il a rappelé qu'un conseil permanent a été organisé au Caire et a déploré l'absence de relation qui s'en est suivi. Aujourd'hui, c'est le ministre de la justice qui prend les choses en mains. Le pays souhaiterait se tourner vers un système libéral. Le représentant égyptien a indiqué qu'il était chargé par le ministre de la justice de demander à l'UIHJ de lui fournir de la doctrine, de la jurisprudence et de la documentation qui serviront pour rédiger un rapport à son attention. Il a confirmé que le gouvernement de son pays était disposé à aller vers la création d'une profession libérale pour laquelle il est convaincu qu'elle est la seule à pouvoir résoudre les problèmes d'exécution. Il a expliqué qu'il sera très attentif à l'évolution des relations avec l'UIHJ et que le pays veillerait à répondre à toutes ses invitations. Le gouvernement souhaite également obtenir des informations élargies sur l'UIHJ et sur l'École nationale de procédure de Paris. Il voudrait préparer un programme qui sera présenté au ministère de la justice afin de préparer un grand congrès qui permettra de recueillir beaucoup plus d'informations sur la profession d'huissiers de justice dans le bassin de la Méditerranée. L'Égypte entend organiser d'ici la fin de l'année 2009 ce grand congrès qui regroupera notamment de nombreux pays arabes, sur le thème la libéralisation de la profession d'huissier de justice.

**Il est très difficile de maintenir un corps d'huissiers de justice dans tout le territoire, en raison de sa taille**



## Meeting with Countries of the Arab League

### First steps to durable relations

Saudi Arabia was represented by Abdelmadjid Dhic, legal inspector at the ministry for justice. Egypt was represented by Mohamed Manieh, adviser, assistant of the Minister for justice to the courts affairs. Kuwait was represented by Mohamed Adnane, administrator of the relations with the ministry for justice. Qatar was represented by Meriem Youcef Arab, legal expert with the ministry for justice. Sudan was represented by Abdelmoutrak Zoheir, president of the first instance court. Tunisia was represented by Salah Bourgou, prosecuting attorney of human rights at the ministry of justice and human rights.

Mohamed Chérif, president of the Chamber of judicial officers of Algeria, introduced the judicial officer in his country. In his turn, Jacques Isnard presented the organization of which he has been the president for nearly fifteen years.

Kuwait spoke first. The representative of this country explained that the judicial officers work in an office, located apart from the jurisdictions but that they are civil servants. In all his activities of enforcement, the judicial officer is accompanied by a lawyer.

Qatar thanked the UIHJ for the talk which had just been made and declared itself at the same time interested by the judicial officer liberal and very sensitive to the assistance which the UIHJ could bring in the future for the development of its international actions.

In Saudi Arabia, indicated Abdelmadjid Dhic, executions are carried out by private enforcement of by civil servants. There is no difference between the two. It is wrong, he says, to think that in his country civil servants get less help and thus are less effective than the private agents. Currently the execution judge is the one who orders enforcement. Each phase of enforcement is authorized and ordered by the judge. The system is close to that of the preliminary declaration of assets. In the event of nonpayment, the judge orders the execution. A help of the UIHJ is welcome in the implementation of the training of judicial officers and in particular the co-operation of the National school of procedure for the civil servants judicial officers. The representative of Saudi Arabia must submit a report of the conference to his Minister for justice. The UIHJ could intervene in particular on the level of information, with the help of Algeria.

The enforcement system in Sudan is comparable with that of Saudi Arabia. However the judicial officers proceed to auctions entrusted to private companies which intervene on express request of the court. Once the execution is finished, the court delivers a certificate issued by the clerk (statement of end of execution). The experience of the UIHJ interests Sudan which would be favorable to bilateral relations. But, according to the Sudanese representative, the very

In margin of the Algiers Symposium of February 2009 a conference took place gathering several countries of the Arab League: Saudi Arabia, Egypt, Kuwait, Qatar, Sudan and Tunisia.

large size of the country, as well as the — not very stable — social situation are as many obstacles to the development of regular relations. *“It is very difficult to maintain a body of judicial officers in all the territory, because of its size”*, regretted Mr. Zoheir. Sudan nevertheless declared very interested by the idea to send a delegation to Paris, at the head office of the UIHJ.

### A great conference in Egypt

The Egyptian representative thanked the UIHJ for its presentation. He indicated that the country is always under the influence of the Napoleonic codes, although having been occupied by the English. There is an enforcement department per tribunal, placed under the authority of the judge, who gives his instructions to the enforcement agents, being all civil servants. This system has existed only for one year. Hitherto, execution was entrusted to collaborators of the court. Several systems were tested but citizens still complain about the slowness of justice and the difficulty which they have to make carry out legal decisions. There exists also a problem relating to the service of the cross-border documents. The Egyptian representative indicated to know perfectly the relations existing between the UIHJ and his country which has been a member of the organization for many years. He recalled that a

permanent council was organized in Cairo and deplored the absence of relation which followed from there. Today, it is the Minister for the justice who has taken things in hands. The country would wish to turn to a liberal system. The Egyptian representative indicated that he was charged by the minister for justice with asking to the UIHJ to provide him doctrines, jurisprudence and documentation which will be used to write a report for his attention. He confirmed that the government of his country was seriously considering going towards the creation of a liberal profession for which he is convinced that it is the only one being able to solve the problems of execution. He explained why he will be very attentive to the evolution of the relations with the UIHJ and that the country would take care to answer all its invitations. The government also wishes to obtain widened information on the UIHJ and the National school of procedure of Paris. He would like to draft a program which will be presented to the ministry for justice in order to prepare a great congress which will make it possible to collect much more information on the occupation of judicial officers in the basin of the Mediterranean. Egypt intends to organize before the end of the year 2009 this great congress which will gather in particular many Arab countries, on the topic the liberalization of the occupation of judicial officer.

**It is very difficult to maintain a body of judicial officers in all the territory, because of its size**



## 1<sup>res</sup> rencontres Afrique/ Europe des huissiers de justice à Libreville (Gabon) les 9 et 10 octobre 2008

Ces premières rencontres, organisées par l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon sous le haut patronage du président de la République, El Hadj Omar Bongo Ondimba, ont été un lieu exceptionnel d'échange et de confraternité autour du thème : « *L'huissier de justice, entre tradition et modernisme* ». Le succès des deux journées de colloque démontre l'intérêt pour les huissiers de justice des deux continents de se rapprocher.

### Un événement national de dimension internationale

La quasi-totalité des États de la zone Ohada ont répondu présents à l'appel lancé par l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon, de même que plusieurs États d'Afrique, d'Europe et d'Amérique : Algérie, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Hongrie, Niger, Mali, Québec, Pologne, Roumanie, Sénégal, Suisse, Tchad et Togo, soit près de 200 confrères. La manifestation a revêtu un caractère d'événement national. Outre le haut patronage du président de la République, la cérémonie d'ouverture, qui s'est déroulée à la cité de la démocratie, a été honorée par la présence du 1<sup>er</sup> ministre, Jean Eyeghe Ndong, et du ministre de la justice, Martin Mabala. Elle a été très largement relayée par les médias. Étaient également présents le vice-président du Sénat, le premier président de la Cour des comptes, plusieurs membres du Gouvernement, des membres des corps constitués et diplomatiques, ainsi que des hauts magistrats et fonctionnaires. On doit tout particulièrement saluer l'organisation exemplaire de la manifestation par la Chambre nationale gabonaise et sa présidente Eliane Oberdeno, maître d'œuvre du projet. Ce fut en cette qualité que notre consœur est intervenue en premier. Elle a rappelé que c'est le conseil permanent de l'UIHJ de novembre 2007 qui a décidé de lui confier l'organisation des premières rencontres. Elle a exprimé sa profonde reconnaissance et celle de toute la corporation des huissiers de justice du Gabon au président de la République pour avoir soutenu le projet et accepté de patronner le présent forum. « *Cette implication prouve à suffisance combien les plus hautes autorités de notre pays se sentent honorées du choix qui a été porté par l'UIHJ sur le Gabon pour abriter ces toutes premières journées, Afrique-Europe, des huissiers de justice* » a-t-elle déclaré. Me Oberdeno a ensuite donné les orientations constituant l'ossature du programme à venir. Il s'agira d'une part, de faire le diagnostic de l'exercice de la profession



Pendant l'ouverture du congrès – During the opening ceremony

d'huissier de justice au contact des réalités sociales et juridiques des pays africains. D'autre part, d'aborder les questions liées au statut social de l'Huissier de Justice et aux règles d'éthique et de déontologie auxquelles il doit s'astreindre. « *C'est dire l'ampleur de la tâche qui nous attend tout au long de nos travaux* » a commenté la présidente. Et de poursuivre : « *Avec l'UIHJ, nous avons voulu offrir à nos membres rencontre du donné et du recevoir. Nous attendons donc des exposés édifiants de la part de nos confrères d'Europe et espérons voir s'améliorer bientôt des droits procéduraux nationaux et internationaux, dans le contexte de l'enracinement de l'État de droit en Afrique, bien entendu* ». À l'issue de son discours, Eliane Oberdeno a souhaité à tous un agréable séjour au Gabon et de profiter pleinement de « *l'hospitalité légendaire du Gabon et de son peuple* ».

Puis ce fut au tour de Jacques Isnard, président de l'UIHJ, de prononcer son discours introductif. « *Ces premières rencontres Afrique/Europe constituent à n'en pas douter le plus grand événement à dimension internationale jamais réalisé*

Jean Eyeghe Ndong, 1<sup>er</sup> ministre du Gabon – Prime Minister of Gabon



Eliane Oberdeno, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon - President of the National Chamber of the Judicial Officers of Gabon





Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ – Vice-President of the UIHJ



Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ – Member of the board of the UIHJ



Moussa Dan Koma, huissier de justice à Niamey – Judicial officer in Niamey (Niger)

en dehors de nos congrès » a-t-il dit. « Elles constituent une prouesse majeure qui se traduit par le rassemblement dans cette belle capitale de Libreville, de représentants de plus de 20 pays, culturellement différents mais animées par une même volonté : celle de mieux se connaître pour mieux se comprendre dans un cadre commun : celui d'exercer le même métier ». Jacques Isnard a ensuite loué l'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja), « joyau comme seuls les huissiers de justice ont été capables de le façonner » en indiquant que Libreville accueillerait sa 27<sup>e</sup> session. « Je suis émerveillé à chacun des séminaires de formation par les prestations de mes confrères africains et je suis particulièrement sensible aux efforts qu'ils accomplissent, en termes de temps et d'investissements économiques, pour participer aux actions de formation » a-t-il déclaré en rendant hommage au soutien constant de l'École nationale de procédure de Paris, permettant progressivement de « hisser les huissiers de justice africains à un niveau comparable avec celui des autres professions juridiques et judiciaires ». Le président de l'UIHJ a ensuite évoqué le projet d'acte uniforme de statut harmonisé d'huissier de justice dans la zone Ohada. « On mesure tous les avantages que conférerait – dans une logique d'efficacité – une profession d'huissier de justice qui exercerait ses fonctions de façon identique dans tous les États parties » a-t-il plaidé tout en regrettant que le Conseil des ministres de l'Ohada ait pour l'instant rejeté cette proposition. Jacques Isnard a ensuite loué notre consœur Eliane Oberdeno pour le travail accompli dans la préparation de ces rencontres et rappelé qu'en sa qualité de présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon, elle était un « ambassadeur de choix pour le Gabon ». Enfin, il a remercié le 1<sup>er</sup> ministre et le ministre de la justice dont la présence à la cérémonie d'ouverture « rehausse le prestige de notre manifestation ». Il leur a indiqué « combien nous apprécions l'intérêt que l'État et sans doute même son excellence le président de la République apportent à notre profession en général et à nos confrères du Gabon en particulier ».

Puis Martin Mabala, garde des sceaux, ministre de la justice, a fait part de sa joie de prendre la parole à l'occasion de cette cérémonie. Il a estimé que le thème choisi se justifiait largement dans le contexte africain et que, « dans ce sens et au regard de la diversité des cultures représentées ici venues d'horizons divers, je peux présager de la richesse de vos échanges qui, nous l'espérons tous, aboutiront à des conclusions utiles pour l'avenir ». Sur le volet de la formation, le garde des sceaux a indiqué qu'il ne ménagerait aucun effort pour « multiplier les occasions visant à former les personnels judiciaires au nombre desquels bien entendu les huissiers de justice, aussi bien à Libreville

qu'en dehors du pays ». Puis il a félicité le président de l'UIHJ pour tous les efforts qu'il a déployés au sein de cette organisation, précisant que ses membres y trouvaient là « un cadre incontournable pour l'épanouissement et le développement de leur profession ». Sur le plan interne, Martin Mabala a reconnu les « énormes difficultés » que rencontrent les huissiers de justice avec les justiciables, la plus importante étant la tarification des actes. « Là aussi je peux vous assurer que mes services, en collaboration avec ceux des autres départements ministériels compétents déploieront leur savoir-faire afin qu'une réforme intervienne rapidement » s'est-il engagé en précisant qu'il avait mis en place une commission technique de suivi des travaux de réforme des textes des huissiers de justice dont il attendait les premières conclusions.

Jean Eyeghe Ndong, premier ministre, a ensuite pris la parole. Il a indiqué que le président de la République, El Hadj Omar Bongo Ondimba, en déplacement à l'étranger, aurait souhaité être présent à cette manifestation mais que les tâches liées à sa haute fonction ne lui permettaient pas « d'avoir la distraction de partager avec vous ces agréables moments ». Puis le premier ministre a souhaité, au nom du président de la République et en son nom, la bienvenue à toutes les délégations venues d'Europe et d'Afrique prendre part à ces assises qui constituent « une pierre importante dans l'édification de votre union et d'une manière générale des institutions judiciaires propres à nos États respectifs ». Il a ensuite adressé ses félicitations à la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon et à sa présidente, Eliane Oberdeno, « qui a œuvré pour notre pays qui abrite les premières rencontres Afrique-Europe ». Sur le thème du colloque, Jean Eyeghe Ndong a indiqué qu'il est de la responsabilité de l'huissier de justice de manifester avec efficacité l'autorité même de l'État, autorité qui s'applique à tous les citoyens, sans distinction. « C'est en cela que la signification des décisions de justice par les huissiers de justice et agents d'exécution relève de la continuité de l'action de la puissance publique » a-t-il dit, et de poursuivre après avoir évoqué les évolutions en cours tant en Europe qu'en Afrique : « les premières rencontres Afrique-Europe des huissiers de justice de Libreville revêtent dès lors une importance capitale en ce qu'elles nous obligent à la réflexion sur les évolutions institutionnelles en cours ». Il a assuré qu'il se ferait un devoir de transmettre au président de la République les conclusions qui interviendront aux termes des rencontres. Puis il a souhaité un agréable séjour à tous les participants.

On ne saurait être fidèle dans le soin apporté à décrire cette magistrale cérémonie d'ouverture sans indiquer qu'elle s'est tenue dans le cadre grandiose de la cité des droits de l'homme, et qu'elle a été agrémentée par une fanfare, une



troupe de théâtre et une chorale, dont les qualités ont été saluées par tous. Enfin, un film réalisé sur la profession d'huissier de justice au Gabon par René Duperray, secrétaire général de l'UIHJ, a été présenté et a fait l'objet de nombreux commentaires, tant pour ses vertus cinématographiques que pédagogiques.

### Les droits originellement africains

Le colloque a pris la forme de six ateliers qui avaient pour objectif d'entendre praticiens et théoriciens, tout en cherchant à susciter les réactions d'un public venu nombreux et qui s'est montré extrêmement attentif.

Le premier atelier avait pour thème « *Diversité et hiérarchie de l'ordre social et judiciaire au regard des traditions et du droit africain* ». Le modérateur était Yacine Sene, vice-présidente de l'UIHJ. Joseph John-Nambo, professeur de droit à l'Université Omar Bongo Ondimba, a présenté un brillant exposé sur le thème. Pour lui, il faut changer le mode de pensée pour comprendre le droit originellement africain dans leur logique qui place la fonction avant les êtres et leurs apports. Quand on a compris la logique des droits originellement africains, on ne peut s'étonner des résistances opposées à l'exécution des plans et des lois à l'élaboration desquelles les populations n'ont pas été associés et que les États, autorités extérieures à l'Afrique, plus encore qu'ailleurs, voudrait néanmoins imposer. Quand on a compris, dit le professeur John-Nambo, la logique des droits originellement africains, l'huissier de justice africain qui en réalité travaille dans un pluralisme juridique certain, on comprend parfaitement comment s'articulent les cohérences et les solidarités africaines. Comprendre la contradiction des logiques en présence ne suffit certes pas à résoudre les problèmes posés par leur rencontre à travers l'ordre social et judiciaire. Mais qui néglige de la comprendre peut être assuré de l'échec. « *Il faut donc faire l'effort nécessaire en se rappelant que pour comprendre les droits originellement africains, il ne suffit pas de les penser autres, il faut penser autrement* » a conclu le professeur John-Nambo.

Puis Gaba Dos-Reis, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo, a évoqué les droits du colonisateur et le droit coutumier au travers d'exemples. En matière successorale, dans plusieurs coutumes du Togo, la femme n'a pas le droit d'hériter des terres. Le droit moderne au Togo, volant au secours de cette personne, « *coupe la poire en deux* » en réintégrant la femme dans ses droits quand il s'agit des terres urbaines pendant qu'il est toujours interdit à la femme d'hériter des terres rurales. La raison évoquée est que les terres rurales sont cultivables et constituent un patrimoine rural qu'il ne faut en aucun cas transférer par le biais du mariage dans la famille de l'époux. En matière d'expulsion, les huissiers de justice togolais ont l'habitude d'aviser le chef traditionnel de leur présence dans son ressort. « *Toute personne qui va exécuter une décision de justice sans passer par le chef traditionnel, même s'il est assisté par la force publique, ne pourra jamais exécuter son acte. Il faut reconnaître qu'au Togo les chefs traditionnels sont les garants des us et coutumes reconnus en tant que tels par la constitution* » a-t-elle déclaré. Notre consœur a conclu en indiquant qu'elle a toujours demandé à ses confrères de ne pas oublier la tradition, « *parce qu'après tout nous sommes Africains et nous ne devons pas oublier nos origines quelle que soit l'influence du droit moderne dans le pays* ».



Une partie du public – A part of the public

À sa suite, Moussa Dan Kome, huissier de justice à Niamey (Niger), est intervenu pour faire part de son expérience. Il a cité le cas où « *la résurgence des profondeurs coutumières ancestrales est récurrente* ». En l'espèce, un chef coutumier s'était réinvesti dans la ville de Maradi de la prérogative de faire des donations de terrains à des proches en dépit d'un cadastre, d'une communauté urbaine et d'une mairie. Il estimait pourtant en avoir historiquement le droit. Il avait ainsi distribué des terrains appartenant à une société qui avait ensuite fait faillite. La vente du terrain aurait permis de désintéresser les salariés lésés et la cour d'appel avait autorisé la saisie immobilière du terrain et celui-ci a été vendu à une autre société. Mais plusieurs familles, qui occupaient le terrain sur autorisation du chef – depuis décédé – refusaient de quitter les lieux. Aux termes d'une longue procédure, les familles ont finalement été expulsées, ce qui a généré leur incompréhension et de nombreux articles dans la presse.

Le 2<sup>e</sup> atelier avait pour thème « *L'identification des biens immobiliers* ». Il était placé sous la modération d'Honorine Nze Biteghe, magistrat à Libreville. Jérôme Okemba Ngabondo, huissier de justice (Congo), a rappelé que, dans le droit traditionnel, la terre ne peut pas faire l'objet de propriété mais le droit d'un usage. Certains propriétaires négligent d'immatriculer leur bien et de faire connaître officiellement leur propriété. On déplore également les insuffisances des services du cadastre. Ainsi selon une estimation faite en 2006 du président de l'ordre des géomètres experts de Côte d'Ivoire, près de 90% des terrains urbains ne seraient pas titrés. « *L'immeuble non immatriculé n'entre pas dans l'univers du droit civil* » a justement souligné notre confrère. Et lorsque l'immeuble n'est pas cadastré, il est difficile d'avoir le titre. Ne pouvant donc clairement identifier le propriétaire de tel bien immobilier, l'huissier de justice hésite souvent à s'embarquer dans la procédure de saisie immobilière. « *Nombre de citoyens malheureusement sont privés aujourd'hui d'accès aux prêts bancaires importants faute de titre de propriété garantissant le remboursement de l'emprunt* » a-t-il déploré. Mais en conclusion de son intervention, il a pourtant déclaré qu'une tendance se dégage dans la plupart des États et que deux sortes de mesures sont prises : des mesures incitatives pour simplifier les procédures d'immatriculation ou à en réduire les frais pour une certaine période, et des mesures prospectives, pour mettre en place les projets de cadastres nationaux.

Rosine Bogoré Zongo, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso, a évoqué la situation dans son pays. Elle a indiqué qu'à l'instar du Congo, des procédures de simplification ont été introduites pour être conforme à l'acte uniforme et permettre ainsi de parvenir à l'obtention d'un titre foncier. Il a été créé en 1996 le Domaine foncier national constitué



Une partie du public – A part of the public

de toutes les terres et biens immeubles ou assimilés situés dans les limites du territoire national et ceux acquis par l'État et les autres collectivités publiques à l'étranger. Ce principe de l'appartenance de la terre à l'État consacre une rupture avec la tradition qui voulait que ce soient les propriétaires terriens qui soient habilités dans le temps à affecter les terrains à qui ils veulent. Mais dans les zones non loties, la tradition et la pratique permettent toujours que les propriétaires terriens interviennent, sous la forme de vente déguisée, dans lequel intervient le « *procès-verbal d'arbre à palabres* ». Cette procédure consiste à se présenter à la préfecture avec le propriétaire terrien qui va reconnaître avoir octroyé gratuitement la parcelle. Après cette reconnaissance, il est procédé à des sacrifices sur le terrain — sacrifices de poulets et de dolo (bière de mil) — qui consacrent la propriété. Lorsque ces formalités coutumières préalables sont établies, il faut se rendre auprès des autorités administratives qui vont faire des constatations en faisant venir le représentant villageois qui connaît bien la zone, puis la famille qui va donner les attestations, et ainsi de suite. Le dossier est ensuite déposé auprès du receveur des Domaines.

### L'héroïsme des huissiers de justice africains

« *Les entraves à l'exécution* » constituaient le thème du 3<sup>e</sup> atelier, placé sous la modération d'Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et occidentale.

Hortense Bankolé de Souza, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Bénin, a cité deux cas d'entraves à l'exécution des décisions de justice au Bénin qui sont du fait de l'autorité politique. Le premier cas remonte à la période révolutionnaire allant de 1988 à 1991, c'est-à-dire l'époque où le Bénin était sous le régime marxiste-léniniste. L'exécution des décisions de justice était quasiment impossible, qu'elle soit civile, commerciale, foncière, etc. L'huissier de justice était constamment sous menace et la profession elle-même était menacée de suppression. L'huissier de justice qui a obtenu ou reçu pour exécution une ordonnance ou une décision de justice en forme exécutoire devait encore soumettre celle-ci au Parquet populaire central et obtenir de celui-ci le visa aux fins d'exécution. Le second cas remonte à il y a tout juste un an. Peu après son accession au pouvoir, le Gouvernement actuel a décidé le 12 octobre 2007 en conseil des ministres de la suspension jusqu'à nouvel ordre de l'exécution des décisions de justice ayant pour objet le déguerpissement en prévoyance de démolition en milieux urbains et périurbains, de la suspension des instructions des affaires relatives aux litiges domaniaux et pendantes devant les juridictions et enfin de la création d'un mécanisme adéquat en vue du règlement pacifique et équitable de ces litiges. Par cette décision prise sans contestation préalable des acteurs de la justice, juge notre consœur, la haute autorité non seulement

entrave gravement l'exécution des décisions de justice mais encore foule au pied le principe de séparation des pouvoirs en ce qu'elle s'immisce dans le judiciaire et lui retire une bonne partie de son pouvoir, notamment le pouvoir de juger certaines affaires d'une part et celui d'exécuter les décisions rendues par le juge d'autre part. À l'issue d'un long bras de fer, pendant lequel les huissiers de justice se sentaient menacés dans leur sécurité, la Cour constitutionnelle saisie a rendu une décision par laquelle la décision de suspension fut déclarée anticonstitutionnelle. Malheureusement, regrette la présidente de la chambre du Bénin, les choses ne se sont pas rétablies pour autant sur le terrain, en raison d'une circulaire du 18 avril 2006 pour interdire aux chefs de corps de prêter main forte aux huissiers de justice par la réquisition du préfet.

Puis ce fut au tour d'Élysée Eldjimbaye Mbaihoudou, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad, d'évoquer une entrave particulièrement grave dont il a été victime il y a deux ans. À la suite d'une saisie attribution, il lui a été demandé par le 1<sup>er</sup> ministre de donner immédiatement mainlevée de cette procédure. Estimant n'avoir commis aucune faute il refusa. Le même jour le garde des sceaux signait un arrêté de destitution le concernant, se basant sur une lettre du 1<sup>er</sup> ministre interdisant la saisie sur lesdits comptes et présentant comme motif l'état d'urgence, le pays étant en période de guerre. Cette destitution, nous a dit notre confrère, était prise au mépris total du statut des huissiers de justice qui prévoit qu'une destitution ne peut intervenir que sur proposition de la Chambre nationale après avoir entendu l'intéressé et avoir statué en chambre de discipline. Après avoir pris conseil de plusieurs confrères africains et du président de l'UIHJ, Élysée Eldjimbaye nous a dit avoir saisi la chambre administrative de la Cour suprême aux fins de sursis à l'exécution de l'arrêté portant sa destitution en invoquant la violation du décret 50 ter du 31 janvier 2001 portant statut des huissiers de justice du Tchad, la violation des normes constitutionnelles, l'immixtion flagrante de l'exécutif dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire mettant en cause le principe de la séparation des pouvoirs, et la violation de l'article 29 de l'Acte uniforme portant simplification des procédures de recouvrement des créances et des voies d'exécution qui dit essentiellement que la carence ou le refus de l'État de prêter son concours engage sa responsabilité (alinéa 3 dudit article). Heureusement, la Cour suprême a accédé au bien fondé de la demande et a déclaré recevable en la forme la requête aux fins de sursis à exécution.

Une requête au fond en annulation de l'arrêté de destitution a ensuite été introduite devant la Cour suprême et suit toujours son cours. Et notre confrère,

Une partie du public – A part of the public





Honorine Nze Biteghe, magistrat à Libreville – Judge in Libreville (Gabon)



Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique de l'Ouest et centrale - Secretary of the UIHJ for Western and Central Africa



Hortense Bankolé de Souza, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Bénin - President of the National Chamber of Judicial Officers of Gabon

au courage exemplaire, de conclure sous une salve d'applaudissements : « Mesdames et messieurs, voyez le genre de traitement qu'on nous réserve dans l'exercice de nos fonctions dans notre pays. Mais nous ne baissons pas les bras. Il nous appartient de nous battre pour l'édification d'un État de droit, pour qu'il y ait un espace de justice et de sécurité, en libre exercice de la profession d'huissier de justice. Le pari n'est pas facile, mais, dit-on, à cœur vaillant, rien d'impossible ».

Djibril Agoudatcha, huissier de justice à Lomé, trésorier de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo, a, quant à lui, relaté des faits qui se déroulèrent il y a 12 ans à Lomé. Une société avait été condamnée à payer une somme importante à une banque. Ladite société, qui avait formé opposition, continuait ses activités malgré une déclaration de faillite. Une fois la décision exécutoire obtenue à la suite de la procédure d'opposition, notre confrère a fait procéder à la fermeture de deux des quatre magasins. Le temps d'aller fermer les deux autres, il s'est avéré que les deux premiers avaient été ré-ouverts. En tentant de les fermer à nouveau, notre confrère et son équipe furent victimes d'une agression orchestrée par des hommes en treillis. Il fut ensuite convoqué par le président du tribunal avec le directeur de la banque, puis à la présidence de la République. Après avoir écouté son récit, le Chef de l'État finit par le féliciter pour son courage et adressa ses remontrances au président du tribunal. « Parfois il nous faut un peu de témérité pour nous faire respecter dans l'exercice de notre profession, surtout en Afrique, et il nous revient de nous battre pour gagner notre espace et notre vie » conclut notre confrère.

Florentin Mba Menié, huissier de justice, secrétaire général de la Chambre nationale des huissiers de justice du Gabon, intervint à son tour, pour relater une procédure de saisie attribution qui s'est déroulée en 2006. La banque entre les mains de laquelle la saisie avait été faite avait déclaré que des fonds avaient été bloqués. Une fois le certificat de non opposition obtenu, le banquier indiqua pourtant qu'elle ne détenait pas de fonds. Le juge de l'exécution saisit et condamna la banque à payer les sommes cantonnées, ce qu'elle a fini par faire. Une autre banque qui avait fait l'objet d'une saisie attribution avait choisi de reverser les fonds à son client sur simple présentation d'une ordonnance sur requête. Là encore, la banque a été condamnée à payer les sommes cantonnées.

Ces quatre cas illustrent les grandes difficultés auxquelles sont confrontés les huissiers de justice dans l'exercice de leur fonction et de la ténacité, du courage, voire de l'héroïsme, dont ils font preuve au quotidien.

### Montesquieu et Cheikh Hamidou Kane

Le 4<sup>e</sup> atelier a abordé le thème de « 10 ans d'application de l'acte uniforme du 1<sup>er</sup> juillet 1998 sur les procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ». Il était placé sous la modération de Jean-Michel Rouzaud, huissier de justice à Montpellier (France) et président de l'École nationale de procédure de Paris.

Apollinaire Ondo Mve, magistrat gabonais, s'est lancé dans une présentation très complète du traité de l'Ohada et de l'acte uniforme du 1<sup>er</sup> juillet 1998. Il a tout d'abord évoqué les raisons qui ont présidé à la création du traité signé le 17 octobre 1993 à Port-Louis. Il a également rappelé le principe des actes uniformes, qui sont les textes votés par les pays et qui s'appliquent de façon supra nationale dans l'ensemble des pays de la zone. Il a également présenté la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA), chargée de trancher les litiges issus de l'application du droit Ohada. Puis M. Ondo Mve a balayé les deux livres formant l'acte uniforme du 1<sup>er</sup> juillet 1998 tout en précisant leurs grandes lignes. Le premier livre traite de l'injonction de payer. Le second concerne les voies d'exécution. Il a ensuite évoqué ce qui représente à ses yeux les limites de la réforme Ohada pour envisager quelques perspectives. Ainsi, il regrette le silence des textes sur le cumul d'une injonction de payer avec une saisie conservatoire. Pour lui, « l'injonction de payer ne garantissant pas le paiement de la créance qu'elle se contente de consacrer, on conçoit assez mal que le juge qui a pu délivrer un tel ordre de payer, ne soit pas en mesure d'autoriser la mesure conservatoire, celui qui peut le plus pouvant toujours le moins ». Sur la CCJA, il se demande si, alors que cette juridiction doit statuer en fait et en droit, c'est-à-dire au fond et au premier degré, les décisions rendues par les cours d'appel des États parties sont encore exécutoires de plein droit. « La question reste ouverte, estime-t-il, le traité n'ayant même pas précisé le caractère suspensif du pourvoi en cassation devant la CCJA ». Concernant les perspectives, M. Ondo Mve estime en premier lieu qu'il faut « renforcer les capacités des juridictions qui doivent disposer d'une organisation idoine facilitant la bonne gestion du contentieux de l'exécution ». Il regrette une trop grande rigidité du régime des nullités du droit Ohada. « Il faut insister sur l'avis de la CCJA qui estimait que la nullité doit être invoquée au point qu'il ne semble pas possible au juge de la soulever d'office ». Sur le plan des procédures simplifiées de recouvrement, il pense qu'il est possible de les simplifier davantage et que « si l'on pouvait écrire les textes qui organisent ces voies de recours avec un maximum de clarté cela pourrait éviter beaucoup de procès ». M. Ondo Mve a brillamment achevé



*Djibril Agoudatcha, trésorier de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo – Treasurer of the National Chamber of Judicial Officers of Togo*



*Jean-Michel Rouzaud, président de l'École nationale de procédure de Paris – President of the National School of Procedure of Paris*



*Alain Ngongang, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Cameroun – President of the National chamber of the judicial officers of Cameroon*

sa magistrale intervention en citant tour à tour Montesquieu (« *L'esprit des Lois* ») et Cheikh Hamidou Kane (« *L'Aventure Ambiguë* »).

À sa suite, Aloyse Ndong, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Sénégal, s'est attelé à évaluer dix années d'application de la procédure d'injonction de payer du droit Ohada. Il a choisi d'axer son intervention sur des suggestions de réformes qui « *apporteraient un plus à cette procédure* » : personne habilitée à initier une telle procédure, la qualité de l'information du débiteur, et détermination précise des délais relatifs à l'instance d'opposition. Sur le premier thème, pour le président sénégalais, il résulte de l'article 4 de l'acte uniforme sur le recouvrement et l'exécution que la requête pourra être déposée par le demandeur ou son représentant autorisé par la loi de chaque État partie à le représenter en justice. Toutefois, dans certaines législations nationales, toute société doit constituer avocat devant la juridiction compétente pour connaître d'un litige, qu'il s'agisse d'une demande ou d'une défense. Tel est le cas au Sénégal. « *Imposer à une société en difficulté de constituer avocat et de devoir ainsi faire à des honoraires parfois très élevés pour lui permettre de recouvrer rapidement des créances pour sa survie est certainement une entrave à la liberté de choisir son représentant ou mandataire mais également à la survie d'une entreprise en difficulté* » constate notre confrère. Ainsi il estime qu'il utile de réformer la loi pour permettre aux demandeurs à la procédure de choisir librement son représentant ou d'introduire lui-même sa demande. En ce sens, « *d'autres professionnels de droit comme les huissiers de justice ou les juristes internes dans les sociétés, sont parfaitement habilités parce qu'ayant suffisamment de compétences pour initier de telles procédures et les conduire à leurs fins* ».

Sur la question de l'information, Aloyse Ndong relève que le débiteur ne sera informé qu'a posteriori pour pouvoir réagir. Le débiteur doit être informé avec le maximum de précisions. Pour y parvenir, l'acte uniforme prévoit que la signification doit être faite par acte extrajudiciaire sans autre prescription. « *L'acte extrajudiciaire, notre réflexe, nous autres huissiers de justice est de considérer que c'est un exploit d'huissier de justice* » commente notre confrère. Mais il s'interroge sur l'interprétation qui pourrait en être faite et sur le danger que pourrait représenter une notification par lettre recommandée alors qu' « *une grande partie de la population est analphabète* ». Pour lui,

le contact physique de l'huissier de justice n'a pas d'égal « *pour expliquer au débiteur les tenants et les aboutissants de cette procédure, parfois en langue locale, si ce débiteur n'est pas instruit et analphabète ou illettré* ».

Enfin, sur le délai de l'instance d'opposition, l'article 12 alinéa 2 de l'acte uniforme dispose que si la tentative de conciliation échoue, la juridiction statue immédiatement sur la demande en recouvrement même en l'absence du débiteur ayant formé opposition. Il s'interroge sur la portée du mot « *immédiatement* », notamment lorsque le débiteur comparaît.

« *Il est loisible de penser que les plaideurs parties au procès pourraient demander et bénéficier de renvois pour répliquer aux conclusions de leurs adversaires, ce qui risquerait d'allonger le procès et de sacrifier le principe de célérité à la base de la procédure d'injonction de payer* » dit le président de la chambre sénégalaise. C'est pourquoi, « *une réforme qui fixerait un délai raisonnable d'un mois à la juridiction saisie de l'exécution résorberait certainement ce risque* » conclue-t-il.

### Le piège de l'interminable contestation

Alain Ngongang, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Cameroun a ensuite traité du thème des saisies conservatoires. Les saisies conservatoires, nous rappelle-t-il, sont des mesures ayant pour finalité de rendre indisponibles les biens mobiliers corporels ou incorporels du débiteur saisi, que ceux-ci se trouvent entre ses propres mains ou entre celles d'un tiers. « *Elles sont donc à la fois des mesures de précaution contre l'insolvabilité éventuelle du débiteur et des moyens de pression pour amener celui-ci à s'exécuter volontairement* ». Notre confrère reconnaît globalement après une décennie de mise en œuvre « *la pertinence voire l'efficacité des rénovations introduites dans ce*

*Une partie du public – A part of the public*







Jean-Claude Olombi, huissier de justice à Brazzaville  
– Judicial officer in Brazzaville (Congo)



Rose Bruno, expert ENP

domaine et qui, dans un contexte de mondialisation, semblent s'adapter parfaitement aux conditions économiques et sociales nouvelles ». Cependant, un réaménagement de certaines dispositions s'impose. Pour lui, ces insuffisances, qui « touchent aussi bien le fond que la forme », constituent « tantôt des carences, tantôt des insuffisances ». Au titre des carences, Alain Ngongang regrette que certaines saisies spéciales (saisies d'aéronefs et de navires) n'aient pas fait l'objet d'un texte particulier. Il constate également que l'acte uniforme fait une distinction au sein des contestations entre la mainlevée et les autres incidents, sans plus de précision. « Or il aurait été souhaitable que des dispositions soient effectivement consacrées à la réduction et au cantonnement qui peuvent être des incidents nés d'une saisie conservatoire » juge-t-il. Quant au régime des nullités, qu'elles soient relatives ou absolues, notre confrère souhaite qu'il fasse l'objet d'une codification par le législateur communautaire. Au titre des insuffisances, le vice-président camerounais déplore « l'iniquité de la procédure de conversion en saisie vente » dont il regrette la longueur des délais. Par ailleurs, il considère que certaines dispositions relatives aux saisies conservatoires sont « d'un libellé qui embrouille autant les enseignants que les praticiens du droit ». Ainsi, l'article 79 de l'acte uniforme édicte que l'acte de dénonciation du procès-verbal de saisie conservatoire de créances contient à peine de nullité une copie de l'autorisation de la juridiction ou du titre en vertu duquel la saisie est pratiquée. Compte tenu des interprétations variées, contraires et même contradictoires que suscite ce terme « contenir » et malgré la position de la jurisprudence qui semble aujourd'hui privilégier une acception large de ce terme, il serait judicieux de réécrire cet article 79 comme certains autres de façon plus claire, déclare notre confrère. Ensuite, il dénonce « le piège de l'interminable contestation » qu'il considère comme « une aberration juridique ». Le texte Ohada prévoit que la nullité de la saisie pour vice de forme ou de fond autre que l'insaisissabilité des biens compris dans la saisie, peut être demandée par le débiteur jusqu'à la vente des biens saisis. « Le débiteur s'en sert comme arme fatale pour décourager voire déstabiliser le créancier même s'il sait que sa contestation est perdue d'avance, au moins aura-t-il gagné quelques semaines, quelques mois voire quelques années de sursis » regrette-t-il. Jean-Claude Olombi, huissier de justice à Brazzaville (Congo) remplaçait au pied levé Me Keita (Mali), empêché. Notre éminent confrère, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo, et auteur d'un tout récent ouvrage sur la profession d'huissier de justice au Congo, a démontré sa grande capacité de synthèse. Jean-Claude Olombi a dénombré trois objectifs

visés par le législateur Ohada en adoptant l'acte uniforme sur le recouvrement de créances et les voies d'exécution : humanisation des procédures, rééquilibrage des droits entre créanciers et débiteurs, et valorisation ou la revalorisation du titre exécutoire. En dix années d'application, il estime que certains de ces objectifs ont été atteints et avance quelques propositions. Selon lui, il serait souhaitable d'instituer le juge de l'exécution pour concentrer le contentieux de l'exécution entre les mains d'un seul juge. Il estime qu'il faudrait ajouter à la liste des titres exécutoires celui délivré par

l'huissier de justice en matière de chèque impayé faute de provision ou d'acception. Il juge également inadaptes les horaires légaux pour exécuter une décision de justice : « n'oublions pas que nous sommes dans une Afrique disparate. Si l'on commence l'exécution à 8 heures il est évident que le berger pourra déménager à la cloche de bois en allant avec son bétail ». Pour finir, notre confrère a également proposé d'abrèger certains délais, notamment les délais de grâce ou de communication de pièces ou de déclaration du tiers saisi (cinq mois pour le premier et quarante-huit heures pour les deuxième et troisième).

### Une opportunité extraordinaire pour l'Afrique et un exemple pour le monde

Mathieu Chardon, huissier de justice (France) et 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, a ensuite procédé à un rapport de synthèse de cet atelier. Pour notre confrère, le traité de l'Ohada est un modèle pour l'Afrique et un exemple pour le monde. Il a insisté sur l'importance du traité qui s'inscrit dans un processus de mondialisation du droit et est un exemple d'intégration. Pour le 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, l'espace Ohada se caractérise par une langue et une culture juridique communes, qui permet de construire un espace judiciaire plus rapidement et plus facilement qu'en Europe, où les grandes diversités de langues et de cultures juridiques constituent autant de remparts difficiles à surmonter. L'Ohada est donc « une opportunité extraordinaire pour l'Afrique et un exemple pour le Monde ». Les huissiers de justice sont les rouages essentiels de cet acte uniforme. Le rôle fondamental de ces praticiens leur réserve une place naturelle dans le processus de révision qui est en cours, à l'instar de ce qui se passe désormais en Europe où les institutions européennes commencent seulement à comprendre que l'on ne peut pas légiférer sans les praticiens. « Vous, huissiers de justice africains, devez maintenant aider l'Ohada à aller plus loin afin que l'acte uniforme sur les voies d'exécution puisse continuer son œuvre d'harmonisation au service de la justice, des opérateurs économiques et des citoyens » a indiqué Mathieu Chardon. Et s'adressant à ses confrères africains, il a terminé ses propos en disant : « Votre profond engagement, votre grande réactivité et vos propositions vous honorent. Elles honorent vos pays respectifs. Elles honorent l'Afrique. Elles honorent la profession d'huissier de justice dans le monde car vous contribuez par vos travaux et votre implication à la mise en place d'une profession harmonisée sur le plan mondial ».

Le 5<sup>e</sup> atelier avait pour thème « Le statut social de l'huissier de justice » et avait pour modérateur Adrian Stoica.

Hortense Bankolé de Souza, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Bénin a pris la parole en premier. Elle a déploré qu'au Bénin la Caisse nationale de sécurité sociale ne prenne en charge que les fonctionnaires



Une partie du public – A part of the public



Adrian Stoïca, membre du bureau de l'UIHJ et Me Diallo, huissier de justice au Niger  
Adrian Stoïca, member of the board of the UIHJ and Mr. Diallo, judicial Officer (Niger)

et ne serve que des pensions de retraites. Rien n'est donc prévu pour les huissiers de justice et il en est de même dans la plupart des autres pays africains. « *Bien des Huissiers de Justice ont dû travailler toute leur vie et sont morts à la tâche* » déplore-t-elle. Quant aux assurances privées, peut-on leur faire confiance ?

Depuis plusieurs années, la Chambre nationale des huissiers de justice du Bénin réfléchit à la création d'une caisse de solidarité. Le groupe de travail prévoyance sociale dont elle est membre est occupée à mener une étude de faisabilité relative à la création d'une caisse de prévoyance sociale et d'un recueil juridique en matière d'assurance, de sécurité sociale et de pensions. « *Cette étude est suffisamment avancée mais, en attendant sa concrétisation dans quelques années, nous devons absolument trouver les moyens de mettre fin à la précarité des huissiers de justice africains dans ce domaine* » a indiqué la présidente béninoise. Pour Aloyse Ndong, le statut social de l'huissier de justice nous renvoie à la couverture sociale dont il peut bénéficier. L'huissier de justice, parce qu'il exerce une profession libérale, ne bénéficie pas de la couverture sociale organisée et réglementée par les États par l'intermédiaire des institutions de prévoyance sociale. Comme sa consœur béninoise, il pense que les huissiers de justice doivent organiser eux-mêmes leur couverture sociale à défaut d'utiliser les institutions de prévoyance sociales mises sur pied par l'État. Le président de la chambre sénégalaise a rappelé que l'UIHJ depuis quelques années appelle à cette sensibilisation à travers les rencontres organisées en Afrique. « *Il reste à nous, chefs de délégations africaines de prendre nos responsabilités et de provoquer un débat sur la question au niveau de nos organisations nationales* » propose-t-il. Il a indiqué qu'au niveau du Sénégal, le Conseil de l'Ordre des huissiers s'est doté de représentants au niveau de chaque région ou province. « *Notre conviction est en fait, que tout le monde ne va pas adhérer tout de suite, l'essentiel étant de commencer avec un noyau qui va certainement entraîner d'autres qui seront convaincus des résultats obtenus* » dit-il.

Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ, en charge du dossier pour l'UIHJ, a indiqué que l'UIHJ a estimé de son devoir moral de se pencher sur cette situation douloureuse et de proposer des pistes de réflexions. Il a rappelé que depuis l'année 2006 une campagne de sensibilisation a été lancée. Il a tout d'abord rappelé quelle était la situation en France en mentionnant que le système français couvre la totalité des risques, que cela soit la maladie, l'invalidité temporaire ou permanente. Ce régime assure à l'huissier de justice et à l'ensemble de sa famille des compensations financières en cas de décès, et enfin permet au confrère qui souhaite de prendre une retraite bien mérité d'obtenir le paiement d'une pension mensuelle relativement confortable. Pour

notre confrère, la question se pose de savoir si ce système est transposable dans le continent africain et dans les pays qui sont présents aujourd'hui. Mais, selon les lui, « *il ne faut pas vouloir dans un premier temps tout embrasser : la totalité des branches de la protection sociale serait, il me semble, une erreur. Il convient de faire preuve de sagesse, de modération, et de concentrer vos efforts sur la couverture du risque maladie* ». Concernant la faisabilité de cette couverture, Francis Guépin a précisé qu'il fallait d'une volonté d'adhésion et d'autre part une adhésion irrévocable et qu'à défaut aucune compagnie d'assurance ne s'engagerait. Concernant le nombre d'adhérents, il en a appelé à la solidarité africaine pour permettre à tous les pays de prétendre à une couverture. « *Je crois que maintenant le temps de la réflexion est passé et qu'il faut passer à l'action* » a-t-il conclu.

### Des règles déontologiques et disciplinaires rigoureuses

Le 5<sup>e</sup> atelier traitait de la déontologie. Adrian Stoïca en était le modérateur. Thierry Guinot, huissier de justice à Paris et auteur d'un ouvrage sur le sujet a présenté une intervention sur le thème : « *la nécessité de pouvoir à l'aménagement de règles déontologique et disciplinaires rigoureuses* ». « *On ne peut tirer profit d'une situation qu'à travers ses contraintes* » nous explique-t-il. La fonction d'huissier de justice, comme tout autre fonction d'ailleurs, ne peut durer que parce qu'elle est utile, parce que la profession est crédible et parce qu'elle propose des prestations de qualité. Ces trois implications constituent la base de toute réflexion sur le devenir professionnel. Or de ces exigences découlent une nécessaire discipline et des modes de régulation. « *On peut même dire que le degré de réussite sera directement proportionnel au degré de rigueur, et finalement le niveau de rémunération sera fonction du niveau de qualité des services et du niveau de réputation des praticiens* » estime notre confrère. Dans un tel système, c'est la profession qui prend en charge sa propre surveillance, avec les avantages que cela implique mais aussi les inconvénients. Afin de maintenir un haut niveau de crédibilité, le procureur de la République doit pouvoir intervenir tant au stade de la surveillance qu'à celui des sanctions ; car ce double degré de contrôle, qui représente une sécurité supplémentaire pour le public, garantit aussi chaque professionnel contre tout risque d'arbitraire de la part de ses pairs. « *La rigueur — lorsqu'elle vise au bien-être de tous — ne doit pas être ressentie comme un fardeau, mais comme un moyen, au même titre que la technologie qui elle aussi comporte des contraintes tout en améliorant l'activité* » poursuit Thierry Guinot, pour conclure que « *la construction d'un ensemble déontologique et disciplinaire doit s'opérer de manière déductive, c'est-à-dire en partant des principes posés à la fois par la loi et par les objectifs*



Jean Christin, trésorier de l'UIHJ – Treasurer of the UIHJ



Françoise Andrieux, rapporteur général du Congrès de Marseille - General Reporter of the Marseilles Congress

### Les recommandations de Libreville

Pour achever ces deux journées très riches et denses, Françoise Andrieux, huissier de justice (France) et Jérôme Okemba Ngabondo ont présenté les recommandations issues des travaux.

#### Recommandation 1

Considérant que les difficultés d'identification et le manque d'accès aux sources de renseignement sur les propriétés immobilières constituant un obstacle à la réalisation de la mission de l'huissier de justice,

Nous, participants aux premières rencontres Afrique

Europe des huissiers de justice,

Recommandons aux États africains membres de la zone Ohada la mise en place d'un registre foncier en vue de faciliter l'identification et la détermination physique des immeubles ainsi que la publication des droits réels immobiliers.

#### Recommandation 2

Considérant que l'huissier de justice est un auxiliaire incontournable et impartial dans l'exécution des décisions de justice,

Nous, participants aux premières rencontres Afrique Europe des huissiers de justice,

Recommandons aux États africains membres de la zone Ohada,

- a) De garantir la protection et le libre exercice de la profession par les huissiers de justice dans l'exécution des décisions de justice ;
- b) De garantir l'effectivité de la séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

#### Recommandation 3

Considérant que l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution a été confronté à l'épreuve de la pratique voilà déjà dix ans,

Nous, participants aux premières rencontres Afrique Europe des huissiers de justice,

Recommandons aux États parties du traité de l'Ohada, en vue de l'amendement de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution,

- a) La création d'un juge spécialisé chargé uniquement du contentieux de l'exécution,
- b) L'aménagement des heures légales d'exécution.

#### Recommandation 4

Considérant que l'absence de statut social ne garantit pas la pérennité de l'huissier de justice en tant que professionnel libéral et indépendant,

Nous, participants aux premières rencontres Afrique Europe des huissiers de justice,

Recommandons

- a) Aux États africains membres de l'espace Ohada,

De doter les huissiers de justice d'un statut social qui leur assure non seulement respect, dignité et confiance mais également les préserve du besoin et de l'aléa,

définis, pour en tirer les dispositions nécessaires sous forme d'éléments d'organisation et de réglementation ».

Puis Me Diallo (Niger) est intervenu à son tour, en remplacement d'Emmanuel Minoungou (Burkina Faso), empêché. Il a indiqué quelques spécificités de son pays s'agissant de la déontologie. Les huissiers de justice doivent en toute circonstance leur ministère avec modération et se limiter en particulier aux seuls actes et démarches nécessaires pour arriver au but que le mandant se propose à terme. Ils ne peuvent instrumenter ni pour eux-mêmes ni pour leur parents ou leurs alliés collatéraux jusqu'au sixième degré. À peine de sanction, ils ont l'obligation d'informer le ministre de la justice s'ils veulent exercer un certain nombre d'activités accessoires : secrétaire de coopérative agricole, activités littéraires ou artistique, responsable ou membre d'une association ou enseignants.

Enfin, Me Makossoto, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo a indiqué qu'il n'existe pas au Congo de code de déontologie. Mais la loi de 1992 instituant la profession d'huissier de justice au Congo prévoit et édicte quelques règles déontologiques. Par exemple dans son article 24 la loi dispose que la Chambre nationale a pour mission de déterminer l'honorabilité, la moralité et la probité des membres de la profession. En son article 27, elle prévoit les attributions des chambres régionales, qui ont pour mission maintenir tout principe de probité, de loyauté, de désintéressement, de modération, de confraternité. Il ajoute qu'elle a aussi pour mission d'assurer la surveillance et l'honneur que l'intérêt de la profession rendent nécessaires, établir en ce qui concerne les usages de la profession ainsi que les rapports des huissiers de justice entre eux et avec la clientèle un règlement qui sera soumis à l'approbation du garde des sceaux. La loi ne prévoit pas les rapports des huissiers de justice entre eux, les huissiers de justice avec la clientèle et les justiciables, les huissiers de justice avec les magistrats ou les professionnels des autres professions libérales mais on peut trouver ici et là quelques règles. « Nous avons la chance au Congo d'avoir les premiers huissiers de justice qui ont déjà été membre de la maison de justice, soit des anciens greffiers soit des anciens agents d'exécution et qui avaient déjà l'expérience des rapports avec les magistrats et avec les justiciables et nous ont éclairé sur la façon d'entretenir les relations entre confrères, des relations avec les magistrats et avec les justiciables » explique notre confrère. Il a conclu son intervention en indiquant qu'il y avait une grande nécessité de formation au Congo pour que les règles déontologiques soient vraiment enseignées aux huissiers de justice.



b) Aux chambres nationales d'huissiers de justice,  
De poser dès maintenant les jalons d'un système global de couverture sociale pour leurs membres.

Recommandation 5

Considérant que la formation demeure un gage sûr pour la pérennisation et l'épanouissement de la profession d'huissier de justice,  
Nous, participants aux premières rencontres Afrique Europe des huissiers de justice,

Recommandons

- a) Aux États parties du traité de l'Ohada,  
D'appuyer les chambres nationales dans leur programme de formation des huissiers de justice,
- b) À l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires, l'École nationale de procédure de Paris et l'Unité de formation des huissiers de justice Africains,

De continuer à promouvoir la formation continue des huissiers de justice de la zone Ohada.

Recommandation 6

Considérant que l'exercice de la profession d'huissier de justice se déroule dans un cadre qui préserve l'équilibre entre les droits des uns et ceux des autres,  
Nous, participants aux premières rencontres Afrique Europe des huissiers de justice ;

Recommandons aux États africains membres de l'espace Ohada l'adoption d'un code déontologique élaboré par les huissiers de justice de cette zone.

En conclusion, Jérôme Okemba a déclaré que « l'adoption du code déontologique servira de colonne vertébrale au Statut uniforme des huissiers de justice de la zone Ohada. En effet, au regard de l'article 2 du traité de l'Ohada,

*nous pouvons admettre qu'il n'y a aucun obstacle juridique à l'adoption d'un statut uniforme des huissiers de justice d'autant plus que celle-ci constitue une avancée significative dans le cadre de l'intégration des peuples voulue par l'Union africaine ».*

Puis a suivi la cérémonie de clôture. Eliane Oberdeno a remercié l'ensemble des intervenants pour leurs contributions et les participants pour l'intérêt qu'ils ont manifesté aux travaux, comme en témoigne les nombreux débats qu'ils ont suscité. La présidente de la chambre gabonaise a remercié tout particulièrement le président de la République pour son soutien au colloque, ainsi que le premier ministre et le ministre de la justice pour leur présence. Elle a également remercié l'UJH pour avoir choisi le Gabon comme site des premières rencontres Afrique Europe des huissiers de justice. À son tour Martin Mabala, ministre de la justice, s'est déclaré satisfait des débats et promis qu'il rendrait compte de ceux-ci au président de la République. Enfin, Jacques Isnard a reconnu le caractère historique des 1<sup>res</sup> rencontres Afrique Europe des huissiers de justice. Il s'est montré reconnaissant envers le président de la République pour son soutien au colloque. Il a salué Eliane Oberdeno ainsi que son bureau pour l'immense et extraordinaire travail accompli et pour l'organisation impeccable du séminaire. Le président Isnard a également remercié l'ensemble des intervenants pour la qualité de leurs présentations, preuve de la grande évolution des huissiers de justice africains et de leur dynamisme. Enfin, il a remercié l'ensemble des participants et a déclaré closes ces 1<sup>res</sup> rencontres Afrique Europe... dans l'attente de la deuxième édition...

Et pour joindre l'utile à l'agréable, bon nombre de confrères et consœurs ont participé à une excursion organisée à 200 plus de kms de Libreville, à Lambaréné, village natal de la présidente Eliane Oberdeno, de l'autre côté de l'équateur. Lambaréné est célèbre dans le monde entier pour l'hôpital qu'y a implanté un certain docteur Albert Schweitzer qui, à n'en pas douter, était lui aussi un ardent praticien des rencontres Afrique Europe !

*La maison du docteur Schweitzer à Lambaréné - The House of Doctor Schweitzer, in Lambéréné*





## 1<sup>st</sup> Africa Europe Meetings of Judicial Officers in Libreville (Gabon) On October 9<sup>th</sup> and 10<sup>th</sup> 2008

These First Meetings, Organized by the UIHJ and the National Chamber of Judicial officers of Gabon Under the High Patronage of the President of the Republic, El Hadj Omar Bongo Ondimba, Were an Exceptional Place of Exchange and Confraternity Around the Topic: *"The Judicial Officer, Between Tradition and Modernism"*. The Success of the Two Days Conference Shows the Interest For the Judicial Officers of the Two Continents to Come Closer.



De G. à droite - From L. to R. :Martin Mabala, Eliane Oberdeno, Jean Eyeghe Ndong, Jacques Isnard

### A National Event of International Dimension

The near total of the States of the Ohada zone answered present to the invitation of the UIHJ and the National Chamber of judicial officers of Gabon, as well as several States of Africa, Europe and America: Algeria, Burkina Faso, Benin, Cameroon, Chad, Congo, France, Gabon, Hungary, Ivory Coast, Niger, Mali, Quebec, Poland, Romania, Senegal, Switzerland, and Togo, i.e. nearly 200 fellow-members. The demonstration was of a nature of a national event. In addition to the high patronage of the President of the Republic, the opening ceremony, which was held in the City of the Democracy, was honored by the presence of the Prime Minister, Jean Eyeghe Ndong, and of the Minister for justice, Martin Mabala. It was very largely relayed by the media. Were also present the vice-president of the Senate, the first president of the Audit Office, several members of the Government, members of the constitutional and diplomatic bodies, as well as high-ranking magistrates and civil servants. One must particularly greet the exemplary organization of the demonstration by the Gabonese national Chamber and its president Eliane Oberdeno, superintendent of the project. It was in this capacity that our colleague intervened in first. She recalled that it is the permanent council of the UIHJ of November 2007 which

decided to entrust her with organization of the first meetings. She expressed her deep recognition and that of all the corporation of the judicial officers of Gabon to the President of the Republic to have supported the project and to have agreed to sponsor this forum. *"This implication proves how much the high ranking authorities of our country feel honored with the choice made by the UIHJ on Gabon to shelter these very first Africa-Europe days of the judicial officers"* she declared. Mrs. Oberdeno then gave the orientations constituting the framework of the program to come: on the one hand, to make the diagnosis of the exercise of the occupation of judicial officer in contact with social and legal realities of the African countries. On the other hand, to tackle questions relating to the social status of judicial officers and the rules of ethics and deontology to which they must be compelled. *"Is to say the extent of the task which awaits us throughout our work"* commented on the president. And to continue: *"With the UIHJ, we wanted to offer to our members a meeting of give and take. We thus await some edifying talks on behalf of our European fellow-members and soon hope to see improvements in the national and international procedural laws, of course in the context of the rooting of the Rule of law in Africa"*. At the

conclusion of her speech, Eliane Oberdeno wished to all a pleasant stay in Gabon and to benefit fully from *"the legendary hospitality of Gabon and its people"*.

Then it was with the turn of Jacques Isnard, President of the UIHJ, to make his introductory speech. *"Undoubtedly these first Africa/Europe meetings constitute the greatest event of international dimension ever organized apart from our congresses"* he said. *"They constitute a major prowess which results in the gathering in this beautiful capital of Libreville, of representatives of more than 20 countries, culturally different but animated by the same will: that to better know for a better understanding within a common framework: exerting the same trade"*. Jacques Isnard then praised the Training Unit of African judicial officers

(Ufohja), *"jewel only judicial officers were able to create"* by indicating that Libreville would accommodate its 27<sup>th</sup> session. *"I am filled with wonder with each training seminar by the work of my African fellow-members and I am particularly sensitive to the efforts they make, in terms of time and economic investments, to take part in training"* he declared while paying homage to the continuous support of the National school of procedure of Paris, gradually making it possible *"to hoist the African judicial officers on a comparable level with that of the other legal professions"*. The president of the UIHJ then evoked the project of a Uniform act of a harmonized statute of judicial officer in the Ohada zone. *"One measures all the advantages which would confer — in a logic of effectiveness — an occupation of judicial officer who would exert his functions in an identical way in all the States"* he pled while considering it regrettable that the Council of Ministers of Ohada has for the moment rejected this proposal. Jacques Isnard praised then our colleague Eliane Oberdeno for the completed work in the preparation of these meetings and recalled that in her capacity as president of the national Chamber of the judicial officers of Gabon, she was an *"ambassador of choice for Gabon"*. Lastly, he thanked the Prime Minister and the Minister for justice whose presence during the opening ceremony



Martin Mabala, ministre de la Justice du Gabon – Minister for Justice of Gabon



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of the UIHJ



Joseph John-Nambo, professeur de droit – Law Professor (Gabon)

*“raises the prestige of our demonstration”*. He indicated to them *“how much we appreciate the interest that the State and undoubtedly even his Excellency the president of the Republic bring to our profession in general and with our fellow-members of Gabon in particular”*.

Then Martin Mabala, Minister for Justice, said how pleased he was to speak at the time of this ceremony. He estimated that the selected topic was justified largely in the African context and that, *“in this sense and in comparison with the diversity of the cultures represented here coming from different backgrounds, I can predict the richness of your exchanges which, we all hope, will come to useful conclusions for the future”*. On the topic of training, the Minister for Justice indicated that he did not spare any effort *“to multiply the occasions aiming at training the legal personnel including of course judicial officers, both in Libreville and other parts of the country”*. Then he congratulated the president on the UIHJ for all the efforts developed in this organization, specifying there that its members would find there *“a framework impossible to circumvent for the blooming and the development of their profession”*. On the internal plan, Martin Mabala recognized the *“enormous difficulties”* facing judicial officers as regards citizens, the major one being the tariff of acts. *“There too I can ensure you that my services, in collaboration with those of the other qualified government departments will deploy their know-how so that a reform intervenes quickly”* he did engage by specifying that he had set up a technical commission to follow-up the work of reform of the law on judicial officers and that he was awaiting its first conclusions.

Jean Eyeghe Ndong, Prime Minister, then spoke. He indicated that the president of the Republic, El Hadj Omar Bongo Ondimba, who was abroad, would have wished to be present at this demonstration but that the tasks related to his high position did not enable him *“to have the distraction to share with you these pleasant moments”*. Then the Prime Minister wished, in the name of the President of the Republic and on his behalf, to welcome all the delegations coming from Europe and Africa to take part in this conference which constitute *“an important stone in the construction of your union and generally of the specific legal institutions of our respective States”*. He then addressed his congratulations to the national Chamber of the judicial officers of Gabon and to its president, Eliane Oberdeno, *“who*

*has worked for our country which shelters the first Africa-Europe meetings”*. On the topic of the conference, Jean Eyeghe Ndong indicated that it is the duty of the judicial officer to express with efficiency the very authority of the State, authority which applies to all citizens, without distinction. *“It is in that that the service of legal decisions by judicial officers and enforcement agents concerns the continuity of the action of the public power”* he said, and to continue after having evoked the evolutions in progress both in Europe and in Africa: *“the first Africa-Europe meetings of the judicial officers of Libreville are consequently a major event in that they oblige us to reflect upon the institutional evolutions in progress”*. He ensured that he considered as a duty to transmit to the President of the Republic the conclusions which will intervene at the terms of the meetings. Then he wished a pleasant stay to all the participants.

One could not be faithful in the care taken to describe this prestigious opening ceremony without indicating that it was held within the imposing framework of the City of human rights, and that it was adorned by a brass band, a theater company and a choral society, whose qualities were greeted by all. Lastly, a film directed by Rene Duperray, general secretary of the UIHJ, on the occupation of judicial officer in Gabon was presented and was the subject of many comments, both for its cinematographic quality and its teaching virtues.

### Originally African Law

The conference took the shape of six workshops which aimed at hearing from experts and theorists, while seeking to cause the many reactions of a vast and extremely attentive public.

The first workshop had as a subject *“Diversity and hierarchy of the social and legal order taking into consideration African law and tradition”*. The chairman was Yacine Sene, vice-president of the UIHJ. Joseph John-Nambo, professor at law at the University Omar Bongo Ondimba, made a brilliant presentation on the topic. For him, it is necessary to change the way of thinking to understand





the originally African law in its logic which places the function before the beings and their contributions. When the logic of the originally African law is understood, one cannot be astonished by the resistances opposed to the execution of the plans and the laws to the development of which the populations were not associated with and which the States, external authorities to Africa, would nevertheless like to impose. When one has understood, said professor John-Nambo, the logic of the original African law, and the African judicial officer who actually works in a legal pluralism, one can perfectly understand how African coherences and solidarity are articulated. To understand the contradiction of involved logics is not certainly enough to solve the problems arising from their meeting through social and legal order. But whoever neglects to understand it can be assured to fail. *"It is thus necessary to make the required effort while remembering that to understand the originally African law, it is not enough to think them different, it is necessary to think differently"* concluded professor John-Nambo.

Then Gaba Dos-Reis, president of the national Chamber of the judicial officers of Togo, evoked the rights of the colonizer and the custom law through examples. In the field of law of succession, in several customs of Togo, women do not have the right to inherit land. The modern right in Togo, made to help them, *"goes half way"* by reinstating women in their capacity as regards urban land while it is still forbidden for them to inherit the rural land. The evoked reason is that rural lands are arable; they constitute a rural inheritance which should in no way be transferred by the means of a marriage to the family of the husband. As regards evictions, Togolese judicial officers are accustomed to warning the traditional chief of their presence in his county. *"Any person carrying out a legal decision without addressing to the traditional chief, even when assisted by the police force, will not be able to carry out his act. It should be recognized that in Togo traditional chiefs are the guarantors of the customs and habits recognized as such by the constitution"* she declared. Our colleague concluded by indicating that she always asked her fellow-members not to forget the tradition, *"because after all we are Africans and we should not forget our origins whatever the influence of the modern law in the country"*.

Then, Moussa Dan Kome, judicial officer in Niamey (Niger), intervened to share his experience. He quoted the case where *"resurgence of deep ancestral customs is recurrent"*. In his example, a traditional chief had reinvested himself in the town of Maradi of the prerogative to make land donations to close relations in spite of a land register, an urban community and a town hall. He however estimated to have historically the right to do so. He had thus distributed land belonging to a company which had then gone bankrupt. The sale of the land would have made it possible to satisfy the unfavorably treated employees and the Court of Appeal had authorized the seizure of the property which had been sold to another company. But several families, who occupied the land on authorization of the chief — since deceased — refused to leave the premises. At the term of a long procedure, the families were finally evicted. That generated their incomprehension and many articles in the press.

The 2<sup>nd</sup> workshop had as a subject *"the identification of immovable goods"*. It was placed under the chair of Honorine Nze Biteghe, Judge in Libreville.



*Rosine Bogore Zongo, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Burkina Faso - President of the National Chamber of the Judicial Officers of Burkina Faso*

Jerome Okemba Ngabondo, judicial officer (Congo), pointed out that, in the traditional law, land cannot be the object of a property but only of a right of use. Certain owners neglect to register their good and to make known officially their property. One also deplores the insufficiencies of the services of the land register. Thus according to a study conducted in 2006 by the president of the expert geometers of Ivory Coast, nearly 90% of urban lands would not be registered. *"The un-registered immovable does not enter the universe of the civil law"* precisely underlined our fellow-member. And when an immovable good is not registered, it is difficult to obtain the property title. Thus not being able to clearly identify the owner of such real estate, the judicial officer often hesitates to embark in the procedure of its seizure. *"Many citizens unfortunately cannot benefit from important bank loans for lack of document or title guaranteeing the payment of the loan"* he regretted. But in conclusion of his intervention, he however declared that a tendency becomes apparent in the majority of the States and that two kinds of measurements are taken: incentive measures to simplify registration procedures or to reduce their cost for a certain time, and prospective measures, to set up the projects of national land registers. Rosine Bogoré Zongo, president of the national Chamber of the judicial officers of Burkina Faso, evoked the situation in her country. She indicated that following the example of Congo, proceedings of simplification were opened to

*Kokoé Gaba dos Reis, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo - President of the National Chamber of the Judicial Officers of Togo*



*Jérôme Okemba Ngabondo, huissier de justice à Brazzaville – Judicial officer in Brazzaville (Congo)*





be in conformity with the Uniform act and to thus make it possible to obtain a land title. In 1996 was created the National Land Agency made up of all lands and assimilated real estate goods located within the limits of the national territory and those acquired by the State and other communities abroad. This principle of the membership of land in the State reveals a rupture with the tradition according to which landowners are entitled in time to affect the grounds to whoever they want. But when land is not divided into lots, the tradition and practice always allow that landowners intervene, in the form of a disguised sale, in which the "official report of palaver tree" intervenes. This procedure consists in going to the prefecture building with the landowner who will admit having granted the lot free. After this recognition, sacrifices — of chicken and dolo (millet beer) — are performed on the land to formalize the property. When these preliminary usual formalities are established, it is necessary to contact the administrative authorities to make observations while inviting the village representative who knows well the zone, then the family who will give the certificates, and so on. The file is then lodged with the receiver of the Agency.

### The Heroism of African Judicial Officers

"Obstacles to enforcement" constituted the topic of the 3<sup>rd</sup> workshop, placed under the chair of Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for central and Western Africa.

Hortense Bankolé de Souza, president of the national Chamber of the judicial officers of Benin, quoted two cases of obstacles to enforcement of legal decisions in Benin due to the political authority. The first case goes back to the revolutionary period going from 1988 to 1991, i.e. the time when Benin was under a Marxist-Leninist regime. Enforcement of legal decisions was almost impossible, being in civil, commercial, land or other matters. Judicial officer were constantly under threat and the profession itself was threatened of suppression. The judicial officer who obtained or received for enforcement a legal decision was still to submit it to the Central Popular Public Prosecutor's Department in order to obtain the proper enforcement visa. The second case goes back to just a year ago. Shortly after its accession to power, the current government decided on October 12<sup>th</sup>, 2007 during a Council of Ministers to suspend all enforcement of legal decisions relating to evictions because of demolition in urban or suburban environments, of the suspension of the instructions of cases relating to Land litigations and hanging in front of jurisdictions, and finally of the creation of an adequate mechanism for a peaceful and equitable regulation of these litigations. By this decision taken without preliminary discussion with the actors of justice, says our colleague, the high ranking authority becomes not only an obstacle to the enforcement of legal decisions but denies the principle of separation of powers by getting involved in the Judiciary and deprives it from a part of its power, in particular the capacity to judge certain cases on the one hand and that to carry out legal decisions on the other hand. At the conclusion of a long arm wrestling, during which the judicial officers felt threatened in their safety, the seized Constitutional court returned a decision by which the suspension decision was declared unconstitutional. Unfortunately, regrets the president of the Chamber of Benin, things are still not restored,



Jacqueline Guglielmetti (France)



André Mathieu, membre du bureau de l'UIHJ – Membre of the board of the UIHJ

because of a memorandum of April 18<sup>th</sup> 2006 prohibiting the chiefs of police from helping judicial officers by requisition of the Prefect.

Then it was with the turn of Elysée Eldjimbaye Mbaihoudou, president of the national Chamber of the judicial officers of Chad, to evoke a particularly serious obstacle of which he was victim two years ago. Following an attachment on a bank account, he was asked by the Prime Minister to retrieve this procedure immediately. Estimating to have committed no fault he refused. The same day the Minister for Justice signed his dismissal by decree, based on a letter of the Prime Minister prohibiting the seizure on the aforementioned accounts and mentioning the state of emergency, the country being in period of war. This dismissal, our fellow-member told us, was taken regardless of the statute of judicial officers which provides that a dismissal can only intervene on proposal of the national Chamber after having heard the interested party and having ruled as a disciplinary committee. After having taken advice from several African fellow-members and the president of the UIHJ, Elysée Eldjimbaye said to us to have seized the administrative chamber of the Supreme Court for purposes of suspending the coming into force of the decree carrying his dismissal by calling upon the violation of decree 50 B of January 31<sup>st</sup>, 2001 relating to the statute of the judicial officers of Chad, the violation of constitutional standards, the

Elysée Eldjimbaye Mbaihoudou, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad - President of the National Chamber of Judicial Officers of Chad







Le 3<sup>e</sup> atelier – The 3<sup>rd</sup> Workshop

obvious interference of the executive in the operation of the judicial power in violation of the principle of the separation of powers, and the violation of article 29 of the Uniform Act on enforcement procedures which primarily says that the deficiency or the refusal of the State to provide help during enforcement engages its responsibility (subparagraph 3 of the said article). Fortunately, the Supreme Court recognized the ground of the request and declared admissible in the form the request for suspending the decree.

An action aiming at cancelling the decree has since been lodged at the Supreme Court and is still in process. And our fellow-member, with great courage, to conclude under a salvo of applause: *“Ladies and gentlemen see the kind of treatment that one holds for us in the course of our duties in our country. But we do not give up. It belongs to us to fight for the construction of a Rule of law, so that there is a space of justice and security, in free exercise of the occupation of judicial officer. The bet is not easy, but, says one, to a valiant heart, nothing is impossible”*.

Djibril Agoudatcha, judicial officer in Lomé, treasurer of the national Room of the judicial officers of Togo, as for him, reported facts which happened 12 years ago in Lomé. A company had been condemned to pay an important sum at a bank. The aforementioned company, which had filed opposition, continued its activities in spite of a declaration of bankruptcy. Once the enforceable decision obtained upon the opposition procedure, our fellow-member proceeded with the closing of two of the four stores. By the time he closed the remaining stores, the first two had been re-opened. While trying to close them again, our fellow-member and his team were victims of an aggression orchestrated by men in outfit. He was then convened by the president of the court with the bank manager, then by the presidency of the Republic. After having listened to his account, the Head of the State ended up congratulating him for his courage and addressed his remonstrance to the president of the court. *“Sometimes we need a little temerity to get respect in the exercise of our profession, especially in Africa, and it returns to us to fight to gain our space and our life”* concluded our fellow-member.

Florentin Mba Menié, judicial officer, general secretary of the national Chamber of the judicial officers of Gabon, intervened in his turn, to report a procedure of attachment on a bank account which proceeded in 2006. The bank between the hands of which the seizure had been made had declared that funds had been blocked. Once the certificate of uncontested claim had been obtained, the banker however stated that he had no funds. The enforcement judge condemned the bank to pay the confined sums, and the bank finally paid these

sums. Another bank which had been the subject of a similar proceeding had chosen to transfer the funds with its customer on simple presentation of a request from a Court. There still, the bank was condemned to pay the confined sums.

These cases illustrate the great difficulties that judicial officers are confronted with in the exercise of their function and the tenacity, courage, even heroism, they show daily.

### Montesquieu and Sheik Hamidou Kane

The 4th workshop approached the topic of *“10 years of application of the uniform act of July 1<sup>st</sup>, 1998 on the simplified procedures of debt*

*collecting and of enforcement procedure”*. It was placed under the chair of Jean-Michel Rouzaud, judicial officer in Montpellier (France) and President of the National School of Procedure of Paris.

Apollinaire Ondo Mve, Gabonese Judge, launched out in a very complete presentation of the treaty of Ohada and the uniform act of July 1<sup>st</sup>, 1998. First he evoked the reasons for the creation of the treaty signed on October 17<sup>th</sup>, 1993 in Port-Louis. He also pointed out the principle of the uniform acts, which are texts voted by the countries that prevail on national legislations of the countries of the zone. He also presented the Common Court of Justice and Arbitration (CCJA), charged with litigations resulting from the application of the Ohada Law. Then Mr. Ondo Mve swept the two books forming the uniform act of July 1<sup>st</sup>, 1998 while specifying their broad outlines. The first book deals with orders for payments procedures. The second relates to enforcement procedures. He then evoked what represents in his eyes the limits of the Ohada reform to consider some prospects. Thus, he regrets the silence of the texts on the possibility to combine an order for payment procedure with a garnishment order. For him, *“the order for payment procedure does not guarantee the payment of the debt that it sanctioned, therefore it is hard to conceive that the judge who could deliver such an order to pay is not able to authorize conservative measures”*. On the CCJA, he wonders whether, whereas this jurisdiction must rule in fact and in law, i.e. the cases at first degree, the decisions rendered by the Courts of Appeal of the States parties are still fully enforceable. *“The question remains open, he estimates, the treaty not having even specified the suspensive character of the appeal in front of the CCJA”*. Concerning the prospects, Mr. Ondo Mve estimates initially that it is necessary *“to reinforce the capacities of the jurisdictions which must have a suitable organization facilitating the good management of the dispute of the execution”*. He regrets a too great rigidity of the mode of nullities of the Ohada law. *“It is necessary to insist on the opinion of the CCJA which estimated that nullity must be called upon so much so that it does not seem possible for the judge to raise it automatically”*. On the matter of the simplified procedures of debt collecting, he thinks that it is possible to simplify them more and that *“if one could write the texts organizing these grounds for appeal with a maximum of clearness that could avoid many lawsuits”*. Mr. Ondo Mve brilliantly completed his masterly intervention by quoting in turn Montesquieu (*“the Spirit of the Laws”*) and Sheik Hamidou Kane (*“the Ambiguous Adventure”*).

Then, Aloyse Ndong, president of the national Chamber of the judicial officers of Senegal, proceeded with evaluating ten years of application of the procedure



of order for payment in the Ohada law. He chose to center his intervention on suggestions of reforms which *"would bring more to this procedure"*: the person entitled to initiate such a procedure, the quality of the information to the debtor, and the precise determination of the times relating to the contest of the procedure. On the first topic, for the Senegalese president, article 4 of the uniform act on debt collecting and enforcement states that a request can be deposited by the applicant or his representative authorized by the law of each Member State to represent him in justice. However, in certain national legislations, any company must constitute a lawyer in front of the court of jurisdiction to know of litigation, both as a request or as a defense. Such is the case in Senegal. *"To impose on a company in difficulty to constitute a lawyer and thus having to make with sometimes very high fees to enable it to quickly recover its debts for its survival is certainly an obstacle to the freedom to choose its representative or agent but also to the survival of a company in difficulty"* notes our fellow-member. Thus he considers that it should be useful to reform the law to make it possible to the applicants for the procedure to freely choose their representatives or to be able to introduce themselves their request. In this direction, *"other law professionals like judicial officers or internal lawyers within businesses, are perfectly able because having sufficient competences to initiate such procedures and to lead them to their ends"*.

On the question of information, Aloyse Ndong raises that the debtor will be informed only after to be able to react. The debtor must be very precisely informed. For that purpose, the uniform act provides that the service must be made by extra-judicial document without other provisions. *"When it comes to extra-judicial documents, our reaction as judicial officers is to consider that these are served by judicial officers"* comments our fellow-member. But he wonders about the interpretation which could be made and on the danger that a notification by registered letter could represent whereas *"most of the population is illiterate"*. For him, the physical contact of the judicial officer has no equivalent *"to explain to the debtor the whereabouts of this procedure, sometimes in a local dialect, if this debtor is not informed and illiterate"*.

Lastly, on the time for contesting the order for payment, article 12 sub-paragraph 2 of the uniform act lays out that if the attempt at conciliation fails, the jurisdiction rules immediately on the demand even in the absence of the debtor having filed the contestation. He wonders about the range of the word *"immediately"*, in particular when the debtor shows up.

*"It is possible to think that the litigants to the lawsuit could ask and profit from remands to answer the conclusions of their adversaries, which would be likely to lengthen the lawsuit and to sacrifice the principle of celerity which is the basis of the order for payment procedure"* said the president of the Senegalese chamber. This is why *"a reform which would fix a reasonable one month delay for the seized jurisdiction would certainly solve the problem"* he concluded.

### The Trap of the Interminable Dispute

Alain Ngongang, vice-president of the national Chamber of the judicial officers of Cameroon then treated topic of garnishments. Garnishments, he states, are measurements having for finality to make inalienable the tangible or intangible



Anne Kérisit, expert ENP



Appolinaire Ondo Mve, magistrat— Judge (Gabon)

movable goods of the seized debtor, whether those are owned by him or by a third party. *"They are thus at the same time measures of precaution against the possible insolvency of the debtor and the means of pressure to lead him to voluntarily pay off his debt"*. Overall our colleague recognizes after one decade of implementation *"the relevance even the effectiveness of the measures introduced into this field and which, in a context of globalization, seem to adapt perfectly to the new economic and social conditions"*. However, modifications of certain provisions seem essential. For him, these insufficiencies, which *"concern both the form and substance"*, constitute *"sometimes deficiencies, sometimes insufficiencies"*. Under the deficiencies, Alain Ngongang considers it regrettable that certain special seizures (seizures of aircraft or ships) did not lead to specific provisions. He also notes that the uniform act makes a distinction within the disputes between the restoration and other incidents, without more precision. *"But it would have been useful for these provisions to relate to the reduction and limits which can be incidents resulting from a garnishment"* he judges. As for the mode of nullities, whether relative or absolute, our fellow-member calls for a codification by the Community legislator. Under the insufficiencies, the Cameroonian vice-president deplors *"the iniquity of the procedure of conversion into full seizure"* of which he regrets the length of the deadlines. In addition, he considers that certain provisions relating to garnishments which *"wording confuses both academics and law practitioners"*. Thus, article 79 of the uniform act enacts that the act of denunciation of the official report of garnishment of debts must contain a copy of the authorization of the jurisdiction or title in virtue of which the seizure is practiced. Taking into account varied, contrary and even contradictory interpretations that causes this term *"contain"* and in spite of the position of the jurisprudence which seems today to privilege a broad meaning, it would be judicious to rewrite this article 79 like some others in a clearer way, declares our fellow-member. Then, he denounces *"the trap of the interminable dispute"* which he regards as *"a legal aberration"*. The Ohada text provides that the nullity of the seizure for lack of form or substance other than the exemption from seizure of the goods included in the seizure can be required by the debtor until the sale of the seized goods. *"The debtor makes use of it as a lethal weapon to discourage or destabilize the creditor even if he knows that his dispute is lost in advance; at least all actions will be suspended for a few weeks, a few months even a few years"* he regrets.

Jean-Claude Olombi, judicial officer in Brazzaville (Congo) was to replace on the spot Mr. Keita (Mali), prevented. Our eminent fellow-member, former president of the national Chamber of the judicial officers of Congo, and author of a very recent work on the occupation of judicial officer in Congo, showed



*Aloïse Ndong, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Sénégal  
- Vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Senegal*

his great capacity of synthesis. Jean-Claude Olombi counted three aims by the Ohada legislator when adopting the uniform act on the debt collecting and enforcement: humanization of procedures, rebalancing of the rights between creditors and debtors, and the valorization or the revalorization of the enforceable title. In ten years of application, he estimates that some of these objectives were reached and advances some suggestions. According to him, it would be advisable to institute an enforcement judge to concentrate disputes relating to enforcement between the hands of only one judge. He estimates that it would be necessary to add to the list of enforceable titles that established by a judicial officer as regards unpaid checks. He also considers unsuited the legal schedules to carry out a legal decision: *“let us not forget that we are in a disparate Africa. If one begins the enforcement at 8 a.m. it is obvious that the shepherd will be able to disappear with his cattle”*. To finish, our fellow-member also proposed to shorten certain times, in particular the grace or the communication of documents periods or the declaration of the seized third party (five months for the first and forty-eight hours for the second and third).

### **An Extraordinary Opportunity for Africa and an Example for the World**

Mathieu Chardon, judicial officer (France) and 1<sup>st</sup> secretary of the UIH then proceeded to a summary report of this workshop. For our fellow-member, the treaty of Ohada is a model for Africa and an example for the world. He insisted on the importance of the treaty which falls under a process of globalization of the law and is an example of integration. For the 1<sup>st</sup> secretary of the UIH, the Ohada zone is characterized by a common language and legal cultures, which allows to create a legal area more quickly and more easily than in Europe, where great diversities of languages and legal cultures constitute as many ramparts difficult to circumvent. Ohada is thus *“an extraordinary opportunity for Africa and an example for the*

*World”*. The judicial officers are the essential wheels of this uniform act. The fundamental role of these experts holds for them a natural place in the process of revision which is in hand, following the example that occurs from now on in Europe where the European institutions only start to understand that one cannot legislate without the experts. *“You, African judicial officers, must now help Ohada to go further so that the uniform act on enforcement can continue its work of harmonization to the service of justice, economic operators and citizens”* indicated Mathieu Chardon. And addressing to his African fellow-members, he finished his remarks while saying: *“Your deep engagement, your great reactivity and your proposals honor you. They honor your respective countries. They honor Africa. They honor the occupation of judicial officer in the world because you contribute by your work and your implication to the installation of a harmonized profession at world level”*.

The 5<sup>th</sup> workshop had as a subject *“the social status of the judicial officer”* and had as a chairman Adrian Stoica.

Hortense Bankolé de Souza, president of the national Chamber of the judicial officers of Benin spoke in first. She deplored that in Benin the National Social Security only deals with civil servants and only concerns retirement pensions. Nothing is thus planned for judicial officers and it is the same in the majority of the other African countries. *“Many Judicial officers had to work all their life and died while working”* she regrets. As for private insurances, can they be trusted?

For several years, the national Chamber of the judicial officers of Benin has thought of the creation of a solidarity fund. The working group on Social welfare of which she is a member is occupied undertaking a feasibility study relating to the creation of a social security, a social solidarity fund and a legal booklet as regards insurance and pensions. *“This study is sufficiently advanced but, while waiting for its concretization in a few years, we must absolutely find the means of putting an end to precariousness of African judicial officers in this field”* indicated the Beninese president. For Aloyse Ndong, the social status of the judicial officer sends us to the social coverage of which he can profit. The judicial officer, because he exerts a liberal profession, does not profit from the social coverage organized and regulated by the States via social welfare institutions. Like his Beninese colleague, he thinks that the judicial officers must organize themselves their social coverage failing to use the social institutions of welfare set up by the State. The president of the Senegalese Chamber has recalled that for a few years the UIH calls for this sensitizing through meetings organized in Africa. *“It remains with us, heads of African delegations to take our responsibilities and to have a debate on the question on the level*

### *Le 4<sup>e</sup> atelier – The 4<sup>th</sup> Workshop*





of our national organizations" he proposed. He indicated that regarding Senegal, the Council of Judicial officers had elected representatives on the level of each area or province. "Our conviction is in fact that everyone will not adhere immediately, the essence being to start with a core which certainly will involve others who will be convinced of the expected results" he says.

Francis Guépin, member of the board of the UIHJ, in charge of this matter for the UIHJ, indicated that the UIHJ estimated of its moral duty to consider this painful situation and to propose lines of thinking. He recalled that since 2006 a public awareness campaign was launched. First of all he recalled the

situation in France by mentioning that the French system covers the totality of risks (disease, temporary or permanent disability). This mode gives the judicial officer and the whole of his/her family a financial compensation in the event of death, and finally allows the fellow-member who wishes to take a well deserved retirement to obtain the payment of a relatively comfortable monthly pension. For our fellow-member, the question arises of knowing if this system is transposable in the African continent and in the countries which are present today. But, according to him, "one should not initially want to embrace all: it seems to me that the totality of the branches of social protection would be an error. It is advisable to show wisdom and moderation and to concentrate your efforts on the covering of the decease risk". Concerning the feasibility of this protection, Francis Guépin specified that it was necessary to record a will of adhesion and in addition an irrevocable adhesion and that failing this no insurance company would get involved. Concerning the number of members, he called for the African solidarity to make it possible for all the countries to claim a cover. "I believe that today the time of the reflection has ended and that it is necessary to start actions" he concluded.

### Rigorous Ethical and Disciplinary Rules

The 5th workshop dealt with ethics. Adrian Stoica was the chairman. Thierry Guinot, judicial officer in Paris and author of a work on the subject presented an intervention on the topic: "the need for providing the installation of rigorous ethical and disciplinary rules". "One can only benefit from a situation through its constraints" he explains us. The function of judicial officer, like any other function, can last only because it is useful, because the profession is credible and because it proposes high quality services. These three implications constitute the base of any reflection on the future of the profession. However from these requirements rise a necessary discipline and regulating modes. "One can even say that the degree of success will be directly proportional to the degree of rigor, and finally the level of remuneration will be function of the level of quality of the services and of the level of reputation of the practitioners" our fellow-member estimates.



Florentin Mba Menié, huissier de justice – Judicial officer (Gabon)



Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ – 1<sup>st</sup> Secretary of the UIHJ

In such a system, it is the profession which deals with its own monitoring, with the advantages that it implies but also its disadvantages. In order to maintain a high level of credibility, the public prosecutor must be able to intervene both at the stage of the monitoring and when it comes to sanctions; because this double degree of control, which represents an additional security for the public, also guarantees each professional against any risk of arbitrary on behalf of his peers. "Rigor – when it aims to the wellbeing of all – should not be felt like a burden, but like a means, as well as technology which also comprises constraints while improving an activity" continues Thierry Guinot, to conclude that "the construction of an ethic and disciplinary unit must take place in a deductive way, i.e. on the basis of the principles posed at the same time by the law and the defined objectives, to draw from them the necessary measures in the form of elements of organization and regulation".

Then Mr. Diallo (Niger) intervened, replacing Emmanuel Minoungou (Burkina Faso), prevented. He indicated some specificities of his country on ethics. The judicial officers must act in any circumstance with moderation and limit themselves in particular to the only actions and necessary steps to achieve the goal of the claimant. They can act neither for themselves nor for their collateral relatives or their allies until the sixth degree. Under sanction, they have the obli-

*Une partie du public – A part of the public*





Les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> ateliers – The 5<sup>th</sup> and 6<sup>th</sup> Workshops

gation to inform the minister of justice if they want to exert a certain number of extra activities: secretary of agricultural cooperative, literary or artistic activities, chairman or member of an association or teaching activities.

Lastly, Mr. Makossoto, president of the national Chamber of the judicial officers of Congo indicated that there is no code of conduct in Congo. But the law of 1992 instituting the occupation of judicial officer in his country envisages and enacts various ethical rules. For example in its article 24 the law lays out that the national Chamber has the role of determining the respectability, the morality and the probity of the members of the profession. In its article 27, it envisages the role of the regional chambers, amongst which the role of maintaining all principles of probity, honesty, moderation, and confraternity. He adds that it also has the role of ensuring the monitoring and the honor that the profession need, and to establish with regard to the habits of the profession as well as relations of judicial officers between them and with the customers a regulation which will be subjected to the approval of the Minister for Justice. The law does not envisage relations of judicial officers between them, judicial officers with clients and citizens, judicial officers with judges or professionals of the other liberal professions but one can find some rules here and there. *“We have the chance in Congo to have the first judicial officers who were already member of the house of justice, either as former clerks or as past enforcement agents and who had already an experience of the relationship with Judges and citizens and told us on the way of maintaining relations between fellow-members, judges and citizens”* explains our fellow-member. He concluded his intervention by indicating that there was a great need for training in Congo so that ethical rules could really be taught to the judicial officers.

### Recommendations of Libreville

To complete these two very rich and dense days, Françoise Andrieux, judicial officer (France) and Jérôme Okemba Ngabondo presented the recommendations resulting from the seminar.

#### Recommendation 1

Considering that difficulties of identification and lack of access to the sources of information on real estate constituting an obstacle with the realization of the mission of the judicial officer,

Us, participating in the first Africa Europe meetings of the judicial officers, Recommend to the African States members of the Ohada zone the installation of a land register in order to facilitate the identification and the physical determination of immovable goods as well as the publication of the related rights.

#### Recommendation 2

Considering that the judicial officer is an auxiliary impossible to circumvent and impartial in the enforcement of legal decisions,

Us, participating in the first Africa Europe meetings of the judicial officers,

Recommend to the African States members of the Ohada zone,

- a) To guarantee the protection and the free exercise of the profession by the judicial officers in the enforcement of legal decisions;
- b) To ensure the effectiveness of the separation between executive and judicial powers.

#### Recommendation 3

Considering that the uniform act on the organization of the simplified procedures of debt collecting and enforcement has been implemented for ten years already,

Us, participating in the first Africa Europe meetings of the judicial officers, Recommend to the Member States of the treaty of Ohada, for the amendment of the uniform act on the organization of the simplified procedures of debt collecting and enforcement,

- a) The creation of a judge specialized on disputes on enforcement,
- b) The installation of standard times for enforcement.

#### Recommendation 4

Considering that the absence of social status does not guarantee the future of the judicial officer as a liberal and independent professional,

Us, participating in the first Africa Europe meetings of the judicial officers, Recommend

- a) To the African States members of the Ohada zone, to equip judicial officers with a social status to ensure them not only respect, dignity and confidence but also to preserve them from need and risk,
- b) To the national chambers of judicial officers, to immediately lay the stakes of a global system of social coverage for their members.

#### Recommendation 5

Considering that training remains a sure pledge for the perpetuation and the blooming of the occupation of judicial officer,

Us, participating in the first Africa Europe meetings of the judicial officers, Recommend

- a) To the Member States of the treaty of Ohada, to support the national chambers in their training program for the judicial officers,



*Thierry Guinot, huissier de justice à Paris – Judicial officer in Paris (France)*

b) To the International union of the judicial officers, the National school of procedure of Paris and the Training Unit of the African judicial officers, to continue to promote the permanent training of judicial officers of the Ohada zone.

#### Recommendation 6

Considering that the function of the occupation of judicial officer proceeds within a framework which preserves a balance between the rights of all parties, Us, participating in the first Africa Europe meetings of the judicial officers, Recommend to the African members States of the Ohada zone the adoption of a code of ethics worked out by the judicial officers of this zone.

In conclusion, Jerome Okemba declared that *“the adoption of the code of ethics will be used as spinal column of the uniform Statute of the judicial officers of the Ohada zone. Indeed, in comparison with article 2 of the treaty of Ohada, we can admit that there is no legal obstacle with the adoption of a uniform statute of the judicial officers more especially as this one constitutes a significant improvement within the framework of the integration of the people wanted by the African Union”*.

Then the closing ceremony followed. Eliane Oberdeno thanked all the speakers for their contributions and the participants for the interest which they showed



*Me Makosoto, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo - President of the National Chamber of Judicial Officers of Congo*

in the works, as the many debates which they started testified. The president of the Gabonese chamber particularly thanked the President for the Republic for his support to the conference, as well as the Prime Minister and the Minister for justice for their presence. She also thanked the UIHJ to have chosen Gabon as the location for the first Africa Europe meetings of judicial officers. In his turn Martin Mabala, Minister for justice, declared himself satisfied of the debates and promised that he would give an account of those to the President of the Republic. Lastly, Jacques Isnard recognized the historical character of the 1<sup>st</sup> Africa Europe meetings of judicial officers. He was grateful towards the President of the Republic for his support for the conference. He greeted Eliane Oberdeno and her board for the immense and extraordinary work completed and the impeccable organization of the seminar. President Isnard also thanked all the speakers for the quality of their presentations, proof of the great evolution of African judicial officers and their dynamism. Lastly, he thanked all the participants and declared closed the 1<sup>st</sup> Africa Europe meetings . . . in waiting of the 2<sup>nd</sup> edition . . .

And to pleasantly end up the journey in Gabon, many fellow-members and colleagues took part in an organized excursion at more than 200 kilometers from Libreville, in Lambaréné, the native village of President Eliane Oberdeno, on the other side of the equator. Lambaréné is famous in the whole world for the hospital that established a certain Doctor Albert Schweitzer who – no doubt about it – was also himself a passionate expert of Africa Europe meetings!



## 28<sup>e</sup> session Ufohja à Niamey (Niger) les 12 et 13 mars 2009

La 28<sup>e</sup> session de l'Unité de formation des huissiers de justice africains s'est tenue à Niamey (Niger) les 12 et 13 mars 2009 sur le thème : « *L'huissier de justice moderne au cœur des enjeux économiques* ».

### Un challenge d'importance

La cérémonie d'ouverture très prestigieuse était placée sous la haute présidence de Seyni Oumarou, premier ministre, chef du gouvernement, avec à ses côtés Mamadou Draga, ministre de la justice, garde des sceaux, et en présence des hautes autorités du monde judiciaire, de la police, de la gendarmerie, du barreau, du notariat, ...

Près de cent cinquante huissiers de justice du Niger, mais aussi du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Congo, du Gabon, de la Guinée, du Tchad, du Togo, ainsi qu'une délégation spécialement invitée venant d'Algérie avec à sa tête le président de la Chambre nationale des huissiers de justice, Mohamed Chérif, s'étaient donnés rendez-vous dans la grande salle du palais des congrès de Niamey.

L'UIHJ comportait une forte délégation composée de son président, Jacques Isnard, de son premier vice-président, Leo Netten (Pays-Bas), de son secrétaire permanent pour l'Afrique centrale et occidentale, Honoré Aggrey, ainsi que par Rose-Marie Bruno, et Anne Kérisit, experts UIHJ et Ufohja et membres de l'Ecole nationale de procédure (ENP) de Paris, cette dernière étant d'ailleurs représentée par son président, Jean-Michel Rouzaud.

Pour le tout nouveau président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger, Moussa Dan Koma, le challenge était d'importance avec l'organisation de ce colloque international. Dans son allocution introductive, le président Dan Koma a remercié pour leur présence les nombreuses délégations étrangères. Il a adressé au président de la République, Mamadou Tandja, au premier ministre ainsi qu'au ministre de la justice, garde des sceaux, des propos de profonde gratitude pour leur soutien à l'organisation du colloque. Il devait rendre un vibrant hommage au président de l'UIHJ, Jacques Isnard, pour l'œuvre accomplie, le temps de sa présence à l'Union internationale.

S'agissant des travaux du colloque, M. Dan Koma, devait en énoncer le contenu par le détail et témoigner sa reconnaissance aux experts internationaux et à Jean-Michel Rouzaud, président de l'ENP de Paris, pour leur participation. Il formulait le vœu que les conclusions de ces deux journées d'échanges et de rencontres soient prises en compte en retenant particulièrement l'idée d'un statut uniforme et le projet de code de déontologie. Il terminait ses propos par un appel auprès du premier ministre : « *Soyez le fervent défenseur de l'intégration économique africaine* ».

Intervenant à son tour, le président Isnard devait tout d'abord rappeler l'état de crise économique auquel le monde est soumis « *par une défaillance du secteur bancaire* » qui aurait pour conséquence d'entretenir une autre crise, celle de la confiance. « *Mais une confiance dans quoi ?, sinon celle d'éviter une éventuelle défaillance d'un partenaire économique, en d'autres termes* ».



De G. à D. : Jean-Michel Rouzaud, président de l'Ecole nationale de procédure de Paris - Mamadou Draga, ministre de la justice du Niger - Seyni Oumarou, 1<sup>er</sup> ministre du Niger - Jacques Isnard, président de l'UIHJ - Moussa dan Koma, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger

From L. to R. : Jean-Michel Rouzaud, President of the National School of Procedure of Paris - Mamadou Draga, Minister for justice of Niger - Seyni Oumarou, Prime Minister of Niger - Jacques Isnard, President of the UIHJ - Moussa Dan Koma, President of the National Chamber of Judicial Officers of Niger



Les participants pendant la cérémonie d'ouverture - The participants, during the opening ceremony

De G. à D. : Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, Moussa Dan Koma, Mamadou Draga, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et de l'Ouest

From L. to R.: Leo Netten, 1st Vice-President of the UIHJ, Moussa Dan Koma, Mamadou Draga, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, Permanent secretary of the UIHJ for Western and Central Africa





Un atelier – A Workshop



de prévenir l'insolvabilité de ses cocontractants. Nous voilà donc confrontés à ce qu'il convient d'appeler la sécurité juridique ». La sécurité juridique « qui comporte par l'Etat l'aptitude à garantir l'exécution des décisions de justice ». De ce fait, l'UIHJ devient l'un des pivots dans le fonctionnement de l'Etat de droit. Dans son rôle, l'huissier de justice doit être à la fois vecteur d'efficacité dans l'exécution des décisions de justice et d'effectivité dans la réalisation de la mesure. C'est-à-dire qu'il doit mener l'exécution jusqu'à son terme et pour la totalité des condamnations portées dans le jugement, ceci dans le strict respect de la séparation des pouvoirs et sans interférence intempestive de quelconques personnalités, qu'elles émanent du monde politique, judiciaire ou économique, voire des médias. C'est à ce titre qu'un Etat sera, selon le président de l'UIHJ, respectable à l'égard de ses institutions et respecté par ses citoyens. Dans ses recommandations à la profession, Jacques Isnard devait inviter ses confrères à veiller au strict respect de leur statut d'officier ministériel et à se doter de règles de déontologie et disciplinaires rigoureuses dans l'attente du statut uniforme pour lequel il devait solliciter du premier ministre un appui sans réserve, s'agissant d'une initiative des huissiers de justice africains en tout point remarquable et exceptionnelle.

Revenant vers les études en cours, le président Jacques Isnard insistait aussi sur les propositions de réformes de la profession de l'acte uniforme du 1<sup>er</sup> juillet 1998 relatif aux procédures simplifiées de recouvrement et de voies d'exécution pour lequel s'imposaient un toilettage et un élargissement. Dans ses conclusions, le président de l'UIHJ félicitait chaleureusement Moussa Dan Koma pour son élection à la tête de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger et pour son engagement rapide à la cause internationale puisque quelques semaines seulement après son élection, voilà que la chambre nigérienne se lance dans la tourmente de l'organisation d'un colloque international !

### Un maillon essentiel de l'institution judiciaire

Seyni Oumarou, 1<sup>er</sup> ministre, chef du gouvernement, dans une intervention d'une grande densité et d'un sens moral particulièrement aigu, s'adressait à l'auditoire et indiquait, citant le calife Ibn Al Kahatab, dit Omar le Juste : « Cela ne sert à rien de dire le droit, s'il n'est pas suivi d'exécution. Il ne sert à rien pour un Etat d'avoir un corps de lois si belles soient-elles, et des décisions si bonnes soient-elles, si leur application ne sont pas effectives et si leur exécution ne soit pas assurée ».

S'adressant aux huissiers de justice, le chef du gouvernement indiquait que l'Etat nigérien avait fait de la profession d'huissier de justice un maillon essentiel de l'institution judiciaire, conforté par un statut qui renforce son indépendance. Se félicitant du choix de Niamey pour cette 28<sup>e</sup> session, le premier ministre devait affirmer que cette décision était à même d'apporter une prime à l'Etat de droit





et à conforter la politique d'appui tout azimut du système judiciaire national « au sein duquel les huissiers de justice occupent une place de choix et jouent un rôle irremplaçable ». Dans ses conclusions, Seyni Oumarou devait féliciter les membres du Comité d'organisation et remercier le président de l'UIHJ ainsi que les participants pour « l'amitié d'avoir fait le déplacement à Niamey ». Concernant les huissiers de justice, le premier ministre devait réserver la seconde partie de son importante intervention sur la profession en soulignant combien ce colloque se « situait dans le droit fil de la politique du gouvernement dans le secteur judiciaire avec le souci majeur de veiller à l'amélioration quotidienne du service public de la justice ». Au bénéfice d'un prolongement lié à un partenariat avec divers bailleurs de fonds, l'Etat s'emploie à améliorer les conditions de travail et d'encadrement de chacun des secteurs judiciaires « par un renforcement des moyens et par une meilleure prise en compte de leur formation continue et des questions d'éthique et de déontologie ». Avant de clore ses propos, l'orateur devait indiquer combien il restait attentif aux travaux du colloque, lesquels « feront l'objet d'une exploitation judicieuse dans l'intérêt bien compris de votre profession ! ».

Le colloque par lui-même devait offrir cinq ateliers traitant successivement de :

1. L'exécution des décisions de justice (Rose-Marie Bruno – Anne Kérisit)
2. Le statut de l'huissier de justice (Jean-Michel Rouzaud, président de l'ENP de Paris – M. Dan Dah Mahane, ancien ministre de la justice)
3. La saisie immobilière (Jean-Michel Rouzaud, Rose-Marie Bruno, Elysée Eldjimbaye, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Tchad)
4. La convention de La Haye du 15 novembre 1965 (Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ)
5. La déontologie (Alphonse Kibakala, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo, Jean-Michel Rouzaud)

Le rapport de synthèse a été fait par Oumarou Maarou, vice-président du tribunal de grande instance de Dosso. Le rapport de synthèse était suivi par l'adoption d'une résolution votée à l'unanimité des participants, ci-après reproduite.



Un atelier – A Workshop



## RÉSOLUTION

Les participants à la 28<sup>e</sup> session de l'UFOHJA réunis lors du colloque International qui s'est tenu les 12 et 13 mars 2009 à Niamey et représentant les Etats parties de l'OHADA suivants : Niger, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Tchad, Bénin, Togo, Guinée, Cameroun, Burkina Faso,

Ont adopté à l'unanimité la résolution suivante :

- Considérant les difficultés accrues en matière d'exécution, liées à des dispositions ou des usages protectionnistes à l'égard de certains débiteurs, conviennent que la prochaine session de l'UFOHJA devra comporter une première partie de programme réservé aux immunités d'exécution et aux règles relatives aux insaisissabilités.
- Ces mêmes participants, considérant l'engorgement permanent des tribunaux, l'alourdissement de la charge de travail des juges dont la fonction est de dire le droit et non d'être accaparé à des tâches administrativo-judiciaires décident de mettre à l'examen des prochains séminaires de l'UFOHJA toutes réflexions conduisant à remédier à cette situation en proposant la mise en œuvre de procédures plus rapides, plus accessibles aux justiciables et moins onéreuses.
- Enfin, et pour satisfaire aux vœux manifestés par les représentants des différentes délégations présentes, il est préconisé à l'Union Internationale des Huissiers de Justice, de renforcer son action en faveur de la mise en œuvre du statut uniforme de l'huissier de justice dans la zone Ohada.

Disent que la présente résolution sera largement communiquée à toute autorité, organisation ou personne compétente susceptible de pouvoir veiller à son application et plus particulièrement à monsieur le premier ministre de la République du Niger.

Fait à Niamey le 13 mars 2009.

La cérémonie de clôture était placée sous la présidence de Mamadou Dagra, ministre de la justice, garde des sceaux. Celui-ci devait affirmer tout l'intérêt qu'il portait aux travaux dont la teneur lui avait été, en partie, dévoilée. Il devait aussi féliciter tout le comité d'organisation, spécialement Amadou Tanimou Dari et Hamani Soumaila, respectivement secrétaire et trésorier de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger, pour la parfaite tenue de cette manifestation en souhaitant un bon retour à toutes les délégations étrangères qu'il voyait, avec tristesse, quitter le sol nigérien.

Après le traditionnel échange de souvenirs, exceptionnellement empreint d'émotions fortes, le président Jacques Isnard devait adresser, à son tour, ses plus chaleureuses félicitations au président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger et aux membres de son bureau qui s'étaient considérablement investis durant de nombreuses semaines pour la réalisation de cette magnifique manifestation marquée par une intense communication affective et un accueil d'une exceptionnelle qualité.



## 28<sup>th</sup> Ufohja Session in Niamey (Niger) on 12-13 March 2009

The 28<sup>th</sup> Session of the Training Unit of African judicial Officers was Held in Niamey (Niger) on March 12<sup>th</sup>, 2009 on the Topic: *"The Modern Judicial Officer in the Centre of Economic Issues"*.



*De G. à D. — From L; to R.: Mamadou Draga, Jacques Isnard, Jean-Michel Rouzaud, Moussa Dan Koma*

### A challenge of importance

The very prestigious opening ceremony was placed under the honorable chair of Seyni Oumarou, Prime Minister, chief of the government, with at his sides Mamadou Draga, Minister for justice, and high ranking authorities of the legal world, the police force, the gendarmerie, the bar, the body of notaries, ...

Nearly one hundred and fifty judicial officers of Niger, but also Benin, Burkina Faso, Cameroun, Ivory Coast, Congo, Gabon, Guinea, Chad, and Togo, as well as an especially invited delegation coming from Algeria with at its head the president of the National Chamber of judicial officers, Mohamed Chérif, had convened in the main hall of the Congress Palace of Niamey.

The UIHJ included a strong delegation made up of its president, Jacques Isnard, its first vice-president, Leo Netten (Netherlands), its permanent secretary for central and Western Africa, Honoré Aggrey, as well as Rose-Marie Bruno, and Anne Kérisit, UIHJ and Ufohja experts and members of the National school of procedure (ENP) of Paris, the latter being represented besides by its president, Jean-Michel Rouzaud.

For the very new president of the National Chamber of the judicial officers of Niger, Moussa Dan Koma, the challenge was of importance with the organization of this international symposium. In his introductory short speech, president Dan Koma thanked for their presence the many foreign delegations. He addressed to the president of the Republic, Mamadou Tandja, the Prime Minister as well as to the Minister for justice, marks of deep gratitude for their support for the organization of the conference. He was to pay a vibrating homage to the president of the UIHJ, Jacques Isnard, for the work achieved the time of his presence in the International Union.

As regards the works of the conference, Mr. Dan Koma, was to state its contents in detail and to show his gratitude to the international experts and to



*Moussa Dan Koma, pendant son discours — During his speech*

Jean-Michel Rouzaud, president of the ENP of Paris, for their participation. He formulated the wish that the conclusions of these two days of exchanges and meetings are taken into account by retaining particularly the idea of a uniform statute and the project of a code of conduct. He finished his remarks by a call near the Prime Minister: *"May you be the enthusiastic defender of African economic integration"*.

Speaking in his turn, president Isnard first of all pointed out the state of economic crisis to which the world is subjected *"by a failure of the banking environment"* which would result in maintaining another crisis, that of confidence. *"But a confidence in what? if not that to avoid a possible failure of an economic partner, in other words to prevent the insolvency of contracting partners. We are thus confronted here to what can be called legal security"*. The legal security *"which implies from the State the aptitude to guarantee the execution of legal decisions"*. So the UIHJ becomes one of the pivots in the operation of the Rule of law. In his role, the judicial officer must be at the same time a vector of effectiveness in the execution of legal decisions and a vector of efficiency in the realization of the appropriate measures. This means he must duly carry out enforcement until its term and for the totality of the sentence mentioned in the judgment, this in the strict respect of the separation of powers and without inopportune interference from unspecified personalities, being from the political, legal or economic world, or even from the medias. It is for this reason that, according to the president of the UIHJ, a State will be respectable as regards its institutions and respected by its citizens.

In his recommendations to the profession, Jacques Isnard was to invite his fellow-members to take care of the strict respect of their statute of member of a legal profession and to call for rigorous ethical and disciplinary rules in waiting of the uniform statute for which he was to solicit the full support of the Prime Minister, being a remarkable and even exceptional venture from the African judicial officers.





Un atelier – A Workshop

Going back to the studies in progress, president Jacques Isnard also insisted on the reform proposals of the profession on the uniform act of July 1<sup>st</sup>, 1998 relating to the simplified procedures of debt collecting and enforcement measures for which a grooming and a widening appeared essential. In his conclusions, the president of the UIHJ cordially congratulated Moussa Dan Koma for his election at the head on the National Chamber of judicial officers of Niger and for his fast engagement to the international cause since only a few weeks only after his election, the Nigerien Chamber launched out in the storm of the organization of an international symposium!

### An essential link of the legal institution

In an intervention of a great density and a particularly acute moral direction, Seyni Oumarou, Prime minister, chief of the government, addressed to the audience and indicated, quoting caliph Ibn Al Kahatab, known as Omar the Just: *"It is nothing to say the law if it is not followed by execution. There is no use for a State to have a body of striking laws or court decisions, if their application are not effective and if their enforcement is not carried out"*.

Addressing to the judicial officers, the chief of the government indicated that the Nigerien State had worked to ensure that the occupation of judicial officer is an essential link of the legal institution, consolidated by a statute which reinforces his independence. Being pleased with the choice of Niamey for this 28th session, the Prime Minister was to affirm that this decision was beneficial to the principle of the Rule of law and would help to consolidate the policy of full support of the national legal system *"in which the judicial officers occupies a place of choice and plays an irreplaceable part"*.

In his conclusions, Seyni Oumarou was to congratulate the members of the Steering Committee and to thank the president of the UIHJ as well as the participants for *"the friendship shown in coming to Niamey"*. Concerning judicial officers, the Prime Minister was to reserve the second part of his important intervention on the profession while underlining how much this conference *"was in the right line of the policy of the government in the*



Un atelier – A Workshop

*legal sector with the major concern to take care of the daily improvement of the public service of justice"*. For the benefit of a prolongation related to a partnership with various backers, the State is busy improving the working conditions and the framing of each legal sector *"by a reinforcement of the means and the best consideration as regards their on-going training and questions of ethics and deontology"*. Before closing his remarks, the speaker was to indicate how much he remained attentive to the work of the conference, which *"will be the object of a judicious exploitation in the understood interest of your profession!"*.

The conference by itself was to offer five workshops treating successively:

1. Execution of legal decisions (Rose-Marie Bruno - Anne Kérisit)
2. The statute of the judicial officer (Jean-Michel Rouzaud, president of the ENP of Paris - Mr. Dan Dah Mahane, former minister for justice)
3. Seizure of property (Jean-Michel Rouzaud, Rose-Marie Bruno, Elysée Eldjimbaye, president of the National Chamber of the judicial officers of Chad)
4. The Hague Convention of 15 November 1965 (Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ)
5. The deontology (Alphonse Kibakala, former president of the national Chamber of the judicial officers of Congo, Jean-Michel Rouzaud)

The summary report was presented by Oumarou Maarou, vice-president of the Bankruptcy Court of Dosso. It was followed by the adoption of an unanimously voted resolution of the participants, hereafter reproduced.

Un atelier – A Workshop





*De G. à D. : Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, Moussa Dan Koma, Emmanuel Minoungou (Burkina Faso), membre de l'UIHJ, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et de l'Ouest*

*From L. to R.: Leo Netten, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ, Moussa Dan Koma, Emmanuel Minoungou (Burkina Faso), member of the UIHJ, Jacques Isnard, Honoré Aggrey, Permanent secretary of the UIHJ for Western and Central Africa*

## RESOLUTION

The participants in the 28<sup>th</sup> Ufohja session joined together at the time of the international symposium which was held on 12 and 13 March 2009 in Niamey and representing the following Ohada States: Niger, Ivory Coast, Congo, Gabon, Chad, Benin, Togo, Guinea, Cameroun, Burkina Faso,

Have unanimously adopted the following resolution:

- Considering the increasing difficulties as regards execution, dependant on protectionist provisions or uses as regard certain debtors, agree that the next Ufohja session will have to include a first part of program reserved for immunities of execution and rules relating to exception from seizures.
- These same participants, considering the permanent courts backlog, the increasing workload of the judges whose function is to say the law and not to be monopolized with legal-administrative duties decide to put at the examination of the forthcoming Ufohja seminars all thoughts resulting in rectifying this situation by proposing the implementation of faster, more accessible to citizens and cheaper procedures
- Lastly, and to satisfy the wishes expressed by the representatives of the various participating delegations, it is recommended to the International union of Judicial officers, to reinforce its action in favor of the implementation of the uniform statute of the judicial officer in the Ohada zone.

State that the present resolution will be largely communicated to any authority, organization or qualified person likely to carry out its application and more particularly to the Prime Minister of the Republic of Niger.

Made in Niamey on 13 March 2009.

The closing ceremony was placed under the chair of Mamadou Dagra, Minister for justice. He was to affirm all the interest which he showed in the works which content had been, partly, revealed to him. He was to also congratulate the entire Steering Committee, especially Amadou Tanimou Dari and Hamani Soumaila, respectively secretary and treasurer of the National Chamber of the judicial officers of Niger, for the perfect course of this demonstration, by wishing a good journey back home to all the foreign delegations which had, to his regret, to soon leave the Nigerien ground.

After the traditional exchange of presents, which proved exceptionally moving, president Jacques Isnard was to address, in his turn, his more cordial congratulations to the president of the National chamber of judicial officers of Niger and to the members of its board who had considerably invested themselves during many weeks for the making this splendid demonstrations possible, moreover marked by an intense emotional communication and a reception of an exceptional quality.

### *Un atelier – A Workshop*





## Conférence des présidents de la zone Ohada à Niamey le 11 mars 2009

La 28<sup>e</sup> session de l'Ufohja a été l'occasion d'abriter la conférence annuelle des présidents des chambres ou ordres nationaux d'huissiers de justice de la zone Ohada.

Il y a 7 ans, les 17 et 18 janvier 2002, l'UIH était au Niger pour inaugurer la toute nouvelle création de l'UIHJ : l'Unité de formation des huissiers de justice africains (UFOHJA). Depuis lors, la grande organisation internationale des huissiers de justice n'avait plus eu l'occasion de fouler le sol nigérien. Cette rencontre constituait, en outre, un événement majeur. En effet, Oumarou Cissé, qui était aux commandes de la Chambre nationale des huissiers de justice du Niger depuis plus d'une décennie, venait de passer le flambeau lors de l'élection de Moussa Dan Koma, nouveau président depuis le mois de janvier 2009. On doit saluer l'arrivée à la tête de la CNHJ du Niger de M. Dan Koma dont la présence au sein de l'UIHJ était devenue familière au fil de ses multiples participations aux activités internationales. Nul doute que le président Dan Koma ne mette tout son dynamisme et son talent au service de ses confrères nigériens et également à la cause de l'Union Internationale. Le retrait du président Oumarou Cissé est une page de l'histoire de la profession qui se tourne au Niger. Le président Cissé, éminente personnalité politique de son pays, grand animateur et inspirateur de la profession au Niger, est aussi une figure internationale emblématique que nous avons beaucoup de plaisir à rencontrer lors de nos réunions.

Onze délégations étaient présentes sous la conduite de leur président ou de leur représentant :

- BÉNIN (Me d'Almeida)
- BURKINA FASO (Me Zongo Bogore)
- CAMEROUN (Me Ngongand)
- CÔTE D'IVOIRE (Me Oulai)
- CONGO (Me Makosso Tock)
- GABON (Me Mba Menie)
- GUINÉE (Me Camara)
- TCHAD (Me Eldjimbaye)
- TOGO (Me Gaba Dos Reis)

Seuls le Mali et le Sénégal n'avaient pas répondu à l'invitation alors que l'Algérie avait été conviée à titre d'observateur de même que Jean-Michel Rouzaud, président de l'ENP de Paris et Anne Kérisit, expert de l'UIHJ. La conférence était présidée par Jacques Isnard, président de l'UIHJ avec, à ses côtés, le 1<sup>er</sup> vice président, Leo Netten et le secrétaire permanent pour l'Afrique centrale et occidentale, Honoré Aggrey.

Le secrétariat était assuré par Rose-Marie Bruno, membre du conseil de direction de l'Ufohja et expert UIHJ. Le président Isnard ouvrait la séance par un retour sur l'actualité de la profession depuis le conseil permanent de novembre 2008 de Paris.

Procédant à un état des lieux de la pénétration de la profession en Afrique, Jacques Isnard observait que depuis quelques temps on pouvait remarquer une stagnation dans l'évolution de la profession dans les deux sous-régions centrale et occidentale. Le conseil devait, à cet effet, solliciter le président Makosso Tock et Alphonse Kibakala du Congo Brazzaville de se rapprocher des autorités de la république démocratique du Congo (Kinshasa) en vue de parvenir à une coopération éventuelle avec ce grand pays.

Revenant sur le colloque de Libreville (Gabon) du mois d'octobre 2008, le conseil devait entendre Menié Mba, secrétaire de la CNHJ du Gabon, dans son rapport sur le déroulement de cette remarquable autant qu'historique manifestation. Menié Mba, rappelait que le colloque de Libreville avait développé le thème des relations Europe – Afrique des huissiers de justice et se félicitait de la qualité des travaux et du succès considérable que ce grand rassemblement avait rencontré au Gabon. Au-delà de l'environnement médiatique exceptionnel, la portée du succès devait s'étendre sur toutes les couches de la société puisque les relais de l'information avaient gagné jusque les villages. Ce colloque a permis, en outre, de renforcer les liens entre la profession et le ministère de la justice. Dans le prolongement des propos du délégué du Gabon, le secrétaire permanent, Me Honoré Aggrey devait commenter les cinq recommandations votées à Libreville et soumettre au conseil la nomination des présidents qui seraient en charge de l'application des différentes mesures. Le conseil a réparti la direction des travaux de la manière suivante :

### Recommandation 1

Mise en place d'un registre foncier, comportant une enquête auprès des Etats : (Oulaï Crépin – Alphonse Kibakala)

### Recommandation 2

Garantir l'effectivité de la séparation des pouvoirs exécutif (et politique) et judiciaire (Président Eldjimbaye)

### Recommandation 3

Amendement à l'acte uniforme sur les procédures d'exécution – création d'un juge spécialisé chargé de l'exécution (président Rosine Zongo Bogore)

### Recommandation 4

Doter les huissiers de justice d'un statut social – rapprochement avec les organismes de la CNHJ de France (présidente Hortense Bankolé de Souza et représentant du Sénégal)

### Recommandation 5

Formation continue (Présidente Kokoé Gaba Dos Reis)

Autre point de l'ordre du jour, d'ailleurs récurrent, celui du statut uniforme de l'huissier de justice. Rosine Zongo Bogoré relate les discussions qu'elle a eues avec la direction juridique de l'UEMOA à Ouagadougou qui soutient le projet de statut uniforme. Des pourparlers approfondis sont à l'étude et un rendez-vous avec le secrétaire permanent, Honoré Aggrey, est prévu.

D'autres questions devaient encore faire débats telles que la journée mondiale de l'huissier de justice prévue le 11 juin sur le thème de « *Justice et enjeux sociaux* », le concours ouvert principalement dans les facultés de droit dont le sujet pour la période 2008/2009 est « *La direction et la mise en œuvre des opérations d'exécution en matière civile et commerciale* » et enfin le congrès de l'UIHJ de Marseille des 7/12 septembre pour lequel le président Isnard a souhaité que nombreux soient les confrères africains désignés pour participer aux travaux des différents ateliers. La présence de l'OHADA a, par ailleurs, été évoquée. Le président devait également féliciter Honoré Aggrey pour son implication dans l'organisation académique puisqu'il venait d'être nommé rapporteur de commission.

La prochaine session (29<sup>e</sup>) de l'Ufohja se tiendra à Ndjamen (Tchad) en février 2010. Deux autres sessions sont encore prévues en 2010 au Congo et au Cameroun. Parvenu aux termes de cette conférence le président de l'UIHJ devait renouveler toutes ses félicitations à chacun des présidents et chefs de délégation pour le travail considérable accompli depuis 1996 en Afrique et aussi pour les résultats enregistrés. « *Il convient de continuer à alimenter les travaux en permanence par des idées nouvelles qui contribueront à entretenir la dynamique des huissiers de justice africains à bien des égards égaux à leurs confrères d'ailleurs* » devait conclure Jacques Isnard, se déclarant fier du travail accompli au côté de Yacine Sene et Honoré Aggrey depuis plus de 12 ans et confiant dans l'avenir.



## Conference of the Presidents of the Ohada Zone in Niamey on 11 March 2009

The 28<sup>th</sup> Ufohja session was the occasion to shelter the annual conference of the presidents of the chamber or national orders of judicial officers of the Ohada zone.

7 years ago, on January 17<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup> 2002, the UIHJ was in Niger to inaugurate the very new creation of the UIHJ: the Training Unit of African judicial officers (Ufohja). Since then, the large international organization of judicial officers did not have the occasion to tread once again the native soil of Niger. This meeting constituted, moreover, a major event. Indeed, Oumarou Cissé, who was chairing the National chamber of judicial officers of Niger for more than a decade, had just passed on the torch at the time of the election of Moussa Dan Koma, new president since January 2009. One must greet the arrival at the head of the National chamber of Niger of Mr. Dan Koma whose presence within the UIHJ had become familiar through his multiple participations in international activities. There is no doubt that president Dan Koma puts all his dynamism and his talent at the service of his Nigerien fellow-members and also to the cause of the International Union. The withdrawal of president Oumarou Cissé marks a page of the history of the profession in Niger. President Cissé, an eminent political personality of his country, a stimulator and an inspirer of the profession in Niger, is also an emblematic international figure who we had much pleasure to meet at our meetings.

Eleven delegations were present under the control of their president or their representative:

- Benin (Mr. d'Almeida)
- Burkina Faso (Mrs. Zongo Bogore)
- Cameroon (Mr. Ngongand)
- Ivory Coast (Mr. Oulai)
- Congo (Mr. Makosso Tock)
- Gabon (Mr. Mba Menie)
- Guinea (Mr. Camara)
- Chad (Mr. Eldjimbaye)
- Togo (Mrs. Gaba Dos Reis)

Only Mali and Senegal had not answered the invitation whereas Algeria had been invited as observer as well as Jean-Michel Rouzaud, president of the National School of Procedure of Paris and Anne Kérisit, UIHJ expert. The conference was chaired by Jacques Isnard, president of the UIHJ with, at his sides, its 1<sup>st</sup> vice president, Leo Netten, and the permanent secretary for central and Western Africa, Honoré

Aggrey. The secretariat was undertaken by Rose-Marie Bruno, member of the Managing board of Ufohja and UIHJ expert. President Isnard opened the meeting by a report on the topicality of the profession since the permanent council of November 2008 in Paris.

While making a presentation of the penetration of the profession in Africa, Jacques Isnard observed that for some time one could notice a stagnation in the evolution of the profession in the Central and Western sub-regions. The council had, for this purpose, to solicit president Makosso Tock and Alphonse Kibakala of Congo Brazzaville to approach the authorities of the democratic Republic of Congo (Kinshasa) in order to achieve a possible co-operation with this vast country.

Reconsidering the conference of Libreville (Gabon) of October 2008, the council was to hear Menié Mba, secretary of the National chamber of judicial officers of Gabon, who gave a report on the unfolding of this remarkable as well as historical event. Menié Mba, recalled that the Libreville conference had developed the topic of the Europe/African relations as regards judicial officers and was pleased with the quality of work and the considerable success that this large gathering had met in Gabon. Beyond the exceptional media environment, the range of success was to extend on all layers of society since the relays of information had reached villages. Moreover this conference made it possible to reinforce the bonds between the profession and the ministry for justice. In the prolongation of the matter of the Gabonese representative, the permanent secretary, Honoré Aggrey was to comment on the five voted recommendations in Libreville and to subject to the council the appointment of the presidents who would be in charge of the application of various provisions. The council distributed the work in the following way:

### Recommendation 1

Installation of a land register, comprising an investigation near the states: (Oulai Crépin - Alphonse Kibakala)

### Recommendation 2

To guarantee the effectiveness of the separation of executive (and political) and legal powers (President Eldjimbaye)

### Recommendation 3

Amendment to the uniform act on enforcement procedures - creation of a specialized judge in charge of enforcement (President Rosine Zongo Bogoré)

### Recommendation 4

To equip judicial officers with a social status - bringing together with the organizations of the French National Chamber of judicial officers (President Hortense Bankolé de Souza and representative of Senegal)

### Recommendation 5

Permanent education (President Kokoé Gaba Back Reis)

Another item on the agenda, moreover recurring, is that of the uniform statute of the judicial officer. Rosine Zongo Bogoré reports the discussions which she had with the legal direction of the UEMOA in Ouagadougou which supports the project of uniform statute. Thorough talks are being studied and an appointment with the permanent secretary, Honoré Aggrey, is envisaged.

Other questions were to still make debates such as the World day of the judicial officer which will take place on 11 June 2009 on the topic of "Justice and social stakes", the contest mainly opened in law faculties having for topic: "The conduct and the implementation of enforcement activities in civil and commercial matter" and finally the congress of the UIHJ in Marseilles from 7 to 11 September 2009 for which President Isnard wished that many African fellow-members be designated to take part in the work of the various workshops. In addition the presence of the Ohada was evoked. The president was also to congratulate Honoré Aggrey for his implication in the academic organization since he had just been appointed as a reporter of commission.

The next Ufohja session (29<sup>th</sup>) will take place in Ndjamena (Chad) in February 2010. Two other sessions are still envisaged in 2010, in Congo and Cameroon. At the terms of the conference the president of the UIHJ was to renew all his congratulations to all presidents and heads of delegations for the considerable accomplished work since 1996 in Africa and also for the obtained results. "It is wise to continue to permanently feed the works by new ideas which will contribute to maintain the dynamism of African judicial officer which, in many regards, equal that of their fellow-members from other places" was to conclude Jacques Isnard, declaring he was proud of the work completed at the side of Yacine Sene and Honoré Aggrey for more than 12 years and was therefore very trustful in the future.



## Réforme de la profession de Sheriff au Swaziland

Visite d'une délégation de l'UIHJ au Swaziland en février 2006 et février 2009.

La délégation, constituée de Leo Netten, 1<sup>er</sup> président et Johan Fourie (Afrique du Sud), secrétaire de Cadat, a rencontré des autorités telles que Richard Banda, Chief Justice, le High Sheriff/Registrar de la High Court, l'Association des Sheriffs du Swaziland et l'Association des avocats du Swaziland. L'actuelle législation concernant le statut et la nomination des Deputy Sheriffs et des messengers of the Court, de même que la législation sur la High Court et celle relative à la Magistrates Court et qui régleme la procédure civile, ont été passées en revue et ont fait l'objet d'un débat pour en déterminer l'application et dans quels termes les sheriffs contribuent à leur effectivité.

Il a été unanimement reconnu que la législation actuelle est obsolète et inefficace. En réalité, les sheriffs et les messengers of the court opèrent non pas en vertu de la législation en vigueur mais plutôt en utilisant un panachage des dispositions en vigueur au sein de la High court et des magistrates courts mais aussi en fonction des instructions données par les avocats des créanciers. Il a été également relevé une approche assez floue de la part des institutions judiciaires, des sheriffs et des avocats et une absence de modes opérationnels harmonisés aboutissant à des dysfonctionnements. Chacun s'est accordé pour dire que la situation était inacceptable et devait évoluer.

Le consensus général qui s'en est dégagé est qu'il serait opportun de prendre d'urgence en considération les points suivants :

1. Une loi cadre (de préférence basée sur la loi sur les Sheriffs d'Afrique du Sud) devrait être préparée s'agissant du statut et de la discipline des sheriffs du Swaziland (des dispositions existent déjà pour les Registrars)
2. Une loi cadre sur la procédure civile (lois sur la High court d'Afrique du Sud et des Magistrates) devrait être adaptée aux besoins du Swaziland (dès que possible)
3. La compétence des Magistrates court devrait être augmentée à au moins E 100.000.00 (comme cela est apparemment prévu)
4. Les magistrats du Swaziland devraient avoir une formation qui leur permette de faire face à une plus grande judiciarisation et aux réformes en matière de procédure civile. Cette formation devrait être mise en place après discussions avec les autorités sud-africaines au Collège sud-africain de la justice
5. Chaque sheriff devrait suivre une formation relative aux réformes de procédure. Un programme de formation des formateurs devrait être assuré au sein du projet Cadat avec un programme pilote au Swaziland

**Chacun s'est accordé pour dire que la situation était inacceptable et devait évoluer.**



*Martin Akker, Leo Netten et Johan Fourie avec –with- Lorraine Hlophe, registrar of the High court of Swaziland*

6. Des règles destinées à réguler la concurrence entre les sheriffs (il a été suggéré de prendre en considération les récents textes relatifs à la concurrence entre sheriffs d'Afrique du Sud – Section 3 (2) (b)) devraient être envisagées
7. La formation préalable des sheriffs devrait être réalisée durant les deux prochains mois. Cette formation devrait se focaliser à nouveau sur la législation en vigueur et couvrir également d'autres sujets tels que le management, la comptabilité, les relations entre les sheriffs et le public, ainsi que les procédures d'exécution
8. Le Comité de conseil des Registrars devrait siéger dans le mois pour préparer des canevas pour faciliter le processus de réformes. Ce comité devrait rédiger un rapport de mission et devrait s'intéresser au modèle législatif à suivre qui a été fourni par l'UIHJ avec pour objectif de l'adapter aux besoins du Swaziland.
9. Le Comité devrait établir des cadres afin de suivre la progression des travaux
10. Les projets législatifs devraient être présentés au Département de la justice

Les représentants de Cadat et de l'UIHJ devraient jouer un rôle central dans la mise en place de la formation des sheriffs tandis que le Comité de conseil devrait se focaliser sur les aspects législatifs.

Le matériel de formation devrait être adapté pour satisfaire aux besoins du Swaziland à partir du module « formation de base pour les sheriffs » sud-africain en fonction des indications suivantes :

- La formation sera assurée par des formateurs choisis au sein de l'Association des sheriffs du Swaziland
- Ces formateurs seront pris en charge et formés par l'UIHJ préalablement à leur entrée en fonction
- La formation se déroulera à Mbabane ou à un endroit choisi par l'Association des sheriffs du Swaziland
- L'UIHJ financera la formation en considérant que les apprenants assureront leur propre hébergement et que l'Association des sheriffs du Swaziland conjointement avec le Registrar mettra une salle à disposition

Mise en place du matériel de formation : mi-mars 2009

Formation des sheriffs du Swaziland : fin mars, mi-avril 2009



## Transformation of the Sheriffs profession in Swaziland

A delegation from the UIHJ visited Swaziland during February 2006 and February 2009.

The delegation, consisting in Leo Netten, 1<sup>st</sup> vice-president, and Johan Fourie (South Africa), Cadat secretary, met with role players such as Richard Banda, Chief Justice, High Sheriff/Registrar of the High Court, Sheriffs Association of Swaziland and Lawyers Association of Swaziland.

The current legislation that regulates and appoints Deputy sheriffs and Messengers of the court as well as the legislation of the High Court as well as the Magistrates Court that regulate Civil procedures have been scrutinised and discussed to determine its application, and to determine how effective sheriffs render service in terms of such.

It was unanimously agreed that the current legislation is out dated, ineffective and that many general procedures followed by sheriffs and messengers of the courts are not done in terms of current legislation but rather a mixture of both the High court rules and Magistrates court rules and is applied upon instruction from lawyers or the choice of the sheriff rather than guided by the law itself.

It was found that a blind eye approach is followed by the Judiciary, sheriffs and lawyers and that there exists no operational mechanism whereby flaunting of the Rules are recorded and or acted upon.

It was agreed that the situation is unacceptable and should be addressed.

The general consensus that was reached was that the following should be done as a matter of urgency

1. A model act [preferably the Sheriffs Act of South Africa] be prepared to regulate and discipline the sheriffs of Swaziland [This is already in the possession of the Registrar]
2. That a model act on Civil procedure [the South African High Court, and Magistrates courts Act] be adapted to suite Swaziland needs [Will be supplied as soon as requested]
3. That the Jurisdiction of the Magistrates courts be raised to at least E 100,000,00 [this we believe is already in the pipeline]
4. That Magistrates of Swaziland be trained to deal with the increased jurisdiction and the amended civil procedures. That this training be conducted after negotiation with the South African authorities at the South African Justice College
5. That all exiting sheriffs be trained to apply the amended procedures. That a train the trainer programme be conducted within the CADAT project with Swaziland as the pilot
6. That proper Regulation be adopted to regulate the competition between sheriffs [It was suggested that the Regulations recently approved for competition amongst sheriffs of South Africa Section 3 [2] [b] be considered]

**It was agreed that the situation is unacceptable and should be addressed.**



*Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice président de l'UIHJ – Richard Banda, Chief justice du Swaziland - Leo Netten, 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ – Richard Banda, Chief justice of Swaziland*

7. That initial training of sheriffs is conducted within the next two months. This training will still concentrate on existing legislation and will also cover matters such as Office management, trust accounting, general attitude of sheriffs towards public, and procedures in service and execution as currently regulated by existing law.
8. That the Committee Registrars Advisory Committee meet within the next month to prepare a terms of reference that will guide the transformation process. This committee will draw up a vision and mission statement and will investigate the "Model legislation" that has been provided by the UIHJ with the view to adapt it to suit the Swaziland requirements
9. The committee will set time frames to guide its progress.
10. That the recommended legislation be drafted and presented to the Department of Justice [Rules Board] for consideration

The representatives of CADAT and the UIHJ will play a pivotal role in the initiating of training of sheriffs while the Advisory Committee will drive the process of transformation of legislation

- Training material to be adapted to suit Swaziland application from the South African "Introductory Course for Sheriffs" with the following projected time frames

- Training will be conducted by Trainers nominated from Swaziland Sheriffs Association
- These trainers will be briefed and trained by the UIHJ prior to the training sessions
- The training will take place in Mbabane or at a venue as indicated by the Swazi Sheriffs Association
- The UIHJ will fund the procedures accept that all learners will be accommodated at own expenses and that the Swazi Sheriffs Association in conjunction with the Registrar will supply the venue

Completion of training material: Mid March 2009

Training of sheriffs of Swaziland: end March to Mid April 2009





## Participation de l'UIHJ à la 26<sup>e</sup> réunion des points de contacts du RJE

**Le 30 avril 2009, l'UIHJ a été invitée à participer Bruxelles à la 26<sup>e</sup> réunion des points de contact du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale sur le thème de l'application des règlements 1348/2000 et 1393/2007 relatifs à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale.**

L'article 65 du traité sur l'Union européenne dispose que les mesures visant à améliorer et simplifier le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires relèvent du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière.

Le Conseil a adopté le 29 mai 2000 le règlement (CE) n°1348/2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Ce règlement était fortement inspiré de la convention de Bruxelles du 26 mai 1997 portant sur le même thème, mais qui n'est jamais entrée en vigueur faute de ratification par l'ensemble des États membres.

Conformément à l'article 24 du règlement 1348, un rapport relatif à l'application du règlement, adopté par la Commission européenne le 1<sup>er</sup> octobre 2004, a donné lieu à l'adoption par le Parlement européen et le Conseil du règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007.

La signification et la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale est au cœur des préoccupations du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJE). Lors de la réunion inaugurale du RJE le 4 décembre 2002 à Bruxelles, une table ronde à laquelle avaient participé Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ et Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, avait pour thème : « *L'échange d'expériences sur l'application du règlement 1348/2000* ».

Plusieurs réunions du RJE se sont tenues par la suite pour définir les relations entre le RJE et les professions juridiques et régler les questions relatives à l'ouverture du RJE aux acteurs juridiques : 2 et 13 décembre 2005, 6 juin 2006 et 4 et 5 décembre 2008.

L'UIHJ, ainsi que des représentants des chambres ou ordres nationaux d'huissiers de justice de France, Belgique, Pays-Bas et Hongrie, ont également participé à l'audition organisée par la Commission le 4 février 2005 à Bruxelles et consacrée au rapport de la Commission sur la signification et la notification des actes. À cet égard, l'UIHJ avait remis ses observations. Des observations complémentaires de l'UIHJ avaient également été déposées postérieurement à cette réunion.

C'est dans ce contexte que la Commission européenne a demandé à l'UIHJ d'intervenir sur le thème de l'application pratique des règlements 1348 et 1393. L'UIHJ était représentée par son premier secrétaire, Mathieu Chardon.

Ont également participé à la réunion la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique, représentée par son président, Marcel Mignon et Isabelle

Bambust, juriste, ainsi que Carlos Calvo, représentant les huissiers de justice luxembourgeois.

La réunion était dirigée par Joao Paulo Simoes de Almeida, secrétaire du RJE. La réunion a commencé par un tour de table des points de contact qui ont évoqué les nombreux problèmes liés à l'application des règlements. Puis, après avoir remercié le RJE pour son invitation, Mathieu Chardon a présenté le rapport établi par l'UIHJ sur le sujet. Ce rapport comprend quatre parties :

- Généralités
- Difficultés d'application, article par article
- 200 exemples concrets sous forme d'un tableau indiquant le nom des pays de destination, la date d'envoi, la date de réception par l'entité requise, la date de notification, les modalités de la remise et la date de retour
- Recommandations qui avaient été faites par l'UIHJ à l'attention de la Commission européenne en vue de la modification du règlement 1348.

Le compte rendu qui suit fait la synthèse des interventions, regroupées par thèmes.

### Généralités

Chacun s'est accordé pour dire que les règlements 1348 et 1393 ont contribué de façon importante à l'amélioration, la simplification et l'accélération de la notification et de la signification des actes dans l'Union européenne.

Sur la conception structurelle du règlement 1348, et nonobstant les modifications apportées dans le règlement 1393, l'UIHJ maintient l'essentiel de ses observations antérieures. Il est indiscutable que les modes de signification et de notification, suivant le degré de certitude qu'ils apportent dans l'information au destinataire, influencent le processus d'éradication de l'exequatur. Or, la question est toujours de savoir pourquoi avoir instauré un régime aussi lourd que celui du régime général de transmission (section 1) pour finalement promouvoir d'autres dispositifs de notification (section 2 et art. 14 et 15) qui en dénaturent sa substance ? Les références au règlement 1348/2000 sont récurrentes dans les autres règlements communautaires :

- Le règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale : article 26
- Règlement (CE) n°805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées : 21<sup>e</sup> considérant, article 28
- Règlement (CE) n°1896/2006 du parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer : article 27
- Règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges : 3<sup>e</sup> considérant.

En règle générale, les textes communautaires prévoient qu'ils ne portent pas atteinte à l'application des règlements 1348 et 1393. Mais on constate une disparité des régimes applicables à la signification ou de la notification des actes dans le cadre de ces règlements. Le règlement 805/2004 semble jeter les bases dans les articles 13 à 15 des normes minimales que doivent revêtir les significations ou notifications sans toutefois décider d'une quelconque hiérarchie entre ces différentes modes, ni faire référence au droit interne. Le règlement 1896/2006 reprend les mêmes normes minimales mais, à l'inverse du règlement 805/2004, fait expressément référence aux règles du droit national de



l'État dans lequel la signification ou la notification doit être effectuée (article 13). Le règlement 861/2007, quant à lui, prévoit la notification postale avec accusé de réception comme mode principal de remise et à défaut prévoit l'un des moyens prévus aux articles 13 et 14 du règlement 805/2004 (article 13).

La disparité de ces régimes fait apparaître un manque de cohérence qui semble aller à l'encontre de la nécessité d'améliorer et de simplifier le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires prévue par l'article 65 du traité instituant la Communauté européenne.

Concernant les sites Internet du RJE et de l'Atlas judiciaire européen, M. Joao Paulo Simoes de Almeida, ainsi que l'ensemble des États membres, regrettent que les sites ne soient pas à entièrement jour et complets. Le secrétaire du RJE a rappelé que ce travail complexe est tributaire de la participation de chaque État membre.

La Finlande estime pour sa part que les entités requises ne sont pas suffisamment formées et ont une méconnaissance générale des règlements.

### Champ d'application – Destinataire sans adresse connue (article 1)

Jeroen Nijenhuis (Pays-Bas), regrette que, dans certains cas, en raison de la langue utilisée dans l'acte, il n'est pas possible pour l'entité requise de vérifier si l'acte à notifier entre dans le champ d'application du règlement.

Pour la République tchèque, il arrive très souvent que le destinataire n'ait pas d'adresse connue. Dès lors, le règlement ne s'applique pas. Comment faire pour localiser le destinataire ? Il existe une grande disparité entre les États membres. Dans certains pays, il est possible de faire des recherches pour localiser le destinataire alors que dans d'autres pays cela n'est pas possible.

Pour la Slovaquie, le fait que le règlement ne s'applique pas pose des problèmes car il y a des procédures, notamment en matière de protection des enfants, où la présence des parties est indispensable. Selon le point de contact slovaque, il faudrait que les entités requises soient obligées de rechercher le destinataire, mais certains pays semblent opposés à cette démarche. Il suggère aux États de fournir des informations que l'on pourrait mettre sur le site de l'Atlas judiciaire européen pour savoir quel type d'accès aux informations existe dans le pays. Ce point de vue est partagé par l'Allemagne.

La représentante de la Bulgarie acquiesce également. Elle se demande ce qu'il faut faire lorsque l'adresse du destinataire est inconnue et que l'on ne peut pas utiliser le règlement.

Pour l'Allemagne, lorsque l'adresse donnée est insuffisante ou incorrecte, cela demande un travail important aux juridictions. En revanche, lorsque l'adresse du destinataire est inconnue, il n'existe aucun moyen de notifier l'acte.

En Finlande, comme l'explique son point de contact, il existe un registre national de la population. À partir du nom du destinataire, on peut le localiser facilement.

À l'instar de la Slovaquie, Jocelyne Palenne (France), magistrat au Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale, propose d'alimenter le site de l'Atlas judiciaire européen avec des informations sur les possibilités d'obtenir des informations sur l'adresse du destinataire. Elle estime pour autant que la charge d'effectuer les recherches pour localiser le destinataire ne doit pas peser sur l'entité requise. En revanche, le règlement ne s'oppose pas à ce que l'entité requise fournisse parallèlement au formulaire de retour, des indications pouvant permettre de localiser le destinataire.

### Délai pour signifier (article 7)

La représentante finlandaise se demande quel est le sort d'un acte non notifié dans le délai d'un mois.

Mathieu Chardon indique que lorsque l'entité d'origine indique dans le formulaire d'envoi le délai au-delà duquel la signification ou la notification n'est plus requise (point 6.2. du formulaire), cela pourrait encourager certaines entités requises à laisser passer ce délai.

### Refus de réception de l'acte pour défaut de traduction (article 8)

Le représentant de la République tchèque fait valoir que le formulaire annexe II doit être rempli vingt-deux fois par l'entité requise, soit une fois par langue officielle, ce qui est très lourd à gérer.

L'Allemagne fait remarquer que les formulaires de l'annexe II ne sont pas identiques dans toutes les versions.

M. de Almeida répond que le formulaire en ligne est conçu pour n'avoir à être rempli qu'une seule fois et qu'il s'agit dès lors d'un dysfonctionnement qui allait être corrigé.

Pour la représentante finlandaise, il faudrait être autorisé à n'utiliser que le formulaire de l'annexe II dans la langue présumée connue du destinataire. Ce sentiment semble partagé par plusieurs autres pays bien qu'ils reconnaissent que le texte du règlement semble imposer de joindre l'intégralité du formulaire de l'annexe II.

Le représentant des Pays-Bas se demande à partir de quand il faut faire courir le délai d'une semaine pour refuser l'acte. Que doit-on faire lorsque ce délai est dépassé d'un jour, par exemple, le cachet de la poste faisant foi ? Il estime qu'il faudrait pourtant faire une application stricte de l'article 8 et considérer que si le délai n'est pas respecté, l'acte ne peut plus être refusé. Quoi qu'il en soit, indique-t-il, en tant qu'organisation professionnelle, l'Organisation royale des huissiers de justice des Pays-Bas ne peut rien imposer et il convient d'attendre une semaine avant d'envoyer le certificat, sauf en cas d'urgence.

Le Royaume-Uni se déclare défavorable à une notification sans traduction, sauf si l'on est certain que le destinataire connaît la langue utilisée dans l'acte et souhaiterait que les entités requises puissent retourner directement les actes afin de gagner du temps.

Jocelyne Palenne (France) considère qu'il n'appartient pas à l'entité requise de décider d'exiger une traduction préalable.

Le représentant hongrois regrette pour sa part qu'une traduction certifiée ne soit pas obligatoire, lorsqu'une traduction est requise.

Mathieu Chardon se demande si le rôle de l'entité requise est de contrôler la bonne application des délais de l'article 8 en cas de refus tardif de l'acte par le destinataire. Il estime que son rôle est de transmettre les informations reçues aux entités d'origine et qu'il appartient aux juridictions compétentes de juger de la validité du refus de l'acte. Le 1er secrétaire de l'UHJ expose que le règlement n'indique pas comment le formulaire de refus doit être adressé. La lettre simple semble dès lors possible. Dans ce cas, le destinataire de mauvaise foi peut être incité à ne rien faire, puis attendre la décision de condamnation pour la faire annuler pour défaut de traduction en prétendant avoir envoyé ce formulaire de refus et n'avoir reçu à la suite aucune traduction et donc avoir légitimement pensé que le demandeur n'avait pas donné suite à son action. S'agissant enfin de la traduction des pièces annexes, il s'interroge sur la portée



de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 8 mai 2008 (Affaire Weiss Und Partners c/ Grimshaw).

### Double date (article 9)

Mathieu Chardon rappelle que l'UIHJ était favorable au maintien de l'article 9 dans sa rédaction du 29 mai 2000. Selon le point 2 de l'article 9 du règlement 1393, le principe de la double date ne concerne que les actes devant être signifiés ou notifiés dans un délai déterminé. Cela crée une difficulté d'application pour les actes qui n'entrent pas dans cette catégorie, comme par exemple le commandement de payer valant saisie immobilière en droit français, lorsque le destinataire n'a pas été trouvé par l'entité requise et qu'il n'existe pas d'adresse dans le pays d'origine. Dans la plupart des pays, il existe des constructions juridiques permettant à la partie demanderesse de poursuivre son action même si le destinataire n'a pas été localisé, à condition de remplir certaines conditions et de respecter un certain formalisme. En France, par exemple, l'huissier de justice doit attester des recherches qu'il a accomplies pour retrouver le destinataire. Il adresse une lettre recommandée et une lettre simple à la dernière adresse connue du destinataire. Cette formalité vaut signification pour le destinataire. Dans d'autres pays, on procède à une mesure de publicité dans les journaux, la mairie, etc. Dans le cas du règlement, celui-ci ne s'appliquant pas quand le destinataire est sans adresse connue, l'huissier de justice français ne peut pas régulariser l'acte, lequel n'est donc pas signifié. Dans le cas de l'acte introductif d'instance, ou d'une décision de justice, la question se règle par le biais de l'article 19 du règlement. Mais dans le cas d'un acte comme un commandement de payer valant saisie immobilière, l'article 19 n'entre pas en ligne de compte et c'est en définitive toute la procédure de saisie immobilière qui risque d'être paralysée.

### Attestation de signification ou de notification (article 10)

Pour la République tchèque, ainsi que pour plusieurs autres États membres, comme la Finlande, les indications portées sur le formulaire de retour ne sont pas assez précises ou incomplètes.

Master Whitaker, Senior Master de la Royal Courts of Justice (Royaume Uni), déplore l'utilisation de l'écriture manuscrite pour remplir les formulaires, souvent illisible. Il estime qu'il serait opportun que ces derniers soient exclusivement dactylographiés. Ces remarques sont également partagées par l'UIHJ.

### Coût (article 11)

Pour la République tchèque, il est difficile d'obtenir des renseignements sur le coût devant être payé lorsque les services d'un huissier de justice sont utilisés. Le point de contact allemand estime que ces renseignements devraient figurer sur le site de l'Atlas judiciaire européen, ainsi que les coordonnées bancaires des huissiers de justice permettant de virer la somme nécessaire à la signification. Sur ce point, Séverine Moussy, nouveau point de contact pour la France, révèle que la Chambre nationale des huissiers de justice de son pays met actuellement en place un lien permettant d'obtenir en ligne les coordonnées bancaires de tous les huissiers de justice français, et que cette opération devrait être finalisée pour la fin de l'année 2009.

Quelques représentants font état de regrettables dépassements de tarifs de la part de quelques professionnels de la signification. Le représentant des Pays-Bas rappelle à titre d'exemple que le coût du service dans son pays est de 65 euros et qu'il n'est pas possible de demander plus.

### Notification par la poste (article 14)

L'Allemagne évoque des difficultés liées à l'application de l'article 14, lorsque les documents ne sont pas remplis, ne sont pas remplis correctement, ou ne sont pas signés. Il en résulte alors des incertitudes sur la notification. Il regrette également que l'article 14 ne soit pas suffisamment utilisé car, selon lui, cela contribuerait à simplifier la notification au niveau européen.

Le Senior Master du Royaume-Uni expose qu'il avait été décidé depuis le règlement 1348 de faire signifier les actes par remise aux destinataires par les soins des County Court Bailiffs. Mais ce système s'est avéré inefficace dans la mesure où ces fonctionnaires ne parvenaient que rarement à rencontrer les destinataires. Aujourd'hui, s'agissant des notifications à personnes morales, l'entité requise anglaise fait une recherche préalable pour localiser la société et notifie l'acte par la poste, par lettre simple. Pour les personnes physiques, il est également procédé par voie notification postale. Il reconnaît pourtant que ce système n'offre aucune preuve que le destinataire ait été contacté par la lettre.

En Pologne, lorsque le postier ne trouve pas le destinataire, il laisse un avis de passage dans la boîte aux lettres du destinataire pour l'inviter à retirer sa lettre dans un délai de quinze jours au bureau de poste. Même si le destinataire ne récupère pas le pli, la notification est réputée avoir été faite.

Le représentant autrichien précise que le même système existe dans son pays.

Pour le compte de l'UIHJ, Mathieu Chardon fait remarquer que de nombreux problèmes semblent posés par la notification postale. Il fait valoir que l'Union européenne a pour volonté de créer un espace de liberté, de sécurité et de justice. Un huissier de justice qui signifie un document est entièrement responsable et apporte ainsi une sécurité juridique qui n'existe pas avec la notification postale, même recommandée. Toutes les enquêtes effectuées par l'UIHJ et le rapport de la Commission au Conseil, au Parlement et au Conseil économique et social (Bruxelles 1.10.2004 Com. 2004 603 final) font état du peu de crédibilité qu'il convient d'apporter à la notification par lettre et tous les praticiens sont d'accords : ce mode de notification entraîne de graves inconvénients lorsqu'il s'agit pour un tribunal de statuer sur la base d'une notification par lettre dont l'accusé de réception ne laisse pas clairement apparaître si le défendeur a été réellement informé de la procédure. Or, le « document de discussion » établi en vue de l'audition du 4 février 2005 indiquait péremptoirement, sans la moindre justification, que la notification par la poste remplit toutes les garanties requises pour le défendeur. En fait ceci est contraire à toutes les réalités lorsqu'on sait :

- qu'il est impossible dans 50 % des cas de savoir quel est l'auteur de la signature de l'accusé de réception
- qu'il est impossible dans une grande proportion de cas d'identifier les écritures, les cachets, les indications, etc.
- que les A/R sont zébrés de rayures, parsemés d'inscriptions, etc.

Le premier secrétaire de l'UIHJ mentionne également les rapports Lex Fori et Mainstrat qui avaient été commandés par la Commission européenne mais dont les conclusions n'ont curieusement pas été suivies sur cette question.

Dans le rapport Lex Fori, sur la preuve du service, la conclusion est la suivante : « Bien que la portée de la preuve soit variable, dans toutes les situations, la présence d'une preuve correctement établie démontrera que le service a été accompli. Distinguer les méthodes de preuve selon leur portée n'est cependant pas sans utilité car, lors d'une contestation de la validité du service, le tribunal



considèrera avec une plus grande circonspection le certificat d'envoi d'une lettre simple que le certificat du service signé par le destinataire lui-même. Cela ne signifie pas qu'un certificat du service par remise en mains propres est inattaquable. Ainsi, une contestation pourra porter sur l'authenticité de la signature du destinataire. En effet, certains tiers peuvent usurper l'identité du destinataire ou bien un serveur complaisant peut fermer les yeux sur le fait que seul un tiers est présent et lui demander de signer à la place du destinataire. En France, en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas la signature du destinataire de la signification à personne est couverte par la force authentique de l'exploit. C'est seulement au terme d'une procédure en inscription de faux que l'on pourra obtenir l'annulation de l'acte ». Il est indiqué par ailleurs page 32 (version française) : « Le service à personne est le seul moyen de s'assurer avec une certitude totale que le destinataire a été informé. Aucune autre méthode ne permet d'atteindre ce résultat ». Concernant la date du service, la conclusion du rapport est la suivante : « L'étude de la nature certaine, présumée ou fictive de la date montre que certaines méthodes offrent une sécurité totale alors que d'autres sont particulièrement dangereuses. Une hiérarchie se dessine entre les méthodes qui dépend de la nature de la date du service. Si l'on compare cette hiérarchie à celle de la preuve on voit que les méthodes les plus sûres en termes de fixation de la date sont également les méthodes qui offrent les plus grandes garanties probatoires. À cet égard, le service à personne apparaît comme le mode idéal car il bénéficie à la fois d'une grande force probante et d'une date certaine ».

Quant au rapport Mainstrat, il indique page 64 (version anglaise) :

- « La notification postale est déconseillée parce que les avis de réception ne sont généralement pas retournés
- La notification postale créée des incertitudes parce qu'il n'y aucune garantie que la remise ait été faite à la bonne personne
- La notification postale créée des incertitudes s'agissant de la date devant être prise en considération comme preuve de notification (date d'émission pour le demandeur) et date de réception par le destinataire)
- La notification postale devrait être remplacée par la remise personnelle au destinataire par un professionnel juriste. »

Il est apparu au cours des discussions que de nombreux problèmes résultent de la notification postale. Mais que répondre alors à la décision de l'Angleterre et du Pays-de-Galle de procéder par voie de notification postale non recommandée au lieu de la signification physique réalisée par les County Court Bailiffs ? De fait, de l'avis même du Senior Master britannique, les résultats obtenus par ces fonctionnaires sont largement insuffisants et nécessitaient de prendre des mesures. Mais fallait-il pour autant aller vers un système moins performant alors qu'il en existe d'autres qui pourraient donner toute satisfaction ? L'Angleterre et le Pays-de-Galle pourrait désigner par exemple les professionnels libéraux que sont les High Court enforcement officers comme entités requises, à l'instar de la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. La Royal Courts of Justice serait déchargée d'une tâche qu'elle semble avoir du mal à assumer devant l'augmentation constante du volume d'actes. Les High Court enforcement Officers, quant à eux, paraissent offrir toutes les qualités professionnelles et toutes les compétences requises pour garantir que la signification des actes soit aussi performante dans ce pays qu'en France ou dans les pays du Benelux où est-il besoin de le rappeler- la règle veut que les actes soient remis physiquement aux destinataires.

D'ailleurs, cette réflexion vaut pour tous les États membres de l'Union européenne où il existe des professionnels libéraux de type huissier de justice. Ajoutons enfin qu'un colloque international est organisé à Sibiu (Roumanie) des 13 au 15 mai 2009 par l'UIHJ, la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie et la faculté de droit Simon Barnuti de Sibiu. Ce colloque a pour thème : « L'Europe judiciaire : 10 ans après le Conseil de Tampere ». À cette occasion, l'UIHJ présentera le projet d'acte introductif d'instance européen sur lequel elle travaille depuis plusieurs années et dont la signification doit être réalisée... par un professionnel juriste compétent, évidemment !

## Participation of the UIHJ in the 26<sup>th</sup> Meeting of the Contact Points of the EJN

**On 30 April 2009 the UIHJ Was Invited to Take Part in Brussels in the 26<sup>th</sup> Meeting of the Contact Points of the European Judicial Network in Civil and Commercial Matter on the Topic of the Application of (EC) Regulations 1348/2000 and 1393/2007 relating to the Service of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil and Commercial Matter.**

Article 65 of the Treaty on the European Union mentions that measures aiming to improve and simplify the system for cross-border service of judicial and extrajudicial documents come under the field of judicial cooperation in civil matters having cross-border implications.

The Council adopted on 29 May 2000 the (EC) Regulation n°1348/2000 relating to the service in the Member States of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial matter. This regulation was strongly inspired by the Brussels Convention of 26 May 1997 on the same topic, but which never came into force for lack of ratification by the whole of the Member States.

In accordance with article 24 of Regulation 1348, a report relating to the application of the regulation, adopted by the European commission on 1 October 2004, resulted eventually in the adoption by the European Parliament and the Council of (EC) Regulation n°1393/2007 of 13 November 2007.

The service of judicial and extrajudicial documents in the Member States in civil and commercial matter is in the middle of the concerns of the European Judicial Network in civil and commercial matters (EJN). During the inaugural meeting of the EJN on 4 December 2002 in Brussels, a roundtable in which had taken part Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ and Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ, had as a subject: "The share of experience on the application of Regulation 1348/2000". Several meetings of the EJN were held thereafter to define the relations between the EJN and the legal professions and to settle the questions relating to the opening of the EJN to legal actors: 2 and 13 December 2005, 6 June 2006, and 4 and 5 December 2008.

The UIHJ, as well as representatives of the chambers or national orders of judicial officers of France, Belgium, the Netherlands and Hungary, also took part in the hearing organized by the Commission on 4 February 2005 in Brussels and devoted



to the Commission Report on service of documents. In this respect, the UIHJ had submitted its observations. Additional observations were also made by the UIHJ subsequently to the meeting.

It is within this framework that the European Commission asked the UIHJ to intervene on the topic of the practical application of Regulations 1348 and 1393. The UIHJ was represented by its first secretary, Mathieu Chardon.

Also took part in the meeting the National Chamber of judicial officers of Belgium, represented by its president, Marcel Mignon, and Isabelle Bambust, lawyer, as well as Carlos Calvo, representing the judicial officers of Luxembourg.

The meeting was chaired by Joao Paulo Simoes de Almeida, secretary of the EJM.

The meeting started with a round table of the contact points. They mentioned the many problems involved in the application of the regulations. Then, after having thanked the EJM for its invitation, Mathieu Chardon presented the report prepared by the UIHJ on the subject. This report includes four parts:

- General information
- Difficulties in the implementation of the regulations, article by article
- 200 concrete examples in the form of a table indicating the name of the countries of destination, the date of transmission, the date of receipt by the receiving agency, the date of service, the methods of service, and the date of return
- Recommendations which had been made by the UIHJ for submission to the European commission for the modification of the regulation 1348.

The following report proposes a topical summary of the interventions.

### General information

Everyone agreed on saying that Regulations 1348 and 1393 contributed in an important way in the improvement, the simplification and the acceleration of the service of documents in the European Union.

On the structural design of Regulation 1348, and notwithstanding the modifications made in Regulation 1393, the UIHJ maintains the essence of its former observations. It is indisputable that the modes of service, according to the degree of certainty which they bring in information to the addressee, influence the process of abolishing the *exequatur*. However, the question is always to know why having founded a mode as heavy as that of the general mode of transmission (section 1) for finally promoting other means of service (section 2 and articles 14 and 15) which distort its substance?

The references to Regulation 1348/2000 are recurring in other Community regulations:

- Regulation (EC) n°44/2001 of the Council of 22 December 2000 concerning the jurisdiction, the recognition and the execution of court decisions in civil and commercial matters: article 26
- Regulation (EC) n°805/2004 of the European Parliament and the Council of the 21 April 2004 creating a European Enforcement Order for uncontested claims: 21<sup>st</sup> "whereas", article 28
- Regulation (EC) n°1896/2006 of the European Parliament and the Council of 12 December 2006 creating an European Order for Payment: article 27
- Regulation (EC) of the European Parliament and the Council of 11 July 2007 on small claims: 3<sup>rd</sup> "whereas"

In general, these Community texts provide that they shall not affect the application of Regulations 1348 and 1393. But one finds a disparity of the modes applicable to the service of documents within the framework of these regulations. Regulation 805/2004 seems to provide in articles 13 to 15 the foundations of minimal standards for the service of documents without however deciding of any hierarchy

between these various means, nor to refer to internal legislations. Regulation 1896/2006 takes the same minimal standards but, as opposed to Regulation 805/2004, expressly refers to the rules of the national law of the State in which the service of documents must be carried out (article 13). Regulation 861/2007 envisages the postal service with acknowledgment of receipt as a principal mode of handing-over and, failing this, envisages one of the means mentioned in articles 13 and 14 of Regulation 805/2004 (article 13).

The disparity of these modes reveals a lack of coherence which seems to go against the need for improving and simplifying the system of cross-border service of judicial and extra-judicial documents envisaged by article 65 of the Treaty establishing the European Community.

Concerning the EJM and the European Judicial Atlas websites, Mr. Joao Paulo Simoes de Almeida, as well as the whole of the Member States, regretted that they were not entirely updated and were still incomplete. The secretary of the EJM pointed out that this very complex work also depends on the participation of each Member State.

Finland estimates for its part that the receiving agencies are not sufficiently trained and have an incomplete knowledge of the regulations.

### Scope of application – Addressee without a known address (article 1)

Jeroen Nijenhuis (the Netherlands) considers regrettable that, in certain cases, because of the language used in the document, it is not possible for the receiving agency to check if the document to be served enters the scope of application of the regulation.

For the Czech Republic, the addressee frequently does not have a known address. Consequently, the regulation does not apply. How is it possible then to locate the addressee? There is a great disparity here between Member States. In certain countries, it is possible to make inquiries and locate the addressee whereas in other countries that is not the case.

For Slovakia, the fact that the regulation does not apply is a problem insofar as in some procedures, such as those regarding child care, the presence of the parties is essential. According to the Slovak contact point, it would be necessary for the receiving agencies to seek the addressee, but several countries seem to be opposed to that. He suggests then for the States to provide information which could be found on the website of the European Judicial Atlas for the Internet user to figure out which type of access to information exists in the country.

This point of view is shared by Germany.

The representative of Bulgaria also agrees. She wonders what should be done when the address of the addressee is unknown resulting for the impossibility to use the regulation.

For Germany, when the given address is insufficient or incorrect, follows an important work for the jurisdictions. On the other hand, when the address of the addressee is unknown, there is no means of serving the document.

In Finland, as explained by its contact point, there is a national register of the population. It is then easily possible to locate the addressee from his name.

Following the example of Slovakia, Jocelyne Palenne (France), Judge at the Bureau of civil and commercial international mutual aid, proposes to feed the website of the European Judicial Atlas with data on the possibilities of obtaining information on the address of the addressee. She estimates however that the responsibility of carrying out enquiries to locate the addressee should not be imposed on the receiving agency. On the other hand, the regulation is not opposed for the receiving agency to provide information on the addressee along with the certificate of service or of non-service.



### Date of service (article 7)

The Finnish representative wonders which is the fate of a document when it is not served within one month.

Mathieu Chardon indicates that when the transmitting agency mentions in the article 4 Form the date or time after which service is no longer required (point 6.2.), some receiving agencies might thus be encouraged to let this time pass to avoid the work.

### Refusal of the document for lack of translation (article 8)

The Czech Republic representative explains that at present the form in Annex II must be filled by the receiving agency twenty-two times, that is to say once by official language, which is very heavy to manage.

Germany points out that the forms of Annex II are not identical in all versions.

Mr. de Almeida answers that the Annex II form is designed to be filled on line only once and that this dysfunction was going to be corrected.

For the Finnish representative, it would be necessary to be authorized to use only the Annex II form in the language supposedly known by the addressee. This feeling was shared by several other countries although they recognize that the text of the regulation seems to force to join the entirety of the form.

The representative of the Netherlands wonders when is it necessary to start the countdown of the one week deadline to refuse the document. What should be done when this time is one day passed, for example, as proved by the postmark on the envelope? He estimates that it would however be necessary to make a strict application of article 8 and to consider that if the time is not respected, the document should not be refused any more. At all events, he indicates that, as a professional organization, the Royal Organization of the judicial officers of the Netherlands cannot nothing impose this and that it is advisable to wait one week before sending back the certificate of service, except in case of urgency.

The United Kingdom declares itself unfavorable of a service without translation, except when certain that the addressee knows the language used in the document, and wished that the receiving agencies were able to send back the documents directly in order to save time.

Jocelyne Palenne (France) considers that it does not belong to the receiving agency to decide to require a preliminary translation, but only to the addressee.

The Hungarian representative regrets for his part that a certified translation is not compulsory, when such a translation is required.

Mathieu Chardon wonders whether the role of the receiving agency is to control the good application of the times of article 8 in the event of a late refusal of the document by the addressee. He estimates that its role is to transmit the received information to the transmitting agencies and that it belongs to the relevant judge to decide on the validity of the refusal of the document. The 1st secretary of the UIHJ states that the regulation does not indicate how the form of refusal must be addressed. Consequently, a simple letter seems possible. In this case, the insincere addressee can be incited to do nothing, then to await the court decision and have it set asides for lack of translation of the document initiating proceedings while claiming to have sent the form of refusal in due time with a simple letter and then, because having not being served with the translated document, to have legitimately thought that the applicant had not continued his action. Regarding the translation of the accompanying documents, he wonders about the range of the decision of the Court of Justice of the European Communities of 8 May 2008 (Weiss Und Partners v. Grimshaw).

### Double date (article 9)

Mathieu Chardon points out that the UIHJ was favorable to the maintenance of article 9 in its drafting of 9 May 2000. According to item 2 of article 9 of the Regulation 1393, the principle of the double date only relates to the documents having to be served within a particular time. That causes a difficulty of application for the documents which are not included in this category, as for instance summons to pay in case of seizure of an immovable property in France, when the addressee is not found by the receiving agency and when no address is known in the country. In most countries, there is a legal construction making it possible for the applicant to continue his proceedings even if the address of the defendant is not known, as long as certain requirements and certain formalism are respected. In France, for example, the judicial officer must attest the research he made to find the addressee. He sends a registered letter and a normal letter to the last known address of the addressee. The document is then considered to be served to the addressee. In some countries, there is publicity in the newspapers, in the town hall, etc. As the Regulation does not apply when the addressee is without a known address, the French judicial officer cannot regularize the document, which thus is finally not served. In case of a court decision or in case of a document initiating proceedings, the question is solved by the means of article 19 of the regulation. But in the case of a document such as a summons to pay in case of the seizure of an immovable property, article 19 does not apply and it is ultimately all the procedure of seizure of this property which is likely to be paralyzed.

### Certificate of service (article 10)

For the Czech Republic, as well as for several other Member States like Finland, the indications relating to the certificate of service are not precise enough or are incomplete.

Master Whitaker, Master Senior of the Royal Courts of Justice (United Kingdom), deplores the use of hand writing to complete the forms, which is often not readable. He estimates that it would be convenient for the latter to be exclusively typed.

These remarks are also shared by the UIHJ.

### Cost (article 11)

For the Czech Republic, it is difficult to obtain information on the cost having to be paid when the service of a judicial officer is used.

The German contact point estimates that this information should appear on the web-site of the European Judicial Atlas, as well as the banking coordinates of the judicial officers making it possible to transfer the required sum for the service.

On this point, Séverine Moussy, the new contact point for France, reveals that the National Chambers of judicial officers of her country currently sets up a web link making it possible to obtain on line the banking coordinates of all French judicial officers, and that this operation should be finalized for the end of 2009.

Some representatives gave a report on regrettable overcharges of tariff from some judicial officers. The representative of the Netherlands recalls as an example that the cost of service in his country is 65 Euros and that it is not possible to ask for more.

### Service by post (article 14)

Germany evokes the difficulties relating to the application of article 14, when the documents are not filled out, are not filled out properly, or are not signed. Hence follows uncertainty on the service. He also regrets that article 14 is not sufficiently used because, according to him, that would contribute to simplify the service of documents at European level.



The Senior Master of the United Kingdom states that it had been decided with Regulation 1348 to serve the documents by personal service to the addressees by the care of the County Court Bailiffs. But this system proved to be ineffective insofar as these civil servants rarely managed to meet the addressees. Today, as regards service to legal entities, the English receiving agency makes a preliminary Company Search to locate the addressee and then serves the document through a first class letter. As regards natural persons, it is also made by first class postal letter. However, he recognizes that this system does not offer any proof that the addressee was contacted by the letter.

In Poland, when the post-office employee does not find the addressee, he leaves a note in his letter box asking him to pick up his letter within fifteen days at the post-office. Even when the addressee does not comply with this, the service is considered to be effective.

The Austrian representative specifies that the same system exists in his country. On behalf of the UIHJ, Mathieu Chardon points out that many problems seem to be caused by postal service. He recalls that the European Union has as a will to create an area of freedom, security and justice. A judicial officer who serves a document is entirely liable and thus brings a total legal security which does not exist with the postal service, even with registered letters. Both the investigations made by the UIHJ and the report of the Commission to the Council, the Parliament and the Economic and Social Council (Brussels 1.10.2004 Com. 2004 603 final) reveal the lack of credibility attached to the service of documents by post, and all practitioners agree: this mode of service gives rise to serious inconvenience when the court has to judge on the basis of the service of a document which acknowledgement of receipt does not clearly mention if the addressee was really aware of the proceedings. But the "discussion paper" established in view of the hearing of the 4 February 2005 said peremptorily, without any justification, that the postal service gave all required guarantees for the defendant. Actually, it is a known fact that:

- It is impossible in 50% of the cases to determine who is the author of the signature on the acknowledgement of receipt
- It is impossible in a large proportion to identify the writings, the stamps, the data, etc.
- The acknowledgements of receipt are marked with lines, various inscriptions, etc.

The 1st secretary of the UIHJ also mentions the Lex Fori and Mainstrat reports which had been ordered by the European Commission but which conclusions were curiously not followed on this matter.

In the Lex Fori report, on the proof of service, the conclusion is as follows (free translation from the French version): *"Although the scope of evidence is variable, in all situations, the presence of a correctly established proof will show that the service was accomplished. To distinguish the methods of proof according to their range is however not without utility because, at the time of a dispute of the validity of the service, the court will consider with a greater circumspection the certificate of sending of a simple letter than the certificate of the service signed by the addressee himself. That does not mean that certificate of the service by handing-over to the addressee is beyond criticisms. Thus, a dispute will be able to relate to the authenticity of the signature of the addressee. Indeed, certain third parties can usurp the identity of the addressee or an obliging server can close the eyes on the fact that only a third party is present and ask him to sign in the place of the addressee. In France, in Belgium, in Luxembourg and the Netherlands the signature of the addressee at the time of service is covered by the authentic force of the document. It is only at the end of a procedure of forgery that one will be able to obtain the cancellation of the document."* In addition it is indicated on page 32 (free translation from the French

version): *"The personal service to the addressee is the only means of making sure with a total certainty that the addressee was informed. No other method makes it possible to reach this result."* Concerning the date of service, the conclusion of the report is as follows (free translation from the French version): *"The study of the unquestionable, supposed or fictitious nature of the date shows that certain methods offer a total security whereas others are particularly dangerous. A hierarchy takes shape between methods which depends on the nature of the date of service. If one compares this hierarchy with that of the proof one sees that the surest methods in terms of settlement of the date are also the methods which offer the greatest probationary guarantees. In this respect, the personal service to the addressee appears as the ideal mode because it profits at the same time from a great conclusive force and an unquestionable date"*.

As for the Mainstrat report, it indicates on page 64 (English version):

"Our main proposals at this stage, and taking account of the input from the survey, are:

- Service by post is inadvisable because acknowledgments of receipt are usually not sent back
- Service by post creates uncertainty because there is no assurance that delivery has been effected to the right person
- Service by post creates uncertainty about the date to be taken into consideration as evidence that service has been effected (date of issue by the applicant or date of reception by the addressee)
- Service by post should be replaced by physical service to the addressee by legal professional."

It appeared during the discussions that many problems result from postal service. But what answer to give to England and Wales which proceeds by way of simple and not registered postal service instead of the personal service initially carried out by the County Court Bailiffs? In fact, from the opinion of the British Senior Master, the results obtained by these civil servants were largely insufficient and required to take measures. But was it inasmuch necessary to choose a less efficient system when other systems prove to give satisfaction? England and Wales could for instance designate the liberal professionals that are the High Court enforcement officers as receiving agencies, following the examples of France, Belgium, Luxembourg and the Netherlands. The Royal Courts of Justice would then be discharged from a task which seems to be difficult to fulfill due to the permanent increase of the volume of documents. High Court enforcement officers, as for them, appear to offer all professional qualities and all necessary competences to guarantee that the service of documents is as efficient in this country as in France or in the Benelux countries, where — does it have to be reminded? — personal service of documents to the addressee is the rule. Moreover, this thought applies to all Member States of the European Union where liberal professionals of judicial officer type exist.

Finally an international symposium is organized in Sibiu (Romania) on 13-15 May 2009 by the UIHJ, the National Chamber of judicial officers of Romania and the Simon Barnuti Faculty of Law of Sibiu. The topic of this symposium is: *"Judicial Europe: 10 years after the Council of Tampere"*. On this occasion, the UIHJ will present the project of a European document initiating proceedings which is the result of several years of work. Of course the service of this document to the addressee is meant to be done... by a professional and qualified judicial officer!



## 3<sup>e</sup> assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie

Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, a participé le 31 janvier 2009 à Sofia, à la 3<sup>e</sup> assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie.

### L'intérêt porté par le ministre de la justice sur les huissiers de justice privés

C'est dans les salons de l'hôtel Sheraton à Sofia que s'est ouverte la 3<sup>e</sup> assemblée générale des huissiers de justice libéraux de Bulgarie. La plupart des 163 confrères que compte l'actuel corps des huissiers de justice bulgares avaient pris place parmi l'assistance qui comportait aussi des personnalités de haut rang parmi lesquelles, Mme Sabrie Sapundjeyeva, vice ministre de la justice, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Nelly Masanska, inspecteur chef du ministère de la justice, représentant la ministre de la justice, Semeon Chanachev, vice président de la Cour suprême de Bulgarie et Dimitav Tanev, président de la Chambre nationale des notaires. Parmi les invités on notait encore la présence de Eric Vincken, project manager du Center for International Legal Cooperation (CILC) et de Jos Uithehaag, premier questeur du Comité de l'UIHJ.

Dans son message, au nom du ministre de la justice, Nelly Madanska devait mettre l'accent sur l'intérêt que portait la ministre sur l'huissier de justice privé. Il faut, en effet, rappeler que la Bulgarie détient cette particularité de compter deux corps d'huissiers de justice concurrents. L'un libéral, l'autre fonctionnaire. Tous deux exercent les mêmes fonctions avec les mêmes tarifs sauf à considérer que le tarif des huissiers de justice libéraux est assujéti à la TVA. Ce qui n'est pas le cas de leurs homologues employés d'État. On mesure toute la légitimité du mécontentement de nos confrères quant à l'iniquité de cette situation qui

constitue à leurs yeux une réelle violation au principe d'égalité des citoyens devant le service public de la justice. Néanmoins, selon Mme Madanska, le ministre de la justice se félicite de l'action des huissiers de justice, nécessaire au respect de la loi. Sur le plan national, l'exécution forcée doit encore être améliorée et, bien évidemment, le rôle des huissiers de justice privés est déterminant pour atteindre cet objectif, comme il ne cesse de l'être depuis 2005 – date d'introduction de l'huissier de justice privé – où de grands progrès ont été enregistrés dans ce domaine de l'exécution des décisions de justice. Dans un registre voisin, le ministère de la justice se réjouit du rayonnement des huissiers de justice privés qui ont inspiré d'autres États tels que l'Ukraine ou l'Albanie. Enfin, dans ses ultimes propos, l'intervenante devait inviter la chambre nationale à accentuer les mesures de contrôle financier sur l'ensemble de la profession.

À son tour, Sabrie Sapundjeyeva, vice-ministre de la justice affirmait tout le confort que lui procurait sa présence parmi la profession. Elle mettait en exergue l'ensemble des travaux réalisés depuis la mise en œuvre de la réforme de la profession, réforme pour laquelle il convenait d'accorder un brevet de satisfaction d'ensemble, en englobant, plus particulièrement, la Chambre nationale, les médias, l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice des Pays Bas. L'amélioration du processus disciplinaire devait constituer le substrat de l'allocation de la vice-ministre assurant être, elle-même, « *une partie de votre équipe* » et de surcroît, très attachée à « *faire des huissiers de justice une profession propre* » à la mesure de la bonne opinion qu'elle diffuse dans la population.

### La réforme bulgare, l'une des meilleures réalisées

Parmi les orateurs qui se succédèrent, M. Chanachev, vice président de la Cour suprême, et M. Tanev, président de l'Association nationale des notaires, devaient mettre l'accent sur la qualité des relations qui les unissaient avec la profession. L'effectivité de l'exécution des décisions, le rôle important des huissiers de justice dans l'administration de la justice, la difficulté de leurs missions, leur adaptation aux nouvelles règles résultant de la réforme du Code de procédure civile « *tout autant de défis qu'il leur faut relever... mais la Cour Suprême déploie elle même une grande activité pour en parfaire l'appréhension* »... devait conclure M. Chanachev.

*Pendant l'ouverture de l'assemblée générale – During the opening of the General Meeting*







Eric Vincken, senior-project manager du CILC, devait parler de l'extension de la profession à statut privé, de l'intérêt qu'elle suscite en Serbie, Croatie, Albanie... en insistant sur le caractère référentiel du système bulgare, au demeurant très apprécié des interlocuteurs étrangers, « *ce qui démontre que la réforme bulgare était l'une des meilleures réalisées* ». L'objectif maintenant, selon Eric Vincken, est d'attirer d'autres États en les faisant profiter de « *l'expérience bulgare*... » Revenant sur le programme de coopération conduit depuis septembre par les autorités du pays, les huissiers de justice bulgares et le CILC, Eric Vincken devait affirmer que ce programme serait prolongé vers de nouveaux objectifs qui trouveraient leur fondement dans un renforcement de l'autorité de la chambre bulgare dans l'organisation de la profession. Evoquant le schéma-cadre du programme de coopération, l'intervenant devait viser successivement, la formation, le code de déontologie, l'informatique, et les nouvelles technologies pour lesquels les travaux avaient déjà commencé. L'ultime sujet de préoccupation devait porter sur la communication et l'intérêt de propager une bonne image de l'huissier de justice.

Enfin, dernier intervenant, le président Georgi Ditchev, lequel dans son rapport d'activités, devait présenter un compte rendu complet des trois dernières années correspondant à la période du mandat du bureau sortant. « *En 2005, un groupe a rêvé d'un projet ambitieux : mettre en place un régime d'exécution forcée établi sur la base d'une profession d'huissier de justice privé* ». C'est par cette introduction que le président Ditchev a abordé son allocution articulée autour d'une rétrospective ayant pour point d'origine l'adoption de la loi sur les huissiers de justice votée après un amendement déposé par la profession et visant à réduire les pouvoirs des autorités publiques. En 2006, les huissiers de justice ont poursuivi les travaux en vue de promouvoir l'amélioration du système. Malgré les difficultés de différente nature qui se sont manifestées, le projet définitif, grâce à l'appui décisif du médiateur, a pu voir le jour sous la forme, privée et publique, de l'huissier de justice et de l'agent fonctionnaire, soit, un double système dont les effets pervers ont été précédemment dénoncés. Manifestement, au début, l'idée du gouvernement était de repousser les huissiers de justice privés. Toutefois, la politique conduite par ces derniers qui privilégiaient le développement de relations de qualité avec les acteurs des secteurs économiques et les médias, ainsi qu'avec le ministère de l'intérieur, devait contribuer à favoriser l'émergence de l'huissier de justice privé sur son concu-

rent issu du secteur public. Au demeurant, sur le plan de l'activité, l'huissier de justice privé devait s'avérer très rapidement plus efficace et mieux organisé (informatique) que son concurrent fonctionnaire. Simultanément la Chambre nationale lançait une vaste campagne de communication en proposant un film (« *L'image de l'huissier de justice dépend de vous* ») et en se constituant un profil international en adhérant à l'UIHJ. Dans son propos le président Ditchev devait d'ailleurs remercier chaleureusement l'UIHJ pour son soutien et pour l'aide qu'elle lui avait apportée tout au long de son action.

### Un futur code de déontologie pour les huissiers de justice bulgares

Après le passé... le présent. L'actualité devait tout d'abord commencer par une volée de félicitations à l'égard des confrères pour l'évolution très positive des statistiques en matière de recouvrement et par un satisfecit très appuyé sur les performances économiques... « *Grâce à vous, la Bulgarie enregistre un système d'exécution forcée de qualité* ».

Au rayon des projets en cours, le président s'attardait sur le futur code de déontologie dont le texte devait être présenté au cours de cette rencontre. Optimisation du travail des offices, recouvrement des impayés de l'État, solidarité accrue entre les huissiers de justice, renforcement des relations internationales, tels devaient être les ultimes points abordés par Georgi Ditchev avant de clôturer par de chaleureux propos adressés à Aneliya Glavanova, l'incontournable directrice administrative, véritable cheville ouvrière de la chambre nationale : « *que je continue à demeurer président c'est une chose, mais faites que Aneliya reste encore longtemps parmi nous* ». Pouvait-il exister meilleur hommage ?

Le programme du congrès devait s'étendre tout au long de la journée sur les grands thèmes qui effleurent les préoccupations présentes des huissiers de justice bulgares. D'abord le code de déontologie dont le contenu a été adopté dans sa quasi-intégralité. Ensuite les questions relatives à l'assistance mutuelle pour les huissiers de justice dans le besoin (adopté à l'unanimité). Enfin les élections avec la réélection du président Ditchev pour trois années (le statut prévoit une possibilité de deux mandats de trois ans). D'autres dispositions d'importances variables devaient encore être arrêtées :

- la cotisation (doublée) à 600 euros par huissier de justice ;
- la création d'un registre des débiteurs ;
- la formation qui oblige chaque huissier de justice à subir annuellement un cycle de formation sous peine de sanction disciplinaire allant jusqu'à la suspension temporaire.

C'est très tard dans la nuit, à 1 heure du matin, que devait s'achever cette assemblée générale marquée par une très forte motivation des huissiers de justice bulgares avides de se hisser très rapidement au meilleur niveau. L'UIHJ adresse toutes ses félicitations au président Ditchev pour sa brillante réélection.



Georgi Ditchev, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie  
— President of the National Chamber of Judicial Officers of Bulgaria



## 3<sup>rd</sup> General Meeting of the National Chamber of Judicial Officers of Bulgaria

The President of the UIHJ, Jacques Isnard, Took Part on January 31<sup>st</sup>, 2009 in Sofia, in the 3<sup>rd</sup> General Meeting of the National Chamber of Bulgarian Judicial Officers.

### The Interest Shown by the Minister of Justice for Private Judicial Officers

It is in the conference room of the Sheraton hotel in Sofia that the 3<sup>rd</sup> general meeting of the liberal judicial officers of Bulgaria opened. The majority of the 163 fellow-members making the current body of Bulgarian judicial officers had taken seat among the assistance which also comprised high ranking personalities, including Mrs. Sabrie Sapundjeyva, vice Minister for justice, Jacques Isnard, president of the UIHJ, Nelly Masanska, chief inspector of the ministry for justice, representing the Minister for justice, Semeon Chanachev, Vice-President of the Supreme court of Bulgaria and Dimitav Tanev, president of the national Chamber of notaries. Among the guests, the remarkable presence of Eric Vincken, project manager of the Center for Legal International Co-operation (CILC) and Jos Uithehaag, first quaestor of the Committee of the UIHJ.

In her speech, in the name of the Minister for justice, Nelly Madanska was to stress the interest shown by the minister for private judicial officers. It should, indeed, be recalled that Bulgaria holds the characteristic to count two bodies of competitor judicial officers. One is liberal while the other is civil servant. Both exert the same functions with the same tariffs except that the tariff of liberal judicial officers includes VAT. Which is not the case of their State employed counterparts. One measures all the legitimacy of the dissatisfaction of our fellow-members as regards the iniquity of this situation which constitutes in their eyes a real violation of the principle of equality of citizens before the public service of justice. Nevertheless, according to Mrs. Madanska, the Minister for justice is pleased with the action of the judicial officers, necessary to the respect of the law.

On a national level, forced enforcement must still be improved and, obviously, the role of private judicial officers is decisive to achieve this goal, as it is since 2005 — date of introduction of the private judicial officer — that great progress was recorded in this field of enforcement of legal decisions. In a similar register, the ministry for justice is delighted by the influence of private judicial officers which inspired other States such as Ukraine or Albania. Lastly, in her ultimate remarks, the speaker was to invite the national chamber to accentuate financial control measures on the whole of the profession.

In her turn, Mrs. Sabrie Sapundjeyva, vice-minister of justice affirmed all the comfort of being amongst the profession. She put forward the whole of the work completed since the implementation of the reforms of the profession, reforms for which the general satisfaction was undeniable, including, more particularly, the National Chamber, the medias, the UIHJ and the national Chamber



*Sabrie Sapundjeyva, vice ministre de la justice de Bulgarie – Vice-Minister for justice of Bulgaria*

of the judicial officers of the Netherlands. The improvement of the disciplinary process was to constitute the basis of the short speech of the vice-minister ensuring to be, herself, “part of your team” and in addition, very concerned in “turning judicial officers into a clean profession” with the measurement of the good opinion that she diffuses in the population.

### The Bulgarian Reform, One of Best Carried Out

Among the speakers who followed one another, Mr. Chanachev, vice-president of the Supreme Court, and Mr. Tanev, president of the National association of notaries, were to stress the quality of the relations which linked them with the profession. The efficiency of execution of decisions, the leading role of the judicial officers in the administration of justice, the difficulty of their missions, their adaptation to the new rules resulting from the reform of the Code of civil procedure “as many challenges they have to take... but the Supreme court develops a great activity to improve its apprehension”, was to conclude Mr. Chanachev.

Eric Vincken, senior-project manager of CILC, was to speak about the extension of the private statute profession, of the interest raised in Serbia, Croatia, Albania... , while insisting on the character of reference of the Bulgarian system, moreover very appreciated by foreign stakeholders, “which shows that the Bulgarian reform is one of best carried out”... The objective now, according to Eric Vincker, is to attract other States by making them benefit from “the Bulgarian experience...” Reconsidering the cooperation program undertaken since September by the authorities of the country, the Bulgarian judicial officers and CILC, Eric Vincken was to affirm that this program would be prolonged towards new objectives which would find their base in a reinforcement of the authority of the Bulgarian chamber in the organization of the profession. Evoking the scheme-work of the cooperation program, the speaker was to aim successively at training, a code of conduct, data processing, and new technologies for which work had already started. The ultimate subject of concern was to relate to communication and the interest to propagate a good image of the judicial officer.

Georgi Ditchev, President of the National chamber of the judicial officers of Bulgaria, was the last to talk. In his management report, he presented the last



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – Jacques Isnard, President of the UIHJ

three years in a complete report corresponding to the period of the mandate of the outgoing board. *“In 2005, a group dreamed of an ambitious project: to set up a mode of enforcement established on the basis of an occupation of private judicial officer”*. It is by this introduction that President Ditchev approached his short speech articulated around a retrospective having for origin the adoption of the law on judicial officers voted after an amendment deposited by the profession and aiming at reducing the capacities of the public authorities. In 2006, the judicial officers continued work in order to promote the improvement of the system. In spite of the difficulties of different nature which appeared, the final draft, thanks to the decisive support of the mediator, could be born in the – private and public – form of the judicial officer and of the civil servant agent, that is to say, a double system of which the perverse effects were previously denounced. Obviously, at the beginning, the idea of the government was to push back private judicial officers. However, the policy led by the latter privileging the development of quality relations with actors of the economic sectors and media, as well as with the ministry for Internal Affairs, was to contribute to support the emergence of liberal judicial officer on his competitor from the public sector. Moreover, in the field of the activity, the private judicial officer was to prove very quickly more effective and better organized (data-processing) than his civil servant competitor. At the same time the National Chamber launched a vast campaign of communication by proposing a film (*“The image of the judicial officer depends on you”*) and by constituting an international profile as a member of the UIHJ. In his speech, President Ditchev was to warmly thank the UIHJ for its support and the assistance it had brought to him throughout its action.

### A Future Code of Conduct for the Bulgarian Judicial Officers

After the past, the present. The topicality was first of all to start with many congratulations for the fellow-members for the very positive evolution of

statistics as regards enforcement and by a good report on economic performances... *“Thanks to you Bulgaria records a quality system of enforcement”*. On the subject of work in progress, the president focused on the future code of conduct whose draft text was to be presented during the meeting. Optimization of the work of offices, collecting of unpaid States debts, increased solidarity between judicial officers, reinforcement of international relations, such were to be the ultimate points approached by Georgi Ditchev before enclosing by cordial remarks addressed to Aneliya Glavanova, the “impossible to circumvent” administrative director, true core of the national chamber: *“Whether I continue to remain president is one thing, but may Aneliya still remain a long time among us”*. Could there be a better homage?

The program of the conference was to extend throughout the day on broad topics of current concern for Bulgarian judicial officers. One finds initially the code of conduct whose contents was adopted in its quasi-integrity. Then questions relating to mutual assistance for judicial officers in the need (adopted unanimously). Finally elections with the re-election of president Ditchev for three years (the statute envisages a possibility of two three years mandates). Other provisions of variable importance were to still be voted:

- the contribution, doubled to 600 Euros per judicial officer;
- the creation of a register of debtors;
- and training which obliges each judicial officer to annually undergo a training cycle under penalty of disciplinary action up to temporary suspension.

The general meeting ended very late at night, at 1.am. It was marked by a very strong motivation of the Bulgarian judicial officers, eager to reach very quickly the highest level. The UIHJ addresses its warm congratulations to President Ditchev for his brilliant re-election.

Jacques Isnard et/with Sabrie Sapundjieva



## Participation de l'UIHJ à la 12<sup>e</sup> réunion plénière de la CEPEJ

Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ et Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire ont assisté à la 12<sup>e</sup> réunion plénière de la CEPEJ les 10 et 11 décembre 2008 à Strasbourg.

### Un nouveau cycle d'évaluation

La réunion plénière semestrielle de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), réunit les représentants des 47 États membres du Conseil de l'Europe ainsi que les membres observateurs permanents dont fait partie l'UIHJ et des représentants de l'Union européenne, de la Conférence de La Haye de droit international privé et du Conseil de l'Europe. L'UIHJ était représentée par Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président, et par Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire.

La réunion plénière est l'occasion de donner un compte rendu de l'ensemble des travaux réalisés au cours de l'année et de prévoir un agenda pour l'année à venir.

La réunion était présidée par Fausto de Santis, président, assisté de Stéphane Leyenberger, secrétaire et Muriel Decot, secrétaire adjointe. La séance a été ouverte par Margaret Killerby, directrice de la coopération juridique du Conseil de l'Europe, qui a insisté sur le rôle essentiel de la CEPEJ « dans la

*mise en œuvre des principes fondamentaux et des activités prioritaires du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'État de droit* ».

Parmi l'agenda figurait le rapport sur les « *Systèmes judiciaires européens – Edition 2008 (données 2006)* », qui a été rendu public le 8 octobre 2008. Tous les deux ans, la CEPEJ publie en effet un tel rapport, qui comprend un volet sur l'exécution des décisions de justice. Dans ce rapport, commenté par Jean-Paul Jean, président du CEPEJ-GT-EVAL (groupe de travail de la CEPEJ sur l'évaluation des systèmes judiciaires), la CEPEJ conclue qu'« *il est important que les agents d'exécution bénéficient d'une formation adaptée et d'une qualification suffisante pour permettre à l'intéressé de faire une application efficace et raisonnée des voies d'exécution, dans le respect des droits fondamentaux et des libertés individuelles* ». Un nouveau cycle d'évaluation a été décidé pour 2009 sur la base de données de l'année 2008. Il sera publié en 2010. Le CEPEJ-GT-EVAL a été invité à réaliser en son sein une étude

portant sur l'organisation des tribunaux et la carte judiciaire, destinée à être publiée en 2009 dans la série « *Les études de la CEPEJ* ».

### Création du CEPEJ-GT-EXE

Dans le cadre de la coopération avec l'Union européenne (UE), le secrétariat de la CEPEJ a souligné l'engagement de la CEPEJ dans le Forum pour la justice de l'UE, à travers la participation aux réunions plénières ainsi qu'aux groupes de travail.

Leo Netten et Mathieu Chardon ont présenté un bilan des activités de l'UIHJ pour le second semestre 2008 et ont indiqué que le prochain congrès international se tiendrait à Marseille (France) des 7 au 11 septembre 2009.

Le programme d'activités pour l'année 2009 a été adopté. En particulier, le CEPEJ-GT-EXE (groupe de travail de la CEPEJ sur l'exécution des décisions de justice) doit être formé et avoir sa première réunion les 29 et 30 janvier 2009. L'UIHJ devrait participer à ce groupe de travail en qualité de membre observateur, après l'approbation du bureau de la CEPEJ.



De G. à D. : Muriel Decot, vice-secrétaire de la CEPEJ, Stéphane Leyenberger, secrétaire de la CEPEJ, Fausto de Santis, président de la CEPEJ, Pim Albers, conseiller spécial pour la CEPEJ, Margaret Killerby, directrice de la coopération juridique du Conseil de l'Europe

From L. to R. : Muriel decot, co-secretary of the CEPEJ, Stéphane Leyenberger, secretary of the CEPEJ, fausto de Santis, President of the CEPEJ, Pim Albers, Special Adviser of the CEPEJ, Margaret Killerby, Director of Legal Cooperation of the Council of Europe



## Participation of the UIHJ in the 12<sup>th</sup> Plenary Session of the CEPEJ

Leo Netten, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ and Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> Secretary Attended the 12<sup>th</sup> Plenary Session of the CEPEJ on 11 and 12 December 2008 in Strasbourg.

### A New Cycle of Evaluation

The semi-annual plenary session of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ), brings together the representatives of the 47 Member States of the Council of Europe as well as the permanent observer members such as the UIHJ and of the representatives of the European Union, the Hague Conference on Private International Law and of the Council of Europe. The UIHJ was represented by Leo Netten, 1<sup>st</sup> vice-president, and by Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary.

The plenary session is the occasion to give a report of the whole of the work completed during the year and to envisage an agenda for the year to come.

The meeting was chaired by Fausto de Santis, president, assisted by Stéphane Leyenberger, secretary and Muriel Decot, co-secretary. The meeting was opened by Margaret Killerby, director of the legal cooperation of the Council of Europe, who insisted on the crucial role of the CEPEJ *"in the implementation of the fundamental principles and the priority*

*activities of the Council of Europe in the sphere of the Rule of law"*.

On the agenda a report was made on the *"European judicial systems – Edition 2008 (data 2006)"*, which was made public on October 8<sup>th</sup>, 2008. Every two years, the CEPEJ indeed publishes such a report, which includes an aspect on enforcement of the legal decisions. In this report, which was commented by Jean-Paul Jean, president of the CEPEJ-GT-EVAL (working group of the CEPEJ on the evaluation of judicial systems), the CEPEJ concludes that *"It is essential that the enforcement agents have a reliable and suitable training and an adequate qualification to allow the person concerned to efficiently and reasonably apply enforcement proceedings, while safeguarding the fundamental rights and individual freedoms"*. A new cycle of evaluation was decided for 2009 on the database of the year 2008. It will be published in 2010. The CEPEJ-GT-EVAL was also invited to start a study relating to the organization of the courts and the

legal chart, intended to be published in 2009 in the series *"Studies of the CEPEJ"*.

### Creation of the CEPEJ-GT-EXE

Within the framework of the cooperation with the European Union (EU), the secretariat of the CEPEJ underlined the engagement of the CEPEJ in the Forum for justice of the EU, through the participation in the plenary sessions as well as within the working groups.

Leo Netten and Mathieu Chardon presented an assessment of the activities of the UIHJ for the second half-year 2008 and indicated that the next international congress would be held in Marseilles (France) from September 7<sup>th</sup> to 11<sup>th</sup> 2009.

The programme for the year 2009 was adopted. In particular, the CEPEJ-GT-EXE (working group of the CEPEJ on enforcement of legal decisions) must be formed to hold its first meeting on January 29<sup>th</sup> and 30<sup>th</sup> 2009. The UIHJ should take part in this work group as an observer member, after the approval of the bureau of the CEPEJ.

*Une partie des participants – A part of the participants*



## Participation de l'UIHJ au groupe de travail CEPEJ-GT-EXE sur l'exécution des décisions de justice

En sa qualité de membre observateur, l'UIHJ a intégré le groupe de travail sur l'exécution (CEPEJ-GT-EXE) de la CEPEJ et a participé à sa première réunion qui s'est tenue au Conseil de l'Europe à Strasbourg les 29 et 30 janvier 2009.



*Le groupe de travail CEPEJ-GT-EXE – The CEPEJ-GT-EXE Working Group – De G. à D. – From L. to R. : Stéphane Leyenberger (CoE), Mathieu Chardon (UIHJ), Georg Stawa (Autriche – Austria), Fokion Georgakopoulos (Grèce – Greece), Claire Notari (Monaco), John Stacey (vice-président de la CEPEJ – Vice-President of the CEPEJ), Ana Lovrinov (Croatie – Croatia), Leo Netten (UIHJ), John Marston (Royaume-Uni – United Kingdom), Andrei Abramov (Fédération de Russie – Russian Federation), Karl-Heinz Brunner (Allemagne – Germany)*

### Elaborer des standards de qualité sur l'exécution

L'UIHJ est membre observateur permanent de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe. À ce titre l'UIHJ participe aux réunions plénières qui ont lieu deux fois par an. Dans le cadre des activités de la CEPEJ, une étude a été réalisée fin 2007 sur l'exécution des décisions de justice en Europe par une équipe composée de chercheurs de l'Université de Nancy (France) et de l'Institut suisse de droit comparé. Cette remarquable étude a été examinée par le groupe de travail de la CEPEJ sur l'évaluation de la justice (CEPEJ-GT-EVAL) et présentée le 22 décembre 2007 lors de la 10<sup>e</sup> réunion plénière de la CEPEJ. Elle est disponible en cliquant sur le lien ci-après (version française)<sup>1</sup>. Elle propose en annexe une proposition de lignes directrices à l'attention de la CEPEJ.

Dans la continuité de cette étude, il a été décidé de la création d'un groupe de travail sur l'exécution (CEPEJ-GT-EXE). Ce groupe est chargé de faciliter la mise en œuvre des standards pertinents du Conseil de l'Europe concernant l'exécution des décisions de justice en matière civile, commerciale et administrative au niveau national. Pour accomplir son mandat, le CEPEJ-GT-EXE doit en particulier :

- mesurer l'impact dans les États des instruments pertinents et existants du Conseil de l'Europe concernant l'exécution des décisions de justice au niveau national ;

- élaborer, le cas échéant, des lignes directrices visant à assurer une application effective des standards existants du Conseil de l'Europe ;
- élaborer, si nécessaire, des standards de qualité sur l'exécution afin d'améliorer la consultation des systèmes d'exécution et l'efficacité des services d'exécution.

Le CEPEJ-GT-EXE est composé de six experts désignés par le bureau de la CEPEJ : Andrei Abramov (Fédération de Russie), Karl-Heinz Brunner (Allemagne), Fokion Georgakopoulos (Grèce), Ana Lovrinov (Croatie), Claire Notari (Monaco), et John Marston (Royaume-Uni). Il s'est adjoint l'expertise de l'UIHJ, en la personne de son 1<sup>er</sup> vice-président, Leo Netten, et de son 1<sup>er</sup> secrétaire, Mathieu Chardon.

### L'UIHJ au cœur du groupe de travail

La première réunion du CEPEJ-GT-EXE s'est tenue au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg, les 29 et 30 janvier 2009. Participaient également à cette réunion John Stacey, vice-président de la CEPEJ, et Georg Stawa (Autriche). Le secrétariat de la réunion était assuré de façon experte par Stéphane Leyenberger, secrétaire de la CEPEJ, et par Muriel Decot, secrétaire adjointe. Pim Albers, conseiller spécial du secrétariat de la CEPEJ est également intervenu, notamment dans le cadre d'une présentation des systèmes de mesure de la qualité des juridictions.

Après avoir adopté l'agenda, les six experts ont désigné parmi eux John Marston en qualité de président du groupe de travail. Puis le groupe s'est aussitôt attelé à discuter des tâches contenues dans le mandat du CEPEJ-GT-EXE en vue de préparer un plan de travail. Le groupe a examiné les nombreux documents que la CEPEJ a mis à sa disposition, comme l'étude de l'Université de Nancy, les diverses recommandations de la CEPEJ (notamment Rec(2003)17 du 9 septembre 2003 sur l'exécution), le rapport sur les systèmes judiciaires européens (édition 2008), ou encore les checklists pour la promotion de la qualité de la justice et des tribunaux.

À la lumière de ces documents, il a été décidé de proposer des lignes directrices concrètes et pratiques relatives à l'exécution. Un plan de travail comprenant dix points a été réparti entre les participants. Ces points couvrent l'ensemble des composantes relatives à l'exécution des décisions de justice : accès à la justice, information des justiciables, notion de titre exécutoire, parties impliquées dans l'exécution, agents d'exécution, accès aux informations sur le patrimoine du débiteur, procédures d'exécution et gestion des dossiers, frais, reporting, ou aspect législatif.

Un premier projet doit être achevé pour le 1<sup>er</sup> mars 2009. Ce projet constituera la base de travail du groupe, dont la mission s'achève en octobre 2009, et qui présentera son rapport final lors de la réunion plénière de la CEPEJ en décembre 2009.

Il semble particulièrement opportun que l'UIHJ participe à ce groupe de travail qui jettera les bases de futurs standards européens en matière d'exécution des décisions de justice.

Lien vers le site de la CEPEJ :

[http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/default\\_FR.asp](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/default_FR.asp)

1. [http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution\\_fr.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution_fr.pdf)



John Marston, président du groupe de travail CEPEJ-GT-EXE – Chairman of the CEPEJ-GT-EXE working group



De G. à D. : Stéphane Leyenberger, secrétaire de la CEPEJ, John Marston, Muriel Decot, secrétaire adjointe de la CEPEJ – From L. to R. : Stéphane Leyenberger, secretary of the CEPEJ, John Marston, Muriel Decot, co-secretary of the CEPEJ

## Participation of the UIHJ in the CEPEJ-GT-EXE Working Group on Enforcement

**As an Observer Member, the UIHJ Joined the Working Group on Enforcement (CEPEJ-GT-EXE) of the CEPEJ and Took Part in its First Meeting Held at the Council of Europe in Strasbourg on January 29<sup>th</sup> and 30<sup>th</sup> 2009.**

### Working Out Quality Standards on Enforcement

The UIHJ is a permanent observer member of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) of the Council of Europe. For this reason the UIHJ takes part twice a year in its plenary meetings. Within the framework of the activities of the CEPEJ, a study was carried out at the end of 2007 on enforcement court decisions in Europe by a team made up of researchers of the Nancy University (France) and the Swiss Institute of Comparative Law. This remarkable study was examined by the working group of the CEPEJ on the evaluation of justice (CEPEJ-GT-EVAL) and was presented on December 22<sup>nd</sup>, 2007 at the 10<sup>th</sup> full session of the CEPEJ. It is available hereafter while clicking on the link (English version)<sup>2</sup>. It includes in an appendix proposals for guidelines to improve the implementation of existing recommendations regarding the execution of court decisions in Europe, for submission to the CEPEJ.

In the continuity of this study, it was decided to create a working group on execution (CEPEJ-GT-EXE). This group is instructed to enable a better implementation of the relevant standards of the Council of Europe regarding execution of court decisions in civil, commercial and administrative matters at national level. In order to fulfill its tasks, the CEPEJ-GT-EXE must in particular:

- Assess the impact in the states of the existing relevant instruments of the Council of Europe on execution or court decisions at national level;
- Draft, if appropriate, guidelines aimed to ensure an effective implementation of the existing standards of the Council of Europe;
- Draft, if appropriate, quality standards on execution in order to improve the accessibility of execution systems and the efficiency of execution services.

The CEPEJ-GT-EXE consists of six experts appointed by the bureau of the CEPEJ: Andrei Abramov (Russian Federation), Karl-Heinz Brunner (Germany), Fokion Georgakopoulos (Greece), Anna Lovrinov (Croatia), Claire Notari (Monaco),

and John Marston (United Kingdom). It associated the expertise of the UIHJ, in the person of its 1<sup>st</sup> vice-president, Leo Netten, and of its 1<sup>st</sup> secretary, Mathieu Chardon.

### The UIHJ within the Working Group

The first meeting of the CEPEJ-GT-EXE was held at the seat of the Council of Europe in Strasbourg, on January 29<sup>th</sup> and 30<sup>th</sup> 2009. John Stacey, vice-president of the CEPEJ, and Georg Stawa (Austria) also took part in this meeting. The secretariat of the meeting was expertly ensured by Stéphane Leyenberger, secretary of the CEPEJ, and Muriel Decot, co-secretary. Pim Albers, special adviser to the Secretariat of the CEPEJ also intervened, in particular within the framework of a presentation on European and global experiences with (court) quality measures and systems.

After having adopted the agenda, the six experts appointed John Marston as chairman of the working group. Then the group started to discuss the tasks contained in the terms of reference of the CEPEJ-GT-EXE with a view of preparing a working plan. The group examined the many documents which the CEPEJ placed at its disposal, like the study of the University of Nancy, the various recommendations of the CEPEJ (in particular Rec (2003) 17 of September 9<sup>th</sup>, 2003 on enforcement), the report on the European legal systems (edition 2008), or the checklists for promoting the quality of justice and the courts.

In the light of these documents, it was decided to propose concrete and practical guidelines relating to enforcement. A scheme of work including ten points was distributed between the participants. These points cover all aspects relating to enforcement of the legal decisions: context of enforcement/Access to justice, notices to parties, Enforceable title, parties involved in the enforcement procedure, enforcement agents, information about debtors assets, processes and standards, cost of enforcement, outcomes and timelines, and regulation.

A first draft must be completed for March 1<sup>st</sup>, 2009. This draft will constitute the working base for the group. Its mission will end in October 2009, and it will present its final report during the plenary meeting of the CEPEJ in December 2009.

It seems particularly convenient that the UIHJ takes part in this working group which will provide the bases of future European standards as regards enforcement of legal decisions.

Link to the website of the CEPEJ:

[http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/default\\_EN.asp?](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/default_EN.asp?)

2. [http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution\\_en.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution_en.pdf)



## Visite d'une délégation du ministère de la justice croate à Paris

Des 15 au 17 décembre 2008, une délégation du ministère de la justice s'est rendue à Paris dans le cadre d'un programme de visite sur l'exécution des décisions de justice en matière civile et pénale.

La Croatie devrait prochainement rejoindre l'Union européenne. Pour respecter de nombreux critères imposés aux pays candidats, des réformes importantes structurelles préalables doivent être accomplies. La justice n'échappe pas à ces réformes. C'est dans ce cadre que s'est déroulée cette visite, organisée par le Service des affaires européennes et internationales (SAEI) du ministère de la justice de France. Cette visite a été réalisée en coordination avec l'Ambassade de France à Zagreb dont il faut saluer l'investissement et la parfaite coordination avec l'UIHJ.

La délégation croate était composée de Drazen Bosnjakovic, secrétaire d'État auprès du ministre de la justice, Mirjana Cacic, directrice du droit civil au ministère de la justice, Vesna Zulj, chef du service des réglementations à la direction du droit civil du ministère de la justice et de Mirjana Matov, conseiller spécial à la direction du droit civil du ministère de la justice. La délégation était également accompagnée par Philippe Dorcet, magistrat de liaison au sein du Pôle régional interministériel de Zagreb, et de Mme Carrara d'Angely, interprète.

Le 15 décembre la délégation s'est rendue à Versailles dans l'office de Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ. Notre confrère a ainsi pu présenter de façon concrète les différents aspects de la profession d'huissier de justice telle qu'elle existe en France. Le 16 décembre, la délégation a rencontré les représentants de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ) et son président, Guy Duvelleroy. Une présentation globale de la profession et de ses spécificités a été faite. M. Bosnjakovic a démontré qu'il connaissait très bien le système français et qu'il s'agissait en fait pour lui d'approfondir ses connaissances.

Le midi, un déjeuner a été organisé sur place avec les représentants de la CNHJ et l'UIHJ, représentée par son président, Jacques Isnard, et les membres de son bureau. Le président Isnard a pu se renseigner sur les dernières évolutions de la situation en Croatie s'agissant des huissiers de justice et des réformes du système judiciaire. Il s'est déclaré satisfait de la direction vers laquelle semblait se tourner les autorités croates, en s'intéressant tout particulièrement au modèle de l'huissier de justice français.

## Visit of a Delegation of the Ministry for Justice of Croatia in Paris

From December 15<sup>th</sup> to 17<sup>th</sup> 2008, a Delegation of the Ministry for Justice Went to Paris within the Framework of a Program of Visit on the Enforcement of Decisions in Civil and Criminal Matter.

Croatia should join the European Union soon. To respect the many criteria imposed on the applicant countries, important preliminary structural reforms must be accomplished. Justice does not escape these reforms. It is within this framework that was held this visit, organized by the Service of the European and international Affairs (SAEI) of the ministry for justice of France. This visit was carried out in coordination with the French Embassy in Zagreb from which it is necessary to greet the investment and the perfect coordination with the UIHJ.

The Croatian delegation was made up of Drazen Bosnjakovic, Secretary of State at the Minister for justice, Mirjana Cacic, director of the civil law at the ministry for justice, Vesna Zulj, chief of the service of regulations at the Directorate of civil law of the ministry for justice and Mirjana Matov, special adviser at the Directorate of civil law of the ministry for justice. The delegation was also accompanied by Philippe Dorcet, liaison magistrate within the interdepartmental Regional pole of Zagreb, and of Mrs. Carrara d' Angely, interpreter.

On 15 December the delegation went to Versailles in the office of Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary of the UIHJ. Our fellow-member thus could present in a concrete way the various aspects of the occupation of judicial officer such as it exists in France. On 16 December, the delegation met the representatives of the French National Chamber of judicial officers (CNHJ) and its president, Guy Duvelleroy. A total presentation of the profession and its specificities was made. Mr. Bosnjakovic showed that he knew the French system very well and that he was concerned about looking further into his knowledge.

At midday, a lunch was organized on the premises with the representatives of the CNHJ and the UIHJ, represented by its president, Jacques Isnard, and the members of his board. President Isnard could get information about the last evolutions of the situation in Croatia as regards judicial officers and reforms of the legal system. He declared himself satisfied of the direction to which seemed to turn the Croatian authorities, while particularly being interested in the model of the French judicial officer.





## Participation de l'UIHJ à la 7<sup>e</sup> réunion des membres du RJE à Paris le 5 décembre 2008

### Un suivi du processus par l'UIHJ depuis 2002

Le réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJE) a été créé par décision du Conseil de l'Union européenne (UE) du 28 mai 2001. La mission du RJE est de faciliter la coopération judiciaire entre les États membres en matière civile et commerciale, et notamment de concevoir, mettre en place de manière progressive, et tenir à jour un système d'information destiné aux membres du réseau. Il conçoit et met en place de manière progressive un système d'information destiné au public et qu'il tient à jour (les sites Internet du RJE et de l'Atlas judiciaire européen). Parmi ces autres attributions se trouve également l'application effective et concrète des actes communautaires ou des conventions en vigueur entre deux ou plusieurs États membres.

Le RJE est composé de points de contacts désignés par les États membres, des instances et autorités centrales prévues dans les actes communautaires, de magistrats de liaison et le cas échéant de toute autre autorité judiciaire ou administrative ayant des responsabilités dans le domaine de la coopération. Cependant, il est apparu dès la création du RJE qu'une étroite collaboration avec les professionnels du monde judiciaire (notaires, avocats et huissiers de justice) était une nécessité incontournable. À ce titre, l'UIHJ avait participé à une table ronde à l'occasion de la séance solennelle d'inauguration qui

s'était déroulée le 4 décembre 2002 à Bruxelles (Belgique). L'UIHJ a été ensuite conviée à participer à plusieurs réunions à Bruxelles pour discuter d'une possible implication de ces professionnels au sein du RJE et des modalités d'une telle implication.

### La participation des professions judiciaires au processus d'harmonisation de la justice sur le plan européen

L'aboutissement de ces discussions a été rendu possible, il faut le souligner et le saluer, en grande partie grâce à l'implication de la France à l'occasion de la présidence française du Conseil de l'Union européenne qui a réalisé ici une véritable prouesse. Le 4 décembre a donc été organisée pendant la 7<sup>e</sup> réunion du RJE qui se tenait à Paris une table ronde sur : « *L'avenir du RJE : vers l'ouverture aux professions juridiques – États des négociations* ». La table ronde était présidée par Lina Papamichelopoulou, chef d'unité, affaires générales de la justice et justice en ligne à la Commission européenne, aux côtés de Joao Simoes de Almeida (Commission européenne). La présidence de du Conseil de l'UE était représentée par Claudine Jacob. Mathieu Chardon y représentait l'UIHJ en sa qualité de 1<sup>er</sup> secrétaire. Le notariat était représenté par Stephan Matyk et le CCBE par Peter Köves. Dans la salle, il convient de saluer la présence de la Chambre nationale des huissiers de justice française, en la personne de Patrick Sannino, trésorier, Jean-Daniel

Le 5 décembre 2008, l'UIHJ a été invitée à participer à une table ronde organisée à Paris l'occasion de la 7<sup>e</sup> réunion des membres du RJE et qui a annoncé l'intégration de la profession d'huissier de justice en qualité de membre du RJE.

Lachkar, membre du bureau, assistés par Patrick Safar, délégué, et par Gabriele Meccarelli (responsable du service juridique).

Dans son discours introductif, Claudine Jacob a déclaré que la nouveauté pour le RJE serait la participation des professions. Cette ouverture aux professions a été très discutée, en particulier au niveau de leur intégration. Il a été décidé que le réseau serait ouvert aux ordres professionnels et aux représentants nationaux de ces ordres. L'objectif est que les ordres professionnels concourent avec les points de contact aux missions du RJE. Interrogé sur la question, Mathieu Chardon a indiqué que l'UIHJ se réjouissait de la mesure à intervenir qui consacrait en toute logique la participation des professions judiciaires au processus d'harmonisation de la justice et son intégration sur le plan européen.

Le Parlement européen a ensuite dans sa séance des 17 et 18 décembre 2008 entériné la proposition de la Commission. Cet acquis communautaire est incontestablement une grande reconnaissance de ce que les huissiers de justice sont des éléments indispensables de l'État de droit, comme l'a indiqué, au niveau de l'Europe élargie, la Cour européenne des droits de l'homme dans son célèbre arrêt Pini contre Roumanie du 22 juin 2004. Il faut toutefois indiquer que cette collaboration ne sera véritablement pas opérationnelle avant 2010, le temps de mettre en place les structures nécessaires à son bon fonctionnement.

*La table ronde avec les professions judiciaires – The Round Table With the Judicial Professions*



*Une partie des membres du RJE – A Part of the Members of the EJM*



## Participation of the UIHJ in the 7<sup>th</sup> Meeting of the EJN Members in Paris on December 5<sup>th</sup>, 2008

### A Follow-up of the Process by the UIHJ Since 2002

The European Judicial Network in Civil and Commercial matter (EJN) was created by a decision of the Council of the European Union (EU) of 28 May 2001. The mission of the EJN is to facilitate legal cooperation between the Member States in civil and commercial matters, including devising, progressively establishing and updating an information system for the members of the Network. It devises, progressively establishing and updating an information system that is accessible to the public (EJN and European Judicial Atlas websites). Among its other attributions is also the effective and practical application of Community instruments or conventions in force between two or more Member States.

The EJN is composed of contact points designated by the Member States, central bodies and central authorities provided for in Community instruments, liaison magistrates and any other appropriate judicial or administrative authority with responsibilities for judicial cooperation in civil and commercial matters. However, it appeared from the beginning that a close cooperation with the law professionals (notaries, lawyers and judicial officers) was a need impossible to circumvent. For this reason, the UIHJ had taken part in a roundtable at the time of the solemn opening meeting of the EJN which had proceeded on December 4<sup>th</sup>, 2002 in Brussels

(Belgium). The UIHJ was then invited to take part in several meetings in Brussels to discuss a possible implication of these professionals within the EJN and the methods such an implication.

### The Participation of the Legal Professions in the Process of Harmonization of Justice on a European Level

The result of these discussions was made possible, it is necessary to underline it and greet it, mainly thanks to the implication of France at the time of the French presidency of the Council of the European Union which carried out a true prowess here. On December 4<sup>th</sup> was thus organized during the 7<sup>th</sup> meeting of the EJN which was held in Paris a roundtable on: *"the future of the EJN: towards access by legal professions to the Network's activities- State of play of the negotiations"*. The roundtable was chaired by Lina Papamichelopoulou, Acting HoU, General Justice Issues and E-justice (European Commission), at the sides of Joao Simoes de Almeida (European commission). The presidency of the Council of the EU was represented by Claudine Jacob. Mathieu Chardon represented the UIHJ in his capacity as 1<sup>st</sup> secretary. The notaries were represented by Stephan Matyk and the CCBE by Peter Köves. In the room, the presence of the National Room of French Judicial Officers was represented by Patrick Sannino, treasurer, Jean-Daniel Lachkar,

member of the board, assisted by Patrick Safar, delegate, and by Gabriele Meccareli (head of the legal department).

In her introductory speech, Claudine Jacob declared that the innovation for the EJN would be the participation of the professions. This opening to the professions was very discussed, in particular at the level of their integration. It was decided that the network would be opened to the professional orders and to their national representatives. The objective is that the professional orders contribute with the contact points to the missions of the EJN. Questioned on the topic, Mathieu Chardon said that the UIHJ was delighted by this prospect which devoted in all logic the participation of the legal professions in the process of harmonization of justice and its integration on a European level.

The European Parliament in its meeting of 17 and 18 December 2008 ratified the Commission proposal. This community asset is incontestably a great recognition of the fact that judicial officers are essential elements of the Rule of law, as stated on a larger European scale the European Court of human rights in its famous Pini versus Romania case of June 22<sup>nd</sup>, 2004. It should however be indicated that this collaboration will truly not be operational before 2010, to give time to set up the necessary structures to its good implementation.

*Les représentants de la Chambre nationale des huissiers de justice avec Claudine Jacob et Karima Zouaoui – The Representatives of the French National Chamber of Judicial Officers With Claudine Jacob and Karima Zouaoui*





## 14<sup>e</sup> Assemblée générale de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie

### Une adaptation exceptionnelle aux nouvelles technologies

La séance s'est ouverte en présence de Dezso Avarszki, secrétaire d'État à la justice et de Jacques Isnard, président de l'UIHJ.

Dans son allocution, le président de l'UIHJ a présenté un bref panorama de l'actualité judiciaire communautaire. Il s'est étendu sur les conséquences de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui a plébiscité l'action de l'huissier de justice considéré comme un élément essentiel de l'État de droit en soulignant combien il était important pour l'État de veiller à donner aux huissiers de justice les moyens appropriés pour réaliser une exécution efficace. La formation a été également mise en exergue avec l'impérieuse nécessité d'inclure dans nos statuts l'exigence pour tout nouvel huissier de justice d'être titulaire d'un diplôme de droit.

Jacques Isnard, qui était présent voilà 14 ans, lors de la première assemblée générale, s'est dit très impressionné par les progrès de la profession en Hongrie et par l'action remarquable menée par le président Krejniker et son bureau qui ont su hisser les huissiers de justice hongrois au tout premier plan en Europe avec notamment une adaptation exceptionnelle aux nouvelles technologies.

Enfin, le président Isnard a vivement félicité les confrères hongrois pour leur participation massive aux activités de l'UIHJ, précisant que la délégation de ce pays était la plus nombreuse à la journée d'études de Bruxelles en février 2008.

Le secrétaire d'État à la justice, M. Avarszki, a commenté les mesures prises par l'État hongrois dans le domaine judiciaire en vue de renforcer l'efficacité de la justice. Parmi les mesures évoquées figure la gestion électronique transfrontalière dont l'objectif est de rendre celle-ci moins coûteuse et plus rapide.

Par ailleurs, le volet de réformes en matière d'exécution qui doit intervenir s'inspirera de ces mêmes critères, ce qui en facilitera la mise en œuvre.

Dans son allocution, Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, est d'abord intervenu pour rappeler que la profession d'agent de l'exécution a été créée en Hongrie en 1881 et que son évolution nécessite une vigilance permanente pour faire face aux défis constants. La nouvelle loi sur l'exécution ne fait pas exception à cette règle. Au demeurant le souci de renforcer l'effectivité des mesures d'exécution ne doit pas occulter la nécessité de veiller à conforter les règles de sécurité juridique.

La nouvelle loi tend à étendre le privilège du créancier gagiste et à privilégier la signification judiciaire.

C'est à Zalakaros que s'est tenue la 14<sup>e</sup> assemblée générale de la chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie du 18 au 20 septembre 2008, en présence de Jacques Isnard, président de l'UIHJ.

### Une nouvelle forme de vente publique immobilière

L'innovation majeure concerne les règles de ventes aux enchères publiques en matière immobilière qui va permettre, à partir de 2009, de recourir — corrélativement à l'enchère physique — à l'offre électronique. Une démonstration du nouveau système a été réalisée par Ferenc Csaszti, vice président de la chambre et par Attila Vincze, technicien, qui ont décrit les principales caractéristiques du programme : élargissement de la publicité, anonymat des enchérisseurs, meilleure possibilité de surenchère. . .

La chambre hongroise a conçu un système « *on line* » ouvert à toutes catégories de personnes intéressées, simples visiteurs, enchérisseurs potentiels, huissiers de justice, etc.

Le site des ventes est très attractif puisqu'il propose outre les avis d'adjudications, les conditions de vente, clichés des immeubles, les derniers résultats des ventes. . .

Tout intéressé, préalablement identifié par mesure de sécurité, doit d'abord contacter un office d'huissier de justice. Il reçoit ensuite l'indication d'un correspondant qui lui permet d'entrer dans le site, prendre connaissance des conditions de vente et faire éventuellement des offres. Pour conserver l'anonymat le consultant peut changer de pseudonyme à tout moment.

Les huissiers de justice vérifient la crédibilité de l'intéressé et se connectent par une carte de sécurité comportant leur signature numérique.

Les huissiers de justice dirigent l'adjudication.

Un plan de formation spécifique a été élaboré par la chambre pour permettre une parfaite maîtrise du système par la profession lorsqu'entrera en vigueur en janvier 2009 cette toute nouvelle forme de vente publique immobilière.

La chambre hongroise qui s'est lancée dans une politique de développement de la profession articulée autour de son adaptation aux nouvelles technologies fait figure de précurseur. Son expérience mérite d'être suivie.

Elle pourrait inspirer beaucoup d'autres pays et préfigurerait ainsi l'image de ce que sera demain la grande profession de l'exécution en Europe.



## 14<sup>th</sup> General Meeting of the National Chamber of the Judicial Officers of Hungary

### An Exceptional Adaptation to New Technologies

The meeting opened in the presence of Dezső Avarézi, State Secretary for justice and Jacques Isnard, president of the UIHJ.

In his short speech, the president of the UIHJ presented a brief panorama of the Legal Community topicality. He extended on the consequences from the judgment of the European Court of Human rights which recognized the action of judicial officer considered as an essential element of the Rule of law while underlining how much it was important for the State to take care to give to the judicial officers the suitable means to carry out an effective enforcement.

Training was also put forward with the pressing need for including in our statutes the requirement for all new judicial officers to be titular of a law degree.

Jacques Isnard, who was present here 14 years ago, at the time of the first general meeting, said how impressed he was by the progress of the profession in Hungary and by the remarkable action taken by President Krejniker and his board: they knew to hoist the Hungarian judicial officers in the very first plan in Europe in particular with an exceptional adaptation to new technologies.

Lastly, president Isnard highly congratulated the Hungarian fellow-members for their massive participation to the activities of the UIHJ, specifying that the delegation of this country was the most numerous at the day of studies in Brussels in February 2008.

The State Secretary for justice, Mr. Avarézi, commented on the measurements taken by the Hungarian State in the legal field in order to reinforce the effectiveness of justice. Among the evoked measurements is the cross-border electronic management which objective is to make it less expensive and more rapid.

In addition, the program of reforms as regards enforcement which must intervene will be inspired by these same criteria, which will facilitate their implementation.

In his short speech, Miklós Krejniker, President of the national Chamber of the judicial officers of Hungary, initially intervened to recall that the profession of enforcement agent was created in Hungary in 1881 and that its evolution requires a permanent vigilance to face the constant challenges. The new law on enforcement does not make an exception to this rule. Moreover the concern of reinforcing the effectiveness of enforcement measures should not prevent from taking care to consolidate the rules of legal security.

The new law tends to extend the privilege of the mortgagee and to privilege the service of legal documents.

It is in Zalakaros that the 14<sup>th</sup> General Meeting at the National Chamber of the Judicial Officers of Hungary Took Place On September 18<sup>th</sup> to 20<sup>th</sup> 2008, in the Presence of Jacques Isnard, President of the UIHJ.

### A New Form of Public Sale of Immovable Goods

The major innovation relates to the rules of public auctions relating to immovable goods, which will allow, as from 2009, the use of electronic offer, correlatively to the physical bidding. A demonstration of the new system was carried out by Ferenc Csaszti, Vice-President of the Chamber and by Attila Vincze, technician, who described the main features of the program: widening of publicity, anonymity of the bidders, better possibilities for higher bid...

The Hungarian chamber conceived a "one line" system opened to all categories of interested parties, simple visitors, potential bidders, judicial officers, etc. The site of the sales is very attractive since it proposes in addition to the notices of invitations to tender, the sales conditions, pictures of the buildings, the last results of the sales...

Any interested party, identified beforehand for security reason, must initially contact an office of judicial officer. He then receives the indication of a correspondent who will allow him to enter the site, to take note of the sales conditions and to possibly make offers. To preserve anonymity the consultant can constantly change pseudonym.

The judicial officers check the credibility of the interested party and connect themselves through a secured card comprising their digital signature.

The judicial officers direct the sale.

A specific training program was prepared by the chamber to allow a perfect control of the system by the profession when in January 2009 this very new form of public auction sale comes into effect.

The Hungarian chamber which launched out in a development policy of the profession articulated around its adaptation to new technologies has the appearance of a precursor. Its experiment deserves to be followed.

It could inspire other countries and would thus precede the image of what will tomorrow be the great profession of enforcement in Europe.



## 2<sup>e</sup> conférence UIHJ-EuroDanube à Budapest (Hongrie)

La 2<sup>e</sup> conférence UIHJ-EuroDanube, organisée par la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, s'est tenue à Budapest les 30 et 31 octobre 2008

### Un programme à deux volets pour les UIHJ-Euros

Les délégations sont venues de l'ARY.Macédoine, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie. Malheureusement, la Lituanie et la Slovénie étaient absentes. L'invité d'honneur était Jacques Isnard, président de l'UIHJ. Le bureau de l'UIHJ était représenté par Adrian Stoica, membre. La Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne était représentée par son vice-président, Michał Redelbach, également secrétaire d'EuroDanube. Les participants étaient invités à présenter leurs vues sur l'état de l'exécution dans leurs pays et sur la vente aux enchères immobilières.

Le président de l'UIHJ a félicité Michał Redelbach pour son implication afin d'assurer la promotion de la manifestation. Il a également remercié Miklós Krejniker pour le soin apporté dans l'organisation de cette deuxième rencontre UIHJ-EuroDanube. Jacques Isnard a ensuite évoqué les relations entre l'UIHJ et la Biélorussie et la Fédération de Russie. La Biélorussie devrait confirmer la signature de la charte de coopération avec l'UIHJ pendant le conseil permanent de novembre 2008 à Paris. Le président de l'UIHJ a rencontré Nicolai Vinnichenko, chef du Service fédéral de l'exécution de la Fédération de Russie, lequel a déclaré que la Russie deviendrait officiellement membre de l'UIHJ à l'occasion de ce conseil permanent. Jacques Isnard a présenté sa vision des futures activités de l'UIHJ, ainsi que celles des autres organisations liées (EuroDanube, EuroMed, EuroNord, EuroScandinavie). Il a indiqué que les rencontres UIHJ-EuroDanube devraient se tenir tous les ans — comme c'est le cas avec les conférences EuroScandinavie. Les secrétariats des Euros, sous l'autorité de l'UIHJ, devraient avoir la possibilité de gérer à leur guise l'organisation. Les devoirs du secrétariat UIHJ-EuroDanube devraient être définies et votées pendant des réunions des chambres nationales d'huissiers de justice dans les États membres. Le secrétaire devrait être nommé pour une durée de trois ans, avec possibilité de renouvellement. Le bureau du secrétariat d'UIHJ-EuroDanube devrait être tenu par une personne physique ou par l'organisation nationale, comme c'est le cas avec EuroNord. La même chose devrait s'appliquer pour les autres Euros. En outre, le secrétaire devrait exercer ses fonctions gratuitement. Les frais devraient être pris en charge par le secrétariat de l'organisation nationale, chaque autre organisation pouvant rembourser sa quote-part si lesdits frais dépassent les simples activités de secrétaire. Le président de l'UIHJ a souhaité que les réunions Euros comprennent deux volets. Le premier concernerait des thèmes communs qui seraient traités par l'ensemble des Euros. Ces thèmes seraient choisis par les réunions des secrétaires des Euros, la première de ces réunions devant avoir lieu le 26 novembre 2008 pendant le conseil permanent de Paris. Toutes les futures réunions UIHJ-Euros devraient traiter de ce même sujet. Le second volet devrait inclure un sujet optionnel, répondant aux besoins locaux.

### Une histoire commune, un présent commun, un futur commun

A la demande de la Chambre des huissiers de justice de Hongrie, Michał Redelbach fit un rapport sur l'état de la profession en Pologne. Il a précisé les activités d'EuroDanube en 2008. Il a remis aux participants des documents relatifs à la loi sur l'exécution en Pologne, incluant l'exécution sur les immeubles et la signification des actes introductifs d'instance. Dans son intervention, le secrétaire d'UIHJ-EuroDanube a informé ses confrères hongrois qu'en Pologne, les enchères doivent être faites de façon traditionnelle, devant un juge, et que les autres possibilités n'étaient pas prévues par le Code de procédure civile. Miklós Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, a remercié les participants pour leur présence. Il a indiqué la raison pour laquelle la représentante de la Slovénie, Tatjana Krivec Tavcar, ne pouvait pas être présente et a exprimé son regret de l'absence des délégations lettone et lituanienne.

Pour le président Krejniker, UIHJ-EuroDanube réunit les pays de la zone qui ont connu une oppression politique et économique et ont dû se battre longuement pour recouvrer à nouveau leur indépendance. À titre d'exemple, le premier code de l'exécution hongrois, mis en place il y a 125 ans, et a été suffisamment stable pour résister aux dommages occasionnés de 50 ans de communisme. « Cette tradition juridique nous a aidé dans nos réformes et à restaurer le système de l'huissier de justice indépendant en Hongrie » a-t-il indiqué « Nous pouvons dire que nous, Polonais, Tchèques, Slovaques, Roumains ou Bulgares, partageons une histoire commune. Nous nous débattons avec des problèmes similaires dans nos systèmes judiciaires et également au sein de notre profession, celle d'exécuter les décisions de justice. Nous ne devons jamais oublier nos autres voisins, l'Ukraine, la Serbie et la Croatie, et devrions les encourager à rejoindre notre grande famille. Non seulement nous partageons une histoire commune, mais aussi un présent et un futur communs » a dit le président Krejniker. En ces temps de dépression économique, le renforcement et l'unification de l'exécution devient très important. C'est notre but commun de faire en sorte que l'exécution des décisions de justice soit connue et reconnue comme essentielle au bon fonctionnement de la justice dans chacun de nos pays, notamment au milieu de la concurrence des sociétés de recouvrement. Nous ne pourrions atteindre nos objectifs qu'en restant unis. C'est la plus importante des missions d'EuroDanube.





### Une nouvelle ère de l'exécution en Hongrie

Dans le cadre de la présentation de la Hongrie du système des ventes aux enchères, le vice-président Ferenc Császti a donné un aperçu des causes des modifications législatives : grâce à l'introduction du système d'enchères électroniques, les ventes peuvent toucher un public plus large, l'anonymat des enchérisseurs peut être assuré, la cible des acheteurs potentiels est élargie, le nombre d'enchères peut augmenter et ainsi les dettes peuvent être apurées plus rapidement.

Attila Vincze, informaticien de la chambre, a présenté les grandes lignes du système. En résumé, on peut utiliser le service des enchères en qualité de simple visiteur, d'enchérisseur ou d'huissier de justice. Ceux qui n'ont pu s'enregistrer comme enchérisseurs sur le site (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas pu obtenir de nom d'utilisateur et de mot de passe) pourront néanmoins se connecter sur le site comme simples visiteurs. Les données publiques, facilement accessibles, incluent :

- Une notice d'utilisation en format PDF
- Toute information utile relative à la vente aux enchères, comme le numéro du dossier, l'évaluation des biens, la date et l'heure de l'audience, la dernière enchère, etc.
- Des informations complémentaires, comme des photos du bien mis aux enchères.

S'agissant des enchérisseurs, ces derniers pourront :

- Bénéficier d'un système d'authentification sécurisé
- Présenter les documents nécessaires
- Payer les frais d'inscription
- S'enregistrer auprès d'une autorité désignée (un huissier de justice)
- Entrer dans le site de l'enchère en utilisant leur nom et leur mot de passe ou un pseudonyme, après avoir accepté les conditions d'utilisation

En tant qu'enchérisseurs enregistrés, les utilisateurs pourront modifier leurs mots de passe, pseudonymes, leurs adresses électroniques utilisées pour les notifications et bénéficier des rafraîchissements du site ainsi que des indicateurs d'enchères pour permettre le suivi.

Il est demandé aux enchérisseurs de soumettre une demande séparée pour chaque enchère qui les intéresse, après avoir versé une provision. En fonction de la réponse de l'huissier de justice à la demande faite, les enchérisseurs peuvent enchérir ou, en cas de défaillance pour une précédente requête, s'inscrire pour une nouvelle enchère. En cas de fraude ou de tentative de fraude, les enchérisseurs seront naturellement écartés.

Les huissiers de justice enregistrés pourront utiliser le système des ventes aux enchères au travers du site de contrôle en utilisant une sorte de petite carte qui contiendra leur signature électronique, leur authentifiant et des données cryptées, pour leur permettre de :

- Avoir accès à la banque de données des enchérisseurs
- Modifier les informations
- Enregistrer un nouvel enchérisseur ou un nouveau groupe d'enchérisseurs
- Proposer de nouveaux biens
- Suivre ou terminer des enchères ou
- Retirer les enchères réalisées de la banque de données.

S'agissant de leurs propres ventes aux enchères, les huissiers de justice devront :

- Vérifier les renseignements fournis par les enchérisseurs potentiels
- Accepter ou refuser d'activer les demandes des enchérisseurs et

- Interdire à certains utilisateurs d'enchérir.

En résumé, ce nouveau système complexe est maintenant prêt pour l'année 2009 et marquera une nouvelle ère de l'exécution en Hongrie

### Des nouvelles des pays d'EuroDanube

#### Bulgarie

Geogi Dichev, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie, a indiqué que « dans un mois, il y aura trois ans qui se seront écoulés depuis la création du Conseil national de formation, qui représente les huissiers de justice indépendants ». Le président bulgare a indiqué qu'en 2006, le montant des sommes recouvrées par les huissiers de justice était de 45 millions d'euros. En 2007, ce montant s'est élevé à 110 millions d'euros. Pour l'année 2008, les huissiers de justice ont déjà recouvré 100 millions d'euros. En 2006, le nombre de dossiers recouverts était de 5 500. En 2007 il était de 17 200. Pour l'année 2008, le nombre de dossiers est déjà de 15 000. La plupart des propositions de réformes proposées par nos confrères bulgares ont été introduites dans le Code de procédure civile. Il n'en demeure pas moins, nous a dit notre confrère, qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir. Début octobre, la Bulgarie a commencé à mettre en place un système informatisé regroupant les dossiers d'exécution (registre national des dossiers). Ce registre regroupe les informations relatives aux dossiers pris en charge par les huissiers de justice bulgares et les ventes aux enchères qu'ils réalisent. Le programme contient une base de données et un système d'archivage. Cette innovation permettra certainement à améliorer les activités des huissiers de justice et les aidera dans leur travail. En outre, il créera des conditions d'ouverture et de transparence pour la nouvelle profession qui assurera de nouvelles méthodes de contrôles par la Chambre nationale et le ministère de la justice.

#### République tchèque

Vladimír Plášil, membre du bureau du Conseil nationale des huissiers de justice de la République tchèque, a présenté un rapport sur le système de l'exécution forcée dans son pays, qui comprend 122 huissiers de justice. Les données ci-dessous ont été présentées par l'intervenant.

	Nombre de dossiers d'exécution dans la République tchèque	Nombre de dossiers recouverts	Nombre de contestations
2001	4302	942	152
2002	57 954	18 566	1 818
2003	132 469	45 234	3 486
2004	155 156	56 686	7 145
2005	270 480	66 170	10 103
2006	309 457	111 170	8 909
2007	427 800	125 271	9 960

Le ministère de la justice a mis en place une loi sur la création d'un fichier central de données sur les débiteurs. Ce fichier contiendra des informations sur l'initiation des procédures d'exécution dans le pays après information des débiteurs. Il sera accessible sur Internet pour une somme d'environ 5 euros.



### Estonie

La présidente de la délégation estonienne, Elin Vilippus, s'est déclarée satisfaite du succès d'EuroDanube. Dans son intervention, elle remercié tous les participants européens et américains au conseil permanent de printemps de l'UIHJ, qui s'est tenu à Tallinn en mai 2008 et a présenté les conclusions principales des rencontres. La présidente estonienne a dressé un tableau des problèmes principaux rencontrés par les huissiers de justice estoniens, comme la difficulté de procéder à des enchères immobilières.

### Ancienne République yougoslave de Macédoine

Antonio Koshtanov, président de la Chambre des huissiers de justice de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, a indiqué que depuis l'adhésion de son pays à l'UIHJ, celui-ci a pu établir de nombreux contacts avec d'autres pays, à la foi sur un plan bilatéral et sur un plan multilatéral. En janvier 2008, des représentants de la Chambre des huissiers de justice de la République de Macédoine (CHJRM) ont participé à l'assemblée annuelle de leurs confrères bulgares. Cet événement a démontré qu'il était profitable pour tous. Le président a indiqué son espoir que la coopération mutuelle puisse continuer pour l'avenir. En janvier 2008, Michal Redelbach, secrétaire d'EuroDanube, a suggéré que la CHJRM puisse rejoindre l'organisation EuroDanube. L'admission a été acceptée à l'unanimité pour tous les huissiers de justice de l'ARY Macédoine.

### Roumanie

Le représentant roumain, Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIHJ, a décrit les différentes catégories d'entités impliquées dans le recouvrement de créances. Les huissiers de justice procédant à des saisies de comptes bancaires sont soumis à des règles spéciales et des procédures internes. Les huissiers de justice qui recouvrent les demandes relatives à des saisies sur des comptes de caisses et livrets d'épargne ont, selon la loi n°122/2004, un statut identique à celui des huissiers de justice qui recouvrent les dettes bancaires. Les lois ont été aménagées pour accueillir deux autres catégories d'agents d'exécution pour recouvrer les demandes en matière civile : les agents d'exécution chargés de recouvrer les sommes de nature non bancaires, et les agents d'exécution chargés du recouvrement à la demande de l'Autorité pour le recouvrement des biens de l'État. Selon le Conseil national des huissiers de justice de Roumanie, l'existence d'organisations parallèles est inacceptable et celles-ci ne devraient pas faire partie d'une structure bancaire ou d'autres établissements financiers agissant en qualité de créanciers. Les personnes chargées du recouvrement devraient être indépendantes. Le Conseil national roumain a émis des propositions concernant l'harmonisation de la profession.

### Slovaquie

Jozef Rišian, président du Conseil national des huissiers de justice de Slovaquie, a présenté un rapport sur le statut des huissiers de justice dans son pays. En Slovaquie, il n'existe pas de numerus clausus s'agissant du nombre d'huissiers de justice. Cependant, le Conseil national souhaite un changement dans ce domaine. Aujourd'hui, 273 huissiers de justice exercent leurs activités. Le Conseil national désire contrôler l'augmentation du nombre d'huissiers de justice en mettant en place de nouveaux critères de sélection. Le ministère de la justice partage ce point de vue. Dans le cadre d'un projet de réformes, le Conseil des huissiers de justice slovaques a proposé qu'une décision du tribunal ne soit pas nécessaire dans le cadre d'une vente judiciaire d'immeuble

lorsque les parties s'accordent pour la vente de celui-ci. La nouvelle loi relative au tarif des huissiers de justice est entrée en vigueur en mai 2008. Le tarif a globalement augmenté. Les huissiers de justice peuvent choisir les voies d'exécution lesquelles, dans ce cas, peuvent faire l'objet de contestations de la part des parties.

Enfin, le Conseil national slovaque a proposé d'accueillir les prochaines rencontres UIHJ-EuroDanube en octobre 2009. Les participants ont accueilli favorablement la demande du secrétaire sur l'adoption des propositions du président de l'UIHJ, Jacques Isnard, s'agissant des frais du secrétaire d'EuroDanube et du financement des frais de réunions. La chambre nationale du secrétaire d'EuroDanube prend donc en charge les frais liés à ses activités. Les représentants de la conférence ont également indiqué leur volonté de conduire des travaux scientifiques de recherche sur l'exécution sur les immeubles dans les pays de la zone EuroDanube.

### Un réel impact sur le développement de la profession d'huissier de justice en Europe

Le président Redelbach a rappelé l'existence du site [www.eurodanube.eu](http://www.eurodanube.eu). Le secrétaire a estimé que les pays membres d'UIHJ-EuroDanube ont un réel impact sur le développement de la profession d'huissier de justice en Europe, si ces derniers sont prêts à relever le défi. Cela passe par la volonté des membres de faciliter l'échange d'informations sur les systèmes d'exécution et les conditions de travail dans les États membres. Michal Redelbach a fortement recommandé pour ce faire l'utilisation de courriers électroniques. Il a également enjoint les participants à participer au 20<sup>e</sup> congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille, en septembre 2009.

Après la réunion, le jeudi, les participants ont été invités à un dîner officiel à bord d'un bateau navigant sur le Danube. Le secrétaire d'UIHJ-EuroDanube en a profité pour proposer un voyage afin d'écouter le chanteur Léonard Cohen qui se produira à Paris des 24 au 26 novembre 2008 à l'Olympia. Le président du Conseil national des huissiers de justice de Hongrie a remercié l'ensemble des participants, les organisateurs de la manifestation ainsi que Jacques Isnard, pour son aide et son soutien.

(Source : Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie).

Une partie des participants – Some participants





## 2<sup>nd</sup> UIHJ-EuroDanube Conference in Budapest, Hungary

The 2<sup>nd</sup> UIHJ-EuroDanube Conference was organized by the Hungarian Chamber of Judicial Officers, on 30<sup>th</sup>-31<sup>st</sup> October 2008 in Budapest.

### Twofold Programs for UIHJ-Euros

Delegations arrived from Bulgaria, the Czech Republic, Estonia, Hungary, FYRO, Macedonia, Poland, Romania and Slovakia. Unfortunately, Latvia, Lithuania and Slovenia were not able to send their representatives. The guest of honour was Jacques Isnard, President of the UIHJ. The Board of the UIHJ was represented by Adrian Stoica. The Polish National Chamber of Judicial Officers was represented by its Vice-president, Michał Redelbach, who is also the Secretary of EuroDanube. The participants were asked to exchange views on their current state of enforcement as well as describe their system of auctioning immovable.

UIHJ President Jacques Isnard congratulated Michał Redelbach on his activities, undertaken in order to promote the organization. The President also gave thanks to Miklós Krejniker for the preparation of the second EuroDanube meeting. Then he presented positions of Belarus and Russia in relation to UIHJ. Belarus shall confirm their signature of cooperation arrangement with UIHJ Permanent Council at the next meeting in Paris, in November 2008. President Isnard was invited to a meeting with the Russian Director of law enforcement system, Nicolai Vinnichenko, who declared that Russian judicial officers will become a part of UIHJ organization officially in November 2008, at the Permanent Council in Paris. The President of the UIHJ described his vision of the future activities of the Union, as well as the activities of other organizations under its aegis (EuroDanube, EuroMed, EuroNord, EuroScandinavia). He stated that UIHJ-EuroDanube meetings should be held once a year – as is the case with the EuroScandinavia Conference. The Secretaries of the Euro-organizations, under the authority of UIHJ, should have the right to govern an active management. Duties of UIHJ-EuroDanube Secretary should be determined and voted at meetings of National Councils of Judicial Officers in all member states. The Secretary should be appointed for a period of three years, with an option to extend this period. The office of Secretary UIHJ-EuroDanube should be occupied by a natural person or by the National Council of Judicial Officers, as is the case with the organization UIHJ-EuroNord. The same should apply to other organizations subject to UIHJ. Moreover, the Secretary should exercise his activities free of charge. Costs should be covered by the Secretary's National Council of Judicial Officers. Council will be granted a reimbursement from the other members of the Euro-organization if the costs are incurred as a result of the activities that go beyond the simple activities of a Secretary. UIHJ President Jacques Isnard proposed that all UIHJ-Euro Conference programs be twofold. The first part would concern the same issues that apply to all UIHJ-Euro organizations. These common topics should be chosen at the meeting of the UIHJ-Euro Secretaries, the first of which is to be organized on 26<sup>th</sup> November at the Permanent Council of Paris. All upcoming UIHJ-Euro seminars, that is

EuroDanube, EuroMed, EuroNord and EuroScandinavia, should include that common topic on their agenda. The second part would be an optional topic, reflecting to the regional needs.

### A Common History, a Common Present, a Common Future

At the request of the Hungarian Chamber of Judicial Officers, Michał Redelbach introduced a brief report on the status of the profession in Poland, and outlined the activities of EuroDanube in 2008. He distributed materials to conference participants, relating to law enforcement system in Poland, including execution against immovable, service of documents and initiation of the proceedings. In his speech, Secretary Redelbach informed colleagues from Hungary, that in Poland, bidding must be done traditionally, in the presence of a judge; other options are not provided in the Code of Civil Procedure.

Dr. Miklós Krejniker, President of the Hungarian Chamber of Judicial Officers, thanked all participants for their attendance. He announced the understandable reasons for the absence of the Slovenian representative, Tatjana Krivec Tavcar, and expressed his concern over the absence of the delegations from Latvia and Lithuania.

According to President Krejniker, UIHJ-EuroDanube unites those countries which have experienced political and economic oppression and therefore know how to invest a great deal of effort into regaining complete independence. For example, the first enforcement code of Hungary came into effect 125 years ago, and was strong enough to resist the destructive effects of 50 years of communism. This legal tradition helped us reform and restore the Hungarian system of independent judicial officers.

*"We can certainly state that we, i.e. Poland, the Czech Republic, Slovakia, Romania, Bulgaria, we all share a common history, we struggle with similar problems in our legal systems, and also indirectly in our profession, which is enforcement. We should neither forget our other neighbours, Ukraine, Serbia and Croatia, and should support them in rejoining this big family. Not only do we share a common history, but also a common present and future",* President Krejniker said. At time of the current economic depression, the strengthening and unification of enforcement gains crucial importance. It is therefore our common goal to make enforcement a known and acknowledged fundamental institution of justice in each of our countries, especially amidst the competition with the debt collection and factoring agencies. This can only be achieved by joining forces. This is the most important duty and aim of EuroDanube.

In the frame of Hungary's presentation of its auctioning system, Vice-president Ferenc Császtai gave a brief summary on the legal background of the amendment: thanks to the newly introduced opportunity of electronic auctioning, sales can reach a wider audience, the anonymity of the bidders can be ensured, the range of potential auction buyers will be extended, the intensity of bidding will increase and thus claims will be recovered at a higher rate.

### A New Era of Enforcement in Hungary

Attila Vincze, the Chamber's IT developer presented the logic and operation of the system.

Basically, one can use the auctioning system as a visitor, a bidder, or a judicial officer.

Those who have been refused to register at the auctioning site as bidders – i.e. haven't received a user name and password – may still access the website as visitors. All public data are easily accessible for them, these include:





- The auction notice in portable document format (PDF)
  - All relevant information connected to the auction which can be searched for, such as enforcement case number, appraised value and starting price, the beginning and end of auctioning period, last bid, etc.
  - Additional information, e.g. digital photos of the items to be auctioned.
- In order to be able to use the system as bidders, users willing to bid have to:
- Undergo a security authentication procedure (within the Data Supplying Shell Strengthening the Security of Legal Transactions),
  - Attach necessary documents,
  - Pay a certain registration fee and
  - Register through a certain authority (judicial officer),
  - Enter the auctioning website by using their given user name and password, as well as
  - At first entry, they have to accept the terms of use (the User Agreement).

As registered bidders, users may modify their password, nick, e-mail address used for notification and the frequency of updating the site, as well as flag auctions for follow-up.

Bidders are required to submit a separate activation request for each auction, in which they ask a permission to bid for a certain item, after having made advance payment. Depending on the judicial officer's response to the request,

- users can start bidding
  - after having made up for possible deficiencies in the previous request, they can file a new one
  - if excluded by legal regulations, users may be prohibited from bidding at all.
- Registered judicial officers may use the auctioning system through the auctioning site by using a sort of smart card storing their digital signature, authentication and encryption certificates, in order to:
- have access to the database of bidders,
  - modify their data,
  - enter a new (group of) bidder(s),
  - enter new auctions,
  - trace and close ongoing auctions, or
  - delete closed auctions from the database.

Regarding their own auctions, judicial officers have to:

- check the personal data of those submitting a request to auction,
- accept or refuse bidders' activation request, and
- exclude users from bidding.

To sum up, this complex new system is now ready to mark 2009 as the beginning of a new era of enforcement in Hungary.

## News From EuroDanube Countries

### Bulgaria

President of the National Chamber of judicial officers of the Republic of Bulgaria, Georgi Dichev, reported that in a month, three years will have passed after the creation of their National Training Council, which represents independent court judicial officers. In 2006, the amount of collected claims by judicial officers was 45 million Euros, in 2007, that amount raised to 110 million Euros. For the year 2008, judicial officers have already collected 100 million Euros. In 2006, the number of cases in which the claim was effectively enforced was 5 500, in 2007 it was 17 200. For the year 2008, the number of such cases is already 15 000. Most of the amendments proposed by the Bulgarian Chamber were

introduced in the Code of Civil Procedure, however, according to our Bulgarian colleagues, there is still much work to be done. At the beginning of October, Bulgaria launched a judicial enforcement computer database (national register of cases). It contains all information concerning cases carried out by judicial officers in Bulgaria and all sales made by them. The system has a database and an archive, too. This innovation will certainly improve judicial officer's activities and ease their work. Moreover, it will create conditions for openness and transparency for the new profession and grant new ways of effective control performed by the National Chamber and the Ministry of Justice.

### Czech Republic

Vladimír Plášil, a member of the Bureau of the National Council of The Judicial Officers in the Czech Republic, presented a brief report on the status of the law enforcement system in his country. There are 122 judicial officers in the Czech Republic. Below are some of the data, presented by the lecturer:

	Number of enforcement cases in the Czech Republic	Number of recovered claims	Number of appeals
2001	4302	942	152
2002	57 954	18 566	1 818
2003	132 469	45 234	3 486
2004	155 156	56 686	7 145
2005	270 480	66 170	10 103
2006	309 457	111 170	8 909
2007	427 800	125 271	9 960

The Minister of Justice issued a regulation on the establishment of a central database of debtors. This central database will contain information on the initiation of every enforcement procedure throughout the country after the service of an appropriate documentation to the debtor. The central database will be accessible, for those interested, on the Internet. Entry to the website will cost 120 CZK (about 5 Euros).

### Estonia

The head of the Estonian delegation, Elin Vilippus, expressed her satisfaction that EuroDanube conference meets such great interest. In her speech, she thanked everyone for both European and American participation in the Spring Permanent Council, which took place in Tallinn in May this year and presented main conclusions after seminars. She also gave a brief summary of the major problems that judicial officers in Estonia have to handle, such as the difficulty of auctioning immovable.

### Former Yugoslavian republic of Macedonia

President of the FYRO Macedonia judicial officers, Antonio Koshtanov, pointed out in his speech that, following the accession of the National Council of Judicial Officers from his country to the UIHJ, they managed to establish many new contacts with other countries, both bilateral and multilateral. In January 2008, CEARM (Chamber of Enforcement Agents of the Republic of Macedonia) repre-



representatives participated in the annual General Assembly of Bulgarian colleagues. This event proved to be a most valuable exchange of experience. The President expressed hope that this mutual cooperation will continue in the future. In January 2008, Secretary of EuroDanube, Michał Redelbach presented CEARM a proposition to join the EuroDanube organization. Admission was unanimously accepted by all judicial officers in the FYRO. Macedonia.

#### Romania

Romania's delegate, a member of UIHJ board, Adrian Stoica, described several categories of entities involved in debt collection. Judicial officers performing bank account claims are subject to special regulations and internal procedures. Judicial officers for the recovery of claims in co-operative savings and credit funds, under Regulation No. 122/2004, have a statute similar to the status of the judicial officer for the recovery of bank debt. The relevant regulations have been expanded by two more categories of judicial officers involved in the recovery of claims in civil-law: judicial officers for the recovery of claims in non-bank institutions, as well as judicial officers for the recovery of claims for the Authority for State Assets Recovery (AVAS). According to the National Council of Judicial Officers of Romania, the existence of parallel systems of law enforcement is unacceptable, because they cannot be part of the organizational structure of a banking institution or other financial institution which is a Creditor. Debt collectors should be independent. Romania's National Council of Judicial Officers proposed a new draft concerning unification of the profession.

#### Slovakia

President of the National Council of Judicial Officers in Slovakia, Jozef Rišian, presented a brief report on the status of the judicial officers' profession in his country. In Slovakia, the number of judicial officers is not limited. However, the National Council wants to change that. Today, there are 273 judicial officers performing their activities. The National Council of Judicial Officers from Slovakia intends to prevent the continued increase in ranks of judicial officers, through re-entry procedures for selecting candidates. The Minister of Justice of Slovakia agrees with that idea. In its new draft law on judicial officers, the Slovakian Council of Judicial Officers proposed that in the case of an agreement for the sale of immovable at auction, court authorization was not necessary. The amendment concerning judicial officer's fees came into force in May 2008.

The fees for services performed by the judicial officer increased. Fees for court proceedings were raised, too. Sales of immovable at auction can be performed following the consent of the person empowered. Judicial officers can choose the way of enforcement, in this case their decision may be challenged by an authorized person.

Finally, the National Council of Judicial Officers of Slovakia has proposed to host the next EuroDanube Conference in October 2009. Participants positively recognized the request of the Secretary, on the adoption of the proposal by UIHJ President Jacques Isnard concerning costs related to the performance of the duties of the Secretary and the costs of organizing the Conference. The National Chamber of the EuroDanube Secretary bears the costs of his activities. Costs of each conference are covered by the hosts. The conference expressed a commitment to carry out scientific research concerning enforcement of real estate in the EuroDanube member states.

### A Real Impact on the Development of the Judicial Officer's Profession in Europe

President Redelbach reminded of the existing website [www.eurodanube.eu](http://www.eurodanube.eu). The Secretary claimed that the member states of UIHJ-EuroDanube organization can have a real impact on the development of the judicial officer's profession in Europe, if they are ready for discourse. This means above all the willingness of all partners to grant access to their structures for more countries. Communication between members should rely on the active exchange of information concerning specific enforcement systems and work conditions in member states. Secretary Redelbach strongly recommended using e-mails for that purpose. He also appealed to participants to take part in the 20<sup>th</sup> UIHJ Congress, which will be held in Marseilles in September 2009.

After the Conference on Thursday, participants were invited to a formal dinner on board of a ship on the River Danube. Secretary used the occasion to propose a joint trip to Leonard Cohen concert, which will be held 24-25-26 November 2008, in Olympia Concert Hall in Paris. President of the National Council of Judicial Officers from Hungary gave thanks to representatives for participation in the EuroDanube conference, his self-government for the organization and President of UIHJ, Jacques Isnard, for his assistance and support.

(Source: National Chamber of Judicial Officers of Hungary).



*De G. à D. : Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIHJ*

*From L. to R. : Miklos Krejniker, President of the National Chamber of Judicial Officers of Hungary, Jacques Isnard, President of the UIHJ, Adrian Stoica, Member of the board of the UIHJ*



## 1<sup>re</sup> journée de formation européenne pour les huissiers de justice italiens à Pérouse

Le 12 juin 2009, l'association AUGÉ (association des huissiers de Justice en Europe) et l'Ordre des Avocats de Pérouse ont organisé en collaboration avec l'UIHJ, dans la célèbre université de droit de Pérouse, leur première journée de formation sur le thème des règlements européens.

### Le TEE est inapplicable en Italie...

Une cinquantaine de confrères venus de toute l'Italie et même de Sicile ont répondu présents à l'invitation.

Après une brève présentation de l'association AUGÉ par notre consœur Francesca Biondini, notre confrère Andrea Mascioli a annoncé le rôle des intervenants à la tribune et le planning de la journée. Au programme, donc, les règlements européens parmi lesquels le règlement (CE) n° 1393/2007 du 13 novembre 2007 sur la notification et la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires, le règlement (CE) n° 805/2004 du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées et le règlement (CE) n° 861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges.

Marcolucio Campiani, avocat, a exposé les particularités du règlement (CE) 1393/2007, après avoir au préalable rappelé la volonté du Conseil de Tampere en 1999 de créer « *Un espace de liberté, de sécurité et de justice en Europe* ».

Giovanni de Filippo, huissier de justice italien, a livré l'expérience pratique de l'utilisation de ces règlements au sein des bureaux des « *Ufficiali giudiziari* » d'Italie.

Rose-Marie Bruno, en sa qualité d'expert de l'UIHJ, a livré l'expérience française du texte dans la mesure où l'huissier de justice français est tout à la fois entité d'origine et entité requise. Notre consœur a indiqué les modalités pratiques pour accéder, via Internet, à l'Atlas judiciaire européen permettant d'identifier l'entité requise compétente dans chacun des pays de l'Union européenne.

Elle a insisté par ailleurs sur la valeur ajoutée de la signification par rapport à la lettre recommandée, notamment quant à la possibilité offerte au requis, par l'article 8 du règlement, de refuser l'acte s'il n'est pas traduit. Or si ce dernier reçoit l'acte par lettre recommandée, comment peut-il savoir ce qu'il contient et donc le refuser ?

C'est à 14 h que Giovanni Porcelli, professeur de procédure civile, présentait le règlement 805/2004 du 21 avril 2004 sur le titre exécutoire européen.

M. Porcelli soulevait par ailleurs le problème posé par l'une des conditions du TEE en Italie. En effet, s'exclamait-il, « *la non contestation de la créance (il non incontestabile) n'existe pas en Italie. Il n'y aura donc jamais de titre exécutoire européen italien, excepté dans trois cas rares : la confession, l'absence de comparution à l'interrogation et le refus de jurer* ».



De G. à D. — From L. to R. : Francesca Biondini, Domenico Benedetti Valentini, Rose-Marie Bruno, Giovanni Porcelli, Chiara Cariglia, Andrea Mascioli

### Patience et confiance

Vers 16 h 15, c'est en voisin que le sénateur Domenico Benedetti Valentini, rapporteur de la commission des lois au Sénat, est venu informer la profession de l'évolution du texte sur la réforme de la justice en Italie. « *Le problème qui se pose est bien celui de l'efficacité de la justice, zone de grande efficacité et de grande abnégation* » a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « *Nous écoutons toutes les parties en présence, celles qui consentent et celles qui résistent, et nous sommes conscients qu'il faut réduire les déficits public* ». À l'interrogation d'un confrère sur le stade actuel du texte sur la libéralisation de la fonction d'huissier de justice en Italie, alors même que 19 pays sur les 27 de l'Union européenne bénéficient d'un statut libéral, le sénateur répondait : « *J'ai bien entendu les propos de Me Jacques Isnard à Rimini, sur les avantages du statut libéral. Votre consœur représentante de l'UIHJ témoigne du soutien qui vous est apporté par cette grande organisation. Il faut être patient et avoir confiance* » concluait-il avant de quitter l'auditoire.

Me Bruno, reprenant le fil des travaux, exposait à son tour les problèmes posés par la condition de la « *non contestation de la créance* » en matière de TEE, en France où, de ce fait, seuls peuvent être concernés les jugements qui n'ont fait l'objet d'aucun recours de la part du défendeur. Chiara Carigila, professeur en droit de procédure civile, a développé en fin de journée le règlement (CE) n° 861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges.

Les travaux se sont achevés après un échange fructueux avec la salle, aux environs de 18 h 30. Il faut saluer l'exploit réalisé par nos consœurs et confrères italiens — rappelons-le, fonctionnaires — pour avoir réussi à organiser une journée de formation d'une qualité si remarquable, aussi bien dans l'organisation que dans le choix des intervenants et le contenu de leurs travaux. Félicitations !!!



## 1<sup>st</sup> European Training Day for Italian Judicial Officers in Perugia

On 12 June 2009, the Italian AUGÉ association (association of the judicial officers in Europe) and the Bar Association of Perugia organized in collaboration with the UIHJ, in the famous Law University of Perugia, their first training day on the topic of European Regulations.



Domenico Benedetti Valentini, Rose-Marie Bruno

### The EEO is inapplicable in Italy...

About fifty fellow-members from all Italy and even Sicily answered present at the invitation.

After a short presentation of the AUGÉ association by our colleague Francesca Biondini, our fellow-member Andrea Mascioli announced the role of the speakers and the agenda for the day. The menu including the European Regulations among which (EC) Regulation n° 1393/2007 of 13 November 2007 on the service of judicial and extra-judicial documents, (EC) Regulation n° 805/2004 of 21 April 2004 creating an European Enforcement Order for uncontested claims, and (EC) regulation n° 861/2007 instituting a European procedure of payment for Small claims.

Marcolucio Campiani, lawyer, exposed the characteristics of (EC) Regulation 1393/2007, after having as a preliminary pointed out the will of the Council of Tampere in 1999 to create "an area of freedom, security and justice in Europe".

Giovanni de Filippo, Italian judicial officer, spoke about the practical experience of these regulations within the offices of "Ufficiale giudiziari" in Italy. Rose-Marie Bruno, in her capacity as expert of the UIHJ, shared the French experience on the matter insofar as the French judicial officer is at the same time the transmitting and the receiving entity. Our colleague showed the practical methods to locate, via Internet and the European Judicial Atlas, the qualified entity in each country of the European Union.

In addition she insisted on the added-value of the personal service of document by a professional such as a judicial officer compared to the registered letter, in particular as for the possibility offered to the addressee, in article 8 of the regulation, to refuse the document for lack of translation. However if the latter receives the document by registered letter, how can he know what it contains and thus refuse it?

Early afternoon, Giovanni Porcelli, professor of civil procedure, presented (EC) Regulation 805/2004 of 21 April 2004 on the European Enforcement Order. Mr. Porcelli also raised the problem arising from one of the conditions of the EEO in Italy. Indeed, he said: "the incontestability of the claim (il non incontestabile) does not exist in Italy. There will never thus be EEO in Italy, except in three rare cases: confession, default judgment and refusal to take oath".

### Patience and confidence

Towards 16:15, it is as a neighbor that Senator Domenico Benedetti Valentini, recorder of the commission of the laws to the Senate, came to inform the profession of the evolution of the justice reform in Italy. "The problem raised is that of the effectiveness of justice, a zone of great efficiency and great abnegation" he declared. And to add: "We listen to all the involved parties, those who authorize and those who resist, and we are conscious that it is necessary to reduce public costs". To the interrogation of a fellow-member on the present stage of the text on the liberalization of the function of judicial officer in Italy, while at the same time 19 country out of the 27 of the European Union profit from a liberal statute, the senator answered: "I of course have heard the remarks of Mr. Jacques Isnard in Rimini on the advantages of the liberal statute. Your colleague representing here the UIHJ testifies to the support which is brought to you by this wide organization. It is necessary to be patient and to have confidence" he concluded before leaving the audience.

Mrs. Bruno, going back to her presentation, then exposed the problems arising from the condition of the "incontestability of the claims" as regards EEO, in France, where de facto can only be concerned judgments which are not challenged by the defendant. Chiara Carigila, professor of civil procedure, developed at the end of the day (EC) Regulation n° 861/2007 instituting a European procedure of payment for small claims.

The works ended after a profitable exchange with the room, at around 18:30. It is necessary to greet the achievement carried out by our Italian colleagues — who are let us recall it, civil servants — to have succeeded in organizing such a remarkable training day, both in terms of organization and the choice of the speakers as in the contents of the works. Congratulations!!!

Une partie du public — A part of the Public





## In Memoriam

Nous avons appris avec tristesse le décès de Jan Treder. Jan Treder était le fondateur de Currenda, société d'édition polonaise dont la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne est gérante et sur les presses de laquelle notre magazine est imprimé.

De l'avis de ses collaborateurs et de tous ceux qui l'ont connu, homme de cœur et de convictions, Jan Treder était véritablement l'âme de Currenda qu'il a créée et porté à son plus niveau de qualité et de reconnaissance dans le monde des éditions juridiques.

L'UIHJ présente ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches, et en particulier à sa fille Aleksandra Pelcer, huissier de justice à Sopot.



## In Memoriam

We learned with much sadness the death of Jan Treder. Jan Treder was the founder of Currenda, a Polish Publishing company co-owned by the National Chamber of judicial officers of Poland and on the printing unit of which our magazine is printed.

From the opinion of his collaborators and all those who knew him, a noble-hearted man and of conviction, Jan Treder was truly the soul of Currenda which he created up to the highest level of quality and recognition in the world of Legal publishing.

The UIHJ addresses its sincere condolences to his family and her relatives and in particular to his daughter Aleksandra Pelcer, judicial officer in Sopot.

## L'UIHJ participe au 4<sup>e</sup> congrès des Solicitadores à Guimaraes (Portugal) les 17 et 18 octobre 2008

Jacques Isnard, président de l'UIHJ, a participé les 17 et 18 octobre 2008 au 4<sup>e</sup> congrès des Solicitadores portugais où s'y déroulait également le 9<sup>e</sup> congrès des postulants européens.

### Des réformes pour 2009

Le thème du congrès des solicitadores était : « *Solicitadores, justice et citoyenneté au temps des changements* » tandis que celui des postulants européens avait pour thème : « *La justice, un marché libre ? Les dangers de la libre concurrence* ».

Étaient présents notamment l'UIHJ, représentée par son président, Jacques Isnard, Juan Carlos Estevez, président du Conseil général des Procuradores espagnols, François Grandsard, président de la Chambre des avoués français, et Joao Tiago da Silveira, secrétaire d'État à la justice, représentant le ministre de la justice du Portugal. Environ 300 solicitadores portugais participaient également à ces journées de réflexion et de travail.

Ce congrès a été marqué par les prochaines réformes législatives concernant les professionnels du droit et la justice non seulement au Portugal mais également dans toute l'Europe.

Dans son discours d'ouverture solennelle du congrès, le président de la Chambre des solicitadores, Antonio Gomes da Cunha, a mis en avant les réformes législatives qui s'annoncent pour 2009 au Portugal. Ces réformes concernent à la fois



Les intervenants – The speakers

la profession de Solicitador « *généraliste* » et celle de Solicitador de l'exécution. Le président de la chambre des solicitadores a ainsi insisté sur le fait que les solicitadores devaient trouver de nouveaux chemins et de nouvelles solutions qui s'adaptent à ces changements. Le gouvernement portugais, par l'intermédiaire de son secrétaire d'État à la justice, Joao Tiago da Silveira, a lancé plusieurs défis aux solicitadores qui vont conditionner leur activité professionnelle. Ces réformes législatives ont fait l'objet de divers travaux et thèmes qui ont été abordés et étudiés lors de ces deux journées.

Pour ce qui concerne les réformes législatives concernant la profession de Solicitador « *généraliste* », il convient tout d'abord de rappeler que le gouvernement portugais a mis en place un programme appelé « *Simplex* » qui permet de procéder à diverses réformes législatives dans différents domaines afin d'alléger la bureaucratie portugaise, laquelle est très lourde. Diverses réformes dans divers domaines sont déjà entrées en vigueur, notamment par le décret-loi n°116-2008 du 4 juillet 2008. Dans le cadre de ce programme les Solicitadores vont recevoir de nouvelles compétences relatives à la dématérialisation des actes. Ils pourront rédiger toutes sortes de contrats (en matière



Rencontres entre les solicidores et les procuradores — Meeting between Solicidores and Procuradores

immobilière, civile, commerciale, etc.), authentifier ces actes, et procéder à toutes les formalités annexes telles que le paiement des impôts, le tout via Internet et depuis leurs bureaux. Les Solicidores vont ainsi avoir accès directement à différentes bases de données, telles que celles du Trésor public ou des finances. Il s'agit du programme du « *Balcon unique* ». La responsabilité des Solicidores va être alourdie puisqu'ils devront vérifier et contrôler la légalité des actes et des contrats qu'ils réaliseront. Ils devront s'équiper de nouveaux outils informatiques et de nouveaux logiciels qui leur permettront d'exercer ces nouvelles fonctions avec toute l'efficacité et la rentabilité nécessaires. Il n'a pas encore été décidé si la Chambre des solicidores mettrait à disposition de ses membres ces outils informatiques ou si les Solicidores devaient investir eux-mêmes dans cette nouvelle technologie.

S'agissant des réformes législatives concernant la profession de Solicitor de l'exécution, il convient de rappeler que cette profession a été créée au Portugal en 2003 sur le modèle de l'huissier de justice français. En réalité, il ne s'agit pas d'une profession autonome mais plutôt d'une spécialité de la profession de Solicitor. Le Solicitor de l'exécution est en même temps Solicitor « *généraliste* », à savoir mandataire judiciaire. Cinq ans après la création de cette spécialisation, et toujours dans le cadre du programme « *Simplex* », le Gouvernement prévoit l'entrée en vigueur le 31 mars 2009 d'une nouvelle réforme de l'exécution forcée qui va modifier profondément l'exercice de cette spécialité. Cette réforme a été autorisée par la loi n°18/2008 du 21 avril 2008. Ainsi, certaines saisies, telles que la saisie immobilière, la saisie attribution ou la saisie des véhicules pourront (et certaines sont déjà opérationnelles), s'opérer via Internet. La requête en exécutoire qui permet au Solicitor de l'exécution de procéder à l'exécution forcée sera renvoyée au tribunal et au tribunal de l'exécution via Internet. Le recouvrement forcé pourra se mettre en place automatiquement sans requête exécutoire, dans le cas d'exécution de décisions judiciaires. Le rôle du juge de l'exécution sera réduit puisqu'il interviendra principalement en cas d'opposition. Le Solicitor de l'exécution n'aura plus à envoyer au tribunal tous les mois des résumés des actes réalisés. Enfin, le Solicitor de l'exécution aura accès directement à certaines bases de données (par exemple la Sécurité sociale, le Trésor public, les registres des véhicules, les registres des exécutions en cours contre les débiteurs, etc.).

### Les inquiétudes des solicidores face aux réformes

Dans son discours d'ouverture, le président de la Chambre des solicidores n'a pas manqué également de faire part de ses inquiétudes face à ces réformes qui vont entrer en vigueur en 2009 et qui vont remettre en cause indéniablement l'existence même de la profession de solicitor. Pour ce qui concerne les nouvelles compétences des solicidores « *généralistes* », elles seront partagées avec les avocats, les notaires et même l'administration publique. Les solicidores seront ainsi en concurrence directe avec les autres professionnels du droit et avec l'État. Concernant la réforme de l'action exécutive, les solicidores perdront le monopole de l'action exécutive. Celle-ci pourra également

être exercée par les avocats, qui pourront simultanément procéder aux saisies et au recouvrement forcé des titres exécutoires, et par les tribunaux arbitraires (lesquels ne sont pas encore créés), qui pourront également procéder au recouvrement forcé au même titre que les solicidores de l'exécution, si les parties en ont décidé ainsi. Par ailleurs, les créanciers pourront substituer librement les agents d'exécution sans l'intervention du juge pour ce faire. De ce fait, les solicidores de l'exécution deviendront des agents d'exécution, nouvelle spécialité professionnelle qui pourra être exercée par les trois différentes catégories d'auxiliaires de justice (solicidores, avocats et tribunaux arbitraires). C'est pourquoi la réforme législative qui entrera en vigueur en 2009 prévoit également des modifications quant au statut des solicidores et des avocats. Le 4<sup>e</sup> congrès des solicidores portugais a été marqué par l'étude, la réflexion et l'inquiétude inévitable de tous les Solicidores face à toutes les réformes qui entreront en vigueur en 2009. Concernant l'exécution, elles remettent en cause gravement et indéniablement l'indépendance des futurs huissiers de justice portugais, gage d'indépendance de la justice.

Le 9<sup>e</sup> congrès des postulants européens a été marqué, quant à lui, par l'annonce de la suppression des avoués français près les cours d'appels, auprès desquels le président de la Chambre des Solicidores a manifesté sa solidarité.

Ce congrès international s'est achevé par un événement plus heureux pour tous les participants et par un signe d'espoir et de changement. C'est en effet sous les applaudissements de toute l'assemblée que le président de la Chambre des solicidores a remis au président du Conseil général des Procuradores espagnols, D. Juan Carlos Estevez, le titre de président du congrès des postulants européens.

Une partie du public — A part of the public





## The UIHJ participates in the 4<sup>th</sup> Congress of Solicitadores In Guimaraes (Portugal) on 17-18 October 2008

Jacques Isnard, President of the UIHJ, Took Part On October 17<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup> 2008 in the 4<sup>th</sup> Congress of Portuguese Solicitadores, Where the 9<sup>th</sup> Congress of the European Applicants also Took Place.

### Reforms For 2009

The topic of the congress of the solicitadores was: *"Solicitadores, justice and citizenship in times of changes"* while the European applicants Congress discussed the topic: *"Justice, an open market? The dangers of free competition"*.

Were present in particular the UIHJ, represented by its president, Jacques Isnard, Juan Carlos Estevez, president of the General Council of Spanish Procuradores, François Grandsard, president of the Chamber of the French avoués, and Joao Tiago da Silveira, Secretary of State for justice, representing the Minister for justice of Portugal. Approximately 300 Portuguese solicitadores also took part in these days of reflection and work.

This congress was marked by the next legislative reforms concerning the professionals of the law not only in Portugal but also in all Europe.

In his solemn opening speech of the congress, the president of the Chamber of the solicitadores, Antonio Gomes da Cunha, presented the legislative reforms which are announced for 2009 in Portugal. These reforms relate to at the same time the profession of Solicitor *"general practitioner"* and that of Enforcement Solicitor. The president of the Chamber of solicitadores thus insisted on the fact that the solicitadores were to find new ways and new solutions to adapt to these changes. The Portuguese government, via its Secretary of State for justice, Joao Tiago da Silveira, launched several challenges to the solicitadores which will condition their commune activity. These legislative reforms made the object of various work and topics which were approached and studied at the time of these two days.

Concerning the legislative reforms relating to the profession of *"general practitioner"* Solicitor, he first of all agrees to recall that the Portuguese government set up a program called *"Simplex"* which makes it possible to proceed to various legislative reforms in various fields in order to reduce the Portuguese bureaucracy which is very heavy. Various reforms in various fields are already coming into effect, in particular by the Order n°116-2008 of July 4<sup>th</sup>, 2008. Within the framework of this program Solicitadores will receive new competences relating to the dematerialization of the acts. They will be able to write all kinds of contracts (out of civil, commercial matters or relating to immovable goods), to authenticate these acts and to proceed to all additional formalities such as payment of taxes, all via Internet, from their offices. Solicitadores thus will have direct access to different databases, such as those of the Treasury or finances. This program is known as the *"Single Balcony"*. The responsibility of Solicitadores will be increased since they will have to check and control



Antonio Gomes da Cunha, président des solicitadores – President of the Solicitadores

Juan Carlos Estevez, président du Conseil des Procuradores d'Espagne – President of the Council of Procuradores of Spain



the legality of the acts and contracts which they will carry out. They will have to be equipped with new computer tools and new software which will enable them to exert these new functions with all the expected effectiveness. It was not decided yet if the Chamber of the solicitadores placed at the disposal of its members these computer tools or if the Solicitadores were to invest themselves in this new technology.

Regarding legislative reforms relating to the profession of Enforcement Solicitor, it is appropriate to recall that this profession was created in Portugal in 2003 on the model of the French judicial officer. Actually, it is not a question of an autonomous profession but rather of a specialty of the profession of Solicitor. The Enforcement Solicitor is at the same time a *"general practitioner"* Solicitor, namely a legal agent. Five years after creation of this specialization, and always within the framework of the *"Simplex"* program, the Government envisages the coming into effect on March 31<sup>st</sup>, 2009 of a new reform of distraint which will deeply modify the exercise of this specialty. This reform was authorized by the bill n°18/2008 of April 21<sup>st</sup>, 2008. Thus, certain seizures, such as the seizure of property, the attachment on bank accounts or the seizure of motor vehicles will be able (and some are already operational), to take place via Internet. The enforcement warrant which allows the enforcement Solicitor to carry out the distraint will be returned to the court and the enforcement court via Internet. Forced enforcement will be able to be set up automatically without enforcement warrant, in the case of enforcement of court orders. The role of the enforcement judge will be reduced since it will intervene mainly in the event of opposition. Enforcement Solicitor will not have to send any more to the court every month summaries of the acts carried out. Lastly, Enforcement Solicitor will have direct access to certain databases (such as Social security, the Treasury, vehicle registers, enforcement registers concerning enforcement in progress against the debtors, etc).



### Concerns of the Solicitadores Regarding the Reforms

In his opening speech, the president of the Chamber of the solicitadores also did not fail to announce his concern regarding these reforms which will come into effect in 2009 and which will unquestionably call into question the very existence of the profession of Solicitador. Concerning new competences of the "general practitioners" Solicitadores, they will be divided with lawyers, notaries and even the public administration. The solicitadores will be thus in direct competition with the other professionals of the law and the State. Concerning the reform of enforcement, the solicitadores will lose the monopoly of enforcement. This one will also be exerted by lawyers, who will be able simultaneously to carry out seizures and the forced enforcement of legal titles, and by the arbitrary courts (which are not created yet), which will be able to also carry out enforcement as well as Enforcement Solicitadores, if the creditor decided so. In addition, creditors will be able to change freely from one enforcement agent to another without the intervention of the judge. So the enforcement solicitadores will become enforcement agents, a new professional field which could be exerted by the three various categories of auxiliaries of

justice (arbitrary solicitadores, lawyers and courts). This is why the legislative reform which will come into effect in 2009 also envisages modifications as for the statute of solicitadores and lawyers.

The 4<sup>th</sup> congress of the Portuguese solicitadores was marked by the study, the reflection and the inevitable concern of all Solicitadores regarding all the reforms which will come into effect in 2009. Concerning enforcement they seriously and unquestionably call into question the independence of the future Portuguese judicial officer, guarantees of the independence of justice.

The 9<sup>th</sup> congress of the European applicants was marked by the advertisement of the removal of the French "avoués" near Courts of Appeals and the president of the Chamber of Solicitadores expressed his solidarity with this profession.

This international congress was completed by a happier event for all the participants and by a sign of hope and change. It is indeed under the applause of all the assembly that the president of the Chamber of the solicitadores gave to the president of the General Council of Spanish Procuradores, D. Juan Carlos Estevez, the title of President of the congress of the European applicants.

## 6<sup>e</sup> session UIHJ-EuroMed à Lisbonne

**C'est dans la capitale portugaise que s'est déroulée du 4 au 6 juin 2009 la sixième session d'UIHJ-EuroMed, en présence des délégations d'Algérie, d'Espagne, de France, de Grèce, du Portugal et du Maroc.**

L'ouverture des travaux a été placée sous la haute autorité de son excellence le secrétaire de la justice, J. Tiago da Silveira, qui développa longuement les avancées d'e-justice dans la profession des Solicitadores portugais et par là-même la modernisation de celle-ci ainsi que de toute la procédure au Portugal. Il expliqua qu'aujourd'hui 70% des cas sont transmis aux tribunaux par voie électronique et que depuis janvier 2009 trois millions d'actes ont emprunté la même voie. Il se félicita donc du choix de ce sujet dans le programme des travaux. Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, s'exprima à son tour et souligna la diversité et la richesse des sujets choisis pour être développés lors des différents ateliers en soulignant que ceci constituait l'éclatante consécration de la pluridisciplinarité des huissiers de justice défendue depuis l'année 2000 par l'UIHJ. Antonio da Cunha, président des Solicitadores portugais prit la parole pour souhaiter la bienvenue à tous et ouvrir officiellement les travaux de cette session. Après cette séance d'ouverture, les travaux de la session commencèrent. Ils étaient divisés en 5 tables rondes.

La 1<sup>re</sup> table ronde, « *Entreprises : besoins et solutions* », était placée sous la présidence du professeur Dr José de Magalhaes et de Me Antonio Gameiro, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France, de Grèce et du Portugal. Cette table ronde était destinée à permettre aux huissiers de justice des différents pays d'analyser les besoins des entreprises et savoir quelles solutions ils peuvent apporter en dehors du recouvrement. L'occasion a donc été donnée de confronter les différents services offerts par la profession en fonction des pays et de déterminer si de nouveaux services pourraient voir le jour sous le besoin des professionnels. C'est ainsi que l'on a

vu proposer la possibilité pour l'huissier de justice de devenir le « *crédit-manager* » des petites et moyennes entreprises. L'idée du réseau euro-méditerranéen des huissiers de justice a été relancée et à cette occasion Françoise Andrieux et Dionysios Kriaris ont présenté le site internet d'UIHJ-EuroMed (<http://www.uilhj-euromed.com>) qu'ils ont construit et destiné tout à la fois aux pays membres d'EuroMed et à leurs partenaires.

La 2<sup>e</sup> table ronde, « *Les modes alternatifs de règlement des conflits* », était placée sous la présidence du Professeur Mariana Gouveia, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Les participants ont fait l'état des lieux des modes alternatifs de règlement des conflits et la part prise ou à prendre par la profession dans ce domaine.

La 3<sup>e</sup> table ronde, « *Le surendettement* », incluait la participation de représentants de délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Chacun a développé l'existence du surendettement et d'une éventuelle procédure appropriée à cette situation dans son pays respectif et les effets sur la procédure d'exécution dans chaque pays.

La 4<sup>e</sup> table ronde, « *Les garanties* », était placée sous la présidence de Mme Paula Lourenço, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Les intervenants ont comparé l'existence et la mise en œuvre des différentes garanties (en dehors de mesures conservatoires) en vigueur dans leurs pays : séquestres, hypothèques, nantissements, gages, clauses de réserve de propriété. L'accent a particulièrement été mis sur le constat, première garantie en tant que préservation de la preuve.

Enfin, la 5<sup>e</sup> table ronde, « *e-Justice* », était placée sous la présidence de son excellence le secrétaire de Justice, Jorge Almeida, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed de France, Grèce, Portugal. Chaque





pays a exposé les services apportés par E-justice : avantages et inconvénients. Il a été question des produits pouvant être fournis par les développements électroniques comme le « *depomail* » ou « *authentidoc* » proposé par les huissiers de justice français. Les dangers d'e-justice loin d'être écartés ont tout de même été soulignés par la Grèce. Nos confrères algériens nous ont fait part lors du débat avec la salle de leurs grandes avancées dans ce domaine.

À la suite de l'ensemble des travaux et compte tenu des débats et exposés entendus, des recommandations ont été émises.

#### Recommandation n° 1

- Considérant la volonté de privilégier les modes de substitution du procès au profit de solutions emportant l'accord des parties parce qu'acceptées avec leur accord
- Considérant l'expérience des huissiers de justice en ce qui concerne la recherche des solutions permettant d'équilibrer les relations entre débiteur et créancier
- Considérant la volonté d'accroître le niveau de formation des huissiers de justice

**UIHJ-EuroMed recommande que les huissiers de justice s'emploient à étendre leurs activités notamment dans le domaine des modes alternatifs de règlement des conflits, avec une formation appropriée et dans le strict respect de leur statut.**

#### Recommandation n°2

- Considérant l'impartialité, la neutralité, la confiance accordée, la déontologie apportées par la profession d'huissier de justice

**UIHJ-EuroMed recommande que l'huissier de justice soit le professionnel de la preuve matérielle notamment au travers du constat.**

#### Recommandation n°3

- Considérant que les décisions de justice nécessitent pour leur efficacité une unicité d'intervention

**UIHJ-Euro-Med recommande de faire de la profession d'huissier de justice la grande profession de l'exécution, permettant à l'huissier de justice d'être le professionnel de la résolution des problèmes liés au non paiement tant des particuliers que des professionnels et au travers de l'ensemble des voies d'exécution forcée jusqu'à leur aboutissement : la réalisation des actifs du débiteur.**

#### Recommandation n°4

- Considérant l'inévitable évolution technologique
- Considérant la volonté des pouvoirs publics d'améliorer l'administration de la justice grâce aux nouvelles technologies
- Considérant la volonté des huissiers de justice d'être des auxiliaires de justice efficaces

**UIHJ-EuroMed recommande la participation, la promotion et la recherche de l'utilisation des nouvelles technologies au service du justiciable permettant le respect de ses droits fondamentaux.**

#### Recommandation n° 5

- Considérant que la sécurité des échanges économiques passe par la bonne connaissance mutuelle des cocontractants

**UIHJ-EuroMed recommande d'engager des actions pour faire de l'huissier de justice le professionnel de l'intelligence économique en lui donnant les moyens d'accéder et de conserver les renseignements sur la solvabilité des partenaires économiques.**

#### Recommandation n°6

- Considérant que la bonne exécution des décisions de justice est la garantie pour le justiciable qu'offre l'Etat de droit
- Considérant la volonté de nombreux états d'instaurer une transparence patrimoniale
- Considérant que l'exécution des décisions de justice est subordonnée à la connaissance des éléments de solvabilité du débiteur
- Considérant que les renseignements ainsi recueillis permettront à l'huissier de justice d'engager les voies d'exécution sur la base d'une médiation acceptée tant par le créancier que par le débiteur

**UIHJ-EuroMed recommande que les huissiers de justice deviennent les dépositaires des déclarations patrimoniales des débiteurs pour le cas où celles-ci seraient obligatoires.**

## 6<sup>th</sup> UIHJ-EuroMed session in Lisbon

It is in the Portuguese capital that was held from June 4<sup>th</sup> to 6<sup>th</sup> 2009 the sixth session of UIHJ-EuroMed, in the presence of the delegations of Algeria, France, Greece, Morocco, Portugal, and Spain.

The opening of work was placed under the high ranking authority of his Excellency the secretary of justice, J. Tiago da Silveira, who lengthily developed the projections of e-justice in the profession of Portuguese Solicitadores and also its modernization as well as that of all procedures in Portugal. He explained why today 70% of the cases are transmitted electronically to the courts and that since January 2009 three million acts followed the same process. He was thus pleased with the choice of this subject in the agenda. In his speech, the president of the UIHJ, Jacques Isnard, underlined the diversity and the richness of the subjects chosen to be developed at the time of the various workshops by stressing that this constituted the bright consecration of the multi-field activities of judicial officers promoted since 2000 by the UIHJ. Antonio da Cunha, president of the Portuguese Solicitadores welcome all the participants and officially opened the works of this session. They were divided into 5 roundtables.

The 1<sup>st</sup> roundtable, "Companies: needs and solutions", was placed under the chair of professor Dr Jose de Magalhaes and Antonio Gameiro, with the partici-



pation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of Algeria, France, Greece and Portugal. This roundtable gave the occasion for the judicial officers of various countries to analyze the needs for the companies and to know which solutions could be found apart from debt collecting. The occasion was thus given to confront the various services offered by the profession according to the countries and to determine whether new services would require the assistance of professionals. Thus was proposed the possibility for the judicial officer to become “credit-managers” of small and medium-size companies. The idea of the Euro-Mediterranean network of judicial officers was presented again and to this occasion Françoise Andrieux and Dionysios Kriaris presented the UIHJ-EuroMed website (<http://www.uhj-euromed.com>) which they constructed, for the attention of both EuroMed Member States and their partners.

The 2<sup>nd</sup> roundtable, “Alternative modes of conflicts resolutions”, was placed under the chair of Professor Mariana Gouveia, with the participation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of Algeria, France and Portugal. The participants gave a report on the different alternatives modes of conflicts resolutions and the existing and possible roles of the profession in this field.

The 3<sup>rd</sup> roundtable, “Excessive debts”, included the participation of representatives of UIHJ-EuroMed delegations of Algeria France and Portugal. Each one developed the existence of excessive debts and a possible appropriate procedure when faced with this situation in his respective country and the effects on the procedure of enforcement.

The 4<sup>th</sup> roundtable, “Guarantees”, was placed under the chair of Mrs. Paula Lourenço, with the participation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of Algeria, France and Portugal. The speakers compared the existence and the implementation of various guarantees (apart from conservative measures) into force in their countries: sequestrations, mortgages, pledges, clauses of reserve of property. The stress was particularly laid on statement of facts, first guarantee in the constitution of proof.

Finally, the 5<sup>th</sup> roundtable, “e-Justice”, was placed under the chair of his Excellency the secretary of justice, Jorge Almeida, with the participation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of France, Greece, and Portugal. Each country exposed the services brought by e-justice: advantages and disadvantages. Products being able to be provided by electronic developments like “Depomail” or “Authenticodoc”, proposed by French judicial officers, were presented. Far from being isolated, the dangers of e-justice were underlined all the same by Greece. Our Algerian fellow-members shared with the room their experience in the field.

Following the debates, and taking them into account, the following recommendations could be proposed.

#### Recommendation n° 1

- Considering the will to privilege modes of substitution of lawsuit to the profit of solutions involving the agreement of parties
- Considering the experience of judicial officers with regard to finding solutions enabling to strike a balance between debtors and creditors
- Considering the will to increase the training level of judicial officers

**UIHJ-EuroMed recommends that the judicial officers extend their activities in particular in the field of alternative modes of conflict resolutions, with a suitable training and in the strict respect of their statute.**

#### Recommendation n°2

- Considering the impartiality, neutrality, granted confidence and ethical rules surrounding the occupation of judicial officer,
- UIHJ-EuroMed recommends that the judicial officer be the professional of the material proof in particular through statements of facts.**

#### Recommendation n°3

- Considering that legal decisions require for their effectiveness a uniqueness of intervention
- UIHJ-euro-Med recommends to turn the occupation of judicial officer into the great profession of enforcement, allowing this professional to lead a key role in the resolution of problems involving non-payment of debts by natural and legal persons and through the whole of enforcement measures until proper results are achieved, including the selling of debtor’s assets.**

#### Recommendation n°4

- Considering the inevitable technological evolution
  - Considering the will of public authorities to improve the administration of justice via new technologies
  - Considering the will of judicial officers to be efficient auxiliaries of justice
- UIHJ-EuroMed recommends the participation, the promotion and the use of new technologies to the service of citizens providing their basic rights are respected.**

#### Recommendation n° 5

- Considering that the safety of economic exchanges implies a good mutual knowledge of contracting parties
- UIHJ-EuroMed recommends to start actions to make of the judicial officer the professional of the economic intelligence by giving him the means of reaching and preserving information on the solvency of economic partners.**

#### Recommendation n°6

- Considering that the good enforcement of legal decisions is the guarantee ensured by the Rule of law to the citizens
  - Considering the will of many states to have a declaration of assets
  - Considering that enforcement of legal decisions is subordinated to the knowledge of the elements of solvency of the debtor
  - Considering that the information thus collected will allow the judicial officer to engage enforcement procedures on the basis of an accepted mediation both by the creditor and the debtor
- UIHJ-EuroMed recommends that judicial officers become trustees for declarations of assets from debtors when these are compulsory.**



## L'Europe judiciaire : 10 ans après Tampere

À l'occasion des 10 ans du sommet de Tampere des 15 et 16 octobre 1999, un grand colloque international a été organisé à Sibiu des 13 au 15 mai par l'UIHJ, l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie et la faculté de droit de Sibiu sur le thème de « *L'Europe judiciaire : 10 ans après le Conseil de Tampere* ». L'UIHJ y a présenté son projet de directive européenne d'un acte introductif d'instance européen.

La conférence était organisée en coopération avec Ioan Les, doyen de la Faculté de droit de Sibiu et Marius Crafcenco, président de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie. Le grand amphithéâtre de la faculté affichait complet. Huissiers de justice venus de nombreux pays d'Europe, d'Amérique et d'Afrique, professeurs de droit et représentants des institutions internationales sont venus partager avec les nombreux étudiants roumains les bancs de la prestigieuse faculté. Parmi les intervenants, Jacques Barrot, vice-président de la Commission européenne a délivré un message vidéo dans lequel il a salué l'initiative de ce colloque et indiqué combien il serait attentif aux travaux.

Le colloque était partagé en trois thèmes divisés en cinq ateliers. Le premier thème intitulé « *Le conseil de Tampere* » regroupait deux ateliers : « *Les promesses* » et « *Bilan et perspectives* ». Le deuxième thème « *L'acte introductif d'instance* » regroupait les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ateliers intitulés respectivement : « *L'introduction de l'instance dans l'UE* » et « *Programme pour des nouveaux instruments* ». Enfin le troisième thème, « *Vers un droit de l'exécution* », incluait le 5<sup>e</sup> atelier dénommé : « *Un droit existant mais à la recherche d'une consécration* ».

38 intervenants venus de 16 pays de trois continents (Allemagne, Angleterre, Argentine, Belgique, Côte d'Ivoire, Écosse, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suède), se sont succédés à la tribune pour traiter ces sujets d'actualité. Une conférence nationale sur le droit de l'exécution en Roumanie s'est également tenue.

Pendant le colloque, l'UIHJ a projeté un documentaire réalisé sur les diverses façons d'introduire l'instance dans l'Union européenne. À la suite de ce reportage, un rapport de la situation a été fait et a abouti à la présentation d'un projet de directive européenne d'harmonisation de l'introduction de l'instance dans l'Union européenne.

Cet événement majeur, dont il faut saluer la parfaite organisation, constitue le plus grand colloque organisé à ce jour par l'UIHJ en dehors du congrès international. En attendant le rapport complet qui vous sera proposé dans la prochaine édition de ce magazine, vous trouverez plus d'informations sur notre site : <http://www.uihj.com>.

## Legal Europe: 10 years after Tampere

At the time of the 10 years of the European summit of Tampere on 15 and 16 October 1999, a great international symposium was organized in Sibiu from 13 to 15 May 2009 by the UIHJ, the National Union of Judicial Officers of Romania and the Faculty of Law of Sibiu on the topic of "*Legal Europe: 10 years after the Council of Tampere*". The UIHJ presented on the occasion its draft European directive of a European document initiating proceedings.

The conference was organized in co-operation with Ioan Les, Dean of the Faculty of Law of Sibiu and Marius Crafcenco, president of the National union of judicial officers of Romania. The main amphitheater of the faculty was full. Judicial officers, law professors and representatives of the international institutions came from many countries of Europe, America and Africa to share with the many Rumanian students the benches of the prestigious faculty. Among the speakers, Jacques Barrot, vice-president of the European commission delivered a video message in which he greeted the initiative of this conference and indicated how much he would be attentive to the work.



The conference was divided in three topics separated into five workshops. The first topic entitled "*The council of Tampere*" gathered two workshops: "*Promises*" and "*Assessment and prospects*". The second topic "*The document initiating proceedings*" gathered the 3<sup>rd</sup> and 4<sup>th</sup> workshops entitled respectively: "*The introduction of proceedings in the EU*" and "*Programs for new instruments*". Finally the third topic, "*Towards an enforcement law*", included the 5<sup>th</sup> workshop

called: "*An existing law but in search of a consecration*".

38 speakers come from 16 countries of three continents (Germany, England, Argentina, Belgium, Ivory Coast, Scotland, Spain, France, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, Netherlands, Portugal, Romania, Sweden), followed one another at the chair to cover these aspects. A national conference on enforcement in Romania was also on the agenda.

During the seminar, the UIHJ showed a documentary of the different ways to introduce proceedings in the EU. This led the representatives of the UIHJ to make a report on the situation and to make a presentation of a draft European directive on a harmonized document initiating proceedings.

This major event, perfectly organized, constitutes the greatest conference organized to date by the UIHJ apart from the international congress. Until a full report to be found in the next issue of this magazine, please visit our website: <http://www.uihj.com>



## Un membre du bureau de l'UIHJ docteur en droit

Le jury était composé de :

- Calina Jugastru, professeur d'université, présidente du jury
- Ioan Les, doyen de la Faculté de droit « Simion Barnutiu » de Sibiu, directeur de thèse
- Ovidiu Ungureanu, professeur d'université, ancien doyen de la Faculté de droit de Sibiu
- Marian Nicolae, professeur d'université à la faculté de droit de Bucarest
- Miah Ciobanu, ancien doyen de la faculté de droit de Bucarest, ancien juge à la Cour constitutionnelle

Adrian Stoica, huissier de justice à Costanza (Roumanie), membre du bureau de l'UIHJ, a brillamment soutenu le 26 mars 2009 à la faculté de droit Simion Barnutiu de Sibiu (Roumanie) sa thèse sur le thème : « *La saisie forcée immobilière et le droit de l'exécution* ».

Dans ses délibérations, le jury a retenu la grande qualité des travaux et a conféré ses félicitations.

La thèse d'Adrian Stoica était divisée en deux parties. La première partie était consacrée aux réformes en cours de la procédure civile et des voies d'exécution en Roumanie avec une étude particulière sur la saisie immobilière.

La seconde partie était consacrée à l'ébauche d'un droit de l'exécution à l'intérieur duquel pourront se nicher l'ensemble des règles et des instruments évoqués dans sa thèse.

L'UIHJ est heureuse d'adresser à son trésorier adjoint l'expression de ses chaleureux compliments.



## A PhD for a member of the board of the UIHJ

Adrian Stoica, judicial officer in Costanza (Romania), member of the board of the UIHJ, brilliantly passed on March 26<sup>th</sup> 2009 at the Simion Barnutiu law Faculty of Sibiu (Romania) his doctorate on the topic: "*Enforcement on immovable and enforcement law*".

The jury consisted in:

- Calina Jugastru, professor at law, president of the jury
- Ioan Les, dean of the Simion Barnutiu Law Faculty of Sibiu, supervisor
- Ovidiu Ungureanu, professor at law, past dean of the Law Faculty of Sibiu
- Marian Nicolae, professor at law at the Law Faculty of Bucharest
- Miah Ciobanu, professor at law, past dean of the Law Faculty of Bucharest, past judge at the Constitutional court

In its deliberations, the jury insisted on the great quality of the work and the

PhD was passed with the examining board's utmost praise.

The work of Adrian Stoica was divided into two parts. The first part was devoted to the current reforms in civil procedure and enforcement measures in Romania with a particular study on the attachment of real property.

The second part was devoted to the outline of a law of enforcement inside of which can be included the whole of the rules and instruments evoked in his work.

The UIHJ is happy to address to its vice-treasurer its warmest congratulations.

## L'UIHJ noue des relations avec l'Académie de droit de la Fédération de Russie et l'Institut juridique d'Ijevsk

Le 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, Mathieu Chardon, a participé à un colloque international les 21 et 22 novembre 2008 organisé à Ijevsk par l'Académie de droit de Russie auprès du ministère de la justice de la Fédération de Russie, dans son antenne d'Oural, l'Institut juridique d'Ijevsk, sur le thème : « *Application de la loi fédérale de procédure d'exécution, problèmes et solutions* ».

### Plus de 15 000 étudiants

L'UIHJ était entrée en contact en décembre 2005 avec l'Académie de droit de Russie à l'occasion d'un séminaire organisé à Moscou par le Conseil de l'Europe et auquel avait participé notre confrère Mathieu Chardon. En septembre 2006, de nouveaux contacts avaient été pris à l'occasion d'un autre séminaire du Conseil de l'Europe, à Irkoutsk (Sibérie orientale).

En 1970 l'Institution de l'Union pour le développement des agents juridiques a été créée en 1970. En 1991 cette institution est devenue l'Académie de droit russe du ministère de la justice. L'Académie assure la formation de futurs avocats, notaires, juristes, procureurs, juges, huissiers de justice, etc. au moyen



*Pendant la conférence – During the Conference*

de programmes relatifs à :

- La jurisprudence en matière civile, administrative, pénale ou commerciale
- Préparation à un diplôme de second degré pour les étudiants en droit
- Préparation à un diplôme d'études approfondies (masters)
- Une formation réservée aux personnes titulaires d'un diplôme de fin d'étude type baccalauréat

Plus de 15 000 étudiants et 6 000 professionnels suivent les cours dispensés par cette académie répartis sur le territoire de la Fédération de Russie au sein de ses 14 branches.

C'est dans la branche d'Ijevsk (Oural), l'Institut juridique d'Ijevsk (IJI), placé sous la direction d'Alla Ussiyeitch, que s'est tenu le colloque international auquel l'UIHJ a participé.

### **Un huissier de justice européen**

Plusieurs thèmes furent successivement abordés par les intervenants de la Fédération de Russie : saisie des biens meubles corporels, application de la loi fédérale sur les procédures d'exécution, plaintes déposées par les personnes physiques et morales à l'occasion de procédures d'exécution, exécution des décisions de justice dans le cadre de la procédure de faillite, ou encore procédures d'exécution sur les immeubles. Des tables rondes se sont succédées pour débattre de ces thèmes. Mathieu Chardon a présenté la profession d'huissier

*Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ – 1st Secretary of the UIHJ*



*Présentation devant des étudiants de l'Institut juridique d'Izhevsk – During a Presentation to students of the Legal Institute of Izhevsk*

de justice sur le plan européen. Le premier secrétaire de l'UIHJ a évoqué la nécessité d'un agent d'exécution européen à l'aune des standards européens en matière d'exécution des décisions de justice. Pour lui, l'agent d'exécution européen doit être le garant des droits des parties. Il représente la voie du juge et il contribue à assurer le respect des droits de la défense. Parallèlement, il assure la reconnaissance des droits des parties au travers d'une part de l'exécution des décisions de justice et d'autre part de sa vocation à exercer des activités multiples, au service des justiciables et du service public de la justice. Mais de par ses fonctions, l'agent d'exécution européen est aussi un agent régulateur des échanges économiques. Il se présente également comme une nécessité juridique, une composante essentielle de l'espace judiciaire européen qui induit la nécessité d'une profession harmonisée en Europe.

En marge de cette conférence internationale, durant son court séjour, Mathieu Chardon s'est rendu à une séance de formation pour huissiers de justice prodiguée par l'IJI. Il y a fait une présentation de la profession d'huissier de justice en France.

À l'issue de la conférence, Alla Ussiyeitch a souhaité jeter les bases d'une coopération entre l'IJI, l'Académie de droit russe, l'UIHJ et l'École nationale de procédure de Paris. Une visite à Paris pour concrétiser cette coopération doit intervenir début février 2009, à l'occasion de la 2<sup>e</sup> journée de formation organisée par le Centre international de la formation des huissiers de justice.

*Une partie des participants – A part of the participants*





## The UIHJ ties relations with the Russian Legal Academy of the Russian Federation and the Legal Institute of Izhevsk

The 1<sup>st</sup> Secretary of the UIHJ, Mathieu Chardon, Took Part in an International Conference on 21 and 22 November 2008 organized in Izhevsk by the Russian Law Academy of the Ministry of Justice of the Russian Federation, in its Antenna in Ural, the Legal Institute of Izhevsk, on the Topic: *"Application of the Federal Law of Enforcement Procedure, Problems and Solutions"*.

### More than 15 000 Students

The UIHJ had come into contact in December 2005 with the Russian Law Academy at the time of a seminar organized in Moscow by the Council of Europe and in which our fellow-member Mathieu Chardon had taken part. In September 2006, new contacts had been taken at the time of another seminar of the Council of Europe, in Irkutsk (Eastern Siberia).

In 1970 the All-Union Institution of Advancing for Law Agents was created in 1970. In 1991 this institution became the Russian Legal Academy of the Ministry of Justice.

The Academy trains specialists majoring in various programs:

- Jurisprudence with emphasis on state and law; civil law; criminal law and financial legal matters.
- Second degree in law for college graduates
- Post-graduate studies in law (LLM and LLD)
- Pre-college legal education.

Academy graduates are automatically licensed to serve as Solicitor, Investigator, Notary, Barrister, Auditor, Prosecutor, Judge, Federal Marshal, Real Estate Registrar and many others.

More than 15 000 students and 6 000 professionals follow the programs set by this academy distributed on the territory of the Russian Federation within its 14 branches.

It is in the branch of Izhevsk (Ural), the Legal Institute of Izhevsk (LII), placed under the direction of Alla Ussiyevitch, that the international conference in which the UIHJ took part was held.

### A European Judicial Officer

Several topics were successively approached by the speakers of the Russian Federation: attachment of tangible goods, application of the federal law on enforcement procedures, lodged complaints by natural and legal persons at the time of enforcement procedures, enforcement of legal decisions within the framework of the procedure of bankruptcy, or enforcement procedures on immovable. Roundtables followed one another to discuss these topics. Mathieu Chardon presented the occupation of judicial officer on a European level. The first secretary of the UIHJ evoked the need for a European enforcement agent as regards European standards relating to enforcement of legal decisions. For him, the European enforcement agent must be guaranteeing the rights of the parties. He represents the way of the judge and he contributes to ensure the respect of the rights of defense. In parallel, he ensures the recognition of the rights of the parties through on the one hand the enforcement of legal decisions and on the other hand his ability to carry out multiple activities, at the service of



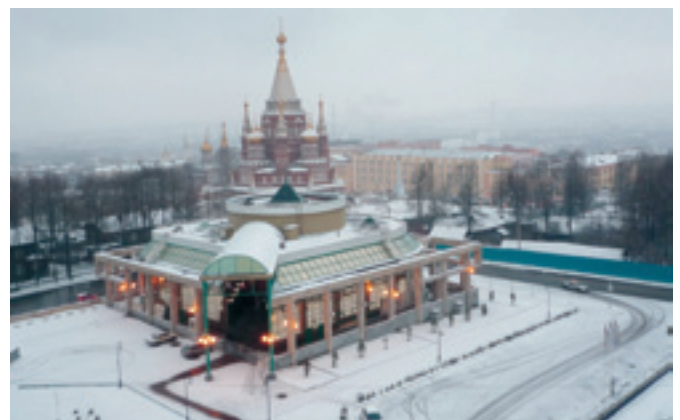
Alla Ussiyevitch, directrice de l'Institut juridique d'Izhevsk  
— Director of the Legal Institute of Izhevsk

the citizen and the public service of justice. But from his functions, the European enforcement agent is also a regulating agent of economic exchanges. He is also seen as of a legal necessity, an essential element of the European area of justice which induces the need for a harmonized profession in Europe.

In margin of this International Conference, Mathieu Chardon went during his short stay to a training session for judicial officers organize by the LII. He made there a presentation of the occupation of judicial officer in France.

At the conclusion of the conference, Alla Ussiyevitch wished to provide the foundations of a co-operation between the LII, the Russian Legal Academy, the UIHJ and the National school of procedure of Paris. A visit in Paris to concretize this co-operation must intervene at the beginning of February 2009, at the time of the 2<sup>nd</sup> Training Day organized by the international Training Center of judicial officers.

Vue d'Izhevsk — A view of Izhevsk





## Réforme du Code de l'exécution en Slovaquie

À l'occasion de la réforme du Code de l'exécution, la Slovaquie s'intéresse au modèle de l'huissier de justice français.

La Slovaquie prépare actuellement des réformes sur les voies d'exécution et la profession d'huissier de justice. Dans ce contexte, le secrétaire d'État du ministère de la Justice de Slovaquie et une délégation de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie se sont rendus à Paris le 15 avril 2009 pour rencontrer des représentants de l'UIH afin de se renseigner sur de nombreux aspects touchant à la profession d'huissier de justice en France, aux voies d'exécution et au système judiciaire.

La délégation était composée de Daniel Hudak, secrétaire d'État à la justice de Slovaquie, de Jozef Risian, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Slovaquie, et de Peter Molnar, membre du bureau de la Chambre. L'UIH était représentée par son président, Jacques Isnard, son 1<sup>er</sup> secrétaire, Mathieu Chardon, et par Anne Kérisit, membre. Nos confrères slovaques ont expliqué qu'il n'existe pas de *numerus clausus* pour la profession d'huissiers de justice en Slovaquie et que le nombre des huissiers de justice y est trop important (280 pour 5 millions d'habitants). Les huissiers de justice ne peuvent pas former d'associations et ne peuvent pas exercer d'activités annexes à l'exécution des décisions de justice, comme c'est le cas dans de nombreux pays, dont la France. En outre, le contrôle sur les huissiers de justice est insuffisant et il apparaît nécessaire de restreindre l'accès à la profession.

Les experts de l'UIH ont évoqué les divers points que la délégation slovaques voulait aborder :

- Accès à la profession, ouverture et fermeture des offices, fixation du nombre des offices

- Sécurisation des fonds clients
- Les différentes formes d'exercice de la profession
- Les ventes aux enchères mobilières et immobilières
- Les activités annexes des huissiers de justice
- Les actes d'huissiers de justice
- L'archivage des dossiers
- Le tarif des huissiers de justice.

Mathieu Chardon et Anne Kérisit ont expliqué l'intérêt d'avoir des huissiers de justice compétents et ayant un haut degré de connaissances juridiques, ce qui leur donne vocation à accomplir des missions annexes à l'exécution des décisions de justice et ainsi contribuer à une meilleure administration de la justice. Par exemple, les constats et le recouvrement amiable de créances permettent de désengorger les tribunaux en évitant les procès en amont. Ils ont également expliqué qu'un nombre trop important d'huissiers de justice était néfaste car il aboutit à une pression disproportionnée sur le débiteur. Pour l'UIH, l'accès à la profession ainsi que les conditions d'installation doivent être strictement réglementés. Il a été indiqué aux représentants slovaques que le système d'assurance obligatoire et de responsabilité civile de la profession est réglementé au niveau national en France et permet ainsi une réparation complète des dommages éventuels causés par les huissiers de justice à l'occasion de l'exercice de leur profession.

Les attributions du juge de l'exécution ainsi que son interaction dans les procédures d'exécution ont été également développées. Enfin, les principes du tarif des huissiers de justice leur ont été présentés.

À l'issue d'un long et fructueux entretien, les représentants slovaques ont remercié l'UIH et ont indiqué que les renseignements obtenus constituaient un réservoir d'idées qui leur seront très utiles à l'occasion de la réforme actuellement en cours. Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice, est intervenu à la fin de l'entretien pour rencontrer la délégation et lui indiquer que son bureau était à sa disposition pour tout renseignement complémentaire et approfondir en détails les points abordés.

## Reform of the Code of Execution in Slovakia

At the Time of the Reform of the Code of Execution, Slovakia is interested in the Model of the French Judicial Officer

Slovakia currently prepares reforms on enforcement procedures and the occupation of judicial officer. In this context, the State Secretary of the ministry for Justice of Slovakia and a delegation of the National Chamber of the judicial officers of Slovakia went to Paris on April 15th, 2009 to meet representatives of the UIH in order to get information about many aspects relating to the occupation of judicial officer in France, enforcement procedures and the legal system.

The delegation consisted in Daniel Hudak, State Secretary for Justice of Slovakia, Jozef Risian, president of the National Chamber of the judicial officers of Slovakia, and Peter Molnar, member of the board of the Chamber. The UIH was represented by its president, Jacques Isnard, its 1st secretary, Mathieu Chardon, and by Anne Kérisit, member. Our Slovak fellow-members explained that there is no "numerus clausus" for the occupation of judicial officers in Slovakia and that the number of judicial officers is too important (280 per 5



million inhabitants). The judicial officers cannot form associations and cannot carry out additional activities apart from enforcement, as it is the case in many countries, like France. Moreover, control on the judicial officers is insufficient and it appears necessary to restrict access to the profession.

The experts of the UIHJ evoked the various points which the Slovak delegation wanted to approach:

- Access to the profession, opening and closing of offices, fixing of the number of offices
- Security of funds collected by judicial officers
- Various forms of exercise of the profession
- Movable and real estate auctions
- Additional activities of the judicial officers
- Service of documents by judicial officers
- The storing of files
- The tariff of judicial officers.

Mathieu Chardon and Anne Kérisit explained the interest to have qualified judicial officers having an high degree of legal knowledge, which gives them vocation to carry out additional missions apart from enforcement of legal decisions and thus to contribute to a better administration of justice. For example,

statements of facts and amicable debt recovery contribute to reduce the backlog of cases by avoiding lawsuits. They also explained how too many judicial officers were counterproductive as it leads to a disproportionate pressure on the debtor. For the UIHJ, access to the profession as well as the installation requirements must be strictly regulated. It was indicated to the Slovak representatives that the system of compulsory insurance and civil liability of the profession is regulated at national level in France and thus allows a complete repair of the possible damage caused by judicial officers at the time of the exercise of their profession.

Attributions of the execution judge as his interaction in enforcement procedures were also developed. Lastly, the principles of the tariff of judicial officers were presented to them.

At the conclusion of a lengthy and profitable meeting, the Slovak representatives thanked the UIHJ and indicated that the information obtained constituted a think tank which would be very useful for them at the time of the reform currently in hand. Guy Duvelleroy, President of the National Chamber of judicial officers of France met the delegation at the end of the meeting. He said his board was at their disposal to go deeper into the topics that had been developed.



## In memoriam

**Charles Vanheukelen**  
(1952 – 2009)

Notre confrère Charles Vanheukelen n'est plus. Nommé en 1979 à Louvain (Belgique), il a exercé plusieurs fonctions électives au sein de sa profession pour devenir président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique pendant sept années, de 1995 à 2002. Pendant son mandat, en sa qualité de chef de délégation et homme de convictions, il a su entretenir d'excellentes relations avec l'UIHJ, fondées sur la franchise et la volonté de développer la coopération internationale. Eminent juriste, auteur de nombreux articles, il a été un proche collaborateur du professeur Georges de Leval au sein de l'université de Liège où il participait notamment à des cours de formation. Malgré sa grave maladie il a tenu à poursuivre ses activités professionnelles jusqu'à la fin, témoignant de sa grande force de caractère et d'un courage exemplaire. Il a été enterré dans sa ville natale de Louvain. De nombreux confrères et universitaires sont venus lui rendre hommage lors de la cérémonie. Charles nous manque déjà. L'UIHJ adresse ses condoléances attristées à son épouse, leurs trois enfants et leurs proches.



Our fellow-member Charles Vanheukelen has passed away. Appointed in 1979 in Leuven (Belgium), he exerted several elective functions within his profession and was president of the National Chamber of Judicial Officers of Belgium during seven years, from 1995 to 2002. During his mandate, in his capacity as head of delegation and a man of convictions, he succeeded in keeping excellent relations with the UIHJ, based on frankness and the will to develop international cooperation. Eminent lawyer, author of many articles, he was a close collaborator of professor Georges de Leval within the University of Liege where he took part in particular in training courses. In spite of his serious illness he made a point of continuing his professional activities until the end, testifying of his great strength of character and of an exemplary courage. He was buried in his birthplace of Leuven. Many fellow-members and academics came to pay him homage at the time of the ceremony. We miss Charles already. The UIHJ addresses its saddened condolences to his wife, their three children and their relatives.





## In memoriam

### Décès de Jean-Marc Paquette, huissier de justice (1936-2008)

Les huissiers de justice et le monde juridique Québécois viennent de perdre l'un des leurs, décédé des suites d'une longue maladie du cancer à l'âge de 72 ans. Président fondateur de l'étude Paquette et associés fondée en 1973, il fut président de la Chambre des huissiers du Québec de 1989 à 1991. Grand humaniste, il créa dès 1980 des projets humanitaires pour la santé et l'espoir des gens avec les associés de cette époque dont sa fille Michèle Paquette et le confrère André Mathieu actuel secrétaire-adjoint de l'Union internationale, tous deux anciens associés de l'étude. Forts de leur expérience et inspirés par leur président, Jean Marc Paquette mis alors sur pied la Fondation qui porte son nom. Elle obtint son statut d'organisme sans but lucratif dès 1991. Cette fondation se voue depuis à venir en aide aux gens éprouvés par la maladie du cancer. Au niveau international, le président Paquette participa à divers conseils permanents et fut membre avec son épouse du comité organisateur du premier congrès de l'UIHJ qui eût lieu en terre d'Amérique à Montréal en 1985 sous la gouverne du président Francis Aribaut. Le bureau de l'Union internationale et son président désirent présenter à son épouse Rollande, à ses enfants Michèle, Nicole, Annie et Benoit ainsi qu'aux petits-enfants et parents, huissiers de justice, associés et amis du défunt, ses condoléances les plus sincères.



### Death of Jean-Marc Paquette, Judicial Officer (1936-2008)

The Judicial officers and the legal world of Quebec have lost one of them who died from a long illness relating to cancer at the age of 72. Chairman and founder of the Paquette and Partners office created in 1973, he was President of the Chamber of the judicial officers of Quebec from 1989 to 1991. As a known humanist, he initiated humanitarian project from 1980 for health and hope of people

with his then-partners including his daughter Michèle Paquette and our colleague André Mathieu who is the current vice-secretary of the UIHJ, all past partners of his office. Strong from their experience and inspired by their president, Jean-Marc Paquette then launched the Foundation that bears his name. It was recognized as a non from 1991. This foundation aims at helping people sick from cancer. At international level, president Paquette took part in several Permanent Council and was, with his wife, part of the steering committee of the first congress of the UIHJ on American grounds which took place in Montreal in 1985 under the presidency of Francis Aribaut.

The board of the UIHJ and its president would like to express to his wife Rollande, his children, Michèle, Nicole, Annie and Benoit as well as his grand children and relatives, judicial officers, partners and friends of the deceased his most sincere condolences.

## Réception d'une délégation de l'UIHJ par le ministre de la justice du Chili

Dans le cadre de la mise en œuvre par le gouvernement chilien d'une profession d'huissier de justice inspirée du modèle français, Jacques Isnard, président de l'UIHJ accompagné de Dominique Abadie et du secrétaire général de l'UIHJ, René Duperray, a été reçue à Santiago début mai 2009 par Carlos Maldonado Curtis, ministre de la justice

### Un choix à opérer

Cette rencontre, animée par Rodrigo Zuniga Carrasco, conseiller auprès du ministre de la justice et directeur du projet de réforme de la procédure, comportait encore la présence de MM. Orlando Morales Ibarra et Patricio Bobadillo Cornejo, respectivement vice-président et directeur de l'Association Gremial des « *Receptores judiciales du Chili* ». Rodrigo Zuniga Carrasco, avec une parfaite maîtrise du sujet, a présenté les « *Receptores* » qui sont, rappelons-le, à l'image des huissiers de justice français des professionnels libéraux mais qui exercent sous l'étroite surveillance du juge. Pour autant, les Receptores pratiquent l'exécution, les significations, les constats, les ventes aux enchères, etc. Ils ne peuvent toutefois déléguer leurs fonctions à des clerks et doivent procéder par eux-mêmes à toutes les démarches qui leur incombent. Leur dépendance à l'égard du juge leur confère une sorte de statut mixte semi-libéral et semi-fonctionnaire proche du

Rechtspfleger allemand. D'ailleurs, ils perçoivent annuellement une indemnité à caractère salarial correspondant à un mois de rémunération pour leur temps de vacances. Ce statut est contesté par les autorités chiliennes qui dénoncent les insuffisances d'une profession querellée pour l'indigence de sa formation et ses compétences juridiques limitées. En définitive, les autorités chiliennes s'interrogent sur le choix à opérer entre soit la dissolution des Receptores actuels et leur remplacement au profit d'une nouvelle profession soit l'aménagement d'une profession complètement rénovée mais qui pourrait s'appuyer sur une partie des Receptores existants qui répondent à certains critères d'aptitude.

### Une réforme inspirée du système français

Il convient d'indiquer qu'avant même cette rencontre les représentants du corps des Receptores



n'avaient jamais été reçus par le ministre de la justice et ignoraient les aspirations de leur organe de tutelle. L'enjeu, comme on l'imagine, est de taille pour les Receptores qui ignorent le sort qui leur sera réservé. En évoquant la réforme des Receptores, Rodrigo Zuniga Carrasco indiquait que celle-ci s'inscrivait dans un cadre plus ample qui englobait aussi une partie du système judiciaire. Mais pour les Receptores - cela a été dit - la réforme s'inspirera du système français, au demeurant parfaitement connu par les experts chiliens puisqu'ils ont opéré en France et particulièrement à Castres chez Me Abadie.

Le ministre s'est particulièrement intéressé aux questions relatives à l'accès à la profession, au niveau juridique des huissiers de justice français, aux conditions de stage et leur degré d'expérience et enfin encore plus particulièrement à leur formation.

L'action de l'huissier de justice dans le domaine de l'exécution a suscité une forte curiosité des autorités avides d'exemples, gratifiant le rôle de l'huissier de justice dans la conduite des opérations et dans le choix de la mesure d'exécution. Le juge

de l'exécution a été au centre d'une discussion alimentée par la difficile appréhension de la délimitation des prérogatives respectives du juge et de l'huissier de justice. Néanmoins, il va de soi que la démonstration de l'intérêt d'alléger la charge de travail des juges pour la limiter à la fonction de juger est toujours très pertinente et rallie bien des suffrages.

Cette analyse conduit à conforter la thèse de l'instauration d'un huissier de justice libéral et indépendant, même si les réticences ont peine à se dissiper. Cette appréhension, du reste, est justifiée : en effet, voilà des Etats qui pratiquent depuis l'origine de leurs institutions une sorte de politique judiciaire ségrégationniste qui relègue l'agent d'exécution vers les rangs inférieurs, noyé dans une sorte de hiérarchie où le juge ordonne, décide et contrôle tout. La présentation d'un système quasi immatériel, dont on sent bien l'intérêt, voire la supériorité, mais qui bouleverse tant les acquis, est très légitimement de nature à nourrir quelques appréhensions. Alors, pour hâter la mutation et se rapprocher « des huissiers de justice français dont la profession est prestigieuse, il faudra, conclut

le ministre, améliorer les méthodes d'exécution, revoir le rôle de l'huissier de justice chilien auprès des débiteurs, reconsidérer le régime de la responsabilité au profit de la responsabilité collective et de l'aménagement de règles de garanties ».

Et, pour profiter de la présence des experts de l'UHJ, pourquoi, s'interroge M. Curti ne pas proposer, pour le lendemain, une rencontre avec les directeurs financiers et juridiques des principales banques du pays, une rencontre assurément promise à susciter beaucoup d'intérêt ? Ainsi devait s'achever la séance de travail de 2 heures oh combien fructueuse... Et une ouverture sur le secteur financier qui eut lieu le lendemain. Cette séance commune proposée par le ministre, d'une facture sans doute différente et fixée vers des objectifs plus économiques, devait s'avérer toute aussi prometteuse.

Le Chili, une fenêtre largement ouverte sur l'Amérique du sud, c'est assurément pour demain... Pourrait-on en douter sachant que le 18 mai 2009 le conseil des ministres approuvait le projet de réforme de la procédure au Chili dans lequel se trouve inscrit la création de la nouvelle profession d'huissier de justice.



Le ministère de la justice du Chili  
The Ministry for justice of Chile

Jacques Isnard et Dominique Aribaut-Abadie avec Carlos Maldonado Curtis, ministre de la justice du Chili, Rodrigo Zuniga Carrasco, conseiller auprès du ministre de la justice, Orlando Morales Ibarra et Patricio Bobadillo Cornejo, vice-président et directeur de l'Association des Receptores du Chili  
Jacques Isnard and Dominique Aribaut-abadie with Carlos Maldonado Curtis, minister for justice of Chile, Rodrigo Zuniga Carrasco, adviser of the Minister for justice, Orlando Morales Ibarra and Patricio Bobadillo Cornejo, Vice-President and Chairman of the Association of the Receptores of Chile





## Reception of a UIHJ Delegation by the Minister for Justice of Chile

### A choice to be Made

This meeting, animated by Rodrigo Zuniga Carrasco, adviser near the Minister for justice and director of the reform project of the procedure, included the presence of Orlando Morales Ibarra and Patricio Bobadillo Cornejo, respectively vice-president and director of the Gremial Association of the "Receptores judiciales of Chile". Rodrigo Zuniga Carrasco, mastering his topic, presented the "Receptores" who let it be reminded, like French judicial officers, are liberal professionals but who exert under the narrow monitoring of the judge. For as much, Receptores enforce court decisions, serve documents, do reports, auctions, etc. They cannot however delegate their functions to clerks and must proceed by themselves with all the steps which fall to them. Their dependence to the judge confers to a kind of mixed statute, semi-liberal and semi-civil servant close to the German Rechtspfleger. Moreover, they get an annual wage-like allowance corresponding to one month of remuneration for their vacations. This statute is disputed by the Chilean authorities which denounce the insufficiencies of a profession due to the indigence of its training and its limited legal competences.

Ultimately, Chilean authorities wonder about the choice to operate between either the dissolution of the current Receptores and their replacement by a new profession or the installation of a completely renovated profession which could be partly based on the Receptores answering certain criteria of aptitude.

### A reform inspired of the French system

It is necessary to indicate that before this meeting the representatives of the body of Receptores had never been received by the Minister for justice and were unaware of the aspirations of their supervising body. The stake, as it is imagined, is of importance for the Receptores who are unaware of the fate which will be reserved to them. By evoking the reform of Receptores, Rodrigo Zuniga Carrasco indicated that it is part of a movement which also included aspects of the legal system. But, as mentioned, reform of the Receptores will take as a starting point the French system, moreover perfectly known by the Chilean experts since they operated in France and particularly in Castres at Mrs. Abadie's office.

The minister is particularly interested in the questions relating to access to the profession, legal level of French judicial officers, the training course conditions and their degree of experience and finally even more particularly, their training.

Within the framework of the implementation by the Chilean government of an occupation of judicial officer inspired by the French model, Jacques Isnard, president of the UIHJ accompanied by Dominique Abadie and the general secretary of the UIHJ, René Duperray, were received in Santiago at the beginning of May 2009 by Carlos Maldonado Curtis, Minister for justice.

The action of the judicial officer in the field of enforcement widely interested the authorities eager to hear practical examples, rewarding the role of the judicial officer in the control of the operations and the choice of enforcement measures. The execution judge was in the center of a discussion evolving on the difficult apprehension of the delimitation of the respective prerogatives of the judge and the judicial officer. Nevertheless, it goes without saying that the demonstration of the interest to reduce the workload of the judges to the sole function of judging is always very relevant and is well perceived.

This analysis results in consolidating the thesis of the introduction of a liberal and independent judicial officer even if reserves are difficult to evacuate. However this apprehension is justified: indeed, some States practice since the origin of their institutions a kind of segregationist legal policy placing enforcement agents at the bottom of the line, drowned in a kind of hierarchy where the judge orders, decides and controls everything. The presentation of a quasi immaterial system, which can be of interest, and could prove superior, but which upsets what is established, is very legitimately likely to nourish some kind of apprehension. Then, to hasten the change and to approach "the French judicial officers whose profession is prestigious, the minister concluded, it will be necessary to improve enforcement methods, to re-examine the role of the Chilean judicial officer as regards debtors, to reconsider the mode of responsibility to the profit of a collective liability and the installation of rules of guarantees".

And, to make good use of the presence of the UIHJ experts, why, questions Mr. Curti, not to propose, for the following day, a meeting with finance and legal managers of the main banks of the country, a meeting undoubtedly promised to cause much interest? Thus was to be completed this very profitable two hours working session... And an opening on the financial sector which took place the following day. This common meeting suggested by the minister, though of a different nature and focused on more economic objectives, was to prove quite as promising.

Chile, a window largely open on South America, this is undoubtedly for tomorrow... Could you doubt it knowing that on 18 May 2009 the Council of Ministers approved the reform project of procedure in Chile in which is written the creation of the new occupation of judicial officer?



## Conférence internationale à Almaty (Kazakhstan) : l'UIHJ aux portes de l'Asie

### Le Kazakhstan en position de précurseur pour les pays de la CEI

Cette conférence a connu un énorme succès et des représentants de la Cour suprême, des cours et tribunaux, des autorités nationales et locales, du Parlement et du monde universitaire venus des quatre coins du pays, étaient présents. Des délégations internationales venant de Lettonie, du Luxembourg, de Russie, de Biélorussie, d'Azerbaïdjan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et d'Arménie ont rejoint l'événement. L'UIHJ était représentée par son président, Jacques Isnard, ainsi que par Jos Uitdehaag, premier questeur du comité et Marc Schmitz.

Les discours de bienvenue furent prononcés par Iran Amirov, représentant du Sénat du Parlement de la République du Kazakhstan, et par Jacques Isnard.

Le président de l'UIHJ constatait dans son discours que la rencontre à Almaty constitue un pont entre l'Europe et l'Asie. Le fait qu'actuellement dix-neuf pays de l'Union européenne sont dotés d'un corps d'huissiers de justice à statut libéral et l'expérience, qui prouve qu'une cohabitation d'huissiers de justice fonctionnaires et à statut libéral fonctionne mal, nous montre le chemin à poursuivre pour l'avenir.

Le président Isnard a salué l'initiative de ce séminaire et son auteur, le président Irak Yelekeev.

Le Comité d'administration judiciaire auprès de la Cour suprême de la République du Kazakhstan (CAJ) informa alors les participants de la conférence qu'un projet de loi relatif à la modification du statut des huissiers de justice kazakhs en faveur d'un statut libéral est actuellement devant le Parlement et devrait être voté dans les prochaines semaines.

Ceci constitue évidemment une excellente nouvelle qui mettra le Kazakhstan dans une position de précurseur parmi tous les pays de la Communauté des États indépendants (CEI).

Le représentant de la chambre économique du Kazakhstan, Azat Peruashev, a précisé que cette initiative a été saluée par les membres de son organisation et qu'elle renforcera l'attractivité du Kazakhstan pour tout investisseur étranger qui aura ainsi les garanties nécessaires pour une sécurité juridique accrue dans le domaine de l'exécution des décisions de justice. Il estime d'ailleurs le texte du projet de loi comme particulièrement bien réussi.

Marc Schmitz, membre du Comité de l'UIHJ – Member of the Committee of the UIHJ

Les 23 et 24 octobre 2008, à la veille de l'introduction du statut libéral des huissiers de justice du Kazakhstan, s'est déroulée à Almaty une conférence internationale organisée par le Comité d'administration judiciaire près la Cour suprême de la République du Kazakhstan et l'UIHJ, avec comme thème « *Amélioration de la législation de l'exécution forcée – le chemin vers l'Europe* ».

Les participants – The Participants



Les travaux proprement dits de la conférence étaient divisés en 3 ateliers.

Le premier, auquel participaient Nikolai Vinnichenko, chef du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie, Jos Uitdehaag, le professeur Vladimir Yarkov, du département de procédure civile de l'Académie de l'État de l'Oural, et Inese Bonze, de la Chambre des huissiers de justice de Lettonie et co-auteur dudit projet de loi actuellement déposé au Parlement, avait comme thème « *Les systèmes d'exécution dans les États étrangers. Création et développement de l'huissier de justice à statut libéral en Europe. L'expérience des pays de l'Europe de l'Est et des États Baltes.* » L'atelier fut modéré par le président Irak Yelekeev.

Le deuxième atelier, quant à lui, fut modéré par M. Bolat Zhulamanov, du CAJ. Il accueillait comme participants Marc Schmitz, Carlos Calvo, président de





De G. à D. : Carlos Calvo, président de la Chambre des huissiers de justice du Luxembourg, Bolat Zhulamanov, membre du Comité d'administration judiciaire près la Cour suprême de la République du Kazakhstan, Marc Schmitz – From L. to R.: Carlos Calvo, President of the Chamber of Judicial Officers of Luxemburg, Bolat Zhulamanov, Legal Administrative Committee of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan, Marc Schmitz



De G. à D., From L. to R. Nikolai Vinnichenko, chef du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie – Chief of the Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation, Kairat A. Mami, Irak Yelekeev, Jacques Isnard

la Chambre des huissiers de justice du Luxembourg et Azat Peruashev, de la Chambre économique. Le thème était « *Exécution forcée des jugements par des huissiers de justice à statut libéral : délais, l'ordre d'exécution contre la propriété du débiteur et les droits de l'huissier de justice libéral* ». Cet atelier concluait sur la constatation que l'existence de délais fixés par la loi pour l'accomplissement des tâches légales par l'huissier de justice libéral n'est pas justifiée dès l'apparition d'une situation concurrentielle entre huissiers de justice. L'efficacité d'un huissier de justice devient le critère de sélection prépondérant pour le choix de celui-ci par le créancier. Ainsi l'huissier de justice fera tout ce qui est en son pouvoir pour que la mission qui lui est confiée soit accomplie dans les plus brefs délais et ce, afin de donner entière satisfaction à son client.

Le troisième et dernier atelier traita des systèmes de contrôle de l'activité de l'huissier de justice à statut libéral et de sa rémunération. Les travaux furent présentés par Jos Uitdehaag et Marc Schmitz ainsi que par Galimbek Smagulov du CAJ et Vladimir Borissov, juge à la Cour suprême du Kazakhstan.



Jos Uitdehaag, premier questeur du Comité de l'UIHJ, Irak Yelekeev, président du Comité d'administration judiciaire près la Cour suprême de la République du Kazakhstan – Jos Uitdehaag, First quaestor of the Committee of the UIHJ, Irak Yelekeev, President of the Legal Administrative Committee of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan

### Le rapprochement entre l'UIHJ et l'Asie

La première journée se termina avec une discussion ouverte sur la pratique des astreintes et le recouvrement de pensions alimentaires ainsi que les difficultés liées à ce type de procédures.

Lors de la deuxième journée, le projet de loi modifiant le processus de l'exécution forcée et le statut de l'huissier de justice fut présenté par Irak Yelekeev et commenté par les participants des délégations étrangères.

Le chef du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie, Nikolai Vinnichenko, a manifesté le désir de rejoindre les rangs de l'UIHJ, mais a informé en même temps les participants de la conférence qu'un passage des huissiers de justice russes vers le statut libéral était, à tout le moins, actuellement, impensable. Le souhait d'adhésion de la Russie à l'UIHJ a évidemment été salué.

Le Kirghizistan a enfin formulé son souhait d'accueillir en printemps 2009 une délégation de l'UIHJ afin de nouer des premiers contacts.

On peut donc effectivement confirmer que l'initiative prise par le CAJ constitue sans aucun doute non seulement pour l'UIHJ un pont vers l'Asie mais pour les membres de la CEI un chemin vers l'Europe et l'UIHJ.

La cérémonie de clôture a été placée sous la prestigieuse présidence de M. Kairat A. Mami, président de la Cour suprême du Kazakhstan, qui s'est félicité de la qualité des travaux du colloque en exhortant les quelques 250 agents présents dans la salle à favoriser le passage de la profession vers le statut libéral.

M. Mami, après avoir vivement remercié les participants étrangers, a décoré le président Isnard de la médaille de la Cour suprême du Kazakhstan pour le rapprochement opéré entre l'UIHJ et le continent asiatique.

Après les travaux, les participants ont pu bénéficier de l'hospitalité exceptionnelle du CAJ et de son président, Irak Yelekeev. Ils ont pu découvrir une petite partie de ce pays magnifique et gigantesque, étendu de la mer caspienne jusqu'au frontières de la Chine.



## International Conference In Almaty (Kazakhstan): The UIHJ At the Doors of Asia

On October 23<sup>rd</sup> and 24<sup>th</sup> 2008, at the Eve of the Introduction of the Liberal Statute of Judicial Officers of Kazakhstan, Was Held in Almaty an International Conference Organized by the Committee of Legal Administration of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan and the UIHJ, on the Topic *“Improvement of the legislation of distraint - The Way Towards Europe”*.

*Kairat A. Mami, président de la Cour suprême de la République du Kazakhstan, Jacques Isnard, président de l'UIHJ – Kairat A. Mami, President of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan*

### Kazakhstan In Position of Precursor For The Countries of The CIS

This conference was an enormous success and representatives of the Supreme court, Courts and Jurisdictions, local and national authorities, representatives of the Parliament and Academics from all parts of the country, were present. International delegations coming from Latvia, Luxembourg, Russia, Belarus, Azerbaijan, Kyrgyzstan, Tajikistan and Armenia joined the event. The UIHJ was represented by its president, Jacques Isnard, as well as by Jos Uitdehaag, first quaestor of the committee and Marc Schmitz.

The welcome speeches were made by Iran Amirov, representative of the Senate of the Parliament of the Republic of Kazakhstan, and by Jacques Isnard.

The president of the UIHJ noted in his speech that the meeting in Almaty constitutes a bridge between Europe and Asia. The fact that currently nineteen countries of the European Union are equipped with a body of independent and liberal judicial officers, and experience, which proves that a cohabitation between civil servants and liberal judicial officers functions poorly, shows us the way for the future.

President Isnard greeted the initiative of this seminar and his author, president Iraq Yelekeev.

The Legal Administration Committee near the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan (LAC) then informed the participants of the conference that a bill relating to the modification of the statute of the Kazakh judicial officers in favor of a liberal statute is currently before the Parliament and should be voted in the next weeks.

This obviously constitutes excellent news which will put Kazakhstan in a position of precursor among all the countries of the Community of Independent States (CIS).

The representative of the economic room of Kazakhstan, Azat Peruashev, specified that this initiative was greeted by the members of its organization and that it will reinforce the attractiveness of Kazakhstan for foreign investors who will thus have the necessary guarantees for an increased legal security in the field of enforcement of the legal decisions. Besides he estimates the text of the bill as particularly well prepared.



The work of the conference was divided into 3 workshops.

The first, in which took part Nikolai Vinnichenko, Chief of the Federal Service of judicial officers of the Russian Federation, Jos Uitdehaag, professor Vladimir Yarkov, of the Department of civil procedure of the Academy of the State of the Ural, and Inese Bonze, from the Chamber of judicial officers of Latvia and Co-author of the aforementioned bill currently filed in at the Parliament, had for topic *“the enforcement systems in Foreign States. Creation and development of the judicial officer with a liberal statute in Europe. The experience of the Baltic States countries and Eastern Europe.”* The workshop was chaired by President Iraq Yelekeev.

The second workshop was chaired by Mr. Bolat Zhulamanov, of the LAC. The speakers were Marc Schmitz, Carlos Calvo, president of the Chamber of judicial officers of Luxembourg and Azat Peruashev, of the Economic chamber. The topic was *“Distraint of judgments by judicial officers with a liberal statute: times, the order of enforcement against the property of the debtor and rights of the liberal judicial officer”*. This workshop concluded on the observation that the existence of time allowed by the law for the achievement of the legal tasks by the liberal judicial officer is not justified when there is a competing situation between judicial officers. The effectiveness of a judicial officer becomes the dominating selection criteria for the choice made by the creditor. Thus the judicial officer will do all that is in his capacity to carry out the mission entrusted to him as soon as possible, in order to give whole satisfaction to his client.



*Une partie du public— A part of the public*

The third and last workshop dealt with control systems of the activity and the remuneration of and liberal judicial officers. Presentations were made by Jos Uitdehaag and Marc Schmitz as well as Galimbek Smagulov of the LAC and Vladimir Borissov, judge at the Supreme Court of Kazakhstan.

### The Bringing Together Of the UIHJ and Asia

The first day ended with an open discussion on daily penalties for delay in payment of the debt and the covering of alimonies as well as the difficulties related to this type of procedures.

At the time of the second day, the bill modifying distraint and the statute of judicial officers was presented by Iraq Yelekeev and was commented on by the participants of the foreign delegations.

The chief of the Federal service of the judicial officers of the Russian Federation, Nikolai Vinnichenko, expressed the desire to join the rows of the UIHJ, but informed at the same time the participants of the conference that a passage of the Russian judicial officers towards the liberal statute was, at the very least, currently, unthinkable. The wish of accession of Russia with the UIHJ was notwithstanding greeted.

Kyrgyzstan finally expressed its wish to accommodate delegation of the UIHJ in spring 2009 in order to tie first contacts.

One can thus indeed confirm that the initiative taken by the LAC constitutes without any doubt not only for the UIHJ a bridge towards Asia but for the members of the CIS a path towards Europe and the UIHJ.

The closing ceremony was placed under the prestigious presidency of Mr. Kairat A. Mami, President of the Supreme Court of Kazakhstan, who was pleased with the quality of work of the conference and exhorted the few 250 agents present in the room to support the passage of the profession towards the liberal statute.

Mr. Mami, after having warmly thanked the foreign participants, decorated President Isnard with the medal of the Supreme Court of Kazakhstan for the bringing together operated between the UIHJ and the Asian continent.

After work, the participants could profit from the exceptional hospitality of the LAC and its president, Iraq Yelekeev. They could discover a small portion of this splendid and gigantic country, extending from the Caspian Sea to the borders of China.



*Jacques Isnard, Vladimir Yarkov, professeur de droit à l'Académie d'Oural, membre du Conseil scientifique de l'UIHJ — Professor at Law at the Academy of Ural, Member of the Scientific Council of the UIHJ*

*Une partie des participants — Some of the participants*



## Irak Yelekeev, homme de l'année UIHJ pour 2008

**Le 27 novembre 2008, pendant le conseil permanent de l'UIHJ qui s'est tenu à Paris, Irak Yelekeev, président du Comité d'administration judiciaire de la Cour économique suprême du Kazakhstan a été désigné homme de l'année UIHJ pour 2008.**

Irak Kasymovich Yelekeev, juriste réputé de la République du Kazakhstan, est né le 20 mai 1947 à Ganyushkino, dans le district Kurmangazinskiy de la région d'Atyrau. Il est marié et a trois enfants.

Il commença sa vie active en 1963 comme ouvrier à l'Administration de l'équipement des travailleurs au campement d'Aksuyek dans la région de Zhambylskaya. En 1965, il devient conducteur de grue. La même année, il est appriti électricien. Depuis 1968, il poursuit ses activités dans la ville d'Almaty en qualité d'électricien de 5e catégorie dans le conglomérat Алматыкультбытстрой.

Au bout d'un an, Irak Yelekeev, commence à travailler au studio de broadcast kazakh. Entre 1969 et 1972, il travaille comme serrurier, chef de brigade et contremaître à la briqueterie n° 3 d'Almaty.



En 1977, après un diplôme de droit à la faculté de droit du Kazakhstan, il a été stagiaire, puis plus tard membre, à la cour régionale de Mangyshlaksy. De 1980 à 1998 il a travaillé comme vice-directeur du département de la justice du Comité exécutif régional de Mangyshlaksy.

En 1996, Irak Yelekeev est élu membre du Majilis (chambre basse) du Parlement de la République du Kazakhstan. Il a été membre du Comité législatif et juridique sur les réformes judiciaires. Il a participé activement à la préparation des projets de loi pour les sessions de la chambre.

En 1999, M. Yelekeev a été nommé chef de l'administration du Majilis du Parlement de la République du Kazakhstan.

Entre 2003 et 2004, il est le conseiller du président du Majilis du Parlement de la République du Kazakhstan.

Depuis 2004 jusqu'en 2007, il a travaillé comme vice-président du Comité d'administration judiciaire de la Cour économique suprême du Kazakhstan.

Depuis janvier 2008, Irak Yelekeev devient président de ce Comité.

Il a reçu une décoration remise en raison du travail qu'il a accompli, et a reçu la médaille d'Astana, ainsi que des diplômes d'honneur.

Aujourd'hui, sous son impulsion, la République du Kazakhstan va mettre en place un corps d'huissiers de justice libéraux.

Pour toutes ces compétences et sa volonté d'établir des contacts dans les pays de l'est de l'Europe et de l'ouest de l'Asie, M. Yelekeev a été désigné homme de l'année UIHJ pour 2008 le 27 novembre 2008 pendant le conseil permanent de l'UIHJ à Paris.

Le trophée lui a été remis par Jacques Isnard à l'occasion de la conférence des présidents des chambres et ordres nationaux européens d'huissiers de justice qui s'est tenue à Paris les 16 et 17 avril 2009.

## Irak Yelekeev voted UIHJ Man of the Year 2008

**At the time of the Permanent council in Paris on 27 November 2008, Irak Yelekeev, Chairman of Committee on judicial administration at the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan, was voted Man of the Year of the UIHJ for 2008.**

Yelekeev Irak Kasymovich – the deserving lawyer of the Kazakh Soviet Socialist Republic, was born on May 20, year 1947 in village Ganyushkino, Kurmangazinskiy district of Atyrau region. He is married and has 3 children.

He began his working activities in year 1963 as worker at Administration of Workers Supply №14 in settlement Aksuyek of Zhambylskaya region. Then, in year 1965 he worked as the crane operator. Same year he was promoted to an apprentice of the electrician. Since year 1968 he continued his professional activity in a city of Almaty, working as the electrician of 5<sup>th</sup> category in trust "Алматыкульбытстрой".

After one year I. Yelekeev started to work in the Kazakh telecasting studio. Since year 1969 till year 1972 he worked as locksmith, brigade leader and shift foreman at brickyard №3 in Almaty.

In 1977, after the graduation of faculty of law of the Kazakh State University



named after Kirov he was the trainee, but later – a member of Mangyshlaksy regional court.

From 1980 till 1988 he worked as the Deputy Chief of Department of Justice of Mangyshlaksy regional executive committee.

In 1988 he was appointed as the Head of Administration of Justice of Atyrau region. While working in judicial authorities, I. Yelekeev was at the process of establishment of institute of private notaries and self-financing system in bodies of Registry Office.

In 1996 I. Yelekeev was elected as the member of Majilis (lower house) of Parliament of the Republic of Kazakhstan. He was the member of the Committee on legislation and judicial – legal reform. He took active part in preparation of drafts of law for consideration at Chamber sessions.

In 1999 I. Yelekeev was appointed as the Head of Apparatus of the Majilis of Parliament of the Republic of Kazakhstan. Having worked on this post for three years, he became vice-Minister of Justice of the Republic of Kazakhstan.

Since 2003 till 2004 I. Yelekeev was the adviser to the Chairman of Majilis of Parliament of the Republic of Kazakhstan.

Since 2004 till 2007 he worked as the vice-president of Committee on judicial administration at the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan. Since January, 2008 I. Yelekeev is the Chairman of Committee on judicial administration at the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan.

Yelekeev I.K. is awarded with a breast badge (breastplate) "For successes in work", medals "Astana" and "Eren еңбегі үшін", he is the owner of certificates of honour. Now under his direct management the idea of establishment in Kazakhstan the profession of private judicial officers carries forward.

For all this competences and his will to help establishing contacts with countries in the far east of Europe and the western part of Asia, Mr Yelekeev was voted UIHJ Man of the Year 2008 during the permanent council of the UIHJ that took place in Paris on 27 November 2008.

The trophy was handed to him by Jacques Isnard during the European Conference of the Presidents of National Chambers or Orders of judicial officers which took place in Paris on 16 and 17 April 2009.





### Lundi 7 septembre 2009

- 09 h 30 Réunion du bureau plénier  
 10 h 30 Accueil des congressistes  
 18 h 00 - Conseil permanent sortant  
 - Assemblée générale extraordinaire (modification des statuts)  
 - Organisation des journées du congrès (ouverts aux présidents ou chefs de délégation et aux membres du comité d'organisation présidents)  
 - Réunion des commissions dans la journée

### Mardi 8 septembre 2009

- 08 h 30 Accueil des congressistes  
 09 h 15 Ouverture solennelle du congrès  
 - Allocution de bienvenue de M. Jean-Claude Gaudin, ancien ministre, vice président du Sénat, maire de Marseille  
 - Allocution de Me Guy Duvelloyer, président de la chambre nationale des huissiers de justice  
 - Allocution de Me Jacques Isnard, président de l'UIHJ  
 - Allocution du Garde des Sceaux, ministre de la Justice

Présentation des travaux du congrès par Me Françoise Andrieux, rapporteur général du congrès (France)

- 11 h 30 Rapport moral présenté par le bureau sortant  
 12 h 30 Déjeuner cocktail  
 14 h 00 1<sup>er</sup> Atelier - LA MUTATION

Reflexion sur une harmonisation de la classification des biens et nécessité d'un nouveau concept du droit des contrats. Rapporteur : Françoise Andrieux (France)

#### I. Harmonisation de la classification des biens

- Aida Kemelmayer de Carlucci (Argentine) juge à la Cour suprême de Mendoza, professeur à la faculté de droit de Mendoza  
 - Maurice Tancelin (Canada), ancien professeur à l'université de Laval - Québec  
 - Ioan Less (Roumanie) doyen de la faculté de droit de Sibiu  
 - Françoise Andrieux, rapporteur général du congrès  
 - Mourad Skander (Tunisie) membre du bureau de l'UIHJ  
 - Odile Dunaud (France), huissier de justice à Thiakis

- 16 h 30 Fin des travaux  
 20 h 15 Soirée cocktail au Palais du Pharo  
 Offerte par la Chambre nationale des huissiers de justice de France

### Mercredi 9 septembre 2009

#### 09 h 15 II. Conséquences de l'harmonisation de la classification des biens sur la nécessaire adaptation du droit des contrats

- Mathieu Chardon (France), premier secrétaire de l'UIHJ  
 - Robert Emerson (USA), professor of business law Warrington College - University of Florida  
 - Anton Jongbloed (Pays-Bas) professeur à l'université d'Utrecht  
 - Claire Sandbrook (Angleterre - Pays de Galles), solicitor, président of the High Court Enforcement Officers Association

Table ronde : La pratique des contrats dans le monde économique et les modes alternatifs de règlement des conflits.

- Claude Brenner (France), professeur à l'université de Paris II Panthéon Assas  
 - Sue Collins (USA) constable, vice présidente déléguée UIHJ  
 - Nicola Hessel (Suède) secrétaire permanente de l'UIHJ pour les États scandinaves  
 - Jérôme Gérard Okemba Ngabondo (Congo), huissier de justice  
 - Piemonrat Vattanathai (Thaïlande), magistrat, professeur à la faculté de droit de Bangkok

- 12 h 30 Déjeuner  
 14 h 00 2<sup>e</sup> Atelier - L'OUVERTURE

Vers une grande profession d'huissier de justice : diversification des activités et pluridisciplinarité, à la recherche de standards mondiaux de l'exécution. Rapporteur : Rose-Marie Bruno (France)

#### I. La pluridisciplinarité - La « grande » profession d'huissier de justice

- Carlo Calvos (Luxembourg) président de la CNH du Luxembourg  
 - Anne Kerisit (France), huissier de justice  
 - Marc Schmitz (Belgique), huissier de justice, questeur du comité de l'UIHJ  
 - Jos Uitdehaag (Pays-Bas) huissier de justice, premier questeur du comité de l'UIHJ

#### II. Emergence des normes structurelles au service de l'aménagement d'un droit de l'exécution

- Rose-Marie Bruno (France), rapporteur du congrès  
 - Gilles Cuniberti, professeur à l'université du Luxembourg  
 - Antonio Gidi (Brésil), professeur à l'université de Salvador  
 - Burkhard Hess (Allemagne) professeur à l'université d'Heidelberg  
 - Vladimir Yarkov (Russie) professeur à la faculté de droit de Ekaterinburg  
 - Kraison Singharajwarapan (Thaïlande), chargé des relations internationales au service de l'exécution  
 - Adrian Stoica (Roumanie), membre du bureau de l'UIHJ

- 17 h 00 Fin des travaux  
 20 h 15 Soirée costumée - Palais des congrès, parc Chanot  
 Proposée par la Chambre nationale des huissiers de justice de France et l'UIHJ. (Tenue traditionnelle ou originale souhaitée.)

### Jeudi 10 septembre 2009

- 09 h 00 Séance audio visuelle « ... Au cœur de la pluridisciplinarité »  
 09 h 30 3<sup>e</sup> Atelier - LA GARANTIE

« L'huissier de justice élément essentiel de l'État de droit »

Rapporteur : Honoré Aggrey (Côte d'Ivoire)

#### I. Principe et classification des normes

- Marie-Hélène Duplax (France), huissier de justice membre du conseil de direction de l'École nationale de procédure de Paris  
 - Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CPEJ)  
 - Frédérique Ferrand (France), professeure de droit à l'université Jean Moulin Lyon III  
 - Dionysos Kiriatis (Grèce), vice président de la CNHJ de Grèce  
 - Guillaume Payan (France), consultant UIHJ

#### II. Sécurité juridique : L'huissier de justice élément essentiel de l'État de droit

- Honoré Aggrey (Côte d'Ivoire), rapporteur du congrès  
 - Nadhir Ben Ammou (Tunisie), avocat près la Cour de cassation, professeur des facultés  
 - Natalie Fricero (France), professeure à la faculté de droit de Nice  
 - Alain Ngongang Sime (Cameroun), président de la CNHJ du Cameroun  
 - Jean-Michel Rouzaud (France), président du Conseil de direction de l'École nationale de procédure de Paris

- 12 h 30 Déjeuner  
 15 h 00 Cérémonie solennelle d'installation de deux membres du conseil scientifique de l'UIHJ

#### III. L'huissier de justice au cœur de l'activité économique

- Mohamed Bousmaha (Algérie), huissier de justice  
 - Paula Meira Laureço (Portugal), présidente du Comité pour l'efficacité de la justice  
 - Emmanuel Madiot (France), huissier de justice  
 - Louis-Raymond Maranda (Canada), président de la CNHJ du Québec

#### IV. Institutions

- Le projet de réforme au Chili  
 - Rodrigo Zuniga Carrasco, conseiller auprès du ministre de la justice du Chili
- Conférence de La Haye  
 - Déclaration de la conférence de La Haye de droit international privé  
 - Commission européenne - Bruxelles
- Le traité de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) et le droit uniforme des procédures d'exécution  
 - Jacqueline Lahoues-Oble (Côte d'Ivoire), professeur à la faculté de droit d'Abidjan

#### Soirée libre

### Vendredi 11 septembre 2009

- 09 h 15 Assemblée générale  
 - Ratification des nouveaux membres de l'UIHJ  
 - Désignation de la ville organisatrice du XXI<sup>e</sup> congrès (2012)

- 10 h 00 Conseil permanent  
 - élection des membres du bureau 2009-2012

- 11 h 00 Séance de clôture du XX<sup>e</sup> congrès

Rapport de synthèse présenté par Me Françoise Andrieux, rapporteur général du congrès

- allocution du Président de l'UIHJ  
 - remise de distinctions  
 - clôture du XX<sup>e</sup> congrès

Après-midi - Réunions complémentaires

- 15 h 00 « e-justice » et « e-huissier de justice »  
 16 h 00 Statut social de l'huissier de justice  
 20 h 15 Dîner de gala enceinte du Parc Chanot Hall 1 - (Tenue de soirée recommandée)

### Samedi 12 septembre 2009

#### Post congrès

La Gazette du congrès assurera l'information permanente du congrès

#### Langues de travail : Français - Anglais

Des conditions de traduction particulières pourront être assurées pour chaque catégorie de langue de plus de 40 participants.



## Monday 7 September 2009

- 09:30 Plenary board meeting
- 10:30 Reception of the congressmen
- 18:00 - Permanent Council
- Extraordinary General Assembly (changes in the Statutes)
- Organisation of the days of the congress (open to presidents or heads of delegations and to the presidents members of the Steering Committee)

## Tuesday 8 September 2009

- 08:30 Reception of the congressmen
- 09:15 Solemn Opening
- Short welcome speech of Jean-Claude Gaudin, Past Minister, vice-President of the Senate, Mayor of Marseilles
- Short speech of Guy Duveleroy, President of the National Chamber of Judicial Officers of France
- Short speech of Jacques Isnard, President of the UIHJ
- Short Speech of the Minister for Justice

Presentation of work of the congress by Francoise Andrieux (France), General Reporter of the congress

- 11:30 Moral Report presented by the Board
- 12:30 Cocktail lunch
- 14:00 1<sup>st</sup> Workshop: THE CHANGE

Thoughts on the harmonization of the classification of goods and the necessity of a new concept of contract law. Reporter: Françoise Andrieux (France)

### I. Harmonization of the classification of goods

- Aida Kemelmayer de Carlucci (Argentina), Judge at the Supreme Court of Mendoza, Professor at the Law Faculty of Mendoza
- Maurice Tancellin (Canada), Past Professor at the University of Laval – Quebec
- Ion Les (Romania), Dean of the Law Faculty of Sibiu
- Françoise Andrieux, General Reporter of the congress
- Mourad Skander (Tunisia), member of the Board of the UIHJ
- Odile Dunaud (France), Judicial Officer in Thiais

- 16:30 End of the works
  - 20:15 Evening cocktail at the Pharo Palace
- Offered by the National Chamber of judicial officers of France

## Wednesday 9 September 2009

### 09:15 II. Consequences of the harmonization of classification of goods on the necessary adaptation of contract law

- Mathieu Chardon (France), 1<sup>st</sup> Secretary of the UIHJ
- Robert Emerson ((USA), Professor of Business Law Warrington College – University of Florida
- Anton Jongbloed (The Netherlands), Professor
- Claire Sandbrook (England and Wales), Solicitor, President of the High Court Enforcement Officers' Association

### Round table: The practice of contract in the economic world and alternative modes of conflict resolution

- Claude Brenner (France), Professor at the University Paris II Panthéon Assas
- Sue Collins (USA), Constable, Vice-President Delegate of the UIHJ
- Nicola Hessel (Sweden), Permanent Secretary of the UIHJ for Scandinavian countries
- Jérôme Gérard Okemba Ngabondo (Congo), Judicial Officer
- Piemonrat Vattanahathai (Thailand), Judge, Professor at the Law Faculty of Bangkok

- 12:30 Lunch
- 14:00 2<sup>nd</sup> Workshop – THE OPENING

Towards a great profession of judicial officer: diversification of activities and multi-field occupations for the search of world standards of enforcement. Reporter: Rose-Marie Bruno

### I. Multi-field activities - The "great" profession of judicial officer

- Carlos Calvo (Luxembourg), President of the National Chamber of Judicial Officers of Luxembourg
- Anne Kerisit (France), Judicial Officer
- Marc Schmitz (Belgium), Judicial Officer, Quaestor of the Committee of the UIHJ
- Jos Uitdehaag (the Netherlands), Judicial Officer, 1<sup>st</sup> Quaestor of the Committee of the UIHJ

### II. Rising of structural norms at the service of the implementation of an enforcement law

- Rose-Marie Bruno (France), Co-reporter of the congress
- Antonio Gidi (Brazil), Professor at the University of Salvador
- Burkhard Hess (Germany), Professor at the University of Heidelberg
- Vladimir Yarkov (Russian Federation), Professor at the Law faculty of Yekaterinburg
- Kraisorin Singharajwarapan (Thailand), in charge of International Relation at the Enforcement Service
- Adrian Stoica (Romania), member of the Board of the UIHJ

- 17:00 End of the works
  - 20:15 Fancy-dress Evening – Palace of Congress, Parc Chanot
- Proposed by the National Chamber of the Judicial Officers of France

## Thursday 10 September 2009

- 09:00 Audio-visual Showing
- 09:30 3<sup>rd</sup> Workshop – The GUARANTEE

### "The judicial officer, an essential element of the rule of law"

Reporter: Honoré Aggrey (Ivory Coast)

### I. Principle and classification of norms

- Marie-Hélène Duplax (France), Judicial Officer member of the Managing Board of the National School of Procedure of Paris
- Frédérique Ferrand (France), Professor at law at the University Jean Moulin Lyon III
- Dionysos Kriaris (Greece), Vice-President of the National Chamber of judicial officers of Greece
- Guillaume Payan (France), UIHJ Consultant

### II. Legal security. The judicial officer, an essential element of the rule of law

- Honoré Aggrey (Ivory Coast), Reporter of the congress
- Nadhir Ben Ammou (Tunisia), Lawyer at the Supreme Court, Professor of the Faculties
- Natalie Fricero (France), Professor at the University of Nice
- Alain Ngongang Sime (Cameroon), President of the National Chamber of the Judicial Officers of Cameroon
- Jean-Michel Rouzaud (France), President of the Managing board of the National School of Procedure of Paris

### 12:30 Lunch

### 15:00 Official ceremony of installation of two members of the Scientific Council of the UIHJ

### III. The judicial officer at the center of economic activity

- Mohamed Bousmaha (Algeria), Judicial Officer
- Paula Meira Lourenço (Portugal), President of the Committee on Efficiency of Justice
- Emmanuel Madiot (France), Judicial Officer
- Louis-Raymond Maranda (Canada), President of the National Chamber of Judicial Officers of Quebec

### IV. Institutions

1. The reform project in Chile
  - Rodrigo Zuniga Carrasco, Adviser at the Ministry of Justice of Chile
2. Hague Conference
  - Declaration of The Hague Conference on Private International Law
3. European Commission - Brussels
4. The treaty on the Organisation for the Harmonization of Business Law in Africa (Ohada) and the Uniform Act on Enforcement Procedures
  - Jacqueline Lahoues-Oble (Ivory Coast), Professor at the Faculty of Law of Abidjan

### Free evening

## Friday 11 September 2009

- 09:15 General meeting
- Ratification of the new members of the UIHJ
- Designation of the organizing city of the 21<sup>th</sup> congress (2012)

- 10:00 Permanent Council
- Election of the members of the Board for 2009-2012

### 11:00 Closing ceremony of the 20<sup>th</sup> congress

### Summary report presented by Françoise Andrieux, General Reporter of the congress

- Speech of the President of the UIHJ
- Handing over of distinctions
- Closing of the 20<sup>th</sup> congress

Afternoon - Additional meetings

- 15:00 "e-Justice" and "e-Judicial Officer"
- 16:00 Social Status of judicial officers
- 20:15 Official Gala Dinner – Parc Chanot, Hall 1 – (Evening dress recommended)

## Saturday 12 September 2009

### Post-congress

The Congress Gazette will ensure permanent information on the congress

### Working languages: French – English

Specific translating facilities can be organized for every category of 40 participants sharing the same language.

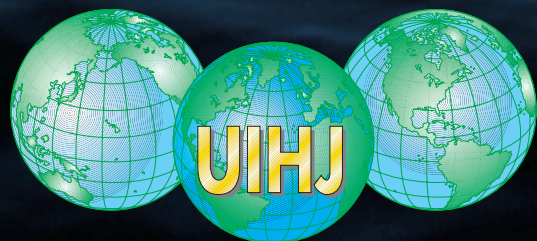


Union internationale  
des huissiers de justice

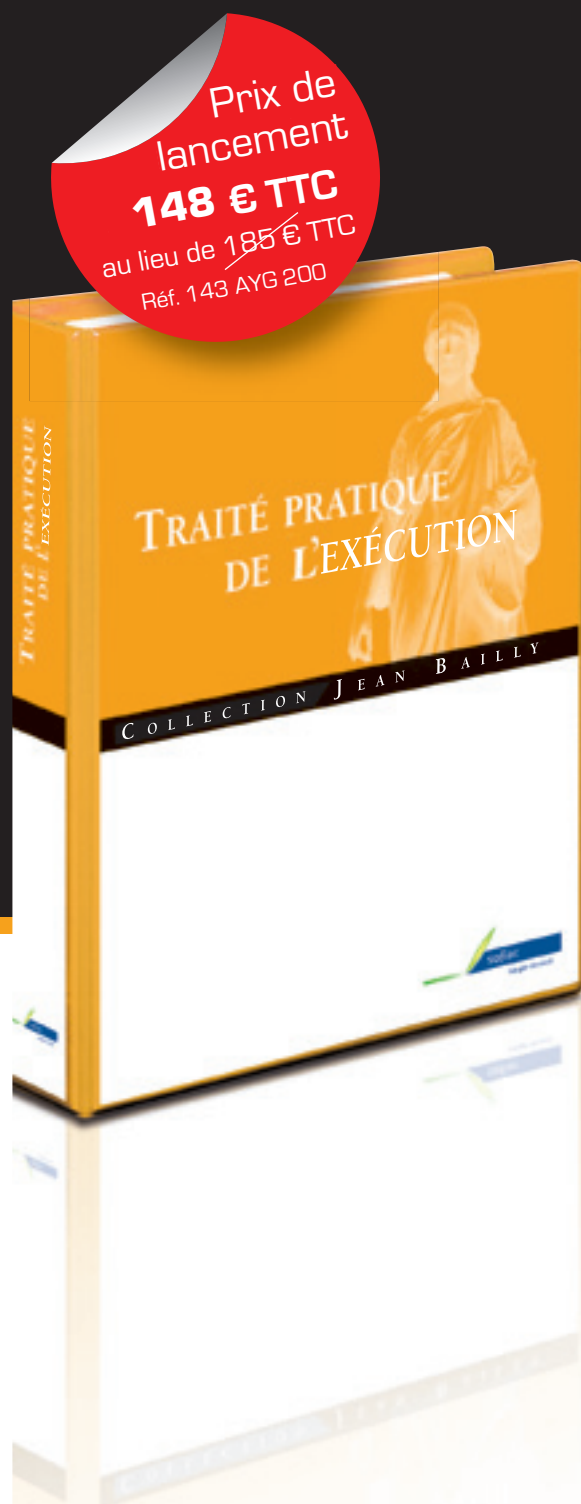
International Association  
of Judicial Officers

# XX<sup>e</sup> congress Marseille

7-12 septembre 2009  
September



# BÉNÉFICIEZ DÈS AUJOURD'HUI DE LA NOUVELLE RÉFÉRENCE SUR L'ENSEMBLE DES VOIES D'EXÉCUTION



- **Simplicité**
- **Exhaustivité**
- **Fiabilité de l'information**
- **Mises à jour régulières**

Bénéficiez de – 20 % sur l'achat de votre ouvrage de base et souscrivez au service de mises à jour associé à l'ouvrage de base. Chaque mise à jour vous sera envoyée et facturée en sus selon son importance. (souscription pour une durée de 1 an). Ouvrage de base : 148,00 TTC au lieu de 185 € TTC. Offre valable jusqu'au 25 décembre 2009.

Abonnement aux mises à jour : 180 € HT/an (à titre indicatif).

**Pour toute commande ou demande  
d'information, contactez notre Service  
Relations Clients :**

- 03 83 38 83 83
- 03 83 38 86 10 - 03 83 38 37 12
- Sofiac - 525 rue André-Ampère - Logistique Est-BP79  
54250 Champigneulles
- [advble@berger-levrault.fr](mailto:advble@berger-levrault.fr)
- [www.editions.berger-levrault.fr](http://www.editions.berger-levrault.fr)

Sofiac est une marque de Berger-Levrault – Adresse de correspondance :  
525 rue André-Ampère – Logistique Est – BP 79  
54250 Champigneulles © Berger-Levrault – SA – 755 800 646 RCS  
siège social : 3 rue ferrus – 75014 Paris – Mai 2009

